

Le « fusible »
de la Maison Blanche

Les secrétaires généraux de la Maison Blanche ont, parmi leurs attributions non écrites, celle de servir de fusible à un président en difficulté. La démission de M. John Sununu relève de cette logique, même si l'intéressé a grandement contribué à sa propre chute par le rugosité de son caractère. Il avait en outre commis une faute suprême, en contradiction flagrante avec l'essence de sa mission, de rejeter sur le président la responsabilité d'une proposition maladroite de baisse des taxes d'intérêt sur les cartes de crédit, qui avait eu pour résultat de faire durement chuter Wall Street à la mi-novembre.

M. Sununu avait eu aussi le tort de proclamer, un peu hâtivement, qu'il coordonnerait l'an prochain la campagne pour la réélection de M. George Bush. Personne n'aurait pu lui reprocher de se prétendre indispensable, et M. Bush en avait peut-être assez d'entendre répéter que M. Sununu avait été l'architecte de sa victoire électorale de 1988. Alors gouverneur du New Hampshire, celui-ci avait joué un rôle décisif dans le succès, nullement acquis d'avance, du candidat Bush face à ses concurrents républicains lors de la primaire qui a lieu traditionnellement en février dans cet Etat de la côte est.

La cause principale du malaise actuel échappe largement à l'analyse de M. Bush. Il s'agit de la récession économique, qui dure beaucoup plus longtemps qu'on ne s'y attendait, malgré la baisse des taux d'intérêt. M. Bush a peut-être commis une erreur en renonçant à une tournée en Asie prévue de longue date pour se consacrer, disait-il, aux mesures susceptibles de relancer l'économie. Il a suscité un espoir que rien n'est venu justifier.

La chute du président dans les sondages a créé un climat de panique à la Maison Blanche. La popularité de M. Bush, due à la guerre du Golfe, avait atteint un niveau exceptionnel, et le malaise a donc été spectaculaire. Face à une situation insupportable, le président a perdu simultanément l'initiative et l'effort. Après avoir longtemps proclamé son opposition aux quotas favorisant les minorités raciales, il a signé une loi qui en réaffirme la légitimité, tout en faisant publier simultanément une circulaire qui diabolise pratiquement le contraire... et qui a dû précipitamment retirer.

M. SUNUNU servait de lien entre le président et la droite du Parti républicain. Il avait, notamment par son opposition publique à l'avortement, la confiance des milieux qui militent pour une revanche sur le laxisme des années soixante-dix. Mais il avait réussi à s'allier même ses amis politiques en les traitant de manière cavalière. Il est vrai qu'une des prérogatives de sa fonction, qui est de permettre ou de refuser l'accès au président, suscite nécessairement des inimitiés durables.

En dépit des embellies contenues dans la lettre que lui a adressée M. Bush, il est évident que ce dernier ne le considérerait plus comme l'homme capable de coordonner la campagne pour sa réélection. M. Sununu lui-même a reconnu qu'il était devenu un « poids » politique. Son départ détournera sans doute l'attention dans l'immédiat, mais le problème fondamental de M. Bush, le mauvais état de l'économie, n'en sera pas réglé pour autant.

Lire page 3 l'article d'HENRI PIERRE

M0147 - 1205 - 6.00 F



Le sort du dernier otage américain détenu au Liban

La libération de Terry Anderson facilitera la reprise du dialogue irano-américain

Dernier Américain détenu au Liban, le journaliste Terry Anderson devait être libéré, mercredi 4 décembre, après presque sept années (2 454 jours) de captivité, ce qui en fait le « doyen » des otages aux mains de groupes chiites pro-iraniens. L'heureuse conclusion de cette affaire facilite la reprise du dialogue entre Washington et Téhéran. La médiation de

l'ONU aura ainsi permis la libération de neuf otages depuis le mois d'août. Deux Allemands attendent encore d'être relâchés alors qu'un Italien est présumé mort. Les ravisseurs escomptent qu'un échange les Israéliens libérant tous les prisonniers arabes capturés au Liban et particulièrement le cheikh Abdel Karim Obeid, responsable du Hezbollah.

Téhéran, point de départ et d'arrivée

WASHINGTON

de notre correspondant

Pour les Etats-Unis, le drame des otages est fini, ou presque. Parce qu'il était le plus ancien, mais aussi parce qu'il était journaliste, Terry Anderson était, ici, le plus connu des Américains victimes des groupuscules islamistes de Beyrouth.

Plus encore que ses compagnons, il fut le symbole de la crise des otages : pour les Etats-Unis, un « cocktail » douloureux de frustrations, d'humiliations, de sentiments d'impuissance et d'angoisse et qui, avec l'épisode de « l'irangate », entacha même gravement la présidence de Ronald Reagan.

La crise ne commença pas à Beyrouth mais à Téhéran, une journée gris de novembre 1979, lorsque cinquante-deux membres de

l'ambassade des Etats-Unis sont pris en otage par un groupe de jeunes révolutionnaires iraniens. Ils se présentent comme « les étudiants au service de l'Iran » Khoménis. Ils veulent défaire la fraction la plus modérée du régime - celle de l'ancien président Bani Sadr - sur un thème fondateur de la révolution iranienne : l'anti-américanisme. Là sont les origines d'une révolution qui se fait au nom de la lutte contre le « Grand Satan » américain, accusé d'avoir été le protecteur du régime despotique du chah, d'avoir accablé l'Iran et « corrompu » ses habitants.

Pour comprendre ce qui se passe ensuite à Beyrouth, il faut se rappeler du slogan qui, à la fin des années 70, mobilisait des centaines de milliers de personnes dans les rues de Téhéran : « Marg bar

Am'rica », (mort à l'Amérique). Une Amérique symbole d'une occidentalisation que les mollahs prétendent honnir et combattre, mais avec l'air conditionné dans la voiture... Les Américains de l'ambassade seront libérés quatre ou cinq jours plus tard au terme d'une série de péripéties qui mettront à mal l'image du président Jimmy Carter et contribueront, sans doute, à sa défaite face à Ronald Reagan. Les précurseurs d'otages, eux, ont retenu une leçon : leur action a profondément traumatisé l'Amérique et mobilisé la Maison Blanche, les médias et l'opinion. Plus qu'une opération terroriste.

ALAIN FRACHON.

Lire la suite et nos informations page 7

Services, automobile, bâtiment, immobilier...

La récession touche de nouveaux secteurs

Dans le secteur des services, et en particulier les prestations aux entreprises, comme dans l'immobilier mais aussi l'automobile, les signes de chute d'activité se multiplient. Dans le bâtiment le patronat s'attend à une croissance zéro en 1992 et dans l'automobile la baisse des immatriculations en 1991 pourrait atteindre le plus bas niveau enregistré depuis sept ans. Ces ralentissements d'activité entraînent dans de nombreux cas des suppressions d'emplois.

Le ralentissement de l'activité économique en France a des conséquences dans plusieurs branches d'activité. Dans les services, plusieurs secteurs sont en crise comme celui des prestations aux entreprises - publicité, cabinets de études, consultants, etc.

La crise de l'immobilier n'affecte pas seulement les promoteurs et les constructeurs - 295 000 mises en chantier de logements neufs en 1991 et une croissance zéro attendue dans le bâtiment, selon les prévisions du patronat, en 1992 - mais aussi les notaires dont l'activité a fléchi.

Pour la première fois, des études de notaires commencent à licencier. Dans l'immobilier parisien, le prix moyen du mètre carré a baissé de plus de 1 % en six mois. Des signes de récession apparaissent aussi dans l'automobile.

Selon des statistiques encore provisoires, le nombre d'immatriculations de voitures particulières en France a chuté de 5,2 % en novembre par rapport à novembre 1990.

Pour l'année 1991, les constructeurs français s'attendent à un recul d'environ 12 % du marché, soit une déprime semblable à celle de 1984.

Voir pages 29 et 30

L'indemnisation des transfusés victimes du sida
Les députés socialistes refusent le prélèvement sur les assurances
Lire page 8 l'article de PASCALE ROBERT-DIARD

EDUCATION • CAMPUS

« Sauve qui peut les profs... »

JE VOUS PRÉSENTE NOTRE NOUVEAU AUXILIAIRE...
IL DEMANDE QUAND IL SERA PAYÉ !



PLANTÉ
Lire page 13 la suite de l'enquête sur le malaise des enseignants et page 40 les informations sur les manifestations et la grève dans l'éducation nationale

L'Europe avant Maastricht

- L'Allemagne européenne en question par DANIEL VERNET
- Le désaccord sur la politique étrangère et sur la sécurité reste entier par PHILIPPE LEMAITRE
- M. Felipe Gonzalez va livrer bataille aux pays riches de la Communauté par MICHEL BOLE-RICHARD page 6
- Les entretiens du président de la République avec les responsables politiques page 40
- La réunion des ministres de la sécurité des Douze à La Haye : l'Europe à petits pas par ERICH INCYAN page 11

POINT

- L'Union économique et monétaire : un processus en trois étapes page 32

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 40

Trois défis pour la nouvelle Turquie

Le gouvernement Demirel entre les difficultés économiques, le problème kurde et l'Europe sans URSS

ISTANBUL

de notre envoyé spécial

Regard d'aigle bilingue chez l'un et sourire béat chez l'autre : le contraste ne saurait être plus net entre les deux portraits, souvent accrochés face à face dans les bâtiments publics, d'Atatürk et de Turgut Ozal. C'est à se demander si la contemplation muette, à long terme, du triple menton de son actuel successeur, premier à ce poste à avoir accompli le pèlerinage de La Mecque, ne contribue pas à expliquer, avec la cirrhose à laquelle il a succombé, le rictus posthume du très laïc fondateur de la Turquie moderne.

Vivement attaqué sur le mauvais état des finances publiques et le trop bon état de celles de sa famille, le successeur en question a subi un lourd échec aux législatives du 18 octobre dernier, les plus libres, personnelles et contestées, qu'il ait jamais connues le pays.

Malgré une loi électorale fort compliquée qui, pour favoriser le parti au pouvoir, prive de toute représentation les formations ayant recueilli moins de 10 % des suffrages, son Parti de la mère patrie (ANAP) n'en a obtenu que 24,01 %, avec 115 élus. Mais, s'il est en tête, son principal adversaire, le parti conservateur dit de la « juste voie » (DYP), n'en a eu

de son côté que 27,3 %, soit 178 élus.

Appelé à constituer le gouvernement, son chef, Sölyman Demirel, a donc dû se chercher les alliés sans lesquels il ne pouvait avoir de majorité au Parlement. La tâche était si difficile qu'il lui aura fallu près d'un mois pour trouver ses ministres. En effet :

a) Demirel-Baba - le Père, pour ses compatriotes - n'est pas précisément un nouveau venu. A soixante-sept ans, il est très bien porté, c'est la septième fois qu'il prend la tête d'un gouvernement.

ANDRÉ FONTAINE

Lire la suite page 4

COLLECTION "FORCE 10"

Clique d'oreille : 21.000 F

Cable main d'acier, or et diamants

Brochet : 30.750 F

Bague : 11.700 F

6 rue Royale, Paris 8° - 42.60.30.65

Le Claridge, 74, Champs-Élysées - Espace "Galerie Lafayette", Paris - Aéroport d'Orly - 92, rue Eugène Colas, Desvilliers - 21, boulevard de la Croisette, Cannes - Hôtel Loews, Monte-Carlo - 20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills - Houston - Séoul - Tokyo

JOAILLIER

Demain dans « Le Monde »

Les nouveaux rendez-vous du Portugal

Sous le titre « Les nouveaux rendez-vous de l'Histoire », le Monde publie dans son numéro du vendredi 6 décembre un supplément de huit pages consacré au Portugal, qui assurera, à compter du 1er janvier 1992, la présidence de la CEE.

ARTS • SPECTACLES

Les « Transmusicales » de Rennes

A Rennes, les Transmusicales font la part belle aux nouvelles tendances du rock hexagonal et plongent dans ses origines avec Tony Joe White. Leon Redbone se souvient du blues, du jazz, qui rend hommage à Emmett Miller.

pages 17 à 28

DÉBATS

La réforme des institutions vue par Georges Vedel et Olivier Duhamel

Rendre un espace au Parlement, retrouver un rythme démocratique

« Faut-il, ou non, réformer les institutions ? »

Georges Vedel. — Les réformes en question sont de deux ordres. Les unes sont celles qui apportent un « mieux » aux règles constitutionnelles existantes, et il n'y a pas de raison de se refuser à les faire si elles rencontrent un consensus assez général. Les autres, plus profondes, exigent une analyse des dysfonctionnements. Pour moi, j'en vois deux. Le premier est l'effacement du Parlement, éminemment regrettable dans une démocratie. Le second, qui est moins souvent relevé, est la mainmise du pouvoir exécutif sur la plupart des rouages de l'administration et du secteur public. La vieille notion républicaine du service public, chose de tous, qui a été fondamentale dans la vie nationale, disparaît avec la quantité de postes à la discrétion du pouvoir politique, multipliés d'ailleurs au fur et à mesure que les années passent, le mal ne datant pas d'aujourd'hui.

Olivier Duhamel. — C'est parce que la Constitution fonctionne bien qu'il faut la réformer, si l'on veut qu'elle survive. La Cinquième jouit d'une grande acceptation par les électeurs, mais des insatisfactions persistent. Par exemple, la question du mandat présidentiel, et, au-delà, de la régulation de nos temps démocratiques et de nos rythmes électoraux, qui font que la France n'est pas une démocratie aussi civilisée et aussi développée que d'autres. Une des difficultés de la réforme constitutionnelle est que chacun cherche à promouvoir l'amélioration qui lui semble souhaitable. M. Vedel vient d'en donner un exemple avec la mainmise du pouvoir sur la haute fonction publique. D'autres ajoutent : l'extraordinaire désorganisation de la structure gouvernementale à la fois pléthorique et instable, qui mériterait d'être protégée par des règles constitutionnelles ou, à tout le moins, organiques, afin que cessent ces dysfonctionnements très perturbateurs. Le catalogue risque de se charger.

— Le débat sur le mandat présidentiel semble tourner autour de deux points, chacun étant une des propositions du candidat Mitterrand versées en 1987 : d'une part, un double quinquennat, d'autre part, comme vient de le proposer Pierre Mauroy, mais comme le propose aussi Raymond Barre, ou d'ailleurs Jean-Marie Le Pen, un septennat unique.

G. Vedel. — Je suis pour le double quinquennat simplement parce qu'il est très difficile d'imaginer une réélection. On en a un bel exemple dans l'histoire française. A la fin de 1851, c'est l'impossibilité de la réélection de Louis Napoléon, pratiquement interdite par la Constitution, qui a provoqué le coup d'État. En tout cas, il est très peu démocratique d'interdire à quelqu'un qui a réussi, qui a encore la confiance de la nation, d'être réélu. Mais si l'on gardait le septennat avec la possibilité de réélection, on admettrait une durée que la majorité de la classe politique ou des citoyens trouve trop longue. Le double quinquennat me paraît donc une bonne solution.

O. Duhamel. — Beaucoup de défenseurs du septennat le sont pour des raisons contestables. Chez les royalistes ou à l'extrême droite, c'est une façon de perpétuer le régime monarchique. A l'inverse, chez les communistes, c'est la volonté d'une présidence la plus faible possible qui le fait prendre position pour le septennat non renouvelable. Pour Pierre Mauroy, je ne suis pas certain que le choix qu'il vient d'exprimer en cette faveur ne soit pas dicté par des considérations très conjoncturelles, donc inacceptables. Raymond Barre, lui, fait partie sur ce point de la grande famille des gaullistes bistrotes qui ne veulent pas toucher à la Constitution de la IV^e République. Mais le septennat non renouvelable est très inférieur au double quinquennat pour plusieurs raisons, outre celle qu'a évoquée le doyen Vedel. Dans un pays démocratique, il existe entre les gouvernants et les gouvernés ce que les Américains appellent « the accountability », c'est-à-dire la responsabilité. Le président est le chef responsable et rend compte devant les électeurs ; il est normal qu'il puisse être réélu. Alors, pourquoi pas éternellement réélu ? Mais justement parce que la démocratie exclut la pérennisation d'une monarchie électorale.

— Le temps du septennat est d'ailleurs un temps démocratique trop long. Si vous regardez sur trente ans la durée moyenne d'exercice du pouvoir, on voit qu'en moyenne tous les quatre ou cinq ans on change de chef dans les grandes démocraties. Le quinquennat est indispensable à la régulation de nos rythmes démocratiques, car le quinquennat (il y a toujours des exceptions possibles avec la dissolution ou le décès

L'annonce, par le président de la République, d'une modification de la Constitution au second semestre de l'année 1992 a surtout donné lieu à des polémiques portant sur la teneur du mandat de M. Mitterrand. Les aspects purement institutionnels sont pourtant importants. Aussi avons-nous demandé à M. Georges Vedel, ancien membre du Conseil constitutionnel, qu'il a contribué à installer dans une position éminente, et à M. Olivier Duhamel, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et conseiller de M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, de confronter leurs vues.



présidentiel) conduira à une dominance du renouvellement du président et de l'Assemblée tous les cinq ans. Alors que si l'on garde le septennat, la limitation du pouvoir quinquennal législatif, vous avez, encore une fois sans compter les hypothèses de dissolution ou de démission, des rythmes électoraux complètement déréglés. C'est un rythme fou. On attribue le pouvoir tantôt pour cinq ans, tantôt pour deux ans, tantôt pour trois ans, tantôt pour quatre ans, puis seulement pour un, et ensuite cinq ans. Il n'y a plus de responsabilité et il n'y a plus de gouvernabilité.

G. Vedel. — Le septennat vrai, pur et simple, du président qui, pendant sept ans, ne voit pas sa légitimité mise en doute, c'est le septennat des présidents de la III^e République. C'est celui de Fallières, de Raymond Poincaré, mais le général de Gaulle n'a pas pratiqué ce septennat puisqu'il a réélu Mitterrand à intervalles plus ou moins longs, remis en jeu son mandat par le recours au référendum.

O. Duhamel. — François Mitterrand, comme votre dessinateur lorsqu'il distingue François de France 2, a bien fait un quinquennat socialiste, et puis ensuite il y a eu le deuxième Mitterrand de cohabitation, et puis maintenant on en a un troisième qui ne fera qu'un quinquennat aussi. C'est-à-dire que le quinquennat est le rythme normal. Les gens pensent, et c'est une réaction spontanée, qu'en passant du septennat au quinquennat nous multiplierions les campagnes électorales ; bref, nous entrerais en campagne électorale permanente. Or, je suis sûr sur ce point, si l'on ne changeait que cela, de sept ans à cinq ans, évidemment, nous serions moins en campagne électorale que nous ne le sommes avec la combinaison du septennat présidentiel et du quinquennat législatif.

Enlever au président les armes qu'il tient du régime parlementaire

— Deuxième point important, c'est ce que le président appelle lui-même l'effacement du Parlement. Comment peut-on penser renforcer le Parlement à compter du moment où cette Constitution a été faite pour affaiblir le Parlement ?

G. Vedel. — Le Parlement n'a presque plus de place dans le jeu politique parce que cette place est prise par d'autres. Laissons de côté tout ce qui a pu lui être enlevé par la communication médiatique, qui fait que beaucoup de débats politiques sont transportés du Palais-Bourbon aux écrans de télévision. Mais surtout il faut bien voir que le système de la Constitution de 1958 avec l'élection du président de la République au suffrage universel depuis 1962 aboutit à cumuler dans les mains du président, soit personnellement, soit par personnes interposées, les pouvoirs et le statut à la fois d'un président des États-Unis et d'un chef de gouvernement parlementaire. Comme le président des États-Unis il a l'investiture populaire, la durée fixe du mandat, le choix de son gouvernement et de la décision en dernier ressort.

— Mais en même temps notre Constitution lui donne toutes les armes du régime parlementaire

rationalisé, c'est-à-dire le leadership gouvernemental sur le Parlement, grâce à toutes ces prérogatives qui sont le quasi-monopole de l'initiative législative, la limitation du pouvoir d'initiative financière du Parlement, et surtout le fameux article 49 paragraphe 3 dont on nous rebat les oreilles quant à sa singularité, mais qui est en réalité la mise en forme d'une règle fondamentale des pays parlementaires évolués. Il revient à ceci : l'Assemblée ne peut pas à la fois prétendre garder le gouvernement en place et lui refuser les lois et les crédits qu'il demande. L'article 49 paragraphe 3, c'est très exactement cela.

— Donc, il faudrait arriver à rendre de l'espace au Parlement. La véritable solution consisterait à enlever au président les armes qu'il tient du régime parlementaire et à lui restituer ce qui est l'essence de son rôle : un exécutif responsable devant le peuple mais en contrepartie sans prérogatives telles que la possibilité de dissolution, l'article 49 paragraphe 3 ou ses substituts. C'est la seule manière d'éviter le cumul, si je puis dire, d'un Reagan et d'une Thatcher.

O. Duhamel. — Je suis en désaccord sur ce point. Le Parlement dispose déjà de beaucoup d'armes qu'il n'utilise pas. La difficile articulation entre un Parlement et un système médiatique dans une démocratie moderne n'a aucun besoin d'une modification constitutionnelle ; certains pays y parviennent assez bien, sans dérapage, par exemple le Congrès des États-Unis d'Amérique, d'autres pas du tout, comme la France. Il faut également développer les possibilités de contrôle : il existe déjà des moyens d'action qui pourraient être étendus et qui n'ont pas besoin de réforme constitutionnelle. Pour changer les mœurs, il n'est cependant pas exclu que quelques modifications constitutionnelles symboliques soient indispensables. Nous vivons dans des univers symboliques sont indispensables. Nous vivons dans des univers symboliques sont indispensables. Nous vivons dans des univers symboliques sont indispensables. Nous vivons dans des univers symboliques sont indispensables.

G. Vedel. — La principale objection au régime présidentiel, c'est le risque d'impuissance lorsque le gouvernement et le président de la République et la majorité parlementaire sont en désaccord. Ce n'est pas exactement vrai. D'abord parce qu'il y a des coalitions purement juridiques que le juge constitutionnel peut résoudre. Deuxièmement, l'expérience des États-Unis prouve qu'à peu près tout, sans la possibilité de dissolution, est possible. Ce n'est pas exactement vrai. D'abord parce qu'il y a des coalitions purement juridiques que le juge constitutionnel peut résoudre. Deuxièmement, l'expérience des États-Unis prouve qu'à peu près tout, sans la possibilité de dissolution, est possible.

O. Duhamel. — Si vous ne voulez pas que le Conseil constitutionnel pénètre dans la chambre, vous avez un autre système possible qui est la limitation quantitative : n'autoriser le gouvernement à engager la responsabilité sur son texte qu'une fois par session, par exemple.

G. Vedel. — Et si dans une même session il y a deux questions véritablement importantes, que fera le gouvernement ?

O. Duhamel. — Il ne me semble pas indispensable de recourir au régime présidentiel pour obtenir les résultats que vous cherchez. Je maintiens qu'on pourrait à la fois tempérer l'usage de l'article 49-3 et ouvrir l'ordre du jour parlementaire, permettre aux parlementaires de décider eux-mêmes de l'avenir d'un certain nombre de propositions de lois. Ce n'est pas parce que le gouvernement ne serait pas en permanence dans la possibilité de faire le chantage à la démission, ce n'est pas parce que le gouvernement devrait dans certains cas accepter qu'on discute de textes qui n'ont pas été préparés par lui, ou dont il ne veut pas, qu'on se rendrait à la IV^e République. Cet éponyme de la IV^e République est un mythe.

G. Vedel. — Sous la IV^e République, la Constitution avait été de façon impérative les conditions dans lesquelles le gouvernement devait démissionner. Or, il démissionnait tous les six mois, alors que ces conditions n'étaient pas réunies. Tout simplement parce qu'on n'imaginait pas qu'un gouvernement à qui on refuse et les lois et les crédits dont il a besoin reste en place.

O. Duhamel. — La Grande-Bretagne, en ce qui concerne l'ordre du jour, l'Allemagne, pour la possibilité de déclencher des commissions d'enquête, ont des possibilités plus grandes que le Parlement français, et ni la Grande-Bretagne ni l'Allemagne ne connaissent la IV^e République. J'ajoute que, malgré ma volonté d'être le plus souvent possible d'accord avec vous, je n'admettrai jamais l'idée selon laquelle lorsqu'on a un président de la République élu au suffrage universel direct, on renforce le Parlement, on risque de revenir à la IV^e République, où le président n'était rien.

G. Vedel. — La principale objection au régime présidentiel, c'est le risque d'impuissance lorsque le gouvernement et le président de la République et la majorité parlementaire sont en désaccord. Ce n'est pas exactement vrai. D'abord parce qu'il y a des coalitions purement juridiques que le juge constitutionnel peut résoudre. Deuxièmement, l'expérience des États-Unis prouve qu'à peu près tout, sans la possibilité de dissolution, est possible. Ce n'est pas exactement vrai. D'abord parce qu'il y a des coalitions purement juridiques que le juge constitutionnel peut résoudre. Deuxièmement, l'expérience des États-Unis prouve qu'à peu près tout, sans la possibilité de dissolution, est possible.

— En troisième lieu, j'extrait des archives du club Jean-Moulin le système consistant à prévoir qu'à tout moment le président peut dissoudre le Parlement et provoquer de nouvelles élections, mais à la condition de se soumettre lui-même à réélection. Réciproquement, le Parlement pourrait « renverser » le président, mais alors en même temps l'Assemblée nationale se représenterait devant les électeurs. Ce système, à l'instar de l'équilibre de la terreur, aurait des résultats pacifiants. Je suis persuadé qu'ainsi on évite, comme disait le général de Gaulle (mais dans les affaires politiques tout va cahin-caha) on obligerait le président et le Parlement à s'entendre.

— On parle d'accroître les pouvoirs de contrôle et d'enquête du Parlement. Seul un Parlement qui n'est pas lié à l'exécutif par le fait que ce sont des représentants de la majorité qui sont au gouvernement exerce un vrai contrôle. Au contraire, dans le système français, le contrôleur, à savoir la majorité parlementaire, est solidaire du

contrôle, le gouvernement, et ne peut que noyer le poisson dans ses enquêtes.

O. Duhamel. — Cette observation est si pertinente qu'il faut inventer d'autres solutions et par exemple accorder à l'opposition le droit non seulement de déclencher les commissions d'enquête mais d'en diriger un minimum. La logique qui doit gouverner l'enquête, c'est-à-dire le contrôle du Parlement sur le pouvoir, doit être une logique proportionnelle dans un scrutin majoritaire. Rien n'interdit de dire qu'on élit toujours les députés au scrutin majoritaire et qu'en revanche le déclenchement de commissions d'enquête, la composition des commissions d'enquête (sur ce point, c'est déjà le cas), la présidence des commissions d'enquête soient réparties de façon proportionnelle au cours d'une législature.

— Comment réformer ? S'il s'agit d'instaurer un double quinquennat, peut-on reprendre purement et simplement la réforme Pompidou là où elle en était et la soumettre à ratification par référendum ?

G. Vedel. — D'un point de vue juridique, il n'y a pas d'objection. Le délai de ratification n'est pas fixé par la Constitution. La réforme Pompidou a été votée suivant la procédure de l'article 89. Le président de la République a l'option, puisqu'il s'agit d'un projet venant de lui, entre la ratification par le Congrès et la ratification par le corps électoral. Il est donc libre à tout moment de soumettre au corps électoral le texte qui n'est pas devenu caduc.

O. Duhamel. — Dans l'article 2 de la réforme Pompidou, il y a une discussion qui exclut que le titulaire de la charge se l'approprie à lui-même.

Il serait déplorable qu'un choix aussi important soit déterminé par les considérations les plus conjoncturelles sur la meilleure sortie pour l'actuel président

— Les conditions politiques actuelles vous conduisent-elles à raisonner autrement sur ce point ?

O. Duhamel. — Si le texte est nouveau et ne tranche pas ce point, le principe d'interprétation qui s'impose est que, en droit, le texte ne s'applique à ce moment-là qu'à l'élection présidentielle à venir.

G. Vedel. — Je dois relever une évidence souvent méconnue dans les milieux politiques et quelquefois même dans les milieux juridiques. Si la révision se fait, le pouvoir constitutionnel, souvent par nature, décidera à son gré de la solution. Ce que vise Olivier Duhamel, c'est l'hypothèse, à vrai dire peu croyable, où la réforme se ferait sans préciser si elle s'appliquerait ou non au président en exercice. Pour les besoins de la discussion, imaginons-le. Je suis de l'avis d'Olivier Duhamel pour deux raisons. D'abord lorsqu'il s'agit d'une révision partielle, l'effet minimum est une règle qui doit être respectée. L'autorité qui, souverainement, révisé la Constitution a toute liberté pour s'exprimer, et si sur un point aussi litigieux que celui-là elle ne s'exprime pas, c'est qu'elle entend en rester au statu quo.

— La deuxième raison, c'est qu'il n'y a pas simplement dans la Constitution l'article 5 : y a aussi l'article 68. Cet article implique que le président de la République ne peut être démis avant le terme normal de son mandat qu'en cas de haute trahison. L'autorité constitutionnelle souveraine, si elle se manifeste explicitement, n'a parfaitement le droit de déroger à l'article 68. Mais on ne peut pas, de son seul silence, induire qu'elle a entendu déroger à un principe aussi fondamental qu'est celui de l'irresponsabilité politique du président de la République.

— Pourtant le débat politique s'installe autour de cette idée que si le président choisit le double quinquennat, il sera conduit à s'appliquer la réforme à lui-même, et s'il choisit le septennat unique, c'est précisément pour échapper à l'expiration de son mandat.

O. Duhamel. — Je trouvais vraiment déplorable qu'un choix aussi important que celui entre septennat non renouvelable et quinquennat renouvelable une fois soit déterminé par les considérations les plus conjoncturelles sur la meilleure sortie pour l'actuel président de la République. Ce serait un parasitage conjoncturel d'une question constitutionnelle de fond. Politiquement, le président de la République pourrait-il faire voter le quinquennat sans se l'appliquer à lui-même ? Cela dépend en vérité et des conditions de déroulement et du résultat de l'éventuel référendum par lequel cette mesure aurait été adoptée et, je dirai surtout, du résultat des élections législatives de 1993.

G. Vedel. — Imaginez la situation de l'opposition, si le texte de 1973 était soumis au référendum. Elle serait prise entre le désir de la réforme et celui de la voir appliquer au président, ce que ce texte interdit. Alors quelle campagne ferait-elle ? Une campagne pour l'adoption du texte en se réservant une révision constitutionnelle ultérieure pour l'appliquer au président actuel ? Ou alors l'opposition jouerait-elle le jeu vraiment très difficile de dire : « Oui, nous sommes pour la réforme, mais nous ne pouvons pas l'accepter si elle ne s'applique pas au président actuel ? » Ce serait un joli problème de tactique politique.

— S'il y a le double quinquennat, peut-être, s'il y a un septennat unique qui est proposé, à coup sûr, il faut réviser la Constitution selon une procédure qui est un peu particulière. Peut-on imaginer que le président de la République fasse usage du fameux article 11, comme son prédécesseur naguère ? Est-ce que du seul fait qu'elle ait été appliquée une fois, en 1962, elle est devenue possible ?

G. Vedel. — J'ai pris position dans un article du Monde de mars 1989, l'expliquais qu'à mon avis il s'agit d'un article qui n'a jamais été utilisé en 1962 destiné à réformer la Constitution une coutume constitutionnelle. J'ai été très vivement combattu par les juristes. Leur argument essentiel était qu'une coutume ne pouvait pas se créer par un « fait » précédent. Je répondais : « Oui, sans doute, quand il s'agit d'une coutume commerciale pour laquelle les précédents se reproduisent pour ainsi dire chaque jour. Mais en matière constitutionnelle les précédents peuvent être décisifs et la coutume peut se créer du premier coup. » La coutume selon laquelle le Sénat pouvait renverser le gouvernement sous la III^e République s'est créée en une seule crise ministérielle.

— En vertu de cette coutume constitutionnelle, je crois que l'article 11 est aujourd'hui utilisable, et j'ai l'impression que cela ne soulèverait pas dans la classe politique et surtout dans l'opinion publique un tollé quelconque. L'échec du « cartel des non » de 1962 est un précédent instructif.

O. Duhamel. — Je ne reprends pas exactement l'explication et la justification par la coutume. Je préfère considérer qu'il y a eu une convention constitutionnelle implicite d'acceptation de l'article 11 en 1962, lorsque le Parlement n'a pas utilisé les armes qui étaient entre ses mains pour sanctionner une violation flagrante de la Constitution.

— Éparpillons-nous ces détails et admettons la constance du point de vue de Georges Vedel, quels que soient les acteurs politiques en cause, qu'il s'agisse du général de Gaulle ou de François Mitterrand, son analyse juridique ne varie pas. À l'inverse, chez les politiques, c'est tout le contraire. Vous trouvez aujourd'hui ceux qui en 1962 ont accepté l'article 11, aussi bien les gaullistes que Valéry Giscard d'Estaing, qui aujourd'hui exigent le recours à la seule procédure de l'article 89, et vous retrouvez à l'inverse la gauche et François Mitterrand, qui envisagent l'article 11. Il faut bien voir que la nécessité du recours à l'article 11 vient du fait que le Sénat tend à bloquer systématiquement les révisions constitutionnelles, en 1984 sur l'extension du référendum, en 1990 sur l'élargissement de la saisine du Conseil constitutionnel.

— Une réforme comme l'élargissement de la saisine du Conseil, qui était voulue par une majorité de l'opinion, par une majorité des parlementaires, par une majorité des juristes, a été bloquée au Sénat pour de mauvaises raisons, et c'est le Sénat lui-même qui maintenant renforce la nécessité d'un autre mode de révision de la Constitution. Puis-ions-nous sortir de toutes ces ornières.

G. Vedel. — Vous préférez le terme de « convention constitutionnelle » à celui de coutume que j'avais proposé. Mais sur le fond nous sommes d'accord.

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI

27/12/1991

ÉTRANGER

TOGO : cédant aux putschistes et au président Eyadéma

Le premier ministre accepte de mettre en veilleuse le « programme de transition » vers la démocratie

« Afin d'éviter un bain de sang, j'ai décidé de me rendre » : c'est par ces mots, prononcés d'une voix brisée par l'émotion, que le premier ministre, M. Joseph Kokou Koffigoh, a annoncé, mardi 3 décembre, en début de soirée, qu'il avait dû céder aux militaires putschistes. Dans son message, diffusé par la télévision et la radio, M. Koffigoh a indiqué, en effet, que la « *programme de transition* », élaboré lors de la Conférence nationale, était « *paralysé* », et que la « *légalité républicaine* » était « *mise en veilleuse* ».

Le visage défilait, le premier ministre a précisé qu'« en conséquence » il avait accepté l'idée d'un « *gouvernement provisoire* », ajoutant qu'il tendait une « *main fraternelle à tous les Togolais, civils et militaires* ». Le chef de l'Etat, le

général Gossimbé Eyadéma, qui est intervenu juste avant M. Koffigoh, a souligné que ce gouvernement provisoire serait un « *gouvernement d'union nationale* », laissant entendre que la nouvelle équipe dirigeante devrait, sans doute, faire place aux militaires et aux membres du Rassemblement du peuple togolais (RPT), l'ex-parti unique, dont la dissolution avait été prononcée en fin de semaine dernière, provoquant la fureur de l'armée.

L'attaque, lancée mardi matin, par les soldats mutins contre le siège du gouvernement - où M. Koffigoh et ses proches étaient tenus en otage - aurait fait dix-sept morts, au total, s'en est suivi dans la soirée. Une douzaine de ces cadavres étaient vêtus de treillis, sans insigne, rappelant l'uniforme des quelque soixante gendarmes qui constituaient la garde du premier ministre. Un seul civil figurait parmi les victimes, atteint par

une balle perdue, si l'on en croit les sources hospitalières.

Malgré le calme qui semblait prévaloir, mercredi matin, dans les rues de Lomé, un grand nombre d'habitants de la capitale ont décidé de fuir. Des milliers de réfugiés togolais sont ainsi arrivés à Aflao, une ville ghanéenne située à la frontière des deux pays, déclarant craindre les razzias militaires. Les autorités d'Aflao, réunies d'urgence, mardi, pour faire face à la « *situation explosive* », estiment que de 20 000 à 100 000 réfugiés sont entrés au Ghana depuis la fin de la semaine dernière. La frontière entre Lomé et Aflao a été officiellement fermée depuis le début de la crise au Togo, jeudi dernier. Mais les réfugiés passent par des brèches, franchissant les barbelés sous les yeux des gardes-frontières.

« Les soldats nous menacent. On dit qu'ils vont fouiller les maisons pour faire les gens qui soutiennent Koffigoh, pour chercher les oppo-

sants », affirme un réfugié. « Eyadéma est un assassin, il a tout organisé », renchérit un autre Togolais, approuvé par la foule. « Nous ne comprenons pas pourquoi la France n'est pas intervenue », concluent-ils, en accusant ouvertement Paris de « *complicité* » avec le président togolais. - (AFP, Reuters).

Le Parti socialiste envisage de demander la suspension de l'aide française au Togo. - Dans un communiqué, publié mardi 3 décembre à Paris, le Parti socialiste a condamné le « *coup de force* » des militaires togolais contre le premier ministre, M. Koffigoh. « Si la situation actuelle devait perdurer », poursuit le communiqué, le parti « *demanderait au gouvernement que toute aide apportée par la France soit suspendue* ».

AFRIQUE DU SUD : intervenant devant l'ONU

M. Mandela se déclare favorable à une levée progressive des sanctions

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Profitant de l'examen par l'Assemblée générale des Nations unies de la politique d'apartheid du gouvernement sud-africain, le président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, qui effectue une visite d'une semaine aux Etats-Unis, est intervenu, mardi 3 décembre, à la tribune de l'ONU, pour demander à la communauté internationale de continuer à exercer une forte pression auprès de Pretoria, afin d'obtenir l'abolition totale du système d'apartheid.

M. Mandela s'est toutefois prononcé en faveur d'une levée progressive des sanctions économiques, en fonction des réformes démocratiques adoptées par le gouvernement sud-africain. Selon le président de l'ANC, la décision de lever les sanctions pourrait se justifier à l'occasion, d'une part, de la mise en place d'un gouvernement provisoire, et, de

l'autre, de l'adoption d'une Constitution à caractère démocratique. Ces deux conditions pourraient permettre d'envisager la levée de l'embargo sur le pétrole et sur les armes.

M. Mandela, qui doit rencontrer le président Bush, jeudi à Washington, a également souhaité que « *les investissements et les crédits* » reprennent le chemin de l'Afrique du Sud, sous peine de voir le pays, privé de croissance économique, ne pas pouvoir faire face au grave problème de chômage. Renouvelant son attachement au processus de démocratisation, M. Mandela a admis que la notion de « *libre marché* » lui paraissait « *bien académique* » dans un pays où « *la terre est détenue à 87 % par des Blancs et à 13 % seulement par des Noirs* », tandis que quatre congrégations se partagent la totalité des actions cotées en Bourse. Il s'est enfin déclaré favorable à un système d'économie mixte, associant les coopératives aux secteurs privé et public.

S. M.

Selon des sources diplomatiques arabes

Alger a expulsé un groupe d'islamistes tunisiens

TUNIS

de notre correspondant

L'Algérie a expulsé, tout récemment, un groupe d'islamistes appartenant au mouvement tunisien Ennahdha, accusé par Tunis d'avoir fomenté « *un complot terroriste pour renverser le régime républicain* ». Selon des sources diplomatiques arabes, sur les vingt-cinq responsables des réseaux politiques et militaires d'Ennahdha réfugiés ou séjournant en Algérie, qui ont été recensés par les services tunisiens, au moins une dizaine ont dû quitter le pays. Ils ont été dirigés directement sur le Soudan, devenu, affirmant ces sources, une base importante de l'activisme islamique au Maghreb.

Parmi les expulsés, indique-t-on, figure le chef d'Ennahdha, M. Rachid Ghannouchi, détenteur, sous une autre identité, d'un passeport diplomatique soudanais. Pour protester contre cette protection, la Tunisie avait rappelé, il y a deux mois, son ambassadeur à Khartoum. Déjà interdit de séjour en

France et en Espagne, à la demande des Tunisiens, M. Ghannouchi se rend souvent en Europe, entre autres à Londres. Le ministre des affaires étrangères, M. Habib Ben Yahia, a eu, croit-on, savoir, l'occasion de le déplorer, lundi 2 décembre, devant M. Douglas Hogg, secrétaire d'Etat au Foreign Office, en visite en Tunisie. M. Ghannouchi, écrit cette semaine un périodique tunisien, aurait l'intention de s'installer au Liban « *sous la protection du Hezbollah* ».

Les autorités tunisiennes n'ont pas commenté les mesures prises par l'Algérie. Mais il est évident, qu'elles vont tendre les relations entre les deux pays, qui s'étaient crispées au mois d'octobre. Le ministre de l'Intérieur de Tunis, M. Abdallah Kallel, avait alors publiquement reproché à l'Algérie de servir de « *base principale* » aux islamistes d'Ennahdha « *pour mettre à exécution leurs sombres desseins* ».

MICHEL DEURÉ

Une armée encadrée par des Français

Quatre accords, dont certains n'ont pas été publiés au Journal officiel, liant la France au Togo en matière de défense et de coopération militaire.

Avec sept autres pays africains, - sur un total de vingt-trois, - la Togo présente la particularité d'être doublement associé à la France, à la fois par un accord de défense, conclu le 10 juillet 1983, et par un accord de coopération technique militaire, signé le 23 mars 1978. La plupart des autres Etats africains bénéficient, en effet, de l'un ou de l'autre.

Sur le même modèle que les sept autres accords de défense, la Togo doit faire appel à l'aide de la France qui, dans le cas d'une agression venant de l'extérieur. Ce concours des forces françaises n'est pas automatique : Paris peut le refuser. Mais si, avec le Tchad, la Côte d'Ivoire ou le Gabon, par exemple, il existe des conventions secrètes relatives à l'aide que la France peut apporter dans le domaine du maintien de l'ordre public, il n'y en a pas avec la Togo. En revanche, une mission temporaire de cinq assistants de la gendarmerie française y a été envoyée pour aider à former deux escadrons locaux qui sont chargés des opérations de maintien de l'ordre.

Puissance et cohésion

Quant à l'accord de coopération technique militaire, il prévoit le cadre dans lequel la France instruit les personnels sur place, cède des matériels militaires et, éventuellement, forme en France des stagiaires. Ainal a-t-il été fourni, cette année, 9 millions de francs de matériels militaires (matériellement des équipements (aériens, navals, terrestres), mais cas dans son diminution constante. Enfin, les accords prévoient que les conseillers français ne peuvent pas participer à des missions de guerre.

A partir de l'assistance française, l'armée togolaise, forte de cinq mille hommes, est surtout

composée d'une garde présidentielle et de régiments équipés de blindés soviétiques, brésiliens ou britanniques et d'auto mitrailleuses françaises. L'armée de l'air a reçu des avions d'appui au sol français, des Alpha-Jet modernes et de vieux Fouga Magister.

L'ensemble des forces togolaises est encadré par quelque soixante-cinq officiers et sous-officiers français, qui en ont à la fois la formation, l'organisation et le savoir-faire. A la différence des armées d'autres pays africains, elle est puissante, structurée - surtout le garde présidentielle qui est le premier ministre togolais - et, surtout, elle est loyale, en sollicitant à son sujet l'aide de la France, et qui comprend pas moins de deux mille hommes, - et est restée attachée au chef de l'Etat au point de ne reconnaître que sa seule autorité.

Ce sont précisément sa compétence et sa cohésion qui font aujourd'hui de cette armée un obstacle de taille dans l'hypothèse d'une action de la France, qui ne se limiterait pas à la seule protection de ses trois mille ressortissants. A ce jour, la France a expédié une dizaine de parachutistes pour garantir la sécurité de l'ambassade et deux compagnies - soit trois cents hommes - se tiennent prêtes depuis le Bénin à les renforcer. Si la France devait choisir son camp entre un chef de l'Etat togolais, plutôt réfractaire aux réformes, et un premier ministre qui a préféré s'abriter derrière le discours de M. François Mitterrand, en 1990, à La Baule, en faveur de solutions démocratiques en Afrique, il lui faudrait sans doute déployer un dispositif d'intervention autrement plus « *musclé* ».

Dans les milieux militaires, à Paris, on admet que ce type de situation - particulièrement inconfortable - risque de se reproduire en Afrique. Les propositions présidentielles de La Baule ne peuvent avoir que des effets à long terme, ajoute-t-on, dans des pays dont les armées, considérées de tout temps comme la cheville ouvrière du régime, résistent en bloc au changement.

JACQUES ISNARD

■ OUGANDA : Amnesty International accuse l'armée. - Selon un rapport publié, mercredi 4 décembre, à Londres, par Amnesty International, l'armée ougandaise « *tor-ture, exécute et emprisonne* » des civils, notamment dans le nord du pays, où les forces régulières sont censées combattre des mouvements de guérilla. « *Le gouvernement annonce parfois des enquêtes sur des violences présumées commises par des soldats, mais celles-ci ont rarement un quelconque résultat* », ajoute Amnesty, qui signale des violations des droits de l'homme par l'armée ougandaise depuis 1986, date de l'arrivée au pouvoir du président Yoweri Museveni.

■ MALI : nouveau calendrier électoral. - Selon un nouveau calendrier rendu public samedi 30 novembre à Bamako, le référendum sur la Constitution aura lieu le 12 janvier, les élections municipales le 19 janvier, les élections législatives les 26 janvier et

9 février, et les deux tours du scrutin présidentiel les 16 février et 16 mars. Initialement prévus pour décembre, ces scrutins ont été différés à la suite du report au 27 décembre de la conférence sur la situation dans le nord du pays perturbé par la rébellion des Touaregs. - (AFP, Reuters).

■ BURKINA : le président Compaoré réélu avec 75 % d'abstentions. - Le capitaine Blaise Compaoré, chef de l'Etat sortant et seul candidat à l'élection présidentielle, organisée dimanche 10 décembre, a recueilli 86,63 % des suffrages exprimés, selon les résultats provisoires, publiés lundi soir à Ouagadougou. Le taux d'abstention a été très important : 75 %. La Coordination de l'opposition, qui avait appelé au boycottage de l'élection, considère ce résultat comme une « *défaite* » pour le chef de l'Etat. - (AFP).

Manifestation à Paris

Quand la France déçoit...

A l'appel du Comité de résistances du Togo, 300 manifestants s'étaient rassemblés, mardi 3 décembre, devant l'ambassade du Togo à Paris. Aux cris de « *Mitterrand assassin !* » et « *Libérez Koffigoh !* », ils ont appelé l'opinion internationale à se mobiliser pour la défense de la démocratie au Togo.

La déception à l'égard de la France se lit sur tous les visages, on la retrouve dans tous les propos. « En 1986, Eyadéma a fait appel à la France pour mater son peuple. La France est venue et aujourd'hui elle hésite à sauver un processus de démocratisation qu'elle a elle-même encouragé depuis le sommet de La Baule », commente un Togolais.

« Les manifestants mettent en cause le silence, coupable à leurs yeux, des médias et des intellectuels. Mais c'est surtout l'attitude du président de la République et de son fils Jean-Christophe (commentaire à l'égard) », qui les irritent. « *Quels sont donc les intérêts de Mitterrand au Togo pour qu'ils préfèrent une dictature à des insti-*

tutions démocratiques ? » s'interroge l'un d'entre eux.

Sur les modalités d'une éventuelle intervention, les opinions divergent. Si certains sont favorables à une opération des troupes françaises déployées au Bénin, la plupart s'en méfient et lui préféreraient le déploiement d'une force africaine. Les commentaires politiques se font acerbes. « La France va maintenant chercher son pion parmi les membres de l'opposition », déclare un des manifestants pour qui « *le premier ministre non parachuté de Paris, M. Koffigoh, ne pourra plus être le recours* ».

Tous relèvent l'importance du rôle togolais pour la crédibilité du processus de démocratisation en Afrique. « Si on ne fait rien, tous les progrès de la démocratie en Afrique vont être annihilés », estime un cadre financier. La manifestation, non autorisée, est dispersée. La colère fait place au désespoir : « Si le lycée français (à Lomé) avait été attaqué, la France ne serait pas restée inactive ! » s'exclame un des manifestants.

F. D.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

M. John Sununu a démissionné de son poste de secrétaire général de la Maison Blanche

WASHINGTON

correspondance

Dans une longue lettre manuscrite adressée au président Bush, M. John Sununu, secrétaire général de la Maison Blanche, a donné mardi 3 décembre sa démission, acceptée « *avec regret et un sentiment de perte personnelle* » par le chef de l'exécutif.

Les formes ont été respectées mais en fait le président, cédant aux pressions d'un grand nombre de ses collaborateurs, s'est résigné à se séparer de son premier adjoint. George W. Bush, un des fils du président, avait lundi, dans une démarche insolite, fait comprendre à M. Sununu que, dans l'intérêt du Parti républicain, et surtout dans la perspective d'une campagne électorale difficile, sa retraite volontaire du pouvoir était souhaitable. Apparemment, il réussit à convaincre M. Sununu qui, un moment, avait gardé l'espoir de jouer un rôle dans la campagne.

Tout en précisant que la démission de M. Sununu serait effective le 15 décembre, la Maison Blanche a indiqué qu'« *il resterait conseiller cabinet jusqu'au 1er mars 1992* ». Selon certains observateurs, M. Sununu, ancien gouverneur du New-Hampshire, pourrait aider le président Bush dans l'élection primaire de cet Etat, ouvrant la campagne au début de février. Une prière importante et qui s'annonce délicate pour le président Bush, qui devra faire face à l'offensive des hommes de l'aile droite républicaine, notamment M. Pat Buchanan, et vraisemblablement M. David Duke.



ancien membre du Ku Klux Klan, qui a échoué le 16 novembre dans sa tentative de devenir gouverneur de Louisiane mais a acquis à cette occasion une célébrité nationale. Tous deux développent les thèmes d'un nationalisme fortement teinté d'isolationisme et reprochent au président de s'écarter de l'orthodoxie conservatrice pour gouverner au centre.

Plusieurs noms sont mis en avant pour la succession de M. Sununu : M. Samuel Skinner, actuellement secrétaire aux transports, est le plus souvent cité, mais on parle également de M. Dick Cheney, secrétaire à la défense, qui fut secrétaire général de la Maison Blanche sous le président Gerald Ford.

M. Sununu avait accumulé les points négatifs. Son caractère autoritaire, son dédain affiché du Congrès, sa brusquerie, lui avaient

valu de nombreux ennemis. D'autre part, l'an dernier, il avait abusé de ses fonctions en utilisant les avions ou les limousines de la Maison Blanche pour des déplacements personnels.

HENRI PIERRE

■ SALVADOR : Moscon et Washington demandent un cessez-le-feu. - Dans un communiqué commun, les Etats-Unis et l'URSS ont invité, mardi 3 décembre, le gouvernement et la guérilla du Salvador, dont les négociations de paix ont repris le 25 novembre au Mexique sous l'égide des Nations unies, à conclure d'urgence un cessez-le-feu « *afin de consolider les progrès déjà accomplis et de mettre définitivement fin au conflit* ». - (Reuters).

■ HAITI : nouveaux espoirs pour la reprise de négociations. - Quelques jours après que la perspective d'élection présidentielle au début de l'année prochaine, évoquée par le gouvernement provisoire d'Haïti pour remplacer le président Aristide, a suscité de vives réactions de la communauté internationale, le premier ministre Jean-Jacques Honorat, installé par les militaires, s'est prononcé, mardi 3 décembre, en faveur d'une « *solution négociée* » et d'une reprise des pourparlers sous les auspices de l'Organisation des Etats américains. Les présidents des treize pays du « *groupe de Rio* » avaient indiqué, la veille, qu'ils « *n'accepteraient pas* » une nouvelle élection présidentielle. - (AFP).

PÉROU

L'ancien président Alan Garcia déculpe par la Cour suprême

Le juge Roger Salas Gamboa, de la Cour suprême du Pérou, chargé d'instruire l'accusation de corruption ouverte contre M. Alan Garcia, sénateur et ancien chef de l'Etat de 1985 à 1990, a décidé, mardi 3 décembre, de rejeter le dossier après n'y avoir trouvé « *aucun acte délictueux caractérisé* ». M. Garcia, qui a toujours affirmé être victime d'une « *vengeance politique* » basée sur des accusations « *sans fondement* », s'est réjoui de la décision du juge, contre laquelle une possibilité d'appel est prévue par la Constitution. Le Sénat avait décidé, à une très forte majorité, de lever l'immunité parlementaire de M. Garcia et de l'accuser de s'être « *enrichi illicitement* ». Il était soupçonné d'avoir été mêlé au scandale de la BCCI, d'avoir perçu des pots-de-vin à l'occasion de contrats d'achat d'avions Mirage 2 000 et d'avoir acquis plusieurs maisons à Lima. - (AFP).

■ Souffrant anniversaire du chef du Sentier lumineux. - Une grenade lancée par deux enfants dans un marché d'Ayacucho, ville des Andes située à 330 kilomètres au sud-est de Lima, a fait au moins vingt-cinq blessés graves, mardi 3 décembre, au premier jour d'une « *grève générale* » lancée à l'appel des guérilleros du Sentier lumineux, à l'occasion de l'anniversaire de leur chef, Abimael Guzman. En dépit de l'état d'urgence proclamé dans la région, cette « *grève armée* » a paralysé Ayacucho, où M. Guzman, cinquante-sept ans, a fondé ce mouvement extrémiste (et maoïste au départ) il y a quinze ans. - (UPI).

ASIE

CAMBODGE : après l'accord conclu à Pattaya

Les Khmers rouges
regagneraient Phnom-Penh
à la mi-décembre

Réunion à Pattaya, mardi 3 décembre, les Cambodgiens se sont entendus sur un compromis qui permettrait aux Khmers rouges de regagner Phnom-Penh à la mi-décembre.

PATTAYA

de notre envoyé spécial

Tout est bien qui finit bien. Avec l'aide des représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, les Cambodgiens se sont entendus pour calmer le jeu. Chacun a mis de l'eau dans son vin, et le premier « incident de parcours » survenu depuis la signature de l'accord de Paris est présenté comme un mauvais souvenir. « Pattaya 3 », troisième réunion dans la station balnéaire thaïlandaise depuis le mois de juin, a permis de trouver un modus vivendi à la suite de l'évacuation en catastrophe sur Bangkok, le 27 novembre, des Khmers rouges qui venaient à peine de s'installer à Phnom-Penh.

Le compromis est le suivant. Le secrétariat du CNS, Conseil national suprême présidé par le prince Sihanouk fonctionnera dès le retour du prince, jeudi, dans la capitale cambodgienne. Les deux membres khmers rouges s'installeront à son quartier-général, à l'hôtel Wat-Phnom, autour duquel M. Hun Sen définira un périmètre de sécurité à l'intérieur duquel toute manifestation sera interdite.

Pour rassurer les Khmers rouges, une mission de liaison d'officiers de l'ONU aura ses bureaux au Wat-Phnom, où siègeront également une commission mixte militaire et une commission de déménagement. Comme l'hôtel n'est pas extensible, le prince a proposé que les sessions plénières du CNS se réunissent au palais royal.

La « marche arrière »
de M. Hun Sen

Le cadre de l'accord est donc respecté. C'est au régime de Phnom-Penh qu'il appartient d'assurer la sécurité des autres factions présentes dans la capitale. M. Hun Sen s'est engagé à assumer cette responsabilité tout en refusant d'interdire les manifestations en dehors du périmètre de sécurité. Les Khmers rouges vont donc regagner en deux temps la capitale : une première équipe s'y rendra rapidement afin de préparer l'accueil, vers la mi-décembre, de M. Hun Sen et de son entourage. En outre, l'ONU n'ayant pas pour mandat de protéger les différentes factions, les Khmers rouges ont renoncé à exiger que des « Casques bleus » assurent leur protection.

Pour M. Jean-David Levitte, porte-parole des Cinq et directeur d'Asie au Quai d'Orsay, Pattaya 3 « a été un succès car toutes les parties ont montré leur volonté de mettre scrupuleusement en œuvre les accords de Paris (...) On peut donc espérer que l'incident d'il y a quelques jours ne se reproduira plus ». La manifestation du 27 novembre laissera cependant quelques traces.

D'abord, le prince a décidé de prendre un peu de recul. Dans un communiqué diffusé mardi, il a démenti coopérer avec le régime de Phnom-Penh pour isoler les Khmers rouges, « assertion sans fondement et qui entame l'esprit de réconciliation nationale ». Le projet de gouvernement de coalition entre les sihanoukistes et M. Hun Sen est reporté.

« Ne me parlez pas de coalition quand nous parvenons à ramener les Khmers rouges à Phnom-Penh », nous a déclaré le prince Ranariddh, fils du prince Sihanouk et chef du parti sihanoukiste, qui a ajouté n'être candidat à aucune fonction gouvernementale avant les élections. « Il faut calmer le jeu, ralentir la marche du rouleau-compresseur ». Bref, selon un observateur bien placé, les sihanoukistes et Phnom-Penh vont mettre une « sourdine » à leur coopération : « Hun Sen a fait marche arrière avec beaucoup d'élégance ».

Il reste que l'humiliation subie par les Khmers rouges est loin d'être effacée. Après avoir manifesté leur mauvaise humeur en reportant la visite à Phnom-Penh de leur ministre des affaires étrangères, les Chinois semblent s'accommoder de cette demi-mesure, indiquant ainsi qu'ils attachent davantage d'importance aux formes qu'au fond. Les Thaïlandais, qui avaient exprimé lundi leur « profonde préoccupation » à la suite de ce « regrettable incident », devraient en faire autant.

Le processus de paix est donc de nouveau sur ses rails. En février, lorsque les « casques bleus » de l'APRONUC (Autorité provisoire de l'ONU pour le Cambodge) débarqueront en nombre, les Khmers rouges pourront s'installer dans de nouveaux locaux offerts par M. Hun Sen. Mais si les Khmers rouges s'inscrivent toujours dans le processus de paix, ce n'est pas qu'une question de face : il s'agit d'éviter qu'ils n'aient plus de recours, que la reprise des combats. L'un des négociateurs devait avertir que « le message à envoyer à l'ONU est clair : ne traînez pas trop car la situation reste fragile ».

JEAN-CLAUDE POMONTI

VIETNAM

Hanoï va libérer les derniers
prisonniers des camps de rééducation

Hanoï a commencé à libérer la centaine de prisonniers encore détenus dans des camps de rééducation depuis la chute du régime pro-américain de Saïgon en 1976, a-t-on appris, mardi 3 décembre, de source vietnamienne informée. Ces libérations, qui ont débuté à la mi-novembre, devraient s'achever en février ou en mars prochain.

■ JAPON : M. Burtis Eltsine exerce de rendre les Kouriles au Japon. Le représentant de M. Boris Eltsine en Extrême-Orient soviétique, M. Vitali Gouli, a déclaré, mardi 3 décembre, à la radio que le président russe avait « confirmé sa position sur le règlement du différend territorial avec le Japon : il n'est pas, et il ne saurait être question de restituer les îles » du sud de l'archipel des Kouriles, revendiquées par Tokyo. « Comme ce problème existe, on le résoudra dans le respect du droit international, de la légitimité et de la justice, des intérêts de la Russie et de ses ressortissants établis aux Kouriles du Sud », a-t-il ajouté. — (Reuters).

■ PHILIPPINES : M. Fidel Ramos conteste l'investiture de M. Ramon Mitra comme candidat gouvernemental à l'élection présidentielle. L'ancien ministre de la défense, le général Fidel Ramos a

contesté, mardi 3 décembre, la victoire de son rival, le président de la Chambre des représentants Ramon Mitra, élu samedi dernier candidat du parti gouvernemental à l'élection présidentielle de mai prochain (Le Monde du 3 décembre). Selon M. Ramos, M. Mitra aurait été désigné dans des conditions irrégulières. — (AFP).

■ INDE : un sikh arrêté après la tentative d'attentat contre le Boeing. Un jeune sikh, arrêté au lendemain de la découverte d'une bombe placée à bord d'un Boeing-747 à New-Delhi, a avoué, mardi 3 décembre, avoir placé l'engin en vue d'obtenir une récompense (...) en annonçant sa découverte. Les enquêteurs inculquent pourtant à M. Balwinder Singh Nigah, qui agit au nom d'un mouvement sikh séparatiste, la Force de libération du Khalistan. — (AFP, Reuters).

Trois défis
pour la nouvelle Turquie

Suite de la première page

Or il faut savoir qu'il a été par deux fois écarté du pouvoir par les militaires, mis en résidence surveillée pendant trois ans, et longtemps interdit de toute activité publique.

C'est assez pour qu'il garde un chien de sa chienne à Ozal, ingénieur devenu ministre des finances en 1983, puis premier ministre en 1987, par la grâce de l'armée, avant de se faire nommer à la tête de l'Etat, en 1989, par un Parlement à sa dévotion. Aussi bien n'avait-il pas caché, avant le scrutin de cette année, sa ferme intention de retirer au président de la République, souvent surnommé « le sultan », en raison de son autoritarisme et de son népotisme, « sa couronne, son trône et tout le reste ». Il écartait toute idée d'aller lui rendre visite ou même de lui servir la main.

La destitution
impossible

b) Déposer le chef de l'Etat supposerait cependant une révision constitutionnelle. Or celle-ci requiert les deux tiers des voix des députés, qui sont 450 au total. Le parti d'Ozal n'aurait évidemment pas l'intention d'encourager une telle opération, et aucune des formations représentées au Parlement n'étant assez nombreuse pour fournir à elle seule l'apport nécessaire à la destitution, celle-ci ne serait possible qu'avec l'accord et du Parti social-démocrate du peuple (SHP) d'Erhan Inönü, fils du lieutenant et premier successeur d'Atatürk (89 élus), et du Parti de la prospérité (RP) de l'islamiste Necmettin Erbakan (62 élus).

Grâce à son alliance contre nature avec l'extrême droite du colonel Türkeş, la formation intégriste a réuni 16,9 % des suffrages, c'est-à-dire 1 % de plus qu'en 1987 : beaucoup moins que ce que l'on aurait pu redouter, à voir dans les rues le nombre de femmes enfouies dans des fichards ou de désagréables cache-poussière à faire retourner Atatürk dans sa tombe. A voir aussi, notamment à Ankara, d'innombrables mosquées surgir du sol.

C'est que le RP n'est pas une simple réplique du FIS algérien. La différence, l'appellation suffit à le prouver : Front islamique du salut, d'un côté, Parti de la prospérité, de l'autre. Il met moins l'accent sur la religion que sur la lutte contre la corruption. Pour l'Economist de Londres, son chef, qui porte veston et cravate, fait davantage penser à un « ours en peluche » qu'à un « mollah fou ». Quant à son complice Türkeş, auquel on attribue un rôle majeur dans le terrorisme qui a jadis ensanglanté la Turquie et provoqué le coup d'Etat militaire de septembre 1980, il a maintenant des idées assez claires sur la guerre du Golfe et en effet brutalement privé le pays des revenus de l'oléoduc d'Irak, et réduit à presque rien le tourisme, pour lequel d'énormes capitaux avaient été investis, notamment sur la côte sud. S'il a nettement repris à l'autonomie, c'est en partie du fait des combats en Yougoslavie, qui détournent les Allemands de l'Adnaticque. Mais la récession mondiale fait peser un doute sur la saison prochaine, et le tourisme ne saurait de toute façon suffire à lui seul à rééquilibrer les finances nationales.

La nécessité d'une politique d'austérité, impliquant notamment des coupes sévères dans les budgets ministériels, et une fiscalité un peu moins laxiste, a été admise par les deux partenaires de la nouvelle coalition. De même sera poursuivie la politique d'ouverture du marché. La Bourse d'Istanbul a accueilli avec faveur ce programme. Est-il suffisant ? Combien de temps le Parti social-démocrate peut-il se contenter de mesures en faveur des dévalorisés ? Le fait est que chacun y a mis du sien, en attendant de la nécessité pour la Turquie de donner, dans la conjoncture présente, l'impression d'un maximum de sérieux.

Les Kurdes autorisés
à parler kurde

e) Le redressement de l'économie n'est pas le seul défi auquel doit faire face le nouveau gouvernement. Les suites de la guerre d'Irak et l'afflux aux frontières de dizaines de milliers de réfugiés de ce pays ont changé les données du problème kurde.

La Turquie officielle en a long-temps, trop longtemps, nié l'existence. Elle traite Arméniens,



distribution de l'eau. Leur président Inönü, aujourd'hui vice-premier ministre, est fortement contesté à l'intérieur de son propre parti. Celui-ci tiendra en décembre un congrès extraordinaire qui pourrait bien le remplacer par son rival Deniz Baykal.

L'heure
de l'austérité

d) Il s'y ajoute qu'après huit années de croissance ininterrompue la situation économique héritée par Demirel n'est pas brillante. La dette extérieure atteint 44 milliards de dollars, le taux d'inflation 70 %, les taux d'intérêt 100 %. Le déficit budgétaire avoisine 12 % du PNB. Il a fallu dévaluer la lire, la monnaie nationale, de 26,9 % au début de l'année. Le chômage frappe 40 % des moins de 25 ans, 23 % de la tranche des 25-30 ans.

Alors que l'abaissement massif des droits de douane entraînerait un fort accroissement des importations, la guerre du Golfe a en effet brutalement privé le pays des revenus de l'oléoduc d'Irak, et réduit à presque rien le tourisme, pour lequel d'énormes capitaux avaient été investis, notamment sur la côte sud. S'il a nettement repris à l'autonomie, c'est en partie du fait des combats en Yougoslavie, qui détournent les Allemands de l'Adnaticque. Mais la récession mondiale fait peser un doute sur la saison prochaine, et le tourisme ne saurait de toute façon suffire à lui seul à rééquilibrer les finances nationales.

La nécessité d'une politique d'austérité, impliquant notamment des coupes sévères dans les budgets ministériels, et une fiscalité un peu moins laxiste, a été admise par les deux partenaires de la nouvelle coalition. De même sera poursuivie la politique d'ouverture du marché. La Bourse d'Istanbul a accueilli avec faveur ce programme. Est-il suffisant ? Combien de temps le Parti social-démocrate peut-il se contenter de mesures en faveur des dévalorisés ? Le fait est que chacun y a mis du sien, en attendant de la nécessité pour la Turquie de donner, dans la conjoncture présente, l'impression d'un maximum de sérieux.

Les Kurdes autorisés
à parler kurde

e) Le redressement de l'économie n'est pas le seul défi auquel doit faire face le nouveau gouvernement. Les suites de la guerre d'Irak et l'afflux aux frontières de dizaines de milliers de réfugiés de ce pays ont changé les données du problème kurde.

La Turquie officielle en a long-temps, trop longtemps, nié l'existence. Elle traite Arméniens,

EUROPE

Grecs et juifs (1) en minorité, mais considérés qu'à l'opposé de l'Empire ottoman, qui était multinationale, la République kémaliste constitue un ensemble homogène, au sein duquel les Kurdes - vingt pour cent de la population - sont des Turcs comme les autres, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs.

La majorité des Kurdes de Turquie acceptent cette manière de voir, et nombre d'entre eux occupent des postes de premier plan dans la société, la politique ou l'armée : le général Gürsel, ancien président de la République, était Kurde. Kurde aussi, bien que de mère belge, Kamran İnan, ministre d'Etat du précédent gouvernement, dont le père avait péri en se battant contre les troupes d'Atatürk : il n'y a pas nationaliste turc plus convaincu. L'un des deux principaux dirigeants kurdes d'Irak, Jalal Talabani, n'hésite pas aujourd'hui à donner en exemple la position d'Ankara et à maintenir dans cette ville une représentation officielle.

Reste qu'une appréciable minorité de Kurdes, particulièrement dans les provinces méridionales du Sud-Est, refusent toute assimilation

défis auxquels doit aujourd'hui faire face la Turquie : la politique extérieure. Longtemps elle a été un avant-poste des Etats-Unis dans leur résistance à l'expansionnisme soviétique et au nationalisme arabe. Aujourd'hui, l'URSS est à terre, et aucun leader n'a encore repris à Saddam Hussein le flambeau de Saladin. C'est assez pour que le ministre (kurde) surnommé ait pu déclarer devant nous que « l'avenir sourit » à son pays. Dès à présent se dessine une compétition au couteau avec l'Iran fondamentaliste, pour qui le kémalisme demeure l'ennemi principal, à propos des Républiques musulmanes de l'ex-URSS, où cohabitent plutôt mal que bien turcophones et persophones, sunnites et chiites.

La Turquie a, premier des Etats membres des Nations unies, reconnu l'indépendance de l'Azerbaïdjan, dont le président a été reçu en visite officielle et qui envisage de renoncer aux caractères cyrilliques pour adopter la transcription turque de sa langue.

Le président du Kirghizistan es attendait lui aussi bientôt : il a déjà déclaré qu'il trouvait le système politique turc très à son goût, en rapport avec les valeurs et la manière de penser de son peuple.

En dépit du mauvais souvenir d'un génocide qu'on se refuse toujours à reconnaître, même si l'on hésite, à l'heure des conférences, à en rejeter la responsabilité sur les Kurdes, les contacts se multiplient enfin avec l'Arménie chrétienne, où l'on est convaincu de pouvoir faire de bonnes affaires. Le territoire turc a beau être situé à 95 % en Asie, les dirigeants sont cependant unanimes, à part les fondamentalistes, à poser en principe que l'avenir du pays est d'abord en Europe.

Déjà, la survie du gouvernement bulgare dépend du vote favorable des représentants d'une minorité turque dont ses prédécesseurs avaient jusqu'à l'existence. Plus que jamais Ankara pousse sa candidature à la CEE, dont elle attend une aide décisive dans la poursuite d'une modernisation aujourd'hui très avancée : raison de plus pour essayer de traiter humainement le problème kurde et d'esquisser un très timide désir d'ouverture dans l'affaire de Chypre.

Bien entendu, la tragédie yougoslave préoccupe grandement les Turcs, quand ce ne serait que parce qu'en Bosnie et au Kosovo se trouvent de nombreux musulmans qui risquent de s'y trouver tôt ou tard impliqués. S'y ajoutent des craintes à l'égard de l'Allemagne, soupçonnée, à l'occasion, de vouloir établir à son profit en Croatie et en Slovénie une réédition de l'Empire des Habsbourg, ennemi séculaire, comme chacun sait, de celui des Ottomans. De là à suggérer un retour à l'alliance de François I^{er} avec Soliman le Magnifique, il n'y a qu'un pas, que tel ou tel n'a pas hésité devant nous à franchir.

Il serait surprenant que François Mitterrand, qui est attendu à Brive écobée en Turquie, ne s'entende pas tenir des propos analogues. Il trouvera en tout cas un pays dynamique, très bien disposé à notre égard, où l'on n'a jamais autant parlé et enseigné notre langue, et où l'on projette même de créer une université française. Le poids de la France dans les affaires du monde n'est pas tel, à l'heure présente, que l'on puisse ignorer une telle disponibilité, conforme au demeurant à une tradition dont les rives du Bosphore et de la Corne d'Or regorgent de souvenirs, qui, autant qu'à l'œil, parlent au cœur.

ANDRÉ FONTAINE

(1) En nombreuse - 26000 personnes au total - la communauté juive de Turquie se targue d'être l'une des rares au monde à n'avoir jamais été persécutée. Aussi bien le sultan a-t-il été l'un des premiers personnalités auxquelles Theodor Herzl ait exposé, en pleine affaire Dreyfus, son projet d'Etat juif. C'est ce qui explique que ladite communauté s'apprête à célébrer le cinquième centenaire de l'expulsion des juifs d'Espagne comme celui non pas d'une épreuve, mais du départ de l'aventure qui a conduit ses ancêtres vers de paisibles rivages.

(Publicité)

AU TOGO, L'ESPOIR SERA-T-IL ASSASSINÉ ?

La communauté internationale, le monde démocratique, les hommes épris de justice et de paix, laisseront-ils massacrer les Togolais et arrêter leur marche vers la liberté.

Certaines puissances plus que les autres portent une responsabilité historique dans la tragédie imposée au Togo.

Nous lançons un appel pressant et angoissé pour que par tous les moyens :

- Les vies humaines soient préservées ;
- Les aventuriers soient mis hors d'état de nuire ;
- La transition démocratique puisse reprendre son cours.

Ne laissons pas une fois de plus assassiner l'espoir. Collectif des Togolais vivant dans la région Antilles-Guyane et Africains démocrates vivant à la Martinique.

Docteur OLUST, clinique Saint-Joseph, FORT-DE-FRANCE - MARTINIQUE.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

EUROPE

La désintégration de l'URSS

M. Gorbatchev lance un appel dramatique à la sauvegarde de l'« Union »

Le président Gorbatchev a publié mardi 3 décembre, un message rédigé en des termes plus dramatiques que jamais contra la désintégration de l'Union, alors que des tentatives de rapprochement s'engagent en dehors de lui : vendredi, les présidents de Russie, Biélorussie et Ukraine se réunissent à Minsk.

MOSCOU

de notre correspondant

Clairvoyance ou aveuglement, M. Gorbatchev ne veut décidément pas renoncer à l'existence d'un Etat ex-soviétique. Dans un message adressé mardi 3 décembre aux membres du Soviet suprême, le président soviétique, une fois de plus, insiste, mais en des termes plus dramatiques que jamais, sur la nécessité urgente pour les Républiques de signer le traité de l'Union. Le soir même, il est longuement intervenu à la télévision centrale, reprenant les mêmes thèmes en une sorte d'appel au peuple. Les arguments de M. Gorbatchev ne sont pas nouveaux : « La vie de la patrie » est en danger, la crise est générale, et, en substance, tout va mal - l'une des raisons majeures

de cette situation catastrophique étant « la désintégration » (...) qui « a dépassé les limites du raisonnable et est allée si loin qu'elle a pris un caractère destructeur ».

Cet effondrement est « lourd de heurts entre les nations, entre les Républiques, et même de guerres », ce qui serait « une catastrophe pour toute la communauté internationale, le naufrage de tous les résultats liés à la politique de la nouvelle pensée » (l'équivalent dans le vocabulaire soviétique de ce que les Américains ont appelé un temps le « nouvel ordre mondial »).

Le remède est également connu : l'Union, la « création d'une entité étatique et territoriale tout à fait nouvelle » telle qu'elle est définie dans le traité qui est proposé à l'examen des Soviets suprêmes des Républiques - après que les présidents de ces Républiques eurent jugé plus prudent de ne pas le parapher eux-mêmes.

M. Gorbatchev insiste : « L'Etat fédéral et démocratique » dont il est question est quelque chose de totalement nouveau, il ne s'agit en aucune manière de « ressusciter, sous d'autres traits, le vieux Centre ». « La vieille Union n'existe plus », ajoute M. Gorbatchev, qui signe pourtant son texte du titre de « président de l'URSS ». C'est logique, il n'en a pas d'autre.

L'intervention de l'ancien secrétaire général du parti laisse perplexé. Nul ne conteste que la situation est grave, que tout se défait, et en un sens, que tout va mal, très mal : si les Soviétiques ne l'éprouvaient pas suffisamment dans leur existence quotidienne, il leur aurait suffi pour s'en convaincre de regarder le journal de la chaîne centrale de la télévision, mardi soir précisément. Le rouble qui s'effondre, les vols qui se généralisent, y compris dans les trains de marchandises, les voyages à l'étranger qui risquent d'être totalement impossibles aux Soviétiques, Aeroflot étant à court de devises, et l'une des seules consolations - le sport - elle aussi menacée. Bref, tout ce qu'il faut pour illustrer le discours présidentiel.

Comme

un refrain usé

Et pour autant, ce discours « réalist » paraissait curieusement détaché de la réalité du jour, ou plutôt son auteur, une fois de plus, semblait en retard sur l'événement, et l'impact de cette dramatique intervention risquait d'être, à nouveau, plus grand à l'étranger qu'à l'intérieur de l'ex-URSS. « Le tableau apocalyptique dressé par M. Gorbatchev n'a pas fait grande impression sur les élus », écrit mercredi la

Pravda, devenue, il est vrai, un organe d'opposition.

Est-ce parce que l'indépendance de l'Ukraine consacre une situation apparemment sans retour que les paroles de M. Gorbatchev sonnent comme un refrain usé, tout comme les propos de son entourage ? Mardi, le porte-parole présidentiel, M. Andreï Gratchev, a une fois de plus fait valoir que le choix fait par les Ukrainiens ne signifiait en aucune manière un refus de l'Union, et que, d'ailleurs, il restait bien assez de temps pour signer le traité d'ici à la fin de l'année. Les « hommes du président », et le président lui-même sont-ils donc sourds, ou veulent-ils l'être, à tout ce qui se dit à Kiev, et à ce qu'il a explicitement répété M. Lennid Kravtchuk lui-même au lendemain de son élection : « L'Ukraine ne signera pas le traité de l'Union » ?

S'il fallait chercher une nouveauté dans les propos du porte-parole, on la trouverait dans une réponse un peu agacée à la question d'un journaliste : non, l'adresse de M. Gorbatchev ne doit pas être interprétée comme « une menace de démission » au cas où le projet du traité serait repoussé. M. Gorbatchev avait pourtant maintes fois averti, ces derniers mois, qu'il ne serait pas l'homme

qui présiderait à la désintégration du pays. C'est pourtant bien ce qu'il est à présent, et quels que soient ses efforts pour empêcher la « catastrophe », les tentatives de rapprochement se font de plus en plus en dehors de lui. D'abord sous la forme de traités bilatéraux entre les Républiques, et aussi de rencontres dictées par des affinités

régionales, ou même ethniques : ainsi les présidents de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie, ont-ils décidé de se rencontrer à Minsk, vendredi 6 décembre, dans ce qui apparaît dès à présent comme une sorte de « sommet des Républiques slaves ».

JAN KRAUZE

M. Bush a félicité le président de l'Ukraine

Le président George Bush a été, mardi 3 décembre, le premier dirigeant occidental à téléphoner au président ukrainien Léonide Kravtchouk pour le féliciter de son élection, mais son porte-parole Martin Fitzwater a rappelé qu'il ne reconnaissait pas l'indépendance ukrainienne avant la visite de M. James Baker ce mois-ci à Kiev.

Emboitant le pas à la Pologne, au Canada et à la Russie, la Hongrie, qui se félicitait déjà du traitement réservé à la minorité hongroise en Ukraine, a reconnu son indépendance, en signant mardi un protocole établissant des relations diplomatiques. Elle devient le premier Etat à ouvrir une ambassade

à Kiev, mot désormais inscrit sur la bâtiment qui abritait son consulat. La Roumanie, en revanche, a demandé mardi « l'ouverture de négociations avec Kiev concernant les anciens territoires raïmains intégrés dans l'Ukraine en 1939 (...) auxquelles la Moldavie devra sans doute participer », tout en annonçant sa « disponibilité à publier des relations diplomatiques » avec l'Ukraine.

Bonn a de son côté annoncé l'envoi, dès mercredi, d'un émissaire en Ukraine, alors que le Quai d'Orsay rappelait que « le contact avec les autorités ukrainiennes existe et se poursuivra ». (Reuter, AP.)

La guerre en Croatie

Le ministre fédéral de la défense appelle à la création rapide d'une mini-Yougoslavie

La marine yougoslave a levé, mardi 3 décembre, le blocus des ports croates de la côte dalmate, mais s'est réservé le droit de fouiller tout navire s'approchant ou sortant de Dubrovnik, d'où, le navire-hôpital français la Rance a évacué une centaine de réfugiés.

BELGRADE

de notre correspondante

L'armée fédérale a atteint ses objectifs en Croatie et il est grand temps de former une mini-Yougoslavie avec les peuples qui aspirent à vivre ensemble : pour le ministre yougoslave de la défense, le général Veljko Kadijevic, l'armée a rempli sa mission en « défendant ce qu'elle devait défendre ». Dans un entretien publié, mercredi 4 décembre, par l'hebdomadaire de l'armée *Narodna Armija*, le général Kadijevic, qui s'était entretenu, lundi, avec l'envoyé spécial de l'ONU, M. Cyrus Vance, des possibilités de déploiement de « casques bleus », affirme que l'armée n'a pas voulu cette guerre, mais qu'elle lui a été imposée, car, dit-il, « nous devons empêcher l'irruption du fascisme et le renouvellement du génocide contre le peuple serbe ». L'armée, selon le général Kadijevic, avait le devoir de venir en aide à tous ceux qui n'acceptent pas « la séparation et la négation de plusieurs décennies de vie commune ». Les militaires ont, dans cette guerre, accompli victorieusement leur tâche « en créant les conditions nécessaires » à un règlement pacifique et politique du conflit.

M. Cyrus Vance à Osijek

Toutefois, a ajouté le ministre, si les forces croates « ne veulent pas entendre raison » et refusent notamment de lever le blocus des casernes fédérales en Croatie, « l'armée yougoslave les anéantira, quelle que soit la réaction de leurs amis étrangers ».

« L'armée yougoslave aspire au rétablissement de la paix (...) et c'est pourquoi elle respectera l'accord de cessez-le-feu signé récemment à Genève », a alléguement déclaré le général Kadijevic, ajoutant que l'armée n'a pas l'intention de conquérir les territoires croates. Cependant, précise-t-il, « elle a des plans très précis et suffisamment de force et de moyens pour libérer les garnisons fédérales assiégées si l'accord sur la levée du blocus des casernes et sur l'évacuation des troupes fédérales avec leurs armements n'est pas respecté par l'armée croate ». Puis il a ajouté qu'il « avait bien fait comprendre à tout le monde que rien ne pouvait empêcher l'armée yougoslave d'uti-

liser tous les moyens dont elle dispose pour libérer ses casernes bloquées ».

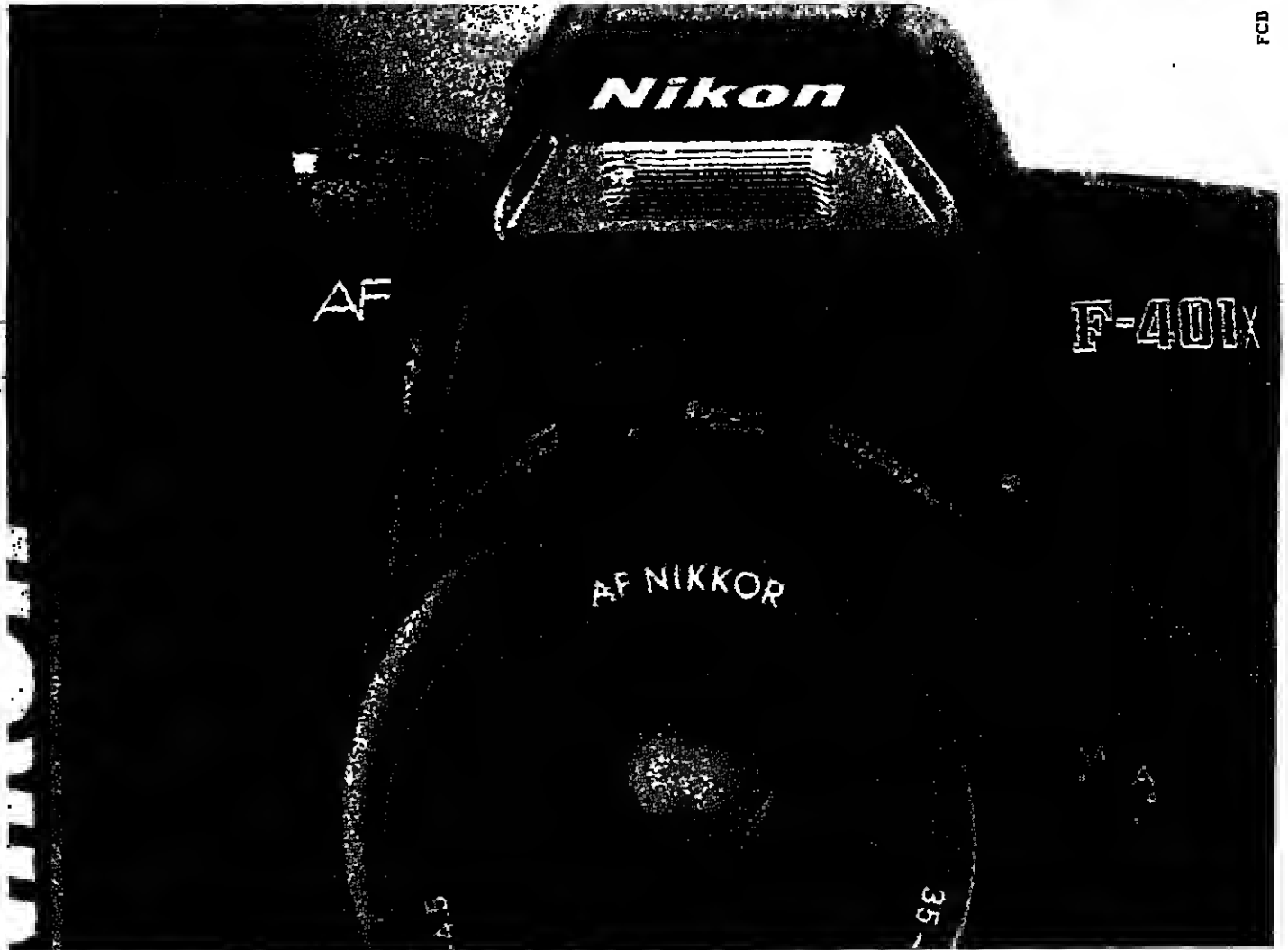
Les principales difficultés rencontrées par l'armée yougoslave dans cette guerre sont, selon le ministre de la défense, le mauvais fonctionnement des instances fédérales, les problèmes de mobilisation, et les pressions négatives de la communauté internationale, « fortement influencée par l'Allemagne ». Le général Kadijevic mentionne, en fin de liste, les moyens militaires de l'armée croate.

Constatant que le démantèlement de la Yougoslavie était inéluctable puisqu'il a été engagé par la Constitution de 1974 (encore en vigueur aujourd'hui), M. Kadijevic estime que « c'est une erreur de penser que l'armée fédérale aurait pu empêcher cette désintégration ». Il considère, en effet, que personne ne doit être retenu contre sa volonté en Yougoslavie, mais que l'on ne peut pas non plus contester aux peuples qui le désirent le droit de continuer à vivre ensemble dans un Etat yougoslave. C'est pourquoi le général Kadijevic aspire à la constitution, au plus vite, d'une nouvelle Yougoslavie, en rappelant que l'étranger ne doit pas décider de l'avenir des peuples yougoslaves - une allusion au plan de la conférence de paix de La Haye préconisant la transformation de la Yougoslavie en une alliance souple de Républiques souveraines. Ce projet a été condamné par la Serbie et les autorités militaires yougoslaves, qui ont estimé qu'il « sapait définitivement la Yougoslavie ».

La nouvelle Yougoslavie que préconise le général Kadijevic et qui a été approuvée par la présidence yougoslave (restreinte à la Serbie et au Monténégro) devrait englober les Républiques qui désirent y participer ainsi que « les régions autonomes serbes » de Croatie et de Bosnie-Herzégovine. Si la présidence s'est engagée, le 22 octobre dernier, à mettre en œuvre le plus rapidement possible un processus permettant la formation de cette mini-Yougoslavie, le général Kadijevic déclare ne pas être satisfait de la manière et de la vitesse avec lesquelles cette instance a agi.

De son côté, M. Vance s'est rendu mardi à Osijek, le chef-lieu de la Slavonie (province orientale de la Croatie), pour évaluer les chances d'entrée en vigueur de la quatorzième trêve, toutes les précédentes ayant été constamment bafouées dans cette région. Après s'être entretenu avec les militaires puis avec des représentants croates, l'ancien secrétaire d'Etat américain a relevé les contradictions entre ce que lui ont dit les premiers et ce qu'il a pu constater sur place.

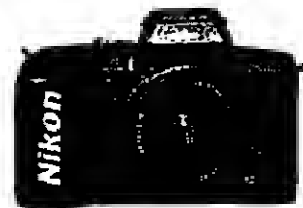
FLORENCE HARTMANN



Nouveau Nikon F-401x.

Quand on s'y connaît en photo on choisit un Nikon, quand on n'y connaît rien aussi, d'ailleurs.

Ceux qui s'y connaissent en photo seront heureux d'apprendre que le nouveau Nikon F-401x a intégré les technologies qui ont fait le succès des boîtiers professionnels Nikon. La même matricielle, par exemple, analyse la lumière et le contraste de l'image, et détermine la meilleure exposition selon 25 programmes établis à partir de l'observation de 100 000 cas de photos. Ceux qui n'y connaissent rien seront encore plus heureux d'apprendre que tout cela se passe en une fraction de seconde dans l'ordinateur du F-401x, simplement en effleurant le déclencheur. Ils pourront dès lors se consacrer entièrement à la composition de leur image, sans se soucier de la technique. Prix indicatif sans objectif, moins de 2 900 F.



Nikon

Documentaire complet disponible en français à Nikon France S.A. 101, rue du Marché Bailly 94506 Champigny/Marne Cedex



Le conseil européen de Maastricht, les 9 et 10 décembre prochains, ne s'apparente à rien, — qui en doutait ? — à une promenade de santé. En dépit des déclarations optimistes des participants, les deux ultimes journées de préparation, qui ont réuni lundi 2 et mardi 3 décembre, à Bruxelles, d'une part les ministres des affaires étrangères, d'autre part leurs collègues des finances, n'ont guère permis, sur les points les plus essentiels, de rapprocher les positions. Par ailleurs, il semble acquis que la notion de « fédéralisme », tant redoutée par la Grande-Bretagne, ait été définitivement « gommée » du projet de traité.

BRUXELLES

(Communautés européennes)
de notre correspondant

La politique étrangère et de sécurité commune (PESC) s'impose de plus en plus comme le sujet-phare de la rencontre de Maastricht des 9 et 10 décembre. C'est à l'aune des résultats acquis dans ce domaine à la fois nouveau et sensible de l'activité communautaire, que sera jugé le prochain conseil européen. En réalité, sur ce terrain très politique, la parole est aux chefs d'Etat et de gouvernement qui se retrouveront, avec le président de la Commission de Bruxelles, aux Pays-Bas.

Le côté « psychodrame » du débat européen l'exige, et il était illusoire d'attendre des progrès décisifs à cinq jours d'un rendez-vous que tout le monde se plaît à qualifier d'« historique ». Sur la politique étrangère com-

mune, ça ne va pas, a commenté, de manière lapidaire, le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, sans qu'on sache, il est vrai, si le scepticisme ainsi exprimé tenait à sa perception de l'écart substantiel entre les positions ou bien, davantage, en peu de sympathie qu'il éprouve pour les solutions qui, à ce stade, semblent se dessiner. Mécontent de formules, qui, sur les points les plus sensibles, sont sur la table, M. Delors semble placer ses espoirs dans la capacité d'analyse et de réaction de M. Mitterrand qu'il rencontrera d'ailleurs jeudi 5 décembre.

En matière de politique étrangère et de sécurité, la principale divergence qui sépare le Royaume-Uni de la grande majorité des autres Etats membres concerne la portée et la qualité des actions communes susceptibles d'être entreprises par les Douze. A partir de quel stade des

décisions pourront-elles être arrêtées à la majorité qualifiée? Les Britanniques jusqu'ici refusent tout simplement l'idée de majorité qualifiée, l'assimilant, en ce domaine à un insupportable transfert de souveraineté.

La tâche du conseil européen sera de trouver une formule de compromis. Les Français, très soucieux d'avoir un accord, tout en affirmant leur « vigilance », donnent l'impression de contenir leurs ambitions. « L'important, expliquent-ils, c'est d'amorcer une pratique. Nous n'avons pas de raison de ne pas faciliter la tâche à John Major, même si, bien sûr, il y a un niveau au-dessous duquel on ne descendra pas ».

C'est là une prudence que M. Delors semble trouver excessive, car risquant de rendre passablement dérisoires les décisions qui seront prises à Maastricht. « Il se pose effectivement un problème d'appréciation technique par rapport à ce que peuvent accepter les Anglais », note un de ses collaborateurs, ajoutant, plein d'espoir : « Mais François Mitterrand est assez résolu ». Il n'y a pas d'accord non plus sur ce que compte entreprendre la Communauté en matière de défense.

Eviter les états d'âme

S'agissant de l'union économique et monétaire (UEM), le terrain a été bien dégagé et il ne reste pour les chefs d'Etat et de gouvernement que deux questions politiques à traiter : d'une part les modalités d'application de la clause d'exemption (ou opting out) conçue afin de permettre au Royaume-Uni de signer le traité sans s'engager encore définitivement vis-à-vis de la monnaie unique, d'autre part les modalités de passage de la deuxième à la troisième étape de l'UEM.

Et encore, dans ces deux cas, les divergences qui subsistent ne portent pas sur les aspects principaux de la question. Une majorité d'Etats membres, en particulier la France, ont le souci de traverser la phase de la deuxième étape de l'UEM contre les états d'âme ou hésitations qui pourraient assaillir tel ou tel gouvernement en cours de route.

Des divergences importantes subsistent également, surtout avec les Britanniques, à propos de l'extension des compétences de la Communauté. Londres compte en effet s'écarter avec détermination l'idée que des dispositions concernant la politique sociale puissent être arrêtées au niveau communautaire et, *o fortiori*, à la majorité qualifiée.

PHILIPPE LEMAITRE

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

DIPLOMATIE

Les ultimes réunions avant le sommet de Maastricht

Les désaccords sur la politique étrangère et de sécurité restent entiers

L'Allemagne européenne en question

Un échec de Maastricht donnerait des arguments aux partisans d'une politique nationale conforme à la puissance de la nouvelle RFA

par Daniel Vernet

François Mitterrand et Helmut Kohl sont d'accord : un échec à Maastricht serait une catastrophe. Tout sera donc fait pour l'éviter ou le camoufler. Les deux hommes n'ont pas nécessairement les mêmes raisons de poursuivre le même objectif, mais les meilleurs accords internationaux ne se font-ils pas entre les entités-pensées ?

Le chancelier était pressé : par conviction personnelle, autant que par intérêt politique, il aurait aimé que l'unification européenne soit concomitante de l'unité allemande — la président de la République qu'elle la précède, — mais l'Histoire a tranché autrement. Les Allemands se sont retrouvés dans un seul Etat avant que le processus d'intégration européenne ait atteint le point de non-retour.

Les héritiers de Konrad Adenauer

Helmut Kohl sait que, pour les Allemands de sa génération, la dualité unité allemande-unification européenne ne pose pas de problème. Dans leur grande majorité, ils ont choisi, selon l'expression de Thomas Mann, « une Allemagne européenne » et non « une Europe allemande ». En ce sens, ils sont les dignes héritiers de Konrad Adenauer, le chancelier rhénan, qui, après 1949, fit de l'ancrage à l'Ouest de la République fédérale la pierre angulaire de sa politique et sacrifia l'unité à la liberté.

Pour une Allemagne où l'expansion démocratique avait été brève et décevante — pendant la République de Weimar — la chose de l'Occident ne se limitait pas à une assurance militaire contre l'URSS ou à la participation à un grand marché. Il signifiait aussi l'adoption des principes de l'Etat de droit, qui n'avaient guère été à l'honneur sous l'Empire biomarckien et qui avaient été foulés au pied par le national-socialisme. Il était la condition de la respectabilité.

En politique extérieure, ce choix avait un autre sens : il exprimait la rupture totale avec la stratégie suivie par l'Allemagne en Europe au tant que puissance centrale, l'entremetteuse entre deux mondes, s'appuyant tantôt sur l'Ouest, tantôt sur l'Est, au gré de ses intérêts du moment, pour asseoir son hégémonie sur une partie du continent. Si les historiens allemands s'accordent à penser que Biemarck était suffisamment subtil pour jongler avec plusieurs boules, ses successeurs n'auraient pas le même habileté, et le jeu s'est terminé en catastrophe par deux fois en moins d'un demi-siècle.

Avec la division de l'ancien Reich et la coupure de l'Europe, la tentation de la politique de la bascule ne pouvait plus exister : l'Allemagne avait perdu cette position centrale pour devenir partie intégrante du camp occidental et pays de front dans la confrontation avec le bloc communiste. L'Ostpolitik menée par Willy Brandt à partir de 1966 n'a fondamentalement rien changé à cette situation, car, contrairement à ce qu'on espérait à un moment les Soviétiques, ça n'est qu'un étirement de la ligne à l'OTAN et à la Communauté européenne que la RFA a pu normaliser ses rapports avec les Etats alors socialistes.

Le défi auquel est confrontée la politique allemande depuis 1989 est de résister aux lois de la géopolitique, qui menacent le nouveau de l'emporter. Avec la réunification et la fin de la division de l'Europe, l'Allemagne ne retrouve-t-elle pas cette position centrale où peuvent s'épe-

nour sa puissance économique comme son poids politique ? Défaite, divisée, amputée, elle a vécu avec une souveraineté limitée quatre décennies durent, pendant lesquelles l'Europe s'est substituée à la nation et l'enthousiasme communautaire au patriotisme. Unifiée, ne remettra-t-elle pas au premier plan ses intérêts nationaux, pas nécessairement compatibles avec les limites étroites de l'Europe des Douze ?

Deux conceptions de l'intérêt national

Deux conceptions, en fait, s'opposent. La première est celle d'une Allemagne européenne, ayant échappé à la « malédiction de la géographie » et ayant déjà dépassé la phase « nationale » pour en avoir fait un mauvais usage pendant les courtes périodes où elle l'a connus : une Allemagne qui est prête à assumer ses responsabilités de grand pays européen à l'intérieur de la Communauté. La seconde est celle d'une Allemagne qui, justement parce qu'elle est désormais démocratique et réfractaire à toutes velléités expansionnistes, devrait défendre avant tout ses intérêts particuliers et ne pas refuser, par « provincialisme » trévis, le fardeau d'une puissance économique et politique ; bref, de se comporter en Etat « normal ».

Ces deux conceptions ne s'expriment pas encore ouvertement dans les milieux politiques, mais elles alimentent les discussions entre historiens et publicistes. Elles ne séparent pas la gauche et la droite, l'opposition social-démocrate et la coalition gouvernementale libérale-chrétienne-démocrate. Des membres éminents du SPD appellent à soutenir la stratégie européenne d'Helmut Kohl, tandis que des amis politiques du chancelier s'interrogent publiquement sur les concessions que Bonn consent sur l'autel de Bruxelles.

La fracture passe au travers de toutes les formations, et elle deviendrait un thème électoral si l'intégration européenne se révélait une impasse ; les déceptions risquent d'être d'autant plus dangereuses que les attentes sont grandes. Un échec patent à Maastricht apporterait des arguments aux Allemands, qui critiquent l'absence de la Communauté, son absence dans la guerre du Golfe, ses hésitations dans la crise yougoslave, son incapacité à soulager le fardeau allemand pour l'aide aux Républiques soviétiques ou à s'entendre sur une politique commune de l'immigration.

Helmut Kohl l'a bien compris, qui veut, pour utiliser les métaphores populaires qu'il cultive, « mettre l'Europe sur les rails afin que personne ne puisse changer la direction de la locomotive ». La vitesse est une autre affaire. Il n'a pas eu beaucoup de mal à faire partager sa conviction à François Mitterrand, qui préfère une Allemagne insérée dans la construction européenne à une Allemagne se comportant en électron libre. Ce n'est pas le moindre enjeu du prochain sommet ; il dépasse de beaucoup, pour tous les Européens, à l'Ouest comme à l'Est, les querelles de clocher.

M. Helmut Kohl pour un processus d'unification « irréversible ». — Avant de finir, mardi 3 décembre, avec M. François Mitterrand, dans le cadre de la préparation du sommet de Maastricht, le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, a prononcé un discours à BIEC, dans lequel il s'est prononcé pour une unification européenne « irréversible ».

Plaidant pour une plus grande « cohésion économique et sociale » entre les Douze

Le premier ministre espagnol M. Felipe Gonzalez va livrer bataille aux pays riches de la Communauté

Le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, livrera « la bataille jusqu'à la fin » au sommet européen. Cette bataille durera quarante-huit heures, c'est-à-dire moins que la précédente, en 1979, au cours de laquelle un autre Felipe, le deuxième du nom, avait conquis la ville de Maastricht. La victoire avait été facile pour le général Alejandro Farnesio, duc de Parme. Le second siège de la ville hollandaise le sera peut-être moins pour le chef du gouvernement espagnol qui part, chargé de l'inquiétude d'une opinion publique qui s'interroge sur les retombées pratiques du sommet.

MADRID

de notre correspondant

Le chevalier Gonzalez part pourtant bien armé. Il a obtenu le soutien unanime des Cortes (Parlement) pour affronter cette négociation au terme de laquelle il n'acceptera pas « un accord insuffisant ». Il a déclaré ne pas vouloir se livrer au chantage du

veto ; mais, a-t-il précisé, s'il s'agit de ne pas voter une résolution, nous ne la voterons pas.

En dépit des réticences de l'opposition sur le texte élaboré par la commission mixte Congrès-Sénat, M. Gonzalez est parvenu à rallier tout le monde sur « la défense des intérêts nationaux ». Au cours de sa prestation aux Cortes, la semaine dernière, il a offert au porte-parole de l'opposition de droite, M. Isabel Tocino, du Parti populaire, une copie de la comédie de Lope de Vega intitulée *L'Assaut de Maastricht*, pour l'assurer qu'il mettrait la même détermination que ses aïeux à sauvegarder la nation. Une œuvre qui fut écrite au quatorzième siècle pour célébrer l'indépendance, ce qui a permis au premier ministre de rallier la parlementaire à laquelle il avait fallu une nuit entière pour rédiger un texte à côté duquel « la comédie est beaucoup plus intéressante ».

Armé de son sens de la réplique, M. Gonzalez va batailler face à ceux qui sont considérés comme « les riches » de la Communauté. Le gouvernement espagnol plaide pour « la cohésion économique et sociale », ce qui signifie, selon M. Carlos Westendorp, secrétaire d'Etat aux affaires européennes, qu'il est nécessaire que

« la cohésion économique et sociale », ce qui signifie, selon M. Carlos Westendorp, secrétaire d'Etat aux affaires européennes, qu'il est nécessaire que

« la cohésion économique et sociale », ce qui signifie, selon M. Carlos Westendorp, secrétaire d'Etat aux affaires européennes, qu'il est nécessaire que

« la cohésion économique et sociale », ce qui signifie, selon M. Carlos Westendorp, secrétaire d'Etat aux affaires européennes, qu'il est nécessaire que

« la cohésion économique et sociale », ce qui signifie, selon M. Carlos Westendorp, secrétaire d'Etat aux affaires européennes, qu'il est nécessaire que

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

MICHEL BOLE-RICHARD

Elu par l'Assemblée générale des Nations unies

M. Boutros-Ghali succède officiellement à M. Perez de Cuellar

NEW-YORK
(Nations unies)

de notre correspondant

Suivant les recommandations formulées à la fin de novembre par le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale des Nations unies a élu mardi 3 décembre, par acclamations, M. Boutros Boutros-Ghali, vice-premier ministre égyptien, au poste de secrétaire général de l'ONU pour un mandat de cinq ans qui commencera le 1^{er} janvier prochain, succédant ainsi à M. Javier Perez de Cuellar.

Dans une brève intervention, M. Boutros-Ghali, sixième secré-

taire général de l'ONU, a mentionné les trois points principaux que la communauté internationale doit, selon lui, aborder : le maintien de la paix et de la sécurité internationales, les moyens de réduire l'écart entre les pays prospères du Nord et les pays pauvres du Sud, enfin, la désignation d'hommes et de femmes possédant « les plus hautes qualités de travail de compétence et d'intégrité » à la tête de l'Organisation.

Il s'est également prononcé en faveur de la démocratie, mais aussi du développement. « Il ne faut pas que nous fassions de la démocratie un filtre magique qui va guérir tous les maux », a-t-il souligné, estimant

qu'elle ne doit pas dégénérer en conflits inter-ethniques ou tribaux et « il ne faut pas que l'action des Nations unies devienne un instrument d'ingérence dans les affaires internes des Etats membres ».

L'éclat de cette cérémonie a été en partie terni par un mini scandale mettant en cause un haut fonctionnaire appartenant à l'entourage direct de M. Boutros-Ghali et révélé le matin même par la presse new-yorkaise. Selon la police, une femme de chambre appartenant à un grand hôtel de la ville proche des Nations unies, a déposé le 2 décembre une plainte pour agression sexuelle, après le commissariat du 17^e arrondissement

ment de New-York, contre une personne qui, de même source, serait le chef de cabinet du vice-premier ministre égyptien. La mission égyptienne a refusé de commenter ces informations, mais, à Washington, le département d'Etat, qui a d'abord tenté de minimiser l'affaire auprès de la police new-yorkaise, s'est ensuite déclaré « très préoccupé ». On apprendra dans la soirée qu'en dépit des injonctions des autorités fédérales lui demandant de rester aux Etats-Unis tant que l'enquête n'aurait pas été menée à terme, l'intéressé avait quitté le territoire américain.

SERGE MARTI

CORRESPONDANCE

La situation des chrétiens en Egypte

A la suite de l'article de Jean-Pierre Péroncel-Hugos sur l'élection de M. Boutros Boutros-Ghali comme secrétaire général des Nations unies (le Monde du 23 novembre), nous avons reçu la lettre suivante de M. Chérif El Shoubashy, directeur du bureau parisien du quotidien caïrote Al-Ahram :

L'article que vous avez consacré à l'élection de M. Boutros Boutros-Ghali au poste de secrétaire général des Nations unies a profondément choqué les Egyptiens qui l'ont lu.

L'article évoque le statut de « protection-assujettissement » infligé aux coptes d'Egypte et s'élève sur le sort de M. Boutros-Ghali que sa religion chrétienne aurait empêché d'être

numéro un de la diplomatie égyptienne ou même ambassadeur à Paris (le premier ambassadeur égyptien nommé au lendemain de la révolution du 23 juillet 1952 était copte).

Cet article mérite deux remarques succinctes :

1) M. Boutros-Ghali, qui fut un éminent collègue à Al-Ahram jusqu'en 1977, n'a pas accédé à ce haut poste international en adressant un courrier personnel à l'attention de l'Organisation des Nations unies. En réalité, c'est le gouvernement égyptien qui a proposé sa candidature à ce poste, et la diplomatie égyptienne a été légitimement mobilisée au cours des quatre derniers mois pour assurer l'élection de M. Boutros-Ghali. Le

Quai d'Orsay et les plus hauts responsables de France le savent.

2) Près de 5 millions et demi de coptes ont en Egypte un vice-premier ministre, un ministre, plusieurs ambassadeurs, généraux d'armée et de police et d'autres encore par la France, où vivent près de 2 millions de Français musulmans, n'a encore honoré aucun d'eux d'un poste supérieur au sein de l'Etat.

M. Boutros-Ghali est un ministre influent et membre du cabinet égyptien depuis quatorze ans sans discontinuer. Je vous avoue que beaucoup aimeraient subir une telle « persécution ».

[Nous n'avons pas écrit que la diplomatie égyptienne se « fût » en faveur de M. Boutros-Ghali à l'ONU et

se n'avons pas parlé de « persécution » à propos des coptes. Nous avons seulement constaté qu'en Egypte les chrétiens n'ont pas de droits égaux aux musulmans. Adly Abdou El-Behi, ambassadeur à Paris en 1982, nous a dit de fait des « officiers libéraux » mais de la régence du roi Fouad II. « Le mouvement tendant à écarter les chrétiens a pris un grand essor dans l'appareil gouvernemental depuis 1953 », écrit-il en 1979 dans un rapport à Staline sur les coptes. M. Mikhaïl Boutros-Ghali, cousin de Mikhaïl, cousin aux musulmans français, ne sont présents dans la haute administration. Dès 1966 Abdelkader Barakat fit partie du gouvernement Moutar et de Ghabry se fit élire en 1969 la première musulmane ministre, M^{lle} Nefissa Sid-Cara. Faut-il la récente promotion de M. Boutros-Ghali rappeler surtout que la valeur d'un homme ne se juge pas à sa religion. — J.-P. P.-H.]

23/12/91

PROCHE-ORIENT

Refusant de reprendre le 4 décembre les pourparlers de paix à Washington

Les Israéliens maintiennent pour quelques jours leur politique de la « chaise vide »

Les différentes délégations arabes étaient à Washington, mercredi 4 décembre, pour la reprise des pourparlers de paix avec les Israéliens, mais ceux-ci étaient absents. Après avoir hésité et envisagé d'envoyer dans un premier temps une représentation « subalterne », le gouvernement de Jérusalem a finalement tenu à sa décision de ne recommencer la discussion que le 9 décembre.

WASHINGTON

de notre correspondant

Les délégations arabes attendront, au moins quelques jours. Si, par leur absence au rendez-vous du mercredi 4 décembre à Washington, les Israéliens ont voulu pousser les Arabes « à la faute », c'est-à-dire à rompre, faute d'interlocuteurs, les pourparlers engagés il y a un mois à Madrid, c'est apparemment raté.

Les trois délégations arabes — palestino-jordanienne, syrienne et libanaise — invitées par les États-Unis à reprendre les pourparlers dans la capitale fédérale étaient mardi à pied d'œuvre. Elles attendaient se recueillir, mercredi 4 décembre, dans les trois locaux du département d'État mis à la disposition des négociateurs. Ces locaux devaient rester disponibles le temps qu'il faudrait, et, en outre, la plupart des déclarations des intéressés, les délégations arabes entendaient attendre à Washington que leurs interlocuteurs israéliens veuillent bien se présenter. Comme ces derniers ont assuré qu'ils ne se rendraient pas à Washington avant le 9 décembre, la tactique suivie par les délégations arabes semblait être

de rester pour montrer du doigt la « chaise vide » de leurs interlocuteurs et remporter une victoire de relations publiques. L'ambassadeur israélien à Washington, M. Zalman Shoval, en convenait volontiers : « Le 4, il ne se passera rien à Washington, car aucun Israélien ne sera à la table de négociation, et il est évident que nous aurons peut-être un petit problème de relations publiques mais la vie continuera après. » Et, si les Arabes décident d'attendre suffisamment longtemps, les négociations pourraient commencer la semaine prochaine, mais pas forcément le 9.

L'occasion était trop belle pour les Palestiniens, qui ne se sont pas privés de souligner qu'ils venaient, eux, « dans un esprit sérieux », prêts à discuter tout de suite et à faire preuve de souplesse tant l'enjeu — la paix au Proche-Orient — est important. « Nous allons attendre à Washington », les Israéliens, déclarait le chef de la délégation palestinienne, le docteur Haidar Abdel Chafi. « Les Palestiniens ont la réputation d'être patients », disait M. Hassan Achmout, porte-parole de la délégation, qui ajoutait, toutefois, que leur patience avait « des limites » — menace voilée. Le chef de la délégation jordanienne, M. Abdel Salam Majali, se déclarait disposé à attendre « un délai raisonnable ». Mardi soir à Washington, le secrétaire d'État était que Syriens et Libanais feraient de même.

Devant l'incapacité des protagonistes à convenir entre eux d'une date et d'un lieu, les États-Unis (avec l'accord de l'URSS) ont invité Arabes et Israéliens à se retrouver le 4 décembre à Washington. Les Israéliens ont dit « non » et fait savoir qu'ils ne viendraient que le 9. Ils accusent les Arabes de refuser toute communi-

cation directe avec eux. Ils accusent les États-Unis de les avoir mis devant un fait accompli et de l'avoir fait de manière d'autant plus brutale et discutable que le premier ministre Izchak Scharon était à Washington au moment où les invitations ont été envoyées (il y a deux semaines). Plus sérieusement, leur manifestation de mauvaise humeur est la marque d'une méfiance croissante à l'égard de l'administration américaine.

Ne heurter aucun des protagonistes

Parce qu'ils veulent privilégier le face-à-face direct avec les Arabes, les Israéliens se défont de toute intervention américaine dans la négociation. Leur raisonnement est le suivant : si les États-Unis interviennent sur une question de date, ils le feront ultérieurement sur des problèmes de fond — sous-entendu : pas dans un sens favorable à l'État hébreu. L'éditorialiste du Washington Post avait bien joué de ce raisonnement, quand, dans l'intervention active des États-Unis, la conférence de Madrid — ce tête-à-tête avec les Arabes rêvé par les Israéliens — n'aurait jamais eu lieu. Mais M. Scharon s'est fait entendre. Soucieux de rassurer quelque peu les Israéliens, le département d'État a multiplié, mardi, les gestes de bonne volonté à leur égard. Il y aura pas de caméra, à l'intérieur des locaux désignés, pour filmer « la chaise vide israélienne », a indiqué le porte-parole du département d'État, M. Margaret Tutwiler. Il y aura, bien sûr, trois locaux différents, comme le veulent les Israéliens, mais dans un seul bâtiment — pour donner satisfaction aux Syriens, qui privilégient l'unité de lieu afin de favoriser l'unité dans les rangs arabes (ce qui tend à prouver qu'elle ne va pas de

soi). M. Tutwiler a aussi rappelé que les États-Unis s'étaient engagés à obtenir des Nations unies qu'elles annulent la résolution de l'Assemblée générale assimilant le sionisme au racisme.

Enfin, la porte-parole a donné une date — 28 janvier — et un lieu — Moscou — pour une réunion ministérielle préparatoire de la troisième phase du processus de Madrid, celle à laquelle l'État hébreu tient tout particulièrement : une conférence « multilatérale », rassemblant le plus grand nombre de pays du Proche-Orient, pour débattre de sujets régionaux comme le désarmement, l'eau, l'environnement etc. En revanche, les États-Unis se sont refusés à donner la moindre garantie sur une autre des revendications israéliennes : le déplacement des conversations bilatérales, d'ici deux à trois semaines, de Washington à Chypre.

L'objectif des États-Unis est donc : tout faire pour maintenir sur les rails le processus de Madrid, donc ne heurter de front aucun des protagonistes. Les États-Unis ne sont pas au bout de leurs peines. Mardi soir, les Jordaniens annonçaient qu'ils étaient prêts à attendre les Israéliens quelques jours, ils voulaient bien les rencontrer le 10 décembre mais pas le 9, parce que ce jour-là marque l'anniversaire du début de l'occupation dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza (en 1967). Arrivé un peu plus tôt à Washington, le vice-ministre israélien des affaires étrangères, M. Binyamin Netanyahu, a répliqué qu'il ne voyait pas d'inconvénient à ce qu'il se passe, pour peu que les Arabes le fassent directement avec les représentants de l'État hébreu — ce à quoi les Arabes se sont jusqu'à présent refusés.

A. Fr.

L'annonce de la libération du dernier otage américain au Liban

Terry Anderson était détenu depuis 6 ans et 9 mois

Le dernier otage américain au Liban, Terry Anderson, devait être libéré, mercredi 4 décembre. Chef du bureau régional du Proche-Orient pour l'agence Associated Press (AP), il était, avec six ans et neuf mois de captivité, le « doyen » des otages occidentaux.

L'ex-otage américain Alao Stoen, libéré, mardi 3 décembre, après cinq ans de détention au Liban, avait rejoint, quelques heures plus tard, à l'hôpital américain de Wiesbaden, en Allemagne, son compatriote Joseph Cicippio, relâché la veille. Ce dernier a confié aux médecins que sa captivité avait été ponctuée de bastonnades et de mauvais traitements qui lui ont laissé des séquelles.

Depuis le début de la médiation de l'ONU, au mois d'août, neuf otages occidentaux ont ainsi été relâchés. Restent incarcérés deux Allemands, Heitor Strubig et Thomas Kemper, enlevés en mai 1989 alors qu'ils travaillaient pour une organisation humanitaire. Le dernier à figurer sur la liste des détenus est un homme d'affaires italien, Alberto Molinari, généralement tenu pour mort.

Les deux Allemands seront relâchés après la libération du dernier otage américain, contre l'élargissement des frères Mohammad et Abbas Hamadé, deux chéiffes libanais, emprisonnés pour terrorisme en Allemagne, et-ou après, mardi, de sources concordantes à Beyrouth. Le chancelier Helmut Kohl s'est saisi de ce dossier et devait présider, mercredi, une réunion de crise à laquelle étaient conviés les ministres des affaires étrangères et de la justice. — (AFP, Reuters).

■ SYRIE : le président Assad a été réélu avec 99,98 % des voix. — Le président syrien Hafez el-Assad a été réélu, lundi 2 décembre, pour un quatrième septennat avec 99,98 % des voix, a annoncé mardi le ministère de l'Intérieur. Le chef de l'État syrien, âgé de soixante et un ans, au pouvoir depuis 1970, était le seul candidat. Selon le ministre de l'Intérieur, M. Harba, 6727992 des 6786193 électeurs inscrits ont pris part au scrutin, 396 ont voté « non », 6726843 ont voté « oui » et il y a eu 753 bulletins nuls. — (Reuters).

Téhéran, point de départ et d'arrivée

Suite de la première page

Cinq ans et deux mois plus tard, le 16 mars 1985, le chef du bureau de l'agence Associated Press au Proche-Orient, Terry Anderson, est enlevé à Beyrouth. D'autres Occidentaux connaîtront le même sort ainsi que des milliers de Libanais, mais pour des raisons différentes. Entre les deux prises d'otage, il y a une continuité. Le pays a changé, le décor aussi. Mais la même haine de l'Amérique anime les groupes de chéiffes libanais pro-iraniens, guidés et financés par Téhéran, qui jouent les ravisseurs. Les circonstances politiques sont différentes : l'Iran et la Syrie veulent alors obliger les États-Unis à cesser leur aide à l'Irak, contrôler l'évolution de la crise libanaise, ou autre chose encore.

La haine du « Grand Satan »

Mais les preneurs d'otages obéissent bien à l'Iran — ou du moins à certaines factions au pouvoir à Téhéran — et la volonté d'humilier les États-Unis et à travers eux, l'Occident en général, est là. Les otages ne sont pas seulement capturés et détenus, ils sont isolés, entravés, tabassés. Joseph Cicippio a été battu jusqu'à en perdre conscience, enchaîné deux hivers sur un balcon, en plein air. Cela ne relève pas de la « simple » prise d'otage aux seuls fins de chantage politique ou économique. C'est cette même haine du « Grand Satan » occidental, le désir d'assouvir une vengeance. Les prises d'otages prolongent les manifestations de Téhéran.

Plus de dix ans ont passé et, comme par hasard, c'est précisément au moment où le régime iranien cherche à sortir de son statut de paria de la communauté internationale, à solliciter la collaboration de l'Occident au terme d'un épais cycle révolutionnaire, que l'affaire des otages trouve son dénouement. Il fallait bien revenir au point de départ : Téhéran.

Certes, les preneurs d'otages — tous plus ou moins dans la mouvance du Hezbollah, le parti de Dieu — ont acquis une incontestable autonomie par rapport aux mollats de Téhéran. Les chéiffes radicaux font assurément partie de la réalité libanaise, ils existent indépendamment des acteurs de la scène politique iranienne. Il n'empêche : lors-

que le régime de Téhéran a décidé que la détention des otages « ne payait plus », il lui a peut-être fallu « tordre le bras » aux ravisseurs, leur donner des garanties et sans doute attendre un peu plus qu'il ne le souhaitait. Mais il a finalement eu gain de cause.

D'autres facteurs ont joué. La Syrie, elle aussi, entend se rapprocher des États-Unis et a obtenu satisfaction en consolidant son protectorat sur le Liban. Pour Damas aussi, la détention des otages « ne payait plus ». Souvent maîtres du terrain au Liban, les Syriens s'ignoraient sans doute rien des prises d'otages — disent les analystes américains — quand ils ne les ont pas inspirées ou facilitées. Leur collaboration était aussi nécessaire pour obtenir la libération des otages. Enfin, ni la Syrie ni l'Iran ne pouvaient plus compter sur le parrainage de l'autre super-puissance, l'URSS, aux prises avec sa propre révolution, pour compenser dans la région une influence américaine grandissante depuis la guerre du Golfe.

Le temps était mûr pour cette médiation réussie de l'ONU. Amorcée en août, elle a notamment permis au gouvernement américain d'assurer qu'il ne négocierait pas avec les preneurs d'otages. Elle a représenté un mécanisme de pourparlers indirects entre toutes les parties intéressées. Même si les États-Unis affirment qu'il ne faut y voir « aucun lien », la presse américaine a relevé que les dernières libérations d'otages ont eu lieu au moment où un début de règlement était en cours dans le lourd contentieux financier entre Washington et Téhéran, qui porte sur plusieurs milliards de dollars.

L'affaire, qui a été portée devant un tribunal d'arbitrage à La Haye, remonte justement à la prise d'otages à l'ambassade américaine à Téhéran : en représailles, les États-Unis avaient saisi les avoirs iraniens sur leur territoire et placé sous embargo certaines livraisons d'armes déjà payées par l'Iran. C'est sur ce dernier point qu'un accord semait le point d'être conclu : Washington verserait 278 millions de dollars de compensation à Téhéran. Certains y voient déjà l'amorce d'un début de normalisation entre les deux pays.

L'embargo commercial est toujours en place et les relations diplomatiques inexistantes depuis 1979.

Le président George Bush a toujours dit qu'il ne saurait y avoir de changement dans les rapports avec l'Iran tant qu'un seul Américain serait encore captif à Beyrouth. La normalisation pourrait prendre du temps. Hormis l'affaire des otages, les États-Unis reprochent à Téhéran de continuer à patronner des opérations terroristes — comme le récent assassinat de Chapor Bakhtiar à Paris — et de vouloir se doter d'un potentiel nucléaire militaire.

En volant clandestinement contourner l'embargo, au milieu des années 80, la Maison Blanche avait provoqué le fiasco connu sous le nom d'« Iran-Contra ». Il s'agissait en théorie de vendre des armes à l'Iran pour tenter d'obtenir la libération des otages et de se servir des fonds ainsi illégalement obtenus pour contourner une autre réglementation en armant la guérilla des contras nicaraguayens en lutte contre le régime sandiniste de Managua. Le deuxième mandat du président Reagan fut d'obtenir la libération des otages et de se servir des fonds ainsi illégalement obtenus pour contourner une autre réglementation en armant la guérilla des contras nicaraguayens en lutte contre le régime sandiniste de Managua. Le deuxième mandat du président Reagan fut d'obtenir la libération des otages et de se servir des fonds ainsi illégalement obtenus pour contourner une autre réglementation en armant la guérilla des contras nicaraguayens en lutte contre le régime sandiniste de Managua.

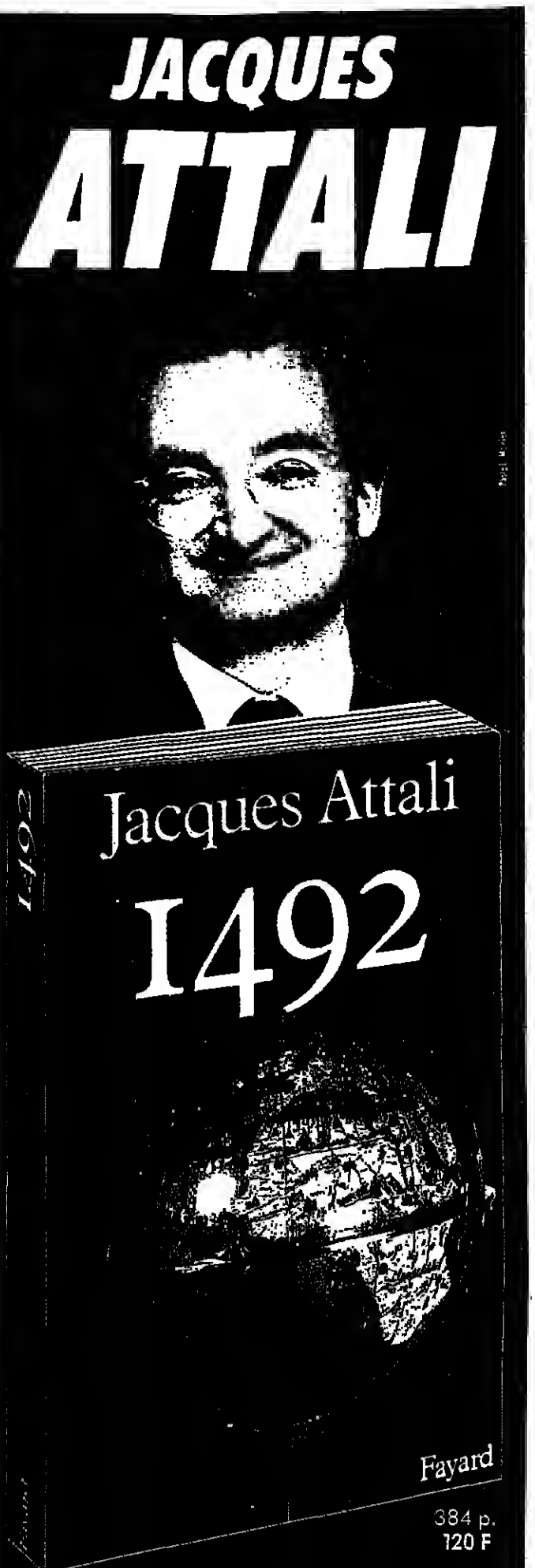
La « surprise d'octobre »

Est-ce la fin ? Pas tout à fait. Le dossier ne sera clos que lorsqu'une réponse aura été donnée au dernier épisode — ce n'est pas encore un scandale washingtonien — né de l'affaire des otages. Cette « surprise d'octobre », cette « surprise d'octobre » repose sur un livre du même nom, dû à M. Gary Sick, un ancien et fort brillant conseiller de la Maison Blanche, spécialiste des questions iraniennes.

M. Sick laisse entendre que certains conseillers de Ronald Reagan auraient contacté, en octobre 1980, pendant la campagne contre Jimmy Carter, des responsables iraniens et négocié pour empêcher que la libération des otages de Téhéran ait lieu avant le résultat de l'élection présidentielle et puisse ainsi profiter à M. Carter. Toutes les personnes citées ont catégoriquement nié, sans avoir été contredites.

« L'histoire de la « surprise d'octobre », elle n'est pas prouvée, n'est pas réfutée non plus », commentait, cette semaine, le New York Times. Une commission du Congrès est saisie de l'affaire. Il faudra attendre ses conclusions pour clore définitivement le dossier des otages.

ALAIN FRACHON



L'intérêt de « 1492 » est tout entier dans ce roman conceptuel qui permet à l'écrivain de réinventer l'histoire et de faire de cette année, certes cruciale, une manière de personnage tout à la fois nécessaire et monstrueux dans lequel se nouent, lâches ou serrés, tous les fils de cette crise qui annonce un nouveau monde : celui dans lequel nous vivons encore.

Pierre Lepape, Le Monde

« 1492 » est un bel ouvrage clair, riche, ardent comme si, se faisant cette fois historien, Jacques Attali écrivait sous le regard de Fernand Braudel. Ouvrage provocant aussi.

Françoise Giroud, Le Journal du Dimanche

Le P.D.G. de la BERD, en étudiant le dossier de l'an 1492, repense le monde d'aujourd'hui.

Serge Raffy, Le Nouvel Observateur

L'Histoire
chez
FAYARD

LA CHINE DES QUATRE SAISONS

POLITIQUE

La préparation du congrès extraordinaire du PS

La question du mode de scrutin mobilise plus les socialistes que leur « projet »

La direction du Parti socialiste se réunit en séminaire, jeudi 5 décembre, pour préparer le congrès extraordinaire destiné à adopter, à la fin de la semaine prochaine, le nouveau « projet » du parti. L'ordre du jour de cette réunion ne comporte pas la réforme du mode de scrutin pour les élections législatives, mais ce sujet, s'il a disparu de leur calendrier, occupe toujours les pensées des socialistes.

Empêtré dans l'imbroglio du mode de scrutin, M. Pierre Mauroy avait annoncé, à la dernière réunion du bureau exécutif, que cette affaire était renvoyée au-delà du congrès extraordinaire du 13 au 15 décembre (*Le Monde* du 29 novembre). Le premier secrétaire tente de remettre en

marche la machinerie du « projet », celle du « congrès idéologique » qu'il avait été le premier à soulever, il y a trois ans, et qui devait permettre le rassemblement des socialistes autour d'une doctrine renouvelée, adaptée à leur pratique du pouvoir. Il est bien tard, alors que la mobilisation des militants dans cette discussion paraît faible — de l'ordre du quart des effectifs actuels du parti, évalués à quelque cent vingt mille adhérents (soit une chute d'un tiers par rapport à l'an dernier) — pour ramener une flamme qui ne s'est jamais vraiment allumée.

Le document préparé par M. Michel Charzat avait été adopté par le comité directeur le 12 octobre. Depuis lors, les dirigeants du PS ne se sont guère mis en peine de susciter l'intérêt des militants, de mener le débat sur les « options » ouvertes au vote ou sur les « contre-projets »

déposés par les minoritaires. Si M. Charzat a pu se féliciter de rencontrer, localement, des assemblées de militants relativement nombreuses et attentives (à Limoges ou à Brest, par exemple), certains autres responsables qui se sont déplacés font état de réunions squelettiques. M. Jean Poperen, fier d'idéologie, a préféré carrément organiser ses propres manifestations autour de la revue *Vu de gauche*, hors du PS et de toute référence au « projet ». Les rocardiens, qui avaient envisagé de saisir de cette occasion pour mener une offensive sur quelques thèmes fêches de leur courant, ont fait porter leur effort sur l'autre terrain qui leur était offert, celui de l'éventuelle réforme du mode de scrutin.

Désaccord chez les fabiusiens

Assurant ce rôle de promoteurs principaux, sinon uniques, du « projet », M. Charzat et ses amis d'Espérance socialiste lancent, pour le congrès extraordinaire, un appel « pour un Parti socialiste renouvelé et rénové », dont une des clés leur paraît être la réforme des statuts. Cette préoccupation a peu de chance, cependant, de l'emporter, dans l'esprit des responsables socialistes, sur celle de la réforme électorale, qui alimente les

spéculations. M. Gérard Gouzes, rocardien, président de la commission des lois de l'Assemblée nationale et auteur d'une proposition de loi tendant à faire élire une soixantaine de députés au scrutin proportionnel, assure que toute réforme est remise « aux calendes grecques ». Dans un entretien publié mercredi par *Sud-Ouest*, il ajoute que « beaucoup de députés socialistes seraient prêts » à voter la censure si on leur proposait un mode de scrutin à dominante proportionnelle.

Si M. Christian Piarret, fabiusien, partage le sentiment de M. Gouzes, M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée et, lui aussi, fabiusien, a déclaré, mardi, qu'un projet de réforme sera examiné avant les élections régionales et cantonales de mars prochain, au cours d'une session extraordinaire. Les partisans de M. Laurent Fabius sont divisés sur ce sujet, et plusieurs d'entre eux ont demandé à le rencontrer, mercredi, pour lui exprimer leur hostilité au front commun qu'il a constitué avec M. Michel Rocard contre la proportionnelle. Le « projet » aura, décidément, bien du mal à obtenir la présidence.

PATRICK JARREAU

Au Parlement européen

M. Galland succède à M. Giscard d'Estaing à la présidence du groupe libéral

M. Yves Galland, président du Parti radical, a été élu, mercredi 4 décembre, président du groupe libéral au Parlement européen. Il succède à M. Giscard d'Estaing, qui ne se représentait pas. Soutenu d'asseoir sa stratégie de recentrage, le président de l'UDF devrait prochainement rallier à Strasbourg le groupe PPE (démocrate-chrétien).

Depuis les élections européennes de juin 1989 qui ont marqué son retour par la grande porte sur la scène politique française, M. Giscard d'Estaing n'a jamais manqué d'habileté pour se servir de l'Europe tout en la servant. Une campagne présidentielle française peut aussi se préparer à Bruxelles et à Strasbourg. Député européen assidu, assumant pleinement sa besogne de président du groupe libéral, M. Giscard d'Estaing a donné le sentiment de s'engager sans retenue sur le grand chantier de l'Europe. Mais, ayant abandonné toute prétention à la présidence de l'Assemblée européenne, M. Giscard d'Estaing est désormais décidé à quitter son exil de Strasbourg pour retrouver un siège à Paris. Contrairement à la rumeur répandue par son entourage voisin auvergnat, M. Michel Charasse, le Sénat ne l'attire point. Il attendra tout simplement les prochaines élections législatives pour récupérer son mandat de député du Puy-de-Dôme.

Rapprochement avec la CDU

D'ici là, l'ancien président de la République compte utilement employer son temps à compléter sur place le dispositif de recentrage qu'il a mis en place à partir du conseil national de l'UDF, tenu à Paris les 9 et 10 novembre. Le 15 novembre, il annonçait sa décision de ne pas garder la présidence du groupe libéral du Parlement de Strasbourg, selon lui trop astreignante. Arguant de sa santé, l'irritation de certains membres de son groupe — les Portugais principalement — était telle après ses écrits sur l'immigration dans le *Figaro-Magazine*, qu'il était plus sage pour lui de démissionner avant d'être démis.

Bien que M. Yves Galland se soit engagé aussitôt après son élection à tout faire pour l'eco dissuader, M. Giscard d'Estaing devrait quitter avant la fin de l'année le groupe libéral (49 députés) pour le groupe démocrate-chrétien du PPE (121 membres).

M^{me} Simone Veil n'ayant nullement l'intention d'imiter l'ancien président de la République, quatre autres élus français devraient dans l'immédiat le suivre : MM. Alain Lamassoure, Claude Malhuret, Charles Baur et Robert Hersant. Voilà plus d'un an que M. Giscard d'Estaing frappait à la porte des démocrates-chrétiens européens. Mais ses ambitions d'abord pour la présidence du Parlement européen faisaient peur. On pouvait croire aussi que son départ d'octobre sur l'immigration lui ôterait définitivement toute possibilité de mouvement.

Deux mois auront suffi pour faire oublier tout cela. Ces derniers temps, M. Giscard d'Estaing s'est beaucoup démené pour renouer des liens passablement distendus avec la CDU allemande. Avec d'autant plus d'ardeur que M. Jacques Chirac s'est depuis un an beaucoup rapproché d'elle. Le CDS de M. Méhaignerie a eu aussi son mot à dire. Les négociations ont eu lieu par l'entremise de M^{me} Nicole Fontaine, vice-présidente de ce parti et vice-présidente du Parlement européen. M. Giscard d'Estaing s'est engagé, en contrepartie, à préserver l'autonomie du groupe UDF de l'Assemblée nationale.

L'adhésion de M. Giscard d'Estaing comporte pour lui plusieurs avantages. Elle lui confère le label démocrate-chrétien, plus porteur à ses yeux que l'étiquette libérale. Elle le rapproche de la CDU, qui a peine à oublier son amitié de jadis avec M. Helmut Schmidt. Et elle devrait lui permettre enfin de travailler plus efficacement au regroupement des forces politiques du centre et du centre droit qu'il réclame en France et que M. Helmut Kohl espère en Europe. La prochaine étape de cette stratégie devrait être l'armistice de l'UDF, absente en tant que telle de la scène européenne, à l'instinct internationale démocrate-chrétienne.

DANIEL CARTON

LA CHINE DES QUATRE SAISONS

UNE SEMAINE A PEKIN POUR 5 800 F
PEKIN, C'EST ENCORE PLUS BEAU EN HIVER

Noël à Pékin : découvrez le cœur culturel de la Chine sous une lumière intense que seul l'hiver peut vous offrir.

Une semaine à Pékin, du 20 au 27 décembre 91, hôtel "International", classe supérieure, en centre ville, petit déjeuner compris, vol direct sur Air China. **5800 F**

6800 F Une semaine à Pékin et Xian, du 20 au 27 décembre 91, hôtel "International", classe supérieure, en centre ville, petit déjeuner compris, vol direct sur Air China.

TOUTE LA CHINE !

LES 10 PLUS BEAUX SITES AU PRINTEMPS

Les paysages chinois sont encore plus doux au printemps, les promenades plus exquises dans les jardins dont l'ordonnance exprime si bien le raffinement d'une civilisation.

En 25 jours, découvrez les dix sites sélectionnés par les Chinois eux-mêmes comme les plus beaux. Ce voyage très complet sillonne les anciennes capitales impériales et les paysages les plus prestigieux, au cours, notamment, d'une croisière sur le Yangzi.

25 jours au départ de Paris : à partir de **22450 F**

L'ITINÉRAIRE LE PLUS ORIGINAL !
LA ROUTE DU GRAND TIBET EN ÉTÉ

C'est en été que l'on peut traverser plus aisément les vastes terres himalayennes, rencontrer sur le Toit du Monde les pèlerins et les nomades à cheval. Cet itinéraire de 24 jours vous offre un panorama complet des différentes civilisations tibétaines en Chine et au Tibet.

24 jours au départ de Paris : à partir de **25960 F**

L'ITINÉRAIRE LE PLUS COMPLET !
LES OASIS DE LA ROUTE DE LA SOIE EN AUTOMNE

De Pékin à Kashgar, empruntez la Route de la Soie sur les pas des marchands chinois, persans, grecs et des pèlerins bouddhistes. Un itinéraire passionnant parcourt cette route millénaire d'échanges culturels et philosophiques et de populations nomades attachées à leur identité.

22 jours au départ de Paris : à partir de **22270 F**



VOYAGEURS
EN CHINE

45, rue Ste Anne - 75001 Paris - tél : (1) 42 61 60 26

Un seul pays, tous les voyages.

Coupon à retourner à l'adresse ci-dessus.

Je désire recevoir :

☐ Brochure Chine 92 ☐ Le programme des activités culturelles de Voyageurs en Chine

NOM Prénom

Adresse Tél.

Livres anciens
sur les

PROVINCES DE FRANCE

Catalogues par Provinces

Librairie GUÉNÉGAUD

10, rue de l'Odéon

75006 Paris

Tél. : 43-26-07-91



Préparation à :

SCIENCES PO

PARIS - PROVINCE

Séances complètes de janvier à juin

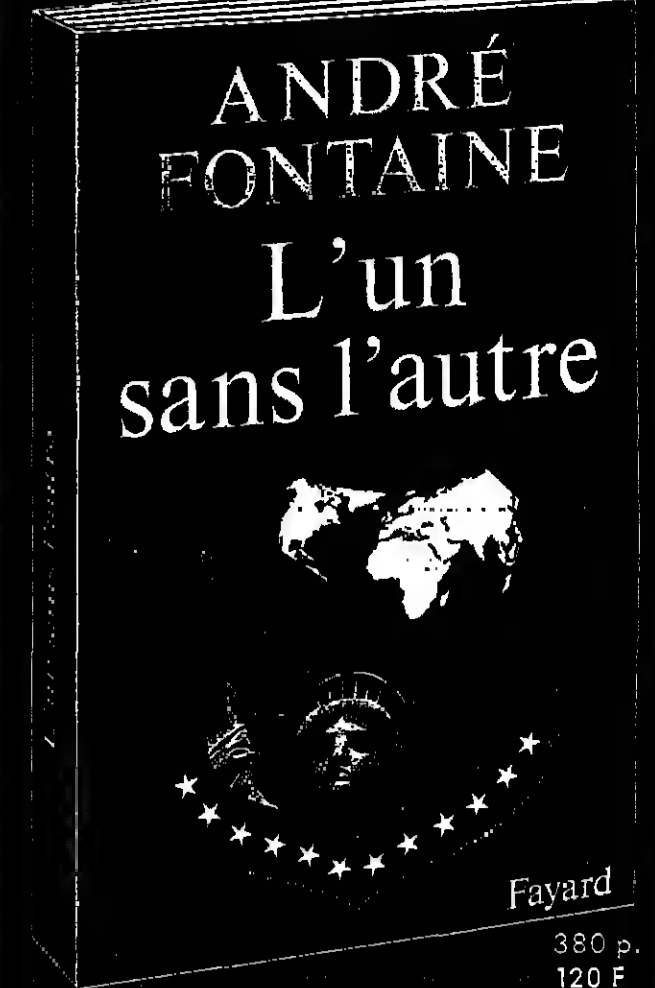
cours du soir ou cours de jour

avec stages intensifs d'été.

SUCCÈS CONFIRMÉS

45 85 59 35 - 42 24 10 72 -

ANDRÉ FONTAINE



Une fois de plus, j'admire André Fontaine d'avoir, à chaud, réussi une vigoureuse synthèse sur l'état du monde.

Jean-Baptiste Duroselle, *Le Monde*

On peut gratter : c'est du solide.

Stéphane Denis, *L'Événement du Jeudi*

Fascinante revue du monde écrite de cette plume alerte bien connue des fidèles lecteurs d'André Fontaine, qui sait rendre intelligible une époque si compliquée.

Jean-Philippe Caudron, *La Vie*

La période ouverte par la chute du communisme est à ce point grosse de changements que fixer ses lignes de forces tient de l'impossible pari. C'est pourtant à saisir l'insaisissable que nous convie André Fontaine. *L'un sans l'autre* est avant tout la fresque vivante, minutieuse et tenace d'une actualité à nulle autre pareille.

Jean-François Poncet, *Le Figaro*

FAYARD

POLITIQUE

Les ressources des partis

M. Boyon (RPR) regrette que la loi ignore le financement de la vie politique locale

Si les lois de 1988 et de 1990 sur le financement des partis n'ont pas mis fin aux « pratiques occultes », comme l'a révélé le rapport de la commission d'enquête parlementaire (le Monde du 22 novembre), elles n'en ont pas moins conduit les formations politiques à modifier leurs méthodes. Après avoir décrit les nouveaux modes de financement du PS et du CDS (le Monde des 28 septembre et 18 octobre), nous présentons ici ceux du RPR. Son trésorier, M. Jacques Boyon, regrette que la législation en vigueur ignore les besoins de la vie politique locale.

Comme tous les autres partis, le RPR a pris les dispositions nécessaires pour mettre ses finances en conformité avec la nouvelle législation concernant le financement des formations politiques. Son trésorier national, M. Jacques Boyon, député de l'Ain et conseiller maître à la Cour des comptes, se félicite que « les partis puissent maintenant se financer de façon tout à fait légale et transparente ». Il assure que les financements qui se pratiquaient dans le vide législatif et qui, de ce fait, apparaissaient tout à fait illégaux « ont complètement disparu ».

Trésorier du RPR depuis deux

ans, M. Boyon a créé une association nationale de financement, qu'il préside et qui est chargée de recueillir, auprès des particuliers et surtout auprès des entreprises, les fonds que ceux-ci versent bénévolement pour aider le mouvement de M. Chirac. Contre un reçu, grâce auquel ces dons peuvent figurer en comptabilité, les entreprises ont la possibilité d'accorder des sommes qui ne dépassent pas 500 000 francs par raison sociale et par an. Il constate que ce sont les entreprises du bâtiment et des travaux publics qui sont les moins réticentes à se soumettre à ces formalités. Il note, en revanche, une certaine hésitation de la part des sociétés où les syndicats et les comités d'entreprise sont puissants, car ceux-ci exercent une pression sur les directions pour qu'elles diversifient leurs dons politiques.

Au niveau des fédérations, qui, au RPR, bénéficient d'une large autonomie de gestion, une soixantaine d'associations départementales de financement ont été créées. Celles-ci s'adressent essentiellement aux entreprises locales, car une même entreprise ne peut pas aider à la fois l'association nationale et les diverses associations départementales d'un même parti politique. Les ressources des associations départementales de financement sont très inégales en fonction de la situation économique et industrielle du département. On se doute ainsi que la fédération RPR des Hauts-

de-Seine est mieux financée que celle de la Lozère. Les versements faits à l'association nationale se sont élevés, en 1990, à 7 038 527 francs, auxquels il faut ajouter une faible contribution venant des associations départementales reversées à la comptabilité générale du RPR, d'un montant de 402 600 francs.

Parmi les autres recettes du RPR, figure la part de cotisation des adhérents qui revient au centre national. Sur les 200 francs de cotisation annuelle, la fédération départementale conserve 120 francs et reverse 80 francs à Paris. Dans la comptabilité du RPR pour 1990, le poste relatif aux cotisations des adhérents s'élève à 18 784 994 francs, ce qui correspond à 234 812 militants à jour de leurs cotisations. Il faut ajouter à cela 1 634 000 francs constitués par les cotisations des élus.

Les dépenses de communication

Une source importante de recettes provient des actions réalisées par la Société de développement et de publicité, société de services créée par M. Robert Galley, ancien trésorier du RPR, député de l'Aube et maire de Troyes, qui se charge notamment de l'envoi de mailings, de l'organisation de souscriptions nationales, de divers-débats payants, etc. Ce poste figure en recettes pour 39 millions de francs.

Meis l'essentiel des revenus du RPR provient de la subvention versée par l'Etat aux partis politiques telle que l'a fixée la loi. En 1990, elle s'est élevée à 64 475 446 francs, versée en une seule fois et placée dans une banque (la NSM) en sica, ont rapporté 2 402 000 francs. Au total, les recettes du RPR en 1990 se sont élevées à 135 710 284 francs. Ses dépenses dans la même année ont atteint 129 597 677 francs. Il lui restait donc un excédent de 6 112 607 francs au début de 1991.

Le poste essentiel de dépenses est constitué par la propagande politique et la communication générale, y compris les campagnes d'affichage, l'édition des publications du mouvement et l'établissement d'une documentation, pour un total de 56 millions de francs. Le RPR dépense aussi 10 millions pour les déplacements et les réceptions, 9 millions en frais postaux et 6 millions en subventions à certaines fédérations et mouvements associés. Dans l'immeuble du siège national, 123, rue de Lille, où le RPR paie un loyer de 10 millions par an, quarante salariés entraînent une dépense de 4 209 102 francs, auxquels s'ajoutent 1 661 000 francs de charges sociales. Une cinquantaine d'autres permanents sont des bénévoles.

Sont également comptés en dépenses 7 millions de francs de dotation aux provisions pour campagnes électorales lorsque celles-ci

ont un caractère national. Car, en principe, le RPR ne finance pas directement les campagnes locales de ses candidats, prenant seulement en charge ce qui, dans cette action, peut revenir au parti lui-même. C'est d'ailleurs la Commission nationale de contrôle des comptes de campagne qui peut ensuite ventiler les dépenses d'un candidat en vérifiant si les plafonds légaux ont été dépassés. Un tel contrôle a été effectué, par exemple, après l'élection de M. Gaby-Dejean dans le quinzième arrondissement de Paris.

Insuffisances et lacunes

M. Jacques Boyon n'est pas mécontent du budget de son parti et approuve la loi qui a réglementé le financement public. Toutefois, il se plaint de n'avoir pas de moyens suffisants pour rémunérer des collaborateurs assez nombreux et assez qualifiés pour préparer des textes législatifs ou procéder à des études juridiques, économiques et techniques sur les problèmes nationaux.

Dans la législation actuelle, le trésorier national du RPR dénonce une insuffisance et une lacune. La

première a trait aux plafonds de dépenses fixés par la loi pour les campagnes électorales. Il les trouve trop bas et, surtout, trop uniformes puisque, pour des élections législatives, il est identique quelle que soit la circonscription, sans tenir compte de sa population ni de sa géographie.

La lacune concerne le financement de la vie politique locale, notamment au niveau municipal. La loi l'ignore puisqu'elle ne prend en compte que le financement public par le biais des associations au bénéfice des partis ou de leurs fédérations départementales. Or les maires sont les plus vulnérables parce qu'ils sont les plus sollicités et qu'ils peuvent être les plus tentés par des offres de financement occulte de leur action politique.

M. Boyon ne parle pas précisément de fausses factures, de baloches ou de corruption, mais il regrette que des garde-fous précaires n'existent pas et que les cours régionaux des comptes ne puissent que réprimer des scandales, alors qu'il serait préférable de les prévenir.

ANDRÉ PASSERON

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

Contrat d'épandage aérien Programme de Lutte contre l'Onchocercose Afrique de l'Ouest

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) procèdera prochainement à un appel d'offres concernant la fourniture d'hélicoptères et des moyens d'appui et services nécessaires à la poursuite des opérations d'épandage aérien menées par le Programme de Lutte contre l'Onchocercose en Afrique de l'Ouest. Ce Programme est actuellement mis à exécution par l'OMS dans les pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Sierra Leone et Togo. Une base aérienne est située à Odienné (Côte d'Ivoire) et une seconde à Kara (Togo).

Les opérations consistent à appliquer des quantités précises de larvicide sur les cours d'eau où se trouvent les gîtes larvaires des mouches qui transmettent l'onchocercose. Les circuits à effectuer en vol, les cours d'eau à traiter et le type et la quantité de larvicide à appliquer sont définis dans un plan hebdomadaire dont le strict respect conditionne le succès des opérations. Des hélicoptères seront également utilisés pour la surveillance des cours d'eau. La longueur totale des cours d'eau à traiter et à surveiller dans le cadre d'application du Programme pendant la durée du contrat est de l'ordre de 30 000 km pendant la saison des pluies, les opérations s'effectuant sur un kilométrage réduit pendant la saison sèche.

Jusqu'à présent, les hélicoptères Hughes 5000 et E ont donné de bons résultats pour ces opérations mais d'autres modèles d'hélicoptères présentant des performances semblables ou supérieures et possédant les caractéristiques requises pour ce type d'exploitation seront également pris en considération. Le carburant sera fourni par l'OMS.

Six formules de larvicide sont actuellement utilisées dans les cours d'eau de la zone considérée, mais d'autres pourraient être adoptées pendant le cours de l'exécution du contrat. Il sera donc essentiel de pouvoir mettre au point et fournir du matériel d'application qui soit compatible avec les formulations de larvicide utilisées et qui convienne aux besoins évolutifs du Programme.

Le prochain contrat portera sur une période de trois ans (1993-1995) et nécessitera, chaque année, une flotte de quatre hélicoptères de mai à décembre, effectif qui sera porté à six hélicoptères de mai à décembre chaque année selon les conditions qui seront précisées dans l'appel d'offres. Un minimum garanti de 55 heures de vol par mois par hélicoptère tenu de rester opérationnel, sera payé pour la durée du contrat. L'Organisation pourra demander la mise en service d'hélicoptères supplémentaires, jusqu'à un maximum de cinq appareils, pour faire face à tout moment à l'accroissement éventuel des opérations pendant la période couverte par le contrat, la rémunération étant alors calculée sur la même base que pour les hélicoptères de l'effectif de base mentionnés plus haut. Un hélicoptère devra également être tenu prêt à assurer les remplacements en cas de nécessité.

Seules les entreprises capables d'assurer les opérations d'épandage aérien dans le cadre du Programme de Lutte contre l'Onchocercose sans compromettre le succès continu du Programme seront invitées à soumissionner. Ces entreprises devront par conséquent :

- (1) avoir une structure de gestion d'une efficacité éprouvée, capable d'assumer la responsabilité de l'ensemble des opérations aériennes requises ; l'Organisation ne pourra accepter les offres émanant de consortiums ayant une structure de gestion complexe et il ne sera possible de sous-traiter une partie quelconque du travail qu'avec son accord préalable ;
- (2) avoir non seulement suffisamment de personnel (pilotes, ingénieurs et personnel au sol), mais aussi tout le matériel et les moyens financiers voulus, pour assurer la maintenance d'une flotte opérationnelle pouvant atteindre 12 hélicoptères en des lieux situés loin de leurs bases ;
- (3) être bien établies et reposer sur des bases financières solides ;
- (4) avoir acquis une expérience appréciable en matière d'épandage aérien de grande envergure visant à lutter contre les vecteurs en Afrique ou dans d'autres pays tropicaux en développement ;
- (5) avoir une expérience éprouvée en matière de mise au point de matériel d'épandage spécialisé ;
- (6) disposer d'un personnel administratif, de pilotes et d'un personnel d'entretien parlant français couramment et capables de s'exprimer convenablement en anglais, ou l'inverse ;
- (7) être capables d'établir des contrats d'une durée minimale d'un an avec les pilotes et d'entretenir une réserve de pilotes expérimentés, en sus de l'effectif strictement nécessaire pour les opérations aériennes.

Les entreprises qui souhaitent soumissionner sont invitées à écrire à l'adresse indiquée ci-dessous, en mentionnant sur l'enveloppe « Contrat d'épandage aérien OCP » ; elles devront donner à l'Organisation suffisamment d'informations pour prouver qu'elles remplissent bien les conditions requises, formuler, le cas échéant, leurs propositions de sous-traitance et préciser sous quelle forme elles se proposent d'effectuer le versement des garanties de soumission, de bonne exécution et de paiement, respectivement égales à 10, 25 et 20 % du montant prévu du contrat. Tous ces renseignements, qui demeureront strictement confidentiels, devront être donnés en anglais ou en français et parvenir à l'Organisation avant le 28 janvier 1992. Les entreprises ayant adressé une réponse jugée satisfaisante seront invitées à soumissionner et recevront un appel d'offres détaillé. Elles seront convoquées à assister à des réunions d'informations sur les lieux d'exécution du Programme pendant la semaine commençant le 24 février 1992. Il importe de noter que l'adjudication ne s'effectuera pas uniquement sur la base des coûts, mais qu'elle tiendra également compte de la valeur technique de l'offre soumise.

Monsieur l'Attaché de Liaison
Programme de Lutte contre l'Onchocercose
Organisation mondiale de la Santé
1211 Genève 27
Suisse

LE MONDE diplomatique

DÉCEMBRE 1991

DERNIÈRE CHANCE AVANT LE CHAOS EN ALGÉRIE ? par Ignacio Ramonet

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 15 F

Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, rue de la République
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57-437
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Hugnot-Devall, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Arlé
75907 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc : MONDPU 634 128 F

Téléc : 46-62-98-73 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 30-15 - Tapes LEMONDE
ou 28-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEM.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP-Paris RP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

EXPIRÉ 150

POLICE

Les ministres de la sécurité des Douze à La Haye

Europol à petits pas

Les ministres de l'intérieur ou de la justice des Douze se sont réunis à La Haye (Pays-Bas), du 2 au 3 décembre, afin de coordonner leurs politiques de sécurité, d'immigration et d'asile dans la perspective de l'Europe de 1993.

LA HAYE

de notre envoyé spécial

L'Europe des polices n'est pas pour demain. Réunis à La Haye, les ministres de la sécurité des Douze ont choisi d'avancer à pas comptés. En juin, le conseil européen de Luxembourg avait annoncé la création d'Europol et beaucoup y avaient vu l'instauration d'une police fédérale comparable au FBI américain. Aujourd'hui, les ministres de la police ou de la justice jouent la prudence en instaurant une unité européenne de renseignements sur les stupéfiants (UERS). « La lutte contre la drogue peut constituer la première étape d'une Europe des polices, qui serait ensuite étendue à la criminalité organisée », a commenté le ministre français de l'intérieur, M. Philippe Marchand.

Comment organiser une police de type fédéral quand n'existe pas d'espace judiciaire européen ? Et comment promouvoir une coopération policière quand la plupart des États membres ont déjà des difficultés à coordonner leurs propres polices nationales ? L'Allemagne ou l'Espagne, qui songent à une instance policière communautaire intégrée aux institutions de Bruxelles, n'ont pas obtenu gain de cause à La Haye. Mais la réunion a aussi entériné la voie minimaliste prônée par les Pays-Bas ou la Grande-Bretagne, qui auraient volontiers cantonné Europol à une simple structure d'échange et d'information.

La réunion de La Haye a aussi fait preuve de prudence en laissant les chefs d'État décider de l'implémentation d'Europol (les Allemands proposent Wiesbaden, siège de leur police criminelle ; l'interpol et la France suggèrent Lyon ; l'Italie avançait Rome). De même, il reviendra aux chefs d'État de décider si les douaniers doivent participer à Europol (à titre individuel, M. Marchand s'y est dit favorable).

Face au terrorisme, au trafic de stupéfiants ou à la grande criminalité, les ministres des Douze se sont cependant mis d'accord sur des mesures d'assistance concrètes : des textes sur les livraisons surveillées de drogues, la coopération policière transfrontalière et l'assis-

tance mutuelle lors des enquêtes ont été approuvés. Il a aussi été décidé de comparer les divers systèmes d'écoutes téléphoniques, de lutte contre le blanchiment d'argent ou la criminalité écologique.

L'harmonisation des politiques en matière d'asile était également à l'ordre du jour. Une divergence est apparue à propos du concept de « pays sûr », c'est-à-dire ceux pour lesquels le droit d'asile pour les ressortissants en provenance de ces pays au label démocratique. L'étude de ce dossier a été reportée à plus tard, devant le peu d'engagement de la France et de la Grande-Bretagne.

Immigration et droit d'asile

Les ministres de la sécurité des Douze ont nettement dissocié à La Haye, les questions de l'immigration et du droit d'asile. Un programme communautaire en matière d'immigration a été défini : la lutte contre l'immigration irrégulière reste une priorité, mais elle devra respecter le patrimoine européen en matière de droits de l'homme et de garanties offertes à l'étranger (les recours contre les mesures d'éloignement, par exemple) et valoriser les droits des ressortissants des États tiers (extérieurs à la CEE) résidant régulièrement dans un État membre.

La question du franchissement des frontières communautaires a encore buté sur le rocher de Gibraltar. Avec la suppression des frontières intérieures à la Communauté, celui-ci deviendrait une frontière extérieure. Qui exercera la responsabilité du contrôle à Gibraltar, demandent l'Espagne et la Grande-Bretagne ? Cette question continue de bloquer l'adoption de la « convention » de franchissement des frontières entre les Douze.

Les dossiers de la police, de l'immigration et de l'asile constitueront un « chapitre important » du conseil européen de Maastricht, selon M. Rind Lubbers, chef du gouvernement néerlandais et président en exercice du conseil européen. Mais, quoi qu'il advienne de ce sommet, précisait-on à la présidence néerlandaise, les décisions adoptées à La Haye seront appliquées.

ÉRICH INCIVIAN

MÉDECINE

Sida et transfusion sanguine

La Fédération française des donneurs de sang bénévoles s'oppose au projet d'indemnisation des personnes contaminées

A la veille des états généraux sur le développement de la transfusion sanguine que l'association organise à Cognac (1), la Fédération française des donneurs de sang bénévoles prend à son tour position contre le projet de loi d'indemnisation des personnes contaminées par le virus du sida à partir de l'usage thérapeutique du sang. Dans une lettre adressée à M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, M. Jean-Marie Hebouzit, président de cette Fédération - qui groupe 750 000 adhérents et représente au total entre trois et quatre millions de personnes - estime que les sommes nécessaires à l'indemnisation doivent être trouvées sur le budget de l'État.

Jusqu'à présent silencieuse, la puissante Fédération française des donneurs de sang bénévoles n'a suivi pas moins l'ensemble des affaires liées à la transfusion sanguine. Après avoir abandonné l'idée d'organiser à Versailles en

liaison avec l'ADTS (Association pour le développement de la transfusion sanguine) des « états généraux » de la transfusion, les responsables de cette fédération ont décidé d'organiser une telle manifestation. Ils veulent ainsi manifester clairement leur volonté d'être, à la différence du passé, étroitement associés, indépendamment des autorités transfusionnelles, aux décisions concernant la réforme en cours de la transfusion sanguine.

A propos de la « catastrophe sanitaire » que constituent les contaminations post-transfusionnelles par le virus du sida, M. Hebouzit estime que les donneurs de sang français se sentent « concernés, mais non coupables ». Il souhaite par ailleurs, quelques jours avant le vote du texte de loi par le Parlement, faire connaître l'opposition de la Fédération qu'il préside quant à la solution retenue par le gouvernement - augmentation des taxes sur les contrats d'assurance-donnages - pour recueillir les fonds nécessaires à l'indemnisation des hémophiles et polytransfusés contaminés ou de leurs proches.

Tel est le sens de la lettre que

M. Hebouzit vient d'adresser à M. Jean-Louis Bianco (lire ci-dessus). « Notre opposition au projet de loi n'est en rien un geste politique, nous a expliqué M. Hebouzit. Il s'agit d'éthique. » Le président de la Fédération se refuse notamment à trancher sur le fait de savoir si seules les contaminations post-transfusionnelles à partir du virus du sida doivent donner lieu à indemnisation ou si, au contraire, la solidarité doit jouer vis-à-vis de l'ensemble des pathologies virales liées à l'usage thérapeutique du sang. « Nous ne sommes nullement opposés, bien au contraire, à ce que l'on fasse toute la lumière sur la pathologie post-transfusionnelle, explique M. Hebouzit. L'anonymat dont nous avons fait l'un de nos principes éthiques ne concerne que l'anonymat entre donneurs et receveurs mais nous ne sommes pas opposés aux souhaits de ceux qui travaillent à l'amélioration de la sécurité transfusionnelle. »

Le profit inacceptable

Les responsables de la Fédération française des donneurs de sang bénévoles attendent par ailleurs avec la plus grande impatience le vote d'un texte de loi sur la biotechnique. Selon eux, seule cette loi traduisant « un choix de société » permettra au système transfusionnel français d'être en mesure de faire face à la concurrence qu'imposera le marché européen. « L'ère que cette loi dira avec force qu'aucun élément du corps humain ne peut faire l'objet de commerce, souligne M. Hebouzit. Nous sommes d'accord pour des raisons

de sécurité pour que des produits dérivés du sang soient soumis à une autorisation de mise sur le marché. Mais ceci n'exclut nullement la mise en place d'un cadre particulier d'organisation et de distribution qui s'imposera à tous les produits dérivés du sang confectionnés en France ou importés de l'étranger. Pour notre part, nous nous opposons à la distribution en France de produits sanguins obtenus à partir de donneurs rémunérés à l'étranger. »

Concernant les réformes en cours du système transfusionnel français, M. Hebouzit n'est pas opposé a priori à ce que le groupe Mérieux et son puissant réseau commercial international soit associé à la transfusion sanguine. « Sur ces questions, nous sommes très vigilants et nous souhaitons que, quels que soient les sites industriels, l'ensemble de la transfusion sanguine s'inscrive dans un établissement public national répondant à nos règles d'éthique. Nous ne sommes pas contre le « profit », à condition qu'il soit utilisé au profit de la recherche. Pour nous, le profit inacceptable, c'est, par exemple, la redistribution d'argent à des actionnaires, le lucra. »

JEAN YVES NAU
et FRANCK NOUCHI

(1) Créée en 1942, la Fédération française des donneurs de sang bénévoles est une association reconnue d'utilité publique et placée sous le haut patronage du président de la République. Elle réunit 3 000 associations locales et plusieurs groupements nationaux (FIT, SNCF et éducation nationale). Ses « états généraux » se tiendront les 14 et 15 décembre prochains à Cognac (Charente). FFDSB, 28, rue Saint-Lazare, 75009 PARIS. Tél. (1) 48 78 93 51.

« Avec l'espoir de donner la vie... »

Voici le texte de la lettre adressée le 28 novembre dernier par le président de la Fédération française des donneurs de sang bénévoles à M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration :

« De nombreux militants de notre fédération, protestant sur la méthode qui semble avoir été retenue pour financer l'indemnisation des personnes contaminées à l'occasion d'une transfusion sanguine, »

« Des oppositions très fortes sont formulées portant sur l'irréversibilité des taxes établies à cette occasion, en particulier la cotisation exceptionnelle qui serait instaurée au niveau des contrats d'assurance. Pour

notre part, nous estimons, que dans le cadre de cette indemnisation, une loi, s'appuyant sur la solidarité nationale de tous les citoyens face à une catastrophe sanitaire nationale, doit indiquer le financement sur le budget de l'État, par une dotation à votre ministère. »

« Les donneurs de sang offrent leur sang dans l'esprit du bénévolat qui les anime. Chaque don a été fait avec l'espoir de donner la vie à des malades. Ils ne se sentent pas responsables de cette catastrophe sanitaire. Ils ne réclament rien pour eux-mêmes, hors le respect qui leur est dû. Citoyens à part entière, ils estiment que la solidarité doit être jouée par tous les citoyens. »

« Nouvelles règles de sécurité pour les personnels de santé aux États-Unis. - L'administration américaine a édicté, lundi 2 décembre, de nouvelles règles de sécurité pour protéger les personnels de santé contre les risques de contamination par les virus du sida et de l'hépatite B. Les hôpitaux devront notamment obliger leurs employés à porter des gants, des masques et des blouses qu'ils leur fourniront, à l'exception du département du travail. Ces précautions étaient déjà largement appliquées, mais les nouvelles règles de l'administration pour la sécurité et la santé du travail (OSHA) imposent des amendes (jusqu'à 70 000 dollars) à qui ne les respecterait pas. - (AFP.) »

Le Monde

Édité par le SARL Le Monde

Comité de direction :
Jacques Lemaire, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guiz
directeur de la gestion
Maurice Luchet
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
adjoints au directeur
de la rédaction

Jacques Arnalric
Thomas Farnesi
Philippe Harteron
Jacques-François Simon

Daniel Varner
directeur
des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1959)
Jacques Favet (1959-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
19, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE MURIEL BELLEVUE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-60-30-10

EBEL
BOUTIQUES

PARIS
2, place Vendôme

Modèle Beluga

Stylus stylo et plume en exclusivité pour EBEL.

LONDON MILANO NEWYORK CRANS-SUR-SIERRE ST TROPEZ MÜNCHEN

Comprendre les ambivalences d'URIAGE

Une véritable somme, fruit d'une vingtaine d'années de recherches, appuyée sur un travail d'archives exemplaire.



A travers Uriage se profilent nombre des ambivalences de la France sous Vichy. Ce n'est pas le moindre mérite de cet ouvrage, remarquable et qui fera date, que de nous faire entrer dans l'intelligence de ces ambivalences.

Jean-Pierre Adéma, Le Monde

l'Histoire
chez
FAYARD

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le procès des fausses factures de la région parisienne

Les petits cachottiers de la SCREG

Le SCREG Ile-de-France, filiale du groupe Bouygues, a reconnu, mardi 3 décembre, avoir bénéficié de fausses factures pour un montant de plus de 11 millions de francs. Le tribunal correctionnel de Paris a examiné ce trafic destiné à corrompre en douceur « industriels, promoteurs et collectivités locales ».

Une crème de président ! Si, si, ne chipotez pas : M. Jacques Percha, responsable de la SCREG Ile-de-France, fait partie de cette nouvelle génération de dirigeants qui payent de leur personne. La présidente du tribunal, pourtant chiche en éloges, lui décerna même un brevet de « bon patron ». Et M. Percha, qui n'était pas vraiment à la fête à la barre des prévenus, en rougissait de confusion...

C'est que M. Claude Nocquet, qui conduit son audience avec une maîtrise diabolique, venait de rappeler comment il avait, lors d'une pause dans le cabinet du juge d'instruction, félicité tous ses collaborateurs et codétendus de la SCREG. « Bravo les gars, tenez le coup », leur avait lancé ce capitaine de quarante-trois ans. Et la présidente s'extasiait : « Comment M. Percha, vous nous dites que vos collaborateurs agissent à votre insu, vous vous retrouvez en prison et vous les encouragez ! »

— Je...
— C'est faux ?
— Je ne me souviens plus de ce que je leur ai dit.
— J'ai du mal à comprendre votre générosité.
— Madame la présidente, le métier du BTP est très dur. Ils ont dérivé, mais dans l'intérêt de la société. Je suis sûr de leur intégrité !

Une belle pévane, tante en glissades et raples, pour tenter de séduire quelques maîtres. Un fabuleux et terrifiant dialogue en toile d'araignée. Car personne ne trouve la parade devant M. Nocquet et ses interrogations feintes : « Si l'on sait compter, ce sont au minimum trente cadres qui étaient en cause. Vous ignorez vraiment tout ? »

— Il aurait fallu que quelqu'un m'en parle...
— Quelles sont les sanctions que vous avez prises ?

M. Percha sent le sol se dérober : « C'est vrai que ça m'a posé un problème. Vraiment un problème : que devais-je faire ? »
— Au fait !
— Je n'ai pas pris de sanctions...

Une ére de pétrin, en vérité. Et ce ne sont pas les dix petits cachottiers de la SCREG — depuis lors généralement promus ou augmentés — qui le contestent. Tombés au triste champ d'honneur de la fausse facture, les voilà cités à l'ordre du mérite par M. Percha lui-même : « Des gens capables d'assumer cette charge de tra-

vail, des collaborateurs de cette qualité, des hommes aussi remarquables, je savais que j'aurais eu du mal à les remplacer. »
Qu'on se rassure pourtant ! La SCREG savait vivre, au point de connaître en 1988 et 1989 des indigestions de « méchantes de chantiers », de noubaux contractuelles et de fiestas dans des châteaux de la région parisienne « pour remercier le personnel de son efficacité ». Plus de 11 millions de fausses factures permettaient de voir les chasses en grand. Ce n'étaient « qu'à-côtés », « derniers verres » et « voyages d'études ». M. Pierre Deniau, responsable de l'agence de Supar-Brie, se dévoua pour jouer les guides : « C'est un métier très convivial. »

Une douce corruption...

« Je la constate, répandit le président. On boit et on rigole beaucoup chez vous. »

Car telle est la dure loi du métier. Le monde du BTP, nous l'expliquait-il, est victime d'une « concurrence imputable », doit s'apparenter à un grand fleuve rose, à une permanente tentation doucement corruptrice. « Depuis que je suis dans cette branche, je sais qu'il faut éroser », confessa M. Alain Triquet, plus réservé. M. Hervé Le Bauc, parle de communication « auprès des industriels, des promoteurs et des collectivités locales ». Une communication à coups de parties de chasse, de garbes de

fleurs aux épouses, de joyeuses virées aux Indes, en Egypte, en Floride pour rendre hommage à Walt Disney.

« On voyage beaucoup à la SCREG, relève le tribunal.

— C'est nécessaire, enjoint M. Deniau.

— Au dynamisme du personnel ?

— A la compétitivité. A ce train, les 30 000 F en espèces dont disposaient chaque semaine les agences de la SCREG à Nantes, Suresne-Brie, Gannavilliers et Monthéry ne pouvaient suffire à tout. D'où les fausses factures fabriquées à la chaîne par l'inévitable Michel Briat, « facturier » chevronné, et transmises par le dévoué Alain Pépin-Donat.

Installé au sommet de la pyramide SCREG Ile-de-France, M. Percha n'y voyait goutte, tout ébloui par les grands chahuts stratégiques de son entreprise, filiale du groupe Bouygues. Quelque deux mille cinq cents salariés et un chiffre d'affaires de 2 milliards suffisaient à son bonheur. « Je raisonnais en masse, a-t-il souvent répété. Onze millions, ça fait du 1 pour 1 000. » Mais, foi de président, on ne l'y reprendra plus. « Madame la présidente, il a bien fallu que je tire les enseignements de cette épreuve », a-t-il conclu avant de se retirer, fidèlement entouré de son équipe dynamique et remarquable.

LAURENT GRELSAMER

Poursuivi en France pour trafic de drogue

François Scapula, trafiquant et « balance »

François Scapula, quarante-six ans, témoin à charge invisible au procès des assassins du juge Pierre Michel, a comparu mardi 3 décembre devant la 16^e chambre correctionnelle de Paris pour répondre de sa participation à un trafic de drogue. Un procès-écrit qui ressemble à une pure formalité pour un justiciable pas comme les autres.

Scapula s'ennuie visiblement. Pendant que le président Jean-Louis Mazieres résume les faits, le regard de Scapula se promène sur la salle, glisse sur le banc de la presse et s'égare vers le plafond. Le trafic de plusieurs tonnes de drogue qu'un lui reproche d'avoir financé ne l'intéresse pas. D'ailleurs, il méprise le cannabis. C'est volumineux et pas assez lucratif. Il a dit à l'instruction et aujourd'hui il n'a rien à ajouter.

Pas de témoins, pas d'experts. Les débats sont terminés. Le substitut, M^e Michèle Vauvillain, se lance dans une réquisitoire contre le lieu représenté par la drogue et demande « une peine intimidante » de vingt ans de prison. Scapula somnole, indifférent, même lorsque ses avocats plaident. Il est vrai qu'ils ne parlent pas du dossier et que Scapula se trouve « en transit ».

Il dispose aujourd'hui d'un étrange statut car il a été « arrêté » le 17 juillet 1990 pour dix-huit mois par la Suisse où il purge actuellement une peine de vingt ans de réclusion infligée après la découverte d'un laboratoire de transfor-

mation de morphine-base près de Fribourg le 11 novembre 1985. C'est de sa prison helvétique qu'il a dénoncé François Girard et François Checchi, condamnés pour l'assassinat du juge Pierre Michel à la réclusion criminelle à perpétuité par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône le 30 juin 1988.

Checchi, qui a tiré sur le juge le 21 octobre 1981 à Marseille, avait déclaré à l'audience : « On s'est servi de moi par l'intermédiaire de Scapula. C'est Scapula qui m'a désigné » (Le Monde du 22 juin 1988). Mais cette fois, Scapula n'avait pas été « arrêté ». La France le reprochait à la Suisse, mais de son côté l'Office fédéral de police répondait : « Nous avions l'impression que les Français n'avaient pas vraiment envie de convaincre Scapula de venir au procès. »

Certes, Scapula avait rendu des services en dénonçant beaucoup de monde et notamment des trafiquants belges ou espagnols, mais surtout des américains. Débordant de reconnaissance, le DEA (Drug Enforcement Administration) l'empruntait en 1987 à la justice suisse pour le faire témoigner aux Etats-Unis contre ses anciens complices d'un vaste réseau de trafiquants qui disposait d'un laboratoire de transformation à Phoenix (Arizona). En échange, le DEA lui avait proposé de lui fabriquer une nouvelle personnalité avec une opération de chirurgie esthétique à sa sortie des prisons helvétiques.

Transaction à l'américaine

Justice ou efficacité ? Même les démocrates trébuchent sur cette alternative. Officiellement, la France ne pratique pas les transactions à l'américaine et applique seulement une réduction de peine pour les dénonciateurs. Mais il semble bien que pour Scapula ces petits aménagements soient insuffisants. Il n'en a pas été question à l'audience, pas plus qu'il n'a été condamné par défaut à vingt ans de prison qui lui a été infligée à Marseille pour trafic de drogue.

Il est vrai que le tribunal n'a pas eu le temps de lire son casier judiciaire. Par précaution, l'un de ses défenseurs, M^e Elisabeth Alric, du barreau de Nîmes, a souligné une confusion de la peine avec celle qu'il purge actuellement en Suisse. Et son confrère, M^e Bruno Perri, a demandé au tribunal de constater que Scapula faisait l'objet d'une « remise temporaire » des autorités helvétiques qui expire le 17 janvier 1992.

Le tribunal se prononcera le 10 décembre sur une peine qu'il semble bien difficile de faire exécuter.

HENRI PIERRE

MAURICE PEYROT

Les conclusions d'un expert privé

La « maison des Têtes », à Toulon aurait été détruite par un explosif

TOULON

de notre correspondant

C'est un explosif et non le gaz qui serait à l'origine de la destruction de la « maison des Têtes » qui, le 15 février 1989 à Toulon (Var), faisait treize morts et trente-deux blessés... Telles sont les conclusions de la contre-expertise commandée par l'Association des familles des victimes, refusant de croire à la thèse de l'accident privilégiée après le drame et retenue par deux précédents experts (Le Monde du 7 octobre) estimant que cette explosion pouvait être consécutive à un suicide au troisième étage de cet immeuble qui en comptait cinq.

N'ayant pu obtenir une contre-expertise de M^e Michèle Cutajar, magistrat chargée d'instruire le dossier, les familles en ont commandé une à M. Loïc Le Ribault, fondateur du Centre d'application et de recherche en microséisme

électronique. Ce spécialiste de l'investigation criminelle a présenté ses conclusions mardi 3 décembre à Toulon : « Je suis formel ; des résidus de charges pyrotechniques se trouvaient sur les échantillons qui m'ont été confiés : des débris de lambris, des mèches de cheveux d'une victime et des bijoux d'une autre. »

Un témoin ayant entendu deux explosions, M. Loïc Le Ribault estime que « la première déflagration a pu être causée par un explosif et être suivie d'une seconde due au gaz ». En l'état, il suggère que de nouvelles analyses soient demandées au laboratoire de la défense nationale ou à la Société nationale des poudres et explosifs.

Les familles des victimes ont remis cette expertise à M^e Cutajar et réclamé une nouvelle contre-expertise.

J. L.

M. Marchand se félicite de la rapidité de l'enquête sur la liste d'opposants libanais

Le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, s'est félicité du « résultat rapide de l'enquête » menée par l'Inspection générale des services (IGS) sur la transmission à Beyrouth d'une liste d'opposants au régime libanais interceptés par la police française. Le ministre va demander « la révocation » du brigadier-chef de police Jean-Pierre Varhaeghe qui a reconnu avoir transmis la liste à un

employé de l'ambassade du Liban à Paris.

Ce policier du commissariat du 16^e arrondissement aurait « ngi seul », selon le ministre, afin de « rendre un service par copinage » à cet agent de sécurité, M. Wissam Chami, qu'il rencontrait fréquemment. « Au stade actuel de l'enquête, rien ne permet de dire que d'autres fonctionnaires sont en cause », a ajouté M. Marchand.

« L'affaire n'est pas terminée », a déclaré M. Jean-François Deniau (PR-UDF), après la suspension du fonctionnaire. Il a souhaité que l'enquête établisse que ce dernier a agi « de son propre chef » et sans avoir « eu le sentiment d'être couvert politiquement à un niveau ou un autre ». « Le gouvernement français doit se porter garant de la sécurité des opposants libanais », a déclaré M. Robert Pandraud (RPR). « Il est de mon devoir de tout mettre en œuvre pour que les personnes dont le nom figure sur cette liste ne subissent pas les conséquences fâcheuses de cette fuite », a répondu M. Marchand, annonçant que les personnes concernées par l'affaire devaient, mercredi 4 décembre, être reçues au ministère de l'intérieur.

SPORTS

FOOTBALL : Saint-Etienne-Marseille rejoué au stade Geoffroy-Guichard. La commission d'appel de la Ligue nationale de football (LNF) a décidé, mardi 3 décembre, de faire rejouer au stade Geoffroy-Guichard, à une date encore indéterminée, la rencontre Saint-Etienne-Marseille (1-0) du 19 octobre dernier. Avant la rencontre, l'attaquant marseillais Jean-Pierre Papin avait été atteint à la tête par une canette de bière et n'avait pu tenir sa place. Une première décision de la commission sportive de la LNF avait prévu que cette rencontre serait rejouée sur terrain neutre.

Un neveu du sénateur Kennedy jugé pour viol

Procès-spectacle en Floride

WASHINGTON
correspondance

Les Américains, très friands de feuilletons télévisés, sont décidément gâtés. Quelques semaines seulement après le spectacle affligeant de la commission sénatoriale enquêtant sur le soi-disant harcèlement sexuel reproché au juge Thomas par une ancienne de ses collaboratrices, un nouveau show vient de s'ouvrir dans le prétoire du tribunal de Palm-Beach en Floride.

Un spectacle coûteux, 1 million de dollars pour la défense de William Smith, qu'une jeune femme accuse de l'avoir violé, le 30 mars dernier, 300 000 dollars pour l'état de Floride qui poursuit le jeune médecin d'une trentaine d'années, passible, s'il est reconnu coupable, d'une peine de plusieurs années de prison, mais surtout de la perte de sa licence de médecin.

Les indiscretions de la presse ont assuré une large publicité à ce spectacle dont la durée a été limitée à trois semaines. La personnalité de William Smith, neveu du sénateur Kennedy, quelques détails sur les conditions du viol, sur les sous-vêtements affaiblissants de la victime, assurent le succès de ce procès.

Que s'est-il passé aux petites heures du 30 mars, au 1095 Ocean Boulevard, dans la belle résidence d'été de la famille Kennedy ? Un jury, dont la sélection a été déterminée si la jeune femme a été violée, « pénétrée sans son consentement », un terme de l'acte d'accusation, ou bien elle a recherché une aventure sexuelle en cédant de plein gré aux entreprises du jeune homme.

Entreprise de démolition

Pour se faire une opinion, les jurés devront entendre quatorze témoins et théoriquement lire des milliers de pages de dépositions. Mais en fin de compte, leur jugement dépendra de la réponse qu'ils donneront à une simple question : qui, de l'accusé ou de la plaignante, dit la vérité ?

Selon la présomption d'innocence dont bénéficient tous les accusés, la charge de la preuve incombe à l'accusation qui devra établir, « au-delà d'un doute raisonnable », la culpabilité de William Smith. Une tâche ardue, mais rendue encore plus difficile par la reddition de la charge de la preuve au juge John Smith. Ce juge, refusant d'admettre les témoignages de trois femmes ayant affirmé dans la presse avoir subi des atta-

ques sexuelles de l'accusé. Elle a jugé que ces témoignages n'avaient pas un rapport suffisant avec l'affaire.

La solidarité du clan Kennedy s'est manifestée par l'arrivée de plusieurs de ses membres et on n'écoute pas que Jackie Chassis fasse également le déplacement de Floride. Mais leur présence ne bénéficiera pas tellement à l'accusé, étant donné l'agressivité d'une certaine presse engagée depuis longtemps dans l'entreprise de démolition des Kennedy.

Leur richesse, leur désinvolture, leur arrogance, selon certains, entretiennent l'envie et l'irritation des petites gens à l'égard d'une grande famille politique. En fait, à travers William Smith, c'est son oncle le sénateur Kennedy qui est

visé, auquel on reproche son laxisme, son goût immodéré pour l'alcool et les femmes. Sa mauvaise réputation l'a obligé à la réserve dans la commission sénatoriale jugeant de l'affaire Thomas et les sondages indiquent une perte sensible de sa popularité dans son état du Massachusetts, d'où son mea culpa récent devant un jeune auditoire après lequel il s'excusait des effets négatifs de sa vie privée.

Curieusement cependant, certains sondages indiquent que l'image de JFK, le président, a été à peine ternie et que de très nombreux Américains le considèrent toujours comme un grand président.

HENRI PIERRE

EN BREF

Un haïssier de justice inculpé de délit de détournement de plus de 5 millions de francs. — M^e Charles Petit, huissier de justice à Epernay (Marne), a été inculpé, mardi 3 décembre, d'abus de confiance commis par un officier ministériel dans l'exercice de ses fonctions, faux en écritures publiques et usage de faux, et écroué à la maison d'arrêt de Châlons-sur-Marne. De 1982 à 1990, il aurait détourné 5,28 millions de francs sur un nombre important de comptes de recouvrement de créances en minorant ensuite la valeur de ces comptes grâce à une falsification des écritures comptables de son étude. M. Petit, qui reconnaît un détournement de 3,8 millions de francs, avait été relevé de ses fonctions à sa demande au mois de juillet et remplacé par un suppléant désigné par le tribunal.

Béatrice Dalle interpellée pour vol de bijoux. — L'actrice Béatrice Dalle a été interpellée le 29 novembre en flagrant délit pour avoir dérobé, dans une bijouterie du 3^e arrondissement de Paris, 15 000 F de bijoux qu'elle avait dissimulés dans ses cuissottes. La comédienne qui doit comparaître le mois prochain devant la 24^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a été remise en liberté après une garde à vue. Elle aurait été en état de stress quand elle a commis cet acte.

Fin de l'instruction sur la mort de Thomas Claudio à Vaulx-en-Velin. — Au terme de l'instruction du juge lyonnais Jean-Paul Taillefroid sur les circonstances de la mort de Thomas Claudio, le 6 octobre 1990 à Vaulx-en-Velin, commune de la

banlieue lyonnaise qui avait connu au cours des jours suivants de nombreux actes de violence, Laurent Asselille, qui pilotait la moto à l'arrière de laquelle avait pris place la victime, et le sous-brigadier Guy Aurio, qui conduisait la voiture de police impliquée dans la collision responsable de la mort du jeune homme, âgé de vingt et un ans, sont renvoyés devant le tribunal correctionnel pour banquette involontaire et défaut de maîtrise.

L'université Lille-III porte plainte contre une liste étudiante pour une affiche à l'Université Charles-de-Gaulle de Lille a porté plainte, mardi 3 décembre, pour affichage illicite contre Renouveau étudiant, une liste d'extrême droite, émanation dans le milieu universitaire du Front national. Ce mouvement a diffusé, pour les élections des représentants étudiants aux conseils de l'université, une affiche reprenant « une symbolique proche de celle des nazis », indique l'administration de l'université. L'affiche représente un jeune homme tendant le bras sur un fond rouge barré de trois épais traits noirs et un tract qualifié d'établissement de « poubelle du tiers-monde ».

L'accord franco-espagnol pour le tunnel de Somport est ratifié. L'Assemblée nationale a ratifié, mardi 3 décembre, l'accord franco-espagnol pour la construction d'un tunnel routier sous le col du Somport (Pyrénées-Atlantiques). Ce projet, d'un montant total de 1,1 milliard de francs, sera financé par la France à hauteur de 370 millions de francs. Selon le secrétaire d'Etat aux transports,

M. Georges Sarre, le tunnel soulagera le trafic routier de surface dans le Parc national des Pyrénées. Mais les écologistes continuent à s'opposer à un tunnel routier « dix fois plus cher » que la voie ferrée existante, qu'ils proposent de remettre en service.

Le satellite Météosat-2 mis à la retraite. — Après dix ans de bons et loyaux services, le satellite de météorologie européen Météosat-2 a cessé ses activités. Le 2 décembre en fin de soirée, il a en effet reçu l'ordre de quitter sa position, située au-dessus de la côte ouest de l'Afrique, pour libérer une place convoitée sur une orbite géostationnaire (36 000 kilomètres d'altitude) bien encombrée. Depuis son lancement, le 19 juin 1981, Météosat-2 a transmis quelque 284 000 images de notre globe. Ces dernières années, il avait été mis en réserve pour pallier éventuellement la défaillance des nouveaux satellites météorologiques européens mis en orbite (Météosat-3 en 1988, MOP-1 en 1989 et MOP-2 en 1991). — (AFP.)

Quinze ans des droits de l'homme. — La Maison des droits de l'homme organise jusqu'au 11 décembre une quinzième sur les droits de l'homme. Chaque jour, de 12 heures à 13 h 30, une organisation humanitaire et de défense des droits de l'homme vient présenter, lors d'une conférence-débat, son association.

La Malin des droits de l'homme, bâtiment F, empli B, 200, avenue de la République, 92001 Nanterre, Cedex. Tél. : 40-97-78-88.

Une situation

EDUCATION • CAMPUS

Sauve qui peut les profs...

III. — Les soutiers : l'éternel recours aux auxiliaires

Après l'analyse générale du malaise des enseignants (« le Monde Education-Campus » du 21 novembre) et du choc de l'entrée dans le carrière (« le Monde Education-Campus » du 28 novembre), nous poursuivons notre enquête sur les profs en évoquant la situation des 38 000 maîtres auxiliaires recrutés pour enseigner dans les lycées et collèges. Ces soutiers au statut précaire, dont l'éducation nationale ne peut se passer.

Cette série de reportages se poursuit dans deux semaines en abordant la situation des enseignants des lycées techniques et professionnels.

ON les croyait disparus à jamais. Mais les maîtres auxiliaires sont toujours là, dans les lycées et collèges. Le plan de titularisation, concrétisé par la loi Le Pors de 1983, devait, en cinq ans, sortir 47 000 d'entre eux de leur enfer statutaire, de leur ghetto juridique. Et les revolut à nouveau par dizaines de milliers dans les lycées et collèges. Ils étaient près de 40 000 à la rentrée dernière, presque uniquement dans le second degré, pour boucher les trous, pallier le manque d'effectifs, combler les postes vacants et suppléer... les titulaires suppléants. Bref, pour permettre au système de tourner vaille que vaille, sans explosion majeure.

L'éducation nationale, faute de pouvoir recruter par concours l'ensemble des personnels dont elle a besoin, ne peut éviter de puiser dans ce vivier de remplaçants. Intérimaires de l'éducation, ces auxiliaires ont tous vécu des moments identiques. A peine levés des bancs de la fac, ou las de traîner sur ceux de l'ANPE, ils sont venus frapper à la porte du recteur de leur académie. Ils ont rempli un formulaire ou se sont inscrits par Minitel, ont reçu un coup de téléphone et parfois obtenu un rendez-vous. Souvent, du jour au lendemain, ils se sont retrouvés face à huit ou dix classes, deux à trois cents élèves selon les cas. Ils ont découvert, sur le tas, ce que zone d'éducation prioritaire veut dire. Ont débarrqué avec un diplôme d'études supérieures en poche mais sans la moindre notion des programmes à enseigner. A peine accueillis par leur chef d'établissement ou par leurs collègues. Et deux mots : perdus, angoissés.

Embauché à titre précaire et révo- cable », bénéficiant non pas d'o-

contrat mais d'une *délégation recto- rale* pour enseigner, le maître auxi- liaire en revient toujours, en quel- ques mois de remplacements, à la même et lancinante question exis- tentielle : qui suis-je ?

A défaut de savoir qui il est, le maître auxiliaire sait toujours ce qu'il n'est pas : titulaire. « Nous avons les mêmes obligations que les ensei- gnants titulaires, les mêmes devoirs, mais aucun droit », soulignent Cath- erine, Paul, Jean, Claire et Danièle, qui, tout compte fait, préfèrent gar- der l'anonymat (1). Auxiliaires depuis cinq ou six ans en région pari- sienne, ils dénoncent ce qu'ils nom- ment « le cancer de l'éducation natio- nale » - l'auxiliaire - « qui permet, à bon marché, de faire tourner le sys- tème ». Et brandissent, ironie au coin des lèvres, une « notification d'affec- tation » adressée pour 1988-1989 - année du Bicentenaire - à un profes- seur d'histoire-géographie chargé d'enseigner à ses élèves les droits de l'homme et du citoyen, sur laquelle figure, manuscrite, la mention : maître auxiliaire, « sans droit ».

Une carrière parallèle

Les « sans-grade » des bataillons enseignants ne tarissent pas d'exem- ples qui marquent leur différence. Leur « statut » tout d'abord, régi par un décret d'avril 1962 que l'adminis- tration elle-même juge quelque peu « poussièreux ». Les auxiliaires ensei- gnants vivent dans un no man's land juridique incomfortable : agents publics sans les droits des fonction- naires, ils ne peuvent invoquer pour se défendre le code du travail du droit privé. Un auxiliaire peut être embauché, selon le bon vouloir de l'administration, autant de fois qu'elle le désire, en fonction de ses besoins... et licencié sans recours, après une simple inspection contrai- rée aux titulaires. En contrepar- tie, l'administration avance la « liberté » toute relative dont jouis- sent les auxiliaires (2).

« Dans le secteur privé, un contrat à durée déterminée ne peut être renouvelé plus de deux fois et un salaire régulier a valeur de contrat à durée indéterminée », rappellent les auxiliaires. La précarité d'emploi est encore plus forte pour les maîtres auxiliaires de nationalité étrangère, qui ne peuvent, de toute façon, accéder à la titularisation. Majoritaires dans les disciplines scientifiques (dans l'académie de Créteil, 98 % des auxiliaires en mathématiques sont étrangers), leur gestion témoigne de pratiques académiques des plus variées. Ainsi, à la rentrée 1990, les recteurs de Nancy et de Nantes, appliquant à la lettre les recomman- dations rigoureuses du ministère du travail, relayées par l'éducation

nationale, ont délibérément écarté, au oon de la préférence nationale, les auxiliaires étrangers bénéficiant de dérogations provisoires pour tra- vailler, qu'ils embauchaient, sans mot dire, depuis plusieurs années.

Autre différence de traitement : les affectations, qui sont certes gérées au niveau académique (les titulaires sont soumis à une gestion, plus contraignante, sur le plan national) mais qui ne débouchent pas nécessai- rement sur la discipline étudiée à l'université. Catherine, étudiante en lettres modernes, s'est vu octroyer un poste en latin. « Qu'à cela ne tienne ! lui a répondu le chef d'éta-

blissement : ponctualité, ryon- nement (sic), efficacité et autorité. Ils ont même droit à de l'avancement, selon des catégories et des échelons particuliers. Beaucoup moins payés que les titulaires certifiés (25 % de moins déjà après deux ans d'ancien- neté), bien qu'en général plus diplômés, ils ont, en somme, la possi- bilité de faire carrière dans l'auxi-

(CAPES, CAPET puis agrégation) afin notamment de constituer une voie d'accès à la titularisation pour les maîtres auxiliaires. Mais les résul- tats n'ont pas été à la hauteur des espérances. Certes, en 1991, le nom- bre des maîtres auxiliaires admis aux concours internes était en augmen- tation de 42 % par rapport à 1990. Mais cela ne représentait guère que 1 336 candidats reçus. Auxquels s'ajoutent 1 169 reçus par la voie traditionnelle du CAPES externe. Soit un bien faible partie du stock.

L'accent sur la formation

En outre, certains anciens MA, qui par la force des choses ont fait carrière dans l'auxiliaire, refusent tout net de parler concours. « C'est du pipou », constate Serge, cinquant- cinq ans, ouvrier chaudronnier pen- dant vingt-sept ans, puis licencié par son entreprise et embauché « moitié prix » par l'éducation nationale, comme auxiliaire dans les filières technologiques de collège, il y a neuf ans. « Les concours pour les auxi- liaires ? Autant lâcher un poisson rouge dans l'Océan et tenter de le pêcher après ! Je les ai passés deux fois. Ratés. Et pourtant, ils me reprennent. Après trois ans, on devrait être reconnus. J'ai un CAP, j'ai suivi des cours de formation pour exercer dans un institut spécialisé (pour malentendants), j'ai même appris le langage des signes, car j'aime ensei- gner. Chaque année, on me demande mes diplômes. Chaque année, je passe des vacances sans dormir, j'ai la même peur du chômage. Est-ce juste ? »

Ne revenant pas sur le sacro-saint principe du concours, l'adminis- tration envisage cependant de modifier sensiblement les modalités de leur passage et certaines de leurs épreuves, jugées « inadaptées aux réalités professionnelles auxquelles sont confrontés les auxiliaires ». Des propositions formulées par M. Pierre Dasté, directeur des personnels ensei- gnants, sont actuellement à l'étude en ce sens rue de Grenelle. Elles vise- raient surtout à prendre en compte la réalité des acquis professionnels dont se prévalent fort justement les auxi- liaires.

Enfin le ministère s'est efforcé, cette année, « de faire en sorte que les alics liés au fonctionnement du sys- tème éducatif ne constituent pas systé- miquement des éléments pénali- sants » à l'égard des maîtres auxiliaires, selon les termes d'une circulaire de février dernier. Les conditions d'admission aux concours de recrutement ont été assouplies. Les conditions de paiement des traite- ments de certains auxiliaires ont (théoriquement) fait l'objet d'atten- tions particulières à la dernière ren- trée pour éviter les traditionnels retards administratifs.

Partout, des dispositifs de forma- tion ont été développés, notamment dans les académies grandes « coossomatrices » d'auxiliaires : Lille (qui en recense 12 % parmi ses enseignants), Créteil (dont près d'un auxiliaire sur trois est étranger), Ver- sailles, Dijon... Des maîtres infor- maticiens ont été distribués, des sys- tèmes de conseillers-tuteurs, chargés de piloter les auxiliaires débutants, ont, tant bien que mal, été instaurés (ironie du sort, dans certaines dis- ciplines déficitaires en titulaires, cer- tains auxiliaires débutants se voient parmer par des tuteurs... auxi- liaires). A Lille, où le branle-bas de combat a été proclamé, un « corres- pondant MA », chargé de coordonner l'activité des tuteurs, a été désigné dans chaque établissement. Une per- manence téléphonique pour MA en détresse a même été mise sur pied et a reçu pas loin de mille heures d'ap- pel depuis le début de l'année !

Conscient de l'étroitesse de sa

marge de recrutement, l'éducation nationale sait bien qu'elle ne peut ignorer une catégorie de personnels qui lui est, à l'heure actuelle, indis- pensable. Etre auxiliaire, indique une brochure lilloise, c'est être « utile », « sérieux », « plaisant » et « dynami- que ». C'est beaucoup demander, sans doute, à ceux qui restent les soutiers de l'éducation nationale.

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Sur cette remarque, on se reportera au dossier sur les non-titulaires des Cahiers de la fonction publique et de l'ad- ministration (mars 1990).

(2) L'ANTEN, qui s'est créée en juin dernier par regroupement de différents collectifs régionaux de maîtres auxiliaires, revendique la garantie du salaire et du respect, ainsi que la titularisation des personnels concernés qui le désirent. Elle se réunira en congrès à Toulouse les 7 et 8 décembre. ANTEN : c/o Dauphin, BP 48, 33035 Bordeaux Cedex.

Près d'un enseignant du second degré sur dix

Le ministère de l'éducation nationale recense, en octobre 1990, 37 955 maîtres auxi- liaires en fonction, soit une augmentation de 10 %, après celles, encore plus spectaculaires, de 19 % en 1989 et de 34 % en 1988. Les trois quarts des auxiliaires sont en poste à l'année - généralement sur des postes de titulaires vacants, ce qui représente un peu plus de 8 % de l'ensemble des enseignants du second degré (collèges et lycées). Ces chif- frés na tiennent pas compte des auxiliaires qui sont appelés à effectuer des remplacements en cours d'année et pas devant- tage des 38 000 auxiliaires de l'enseignement privé sous contrat.

Le tiers des maîtres auxi- liaires se situe dans quatre ac- adémies : Amiens, Créteil, Lille et Versailles.

Les auxiliaires ont une moyenne d'âge de trente ans, sont majoritairement des femmes (55 %), ont un niveau d'études élevé (90 % ont un diplôme d'enseignement supérieur, 28 % ont au minimum une maîtrise, 61 % au minimum une licence) et exer- cent aussi bien en enseigne- ment général (pour 67 %) qu'en enseignement technique (pour 27 %). La moitié des MA ont une ancienneté inférieure à deux ans. Un peu plus de six mille ont une ancienneté supé- rieure ou égale à cinq ans.

Les maîtres auxiliaires de nationalité étrangère représen- tent près de 12 % du nombre des auxiliaires embauchés sur poste (35 % de ceux qui ensei- gnent en collège). Ils sont pro- portionnellement plus diplômés que les auxiliaires français et enseignent essentiellement dans les disciplines scientifi- ques (29 % des auxiliaires en activité).

Le 18 décembre : Les enseignants du technique

Une situation « tragique »

« Ces dernières années, on a créé des emplois budgétaires, alors que l'on savait qu'on n'avait personne à mettre en classe devant les élèves. Le recours aux auxiliaires était inévitable. » Pour les responsables de la Rue de Grenelle, la situation est donc « tragique ». L'auteur de ce dia- gnostic sait de quel il parle : actuellement inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale, il a été, de 1981 à 1987, directeur des personnels enseignants au ministère et chargé, par conséquent, de mettre en œuvre le plan de titularisation et de réduction de l'auxiliaire résultant de la loi Le Pors de 1983.

A ses yeux, le recours aux non-titulaires ne saurait être une fatalité. Il s'impose quand on ne recrute pas assez de titulaires, ou

quand des fonctions ne sont pas intégrées dans le travail des titu- liaires, par exemple certains rem- placements. « L'erreur, explique-t-il, provient du fait que l'on crée annuellement des postes dont on sait qu'ils ne seront pas pourvus que deux ans plus tard, à l'issue de la formation des enseignants recrui- tés. On ouvre un poste budgétaire en 1991 pour la rentrée 1992, alors que le candidat recruté en 1991 n'arrivera « sur le marché » qu'à la rentrée 1993. Or à la ren- trée 1992 que fait-on pour occu- per le poste ainsi créé : on fait appel à un maître auxiliaire. Agir ainsi, c'est purement et simple- ment considérer que la formation des titulaires est inutile. »

« D'où la nécessité, poursuit-il, de prendre l'habitude des mainte- nant - la pression démographique étant moins forte - de différer

d'un an les ouvertures de classes prévues. Tout le monde devrait comprendre qu'il vaut mieux à court terme surcharger quelques classes pour qu'en suite apparais- sent devant les élèves des ensei- gnants mieux formés. »

Pour ce faire, la gestion du per- sonnel enseignant devrait pouvoir effectuer « de manière plus déconcentrée », à l'échelle acadé- mique, et parfois à l'échelle de l'établissement. Déjà, en 1985, les besoins de remplacement avaient été pour la première fois pris en compte dans les effectifs des titulaires en ordant spécifique- ment des postes de titulaires rem- plaçants (nommés sur une zone de remplacement et occupant des postes vacants pour une durée minimale d'un an) et de titulaires académiques (assurant des suppléances de courte ou moyenne

durée). Aujourd'hui, « pour les éta- blissements de grande taille, où le nombre d'enseignants dans une discipline donnée est important, et où l'on sait statistiquement que l'on aura besoin de remplacements, on devrait pouvoir affecter dès la rentrée un ou deux enseignants de plus, qui seraient « à disposi- tion » de l'établissement pour effectuer des remplacements. »

A terme, le recours aux auxi- liaires ne serait plus qu'un épi- phénomène. Réduit à 2 ou 3 % des effectifs enseignants du second degré, il permettrait de recruter - s'opposant au système oblige - un petit nombre de gens, intéressés par un bref passage et souhaitant participer momen- tément à l'acte éducatif. La question de leur statut ne se poserait même plus. Élémentaire...

J.-M. Dy

Le Monde DOSSIERS
Premier dossier : **Otages et société**
Second dossier : **Les nouvelles sources d'information**
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 8 F

Droit-Eco ça se prépare
Stage de révision avant les partiels de révoir
Vacances de Noël ou Janvier
IPEC
Quartier Latin Institut Privé
Tél 46 33 81 21 ou 45 29 03 71

LA LETTRE
Européenne de l'Éducation
Tous les deux mois
L'ACTUALITÉ DE L'ÉDUCATION EN EUROPE
N° sur simple demande
SEPPEC, BP 48
78240 CHAMBOURCY

Offre spéciale étudiants - enseignants
Macintosh: la faculté de réussir
Macintosh Classic 2/40
Prix public 9950 F. ttc.
Prix spécial jusqu'au 27.12.91 7950 F. ttc.
Autres configurations possibles, nous consulter
Possibilité de crédit
OPEN Computer
11, rue de la République - 92000 Nanterre - Tél 46 97 07 - Fax 46 97 04
17, rue de la République - 92000 Nanterre - Tél 46 97 08 18 - Fax 46 97 08 06
148, rue de la République - 92000 Nanterre - Tél 46 97 07 22 - Fax 46 97 07 20
100, rue de la République - 92000 Nanterre - Tél 46 97 08 35 - Fax 46 97 08 32

EDUCATION • CAMPUS

REPÈRES

CAMPUS. La Caisse des dépôts a créé les Oscars Campus, destinés à récompenser dix associations d'étudiants pour leur projet d'animation culturelle, sportif ou social, à l'intérieur ou autour des campus. Des prix de 30 000 francs seront décernés par un jury national début 1992. La date de dépôt des dossiers est fixée au 31 décembre 1991. Renseignements complémentaires au 05-05-90-91 (appel gratuit).

ENSEIGNANTS. L'unité de recherche sur les professions de l'éducation et la formation de l'institut national de recherche pédagogique (INRP) propose une série de conférences-débats publiques sur le thème suivant : « Les corps enseignants : divisions du passé et évolutions actuelles ». Le 20 décembre : « Les enseignants sous l'Ancien Régime », par Dominique Julia (Institut universitaire européen de Florence) ; le 17 janvier : « Les bases sociales et politiques de la division des corps enseignants depuis la Révolution », par Claude Lelièvre (université Paris-V) ; le 21 février : « La formation des formateurs d'IUFM », par Jacky Bellierot (université Paris-X). Le séminaire a lieu à 14 h 30, à l'INRP, 29, rue d'Ulm, 75005 Paris. Renseignements auprès de Raymond Bourdonc ou d'Annette Gonnin au (1) 46-34-91-19.

INGÉNIEURS. Les trois plus anciennes formations universitaires d'ingénieurs, le CIST (Clermont-Ferrand), l'EUJIL (Lille) et l'ISIM (Montpellier), s'organisent en réseau. L'objectif du réseau Eiffel est d'améliorer le recrutement en unifiant les procédures, de développer une réflexion pédagogique commune, de permettre des échanges d'étudiants et

d'enseignants, et de développer les relations internationales. Dès la rentrée 1992, le recrutement se fera dans les trois écoles à partir d'un dossier unique.

LANGUE FRANÇAISE. Sous le haut patronage du ministère de la culture, les Dictionnaires La Robert organisent le premier championnat scolaire de la langue française, réservé aux élèves des classes de cours moyen, de sixième et de cinquième. Pour se qualifier, les classes devront répondre à un questionnaire sur la langue à retourner avant le 15 février 1992. Les quatre cents classes sélectionnées réaliseront un journal de quatre pages sur leur ville et seront départagées par un jury régional. Les dix classes finalistes seront accueillies le 3 juin 1992 dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. Toutes les classes ayant franchi la première étape de qualification seront récompensées. Clôture des inscriptions le 11 décembre 1991. Renseignements et inscriptions : boîte postale 228, 13263 Marseille Cedex 07.

PROGRAMMES. Le Conseil national des programmes (CNP) vient d'élaborer un texte définissant, en une dizaine de pages, les grands principes auxquels devront désormais se conformer les groupes disciplinaires chargés d'élaborer les nouveaux programmes scolaires. Ils devront notamment définir « les objectifs généraux spécifiques » à chaque discipline, « en termes de connaissances et de méthodes », et déterminer « le niveau de compétence visé en donnant une liste des tâches que les élèves devront être capables d'accomplir ». Le CNP insiste aussi sur la nécessité d'une « progression cohérente tout au long du cursus » et il rappelle que les pro-

grammes doivent concilier « la cohérence verticale de la discipline avec la cohérence interdisciplinaire à un niveau ou dans un cycle donné ». Des documents d'accompagnement seront aussi élaborés. Les enseignants recevront « gratuitement et personnellement » une sorte de guide d'utilisation des programmes, proposant des parcours pédagogiques et des pistes pour le travail interdisciplinaire. Un autre document, à destination des parents, énumérera les programmes de seconde et de première en physique, chimie, biologie et histoire-géographie. Ils devraient être prêts à la fin du mois de juin 1992 pour une mise en œuvre à la rentrée 1993.

SCIENCES PO. M. Alain Lancelot, directeur de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris depuis 1987, est renouvelé dans ses fonctions, pour cinq ans, à compter du 5 janvier 1992 (J.O. du 23 novembre).

THÉÂTRE. Le théâtre universitaire de Nanterre et le groupe Charlie Noé présenteront leur spectacle *Nantera* le 9 au 14 décembre, dans le grand amphithéâtre de l'université Paris-X-Nanterre. Adapté du roman de Robert Merle *Derrière la vitre*, ce spectacle a été créé en mars 1991 dans le cadre du vingt-cinquième anniversaire de l'université.

Le passeport européen de la CEMS

Depuis trois ans, HEC s'est associée à une dizaine d'écoles prestigieuses pour internationaliser sa formation au management

D'ANNOIS de la Business School de Copenhague, Hollandais de l'université Erasmus de Rotterdam, Autrichiens de l'université de Vienne ou Suisses de la prestigieuse école de Saint-Gall, étudiants allemands de Cologne et italiens de la Bocconi de Milan, Belges de l'université catholique de Louvain, Espagnols de l'ESADE de Barcelone ou Français de l'école des hautes études commerciales : le cosmopolitisme était garanti, samedi 30 novembre, dans la remise de leur diplôme aux cent vingt lauréats de la CEMS (Community of European Management School).

Et trois ans à peine, cette communauté des écoles européennes de management ou se se frayent un chemin dans le labyrinthe des formations européennes à la gestion. Le pari était loin d'être gagné d'avance lorsque HEC, l'ESADE, Bocconi et l'université de Cologne ont fondé ce réseau en décembre 1988. La diversité des statuts (public, privé ou consulaire) et des structures, les disparités de taille (une centaine de diplômés par an à Rotterdam contre 1 200 à Milan), les différences de cursus, de pédagogie et de tradition : rien ne facilitait, a priori, le rapprochement entre les établissements, si ce n'est la certitude d'être chacun leader dans leur pays et la volonté de préparer, à l'échelle de l'Europe, l'internationalisation des entreprises et de leurs futurs dirigeants (le Monde du 2 mars 1989).

Le premier signe de succès a été l'élargissement rapide du réseau. Dès septembre 1989, les quatre fondateurs ouvrent leurs portes à l'université Erasmus (Rotterdam) et à l'université catholique de Louvain. Un an plus tard, la Business School de Copenhague, l'école de Saint-Gall, en Suisse allemande, et l'université de Vienne les rejoignent. Puis, en juin 1991, l'école d'économie de Stockholm. Enfin, lors de l'assemblée générale du 29 novembre, les Britan-

niques de la London School of Economics ont fait leur entrée.

Recherchée dès l'origine, la présence d'un partenaire d'outre-Manche possédait de délicats problèmes, tant le système anglais de formation des managers reste dominé par le modèle du MBA (*master in business administration*) ouvert à des cadres ayant déjà une expérience professionnelle. Pour la formation initiale, les meilleures universités (Oxford et Cambridge) sont ciblées sur la norme du *bachelor* en trois ans et restent demandées comme les soubresauts du professeur Peter Abel, de la London School of Economics (LSE), par les disciplines littéraires et scientifiques classiques, au détriment des formations au management. « L'entrée des Anglais comme la mise en place par LSE d'un master of european management en cinq ans démontrent que l'impérialisme des MBA était moins irrésistible qu'on ne le craignait il y a quelques années », note, non sans satisfaction, le directeur d'HEC, M. Jean-Louis Scaringella.

Consolider le développement

Fort de ses onze membres, la CEMS va maintenant prendre le temps de consolider son développement. Luisa Pugh, doyenne de l'ESADE et présidente de la CEMS, l'explique sans détour : « Nous avons été un peu surpris par cet engouement immédiat qui nous a permis de rassembler très vite les meilleures écoles européennes. Nous devons faire une pause pour digérer tout cela, avant d'examiner de nouvelles candidatures », notamment celles des Norvégiens ou des Islandais.

En effet, l'ambition du réseau n'est pas de se contenter d'être un club prestigieux. Pas davantage de créer un modèle unique de formation au management à l'échelle européenne. Mais plutôt de préserver les spécificités et les points forts de chaque école et de « construire une vraie compatibilité entre les institutions », selon la

formule de M^{me} Nicole de Fontaines, secrétaire générale de la CEMS. Cette « imprégnation progressive » des cursus et des mentalités repose sur le diplôme européen de management, commun aux onze partenaires.

Objectif :

10 000 diplômés par an

Ce diplôme, dont la valeur est certifiée par les écoles et universités du réseau ainsi que par les vingt-huit grandes entreprises qui leur sont associées, repose sur une formation au management de haut niveau, sur une formation spécifique à l'environnement international, sur la maîtrise internationale d'au moins six mois comportant un trimestre académique dans l'une des institutions du réseau et un stage dans une entreprise européenne.

Toutefois, la probabilité de voir ce diplôme européen supplanter ou remplacer les diplômes de chacune des écoles ou universités reste encore bien lointaine. Il demeure, pour longtemps encore, un passeport européen qui vient s'ajouter au cursus national. En 1990, la première promotion comptait 77 étudiants. En 1991, on est passé à 120, encore largement dominés par les Espagnols, les Français et les Italiens.

Et l'objectif fixé aujourd'hui pour assurer la « visibilité » de ce cursus est d'un million de diplômés par an. Assez loin des perspectives esquissées il y a trois ans : ainsi 10 % de la promotion d'HEC aura décroché, cette année, le label de la CEMS. Et les Allemands de l'université de Cologne ne cachent pas, comme le note le professeur Günter Sieben, que ce parcours très haut de gamme est surtout, pour l'instant, un instrument d'émulation pour dégrader une élite parmi leur millier de diplômés annuels.

Une sélection que les étudiants ne regrettent pas. Pour André Tioaghi, sorti de Bocconi, diplômé de la CEMS l'an dernier et qui travaille désormais à Paris dans une société de commissaires aux comptes, ce diplôme présente l'indéniable avantage de favoriser « l'intégration des cultures, de découvrir différents styles de management, bref de faciliter une implantation à l'étranger ». Ce « mixage culturel » est essentiel, confirme Ulrika Mikkelsen, de Copenhague : « Découvrir d'autres méthodes, d'autres façons d'aborder les problèmes, s'immerger dans une autre école que la sienne est le seul moyen de se former vraiment au management international. »

Ce qui est vrai pour les étudiants l'est également pour les enseignants. Les discussions régulières, depuis trois ans, sur les contenus des cours, leur organisation et les approches pédagogiques des uns et des autres ont amorcé une réelle européanisation des enseignements. « La CEMS nous a permis de découvrir, de façon très concrète par exemple, la part du théorique dans le cursus de Cologne ou de Louvain. Cela a permis la réforme en cours de la scolarité à HEC, où nous avons essayé de mieux articuler le conceptuel et l'opérationnel », souligne ainsi M. Jean-Louis Scaringella. De même Cologne, Saint-Gall ou Copenhague ont commencé à faire évoluer leurs programmes pour y injecter davantage de marketing ou d'études de cas pratiques, encore peu présents.

Harmonisation progressive

Pour accentuer cette osmose, les professeurs des différentes institutions ont constitué une dizaine de groupes de travail pour réfléchir de façon plus systématique à l'évolution des principales disciplines (finance, marketing, droit, comptabilité, gestion des ressources humaines, etc.). Comme l'explique M. Bernard Dubois, professeur de marketing à HEC, « notre première tentative a été d'harmoniser les cours. Mais nous nous vite rendu compte que c'était très difficile. Nos habitudes académiques, nos méthodologies et nos intérêts de recherche sont encore trop éloignés. Nous avons donc changé notre angle d'attaque et abordé le problème de façon plus pragmatique, en cherchant à comparer et rapprocher notre matériel pédagogique ».

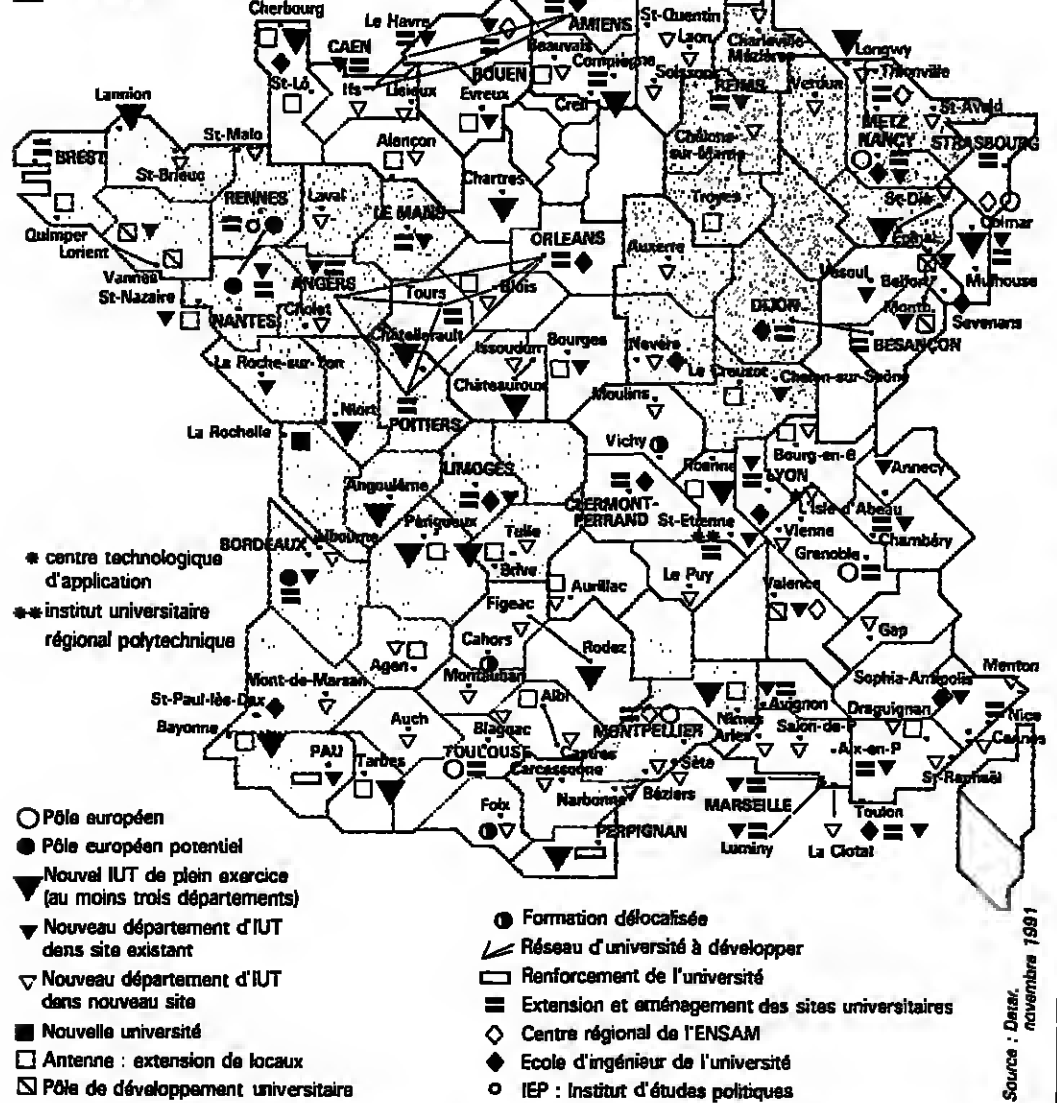
Ainsi un recueil commun d'études de cas a été mis au point afin de favoriser une approche plus européenne. Les enseignants de marketing envisagent maintenant de monter ensemble un séminaire de recherche. Une approche souple et progressive qui, loin des enjeux à grand spectacle du sommet de Maastricht, préfigure l'Europe des managers de demain.

GÉRARD COURTOIS

Les implantations nouvelles d'« Universités 2000 »

PROSPECTIVE UNIVERSITAIRE 1990-1995
POUR LES RÉGIONS DONT LE SCHEMA
EST APPROUVÉ AUX CIAT

☐ du 3 octobre 1991
☐ du 28 novembre 1991



Les schémas d'aménagement et de développement des enseignements supérieurs d'une vingtaine de régions ont été approuvés par les comités interministériels d'aménagement du territoire des 3 octobre et 28 novembre (le Monde des 5 octobre et 29 novembre). Exception faite de l'Île-de-France et de la Corse, c'est donc l'ensemble du plan universitaire 2000, lancé par le ministère de l'éducation nationale il y a près de deux ans, qui est désormais bouclé. Ces schémas régionaux définissent, région par région, département par département et ville par ville, l'ensemble des investissements programmés, entre 1991 et 1995, pour accueillir les quelque 350 000 étudiants attendus dans les prochaines années. Nous avons détaillé (le Monde du 29 novembre) la répartition des financements, pour chaque région, entre l'État et les collectivités locales. Il n'est pas moins instructif de publier la carte

des nouvelles implantations et investissements prévus. Cette carte universitaire de la fin de siècle fait en effet clairement ressortir le réseau de plus en plus dense de l'enseignement supérieur français. Les métropoles régionales bénéficient sans doute de la plus grosse part de l'effort, avec la création de cinq « pôles européens » à Strasbourg, Grenoble, Montpellier, Toulouse et Lille et de très nombreuses extensions dans les principales villes universitaires, sans oublier les quatre nouvelles universités créées en Île-de-France. Mais les villes moyennes sont également l'objet d'investissements très importants : trois universités nouvelles dans le Nord-Pas-de-Calais et à La Rochelle, des « pôles de développement universitaires » à Lorient-Vannes, Valence et Belfort-Montbéliard et au maillage de plus en plus serré d'antennes universitaires locales et d'instituts universitaires de technologie.

Le fantôme de la Stasi à l'université Humboldt

Soupçonné d'être un ancien collaborateur de la sécurité d'Etat, la Stasi, le président de l'université de Berlin-Est est limogé.

BONN
correspondance

ÉTUDIANTS, intellectuels et anciens défenseurs des droits civiques de l'ex-RDA ont manifesté, la semaine dernière, contre le licenciement sans préavis du président de l'université Humboldt de Berlin-Est, M. Heinrich Fink, professeur de théologie, relevé de ses fonctions depuis le 27 novembre par le sénateur de l'éducation et de la science, M. Manfred Ehardt (CDU).

M. Heinrich Fink avait reçu sa lettre de licenciement quelques jours avant l'élection du nouveau président de l'université, prévue pour le début de décembre, à laquelle il était candidat. Le motif du licenciement est abstrait : d'après les informations de M. Joachim Gauck, chargé officiellement de l'examen des archives de l'ancien ministère de sécurité d'Etat (Stasi) de l'ex-RDA, le président de l'université Humboldt aurait été collaborateur de la Stasi depuis 1969. Sous le pseudonyme de « Heiner », il aurait fourni des informations aux services secrets en tant que « collaborateur informel ».

Mais il n'existe aucune certitude qui puisse prouver la collaboration de M. Fink avec les agents de la Stasi, les dossiers correspondants ayant été soustraits par le service en 1989. Restent des indices. Dans douze pièces au moins, on aurait trouvé le nom du professeur, âgé aujourd'hui de cinquante-six ans. Avec l'agent « Heiner » était développée une collaboration productive. En outre, les enquêteurs de M. Gauck ont trouvé dans les archives de la Stasi une pièce faisant état d'une décision interne, datant du 12 juin 1968, de recruter le jeune théologien comme collaborateur informel, parce que celui-ci disposait de « contacts intéressants » à l'étranger et en Allemagne de l'Ouest.

M. Fink se considère comme la victime d'une « manipulation politique ». Il affirme qu'il n'a jamais signé de déclaration d'engagement ni avec aucun accord avec la Stasi — une affirmation qui ne peut être ni prouvée ni démentie. Il admet cependant avoir eu « forcément » des contacts avec les responsables de la sécurité d'Etat, comme toutes les personnalités ayant eu des fonctions de quelque importance dans l'ancienne RDA.

Le président chassé vient d'annoncer qu'il va porter plainte contre la décision du sénateur chrétien-démocrate, M. Ehardt. Il n'est pas le seul à soupçonner une tentative de manipulation de l'élection présidentielle de l'université : à l'occasion d'un débat public, des écrivains populaires et anciens dissidents comme Christa Wolf et Stefan Heym, ou encore Jene Reich, un des fondateurs du parti Neues Forum, se sont solidarisés avec le professeur de théologie.

Bête noire

Durant l'été, celui-ci avait porté plainte contre la restructuration de cinq unités d'enseignement jugées idéologiquement trop attachées à l'ancien régime, à savoir les facultés de droit, de sciences économiques, d'histoire, de philosophie et de pédagogie. En appelant à l'autonomie universitaire, M. Heinrich Fink s'opposait au projet du Sénat qui prévoyait le licenciement de l'ancien personnel enseignant. Depuis lors, le président en fonction depuis mai 1990, était devenu la bête noire du sénateur de la science et de nombre de professeurs à l'Ouest.

Mais il est aussi l'objet de critiques intérieures : quelques-uns de ses collègues lui reprochent de protéger, sous le prétexte de l'autonomie, les anciens adhérents du SED.

SILKE GRAEFINGHOFF

3000 MALADIES GENETIQUES

dont

- CARDIOMYOPATHIES HYPERTROPHIQUES • RETINITES PIGMENTAIRES
- EPIDERMOLYSES BULLEUSES • HYPERTHERMIE MALIGNNE • MALADIES DE CHARCOT MARIE-TOOTH (neuropathies périphériques héréditaires)
- SYNDROME DE MARFAN • ACHONDROPLASIE • SYNDROME DE USHER
- ADRENOLEUCODYSTROPHIE • ATAXIE DE FRIEDREICH • MUCOVISCIDOSE
- LEUCODYSTROPHIE METACHROMATIQUE • MALADIES DE TAY-SACHS
- MALADIE DE GAUCHER • MUCOLIPIDOSES • MUCOPOLYSACCHARIDOSES (maladie de HUNTER, maladie de HURLER) • MALADIE DE POMPE
- OSTEOGENESE IMPARFAITE • CHOREE DE HUNTINGTON • SYNDROME DE WILLI PRADER • SYNDROME DE RETT • NEUROFIBROMATOSES (ou maladies de RECKLINGHAUSEN) • SYNDROME DE L'X FRAGILE • POLYKYSTOSE RENALE • DIABETE • HYPERTENSION ARTERIELLE • AMYOTROPHIES SPINALES HEREDITAIRES • MALADIES MUSCULAIRES CONGENITALES
- DYSTROPHIES MUSCULAIRES PROGRESSIVES • MALADIES MYOTONIQUES • MYOPATHIES METABOLIQUES HEREDITAIRES • MYOSITES
- CYSTINURIE • SYNDROME DE WILLIAMS • STRÜMPPELL LORRAIN
- GLYCOGENOSE • POLYPOSE ADENOMATEUSE FAMILIALE • SYNDROME DE LEBER • SCLEROSE TUBEREUSE DE BOURNEVILLE • SCLERODERMIE
- ICTHYOSES • RENDU-OSLER • SYNDROME DE TURNER.

Cette page* est offerte afin que les personnes concernées par les maladies génétiques ci-dessus sachent que la recherche sur les maladies génétiques est en marche.

- Pendant le TELETHON (6 et 7 décembre) en téléphonant au (1) 45 88 56 56, vous pourrez obtenir des informations.
- Dès aujourd'hui, en consultant le Minitel 3615 code AFM, vous pouvez vous informer sur les associations de malades existantes.

Si la maladie génétique qui vous concerne n'est pas mentionnée, et si vous souhaitez rencontrer des personnes ayant le même problème, appelez au (1) 45 88 56 56 pendant l'émission, nous essaierons de vous aider.

Depuis le 1^{er} TELETHON, plus de 20 associations contre les maladies génétiques se sont créées.

LES MALADES S'ORGANISENT. LA RECHERCHE EST EN MARCHE.

TELETHON 91



AFM

OLIVIER PIAUDET
Creative

* Cette page est offerte par la BNP, partenaire du Téléthon. Pour tout savoir sur les comptes du Téléthon, consulter Minitel 3615 code AFM.

EDUCATION • CAMPUS

COURRIER

Têtes de Turc

A propos d'une déplorable histoire d'enseignants non payés depuis septembre, le recteur de Paris se fait un devoir d'incriminer « le trésorier-payeur général dont les services rendent trop souvent un dossier pour une virgule mal placée » (le Monde des 24 et 25 novembre). Ayant longtemps été recteur d'académie avant d'être « TPG », je ne saurais trop recommander aux administratifs du rectorat de ne pas céder à la facilité qui consiste à chercher un bouc émissaire idéal, celui qui est en bout de chaîne, le Trésor public. Les services administratifs de l'éducation nationale sont trop souvent eux-mêmes en situation de têtes de Turc pour s'abandonner à cette fâcheuse tendance du « c'est pas moi, c'est l'autre ».

Le Trésor public a, certes, l'habitude de ce genre de mise en cause, participant du traditionnel haro sur le ministère des finances. Non seulement il est jugé pingre (comme si c'était son argent qu'il manipulait et non celui des contribuables), mais tatillon, vétilleux jusqu'à la perversité, cachotier même, bref, empêcheur de dépenser en rond (...).

C'est que le Trésor public a l'obligation de contrôler l'argent public en vertu des règles de la comptabilité publique. Sa responsabilité n'est pas une responsabilité administrative abstraite mais au contraire, personnelle. Qui maie l'argent public, au Trésor, est comptable de cet argent sur ses deniers propres. Malgré cela, une communication incessante avec les administrations, quelconques forcément approximatives, permet de faire avancer les choses, et le coup de fil qui débloque le dossier vient autant des finances que des administratifs concernés. Finco est de constater qu'il manque des pièces substantielles plus souvent qu'une simple virgule. Si le Trésor fonctionnait à la virgule, la vie administrative s'arrêterait!

Une seule question à nos frères en administration du rectorat : co admettant qu'on prenne au sérieux cette histoire de virgule, cachée de surcroît, avez-vous passé un coup de fil à vos collègues du Trésor public pour régler la question avec eux?

GEORGES RIERA
trésorier-payeur général Corréze

Etudiants majeurs, mais pas vaccinés

L'abaissement à dix-huit ans de la majorité sociale pour les étudiants achoppe sur des difficultés techniques

La majorité sociale étudiante est en panne. Le projet de faire coïncider l'âge de la majorité civile avec celui de l'autonomie en matière de santé et de Sécurité sociale — 18 ans, au lieu de 20 ans aujourd'hui — ne sera pas examiné lors de cette session parlementaire, comme cela était initialement envisagé.

Après avoir beaucoup tergiversé, le gouvernement a en effet décidé de ne pas inclure cet abaissement de la majorité sociale dans le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (DDOS) qui doit être examiné par les députés le 9 décembre. L'initiative ne devrait pas non plus être prise par les députés, le groupe socialiste ayant choisi de ne pas l'inscrire parmi les amendements proposés. Mais les partis de cette disposition affirment, croix de bois, croix de fer, qu'elle sera au programme de la prochaine session parlementaire, au printemps prochain, « le temps nécessaire pour régler quelques problèmes techniques ». Une excuse déjà invoquée le 26 juin dernier, lorsque cette même réforme avait été, une première fois, rejetée par les parlementaires.

Un intense lobbying

Lors de la dernière session, en effet, M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, avait présenté un amendement destiné à abaisser de 20 ans à 18 ans l'âge d'affiliation au régime étudiant de Sécurité sociale pour tous les élèves et étudiants de l'enseignement supérieur. Ces derniers sont actuellement ayants droit du régime général, c'est-à-dire qu'ils dépendent de l'autorité parentale. L'argument est simple : il est anachronique que les étudiants, majeurs et civilement responsables à 18 ans, voient leurs remboursements de Sécurité

sociale transiter par la boîte aux lettres de leurs parents. Mais, proposé à la va-vite, l'amendement est rejeté en première lecture. D'autant que la proposition prévoit de faire payer une cotisation aux ouvrages assurés sociaux, jusqu'à excoérés puisqu'ils dépendent de leurs parents.

Condamnée à revoir sa copie, la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), à l'origine du projet, étudie les différentes possibilités et propose une nouvelle version. Les jeunes de 20 ans à 26 ans continueront de verser leur cotisation annuelle de 800 francs, à l'exception des boursiers. Et, en revanche, les 18-20 ans auraient leur propre numéro de Sécurité sociale mais seraient exonérés. Un tour de passe-passe qui ferait basculer les dossiers de 400 000 jeunes sous la responsabilité des mutuelles étudiantes, gestionnaires par délégation du régime étudiant de Sécurité sociale. La solution est séduisante car elle élimine le reproche antisocial qui avait été fait au projet initial.

Pour éviter de voir sa proposition une nouvelle fois rejetée par les parlementaires, la MNEF décide de passer la vitesse supérieure. Jusque-là simple aiguillage, elle se lance alors dans une véritable action de lobbying. Dans les établissements d'enseignement supérieur, une « carte au président de la République » est proposée, afin de réclamer l'alignement de la majorité sociale sur la majorité civile.

En parallèle, des personnalités du monde politique et social sont sollicitées pour apporter leur soutien. De M. Michel Rocard à M. Dominique Baudis, de M. Catherine Trautmann à M. François Guillaume, l'éventail des réponses dépasse les classiques clivages droite-gauche. Dans le secteur éducatif, cette proposition rassemble des associations étudiantes comme l'UNEF-ID et la FAGE, des sociétés mutualistes,

des mutuelles étudiantes régionales, des associations de parents d'élèves et la Fédération de l'éducation nationale. M. Lionel Jospin apportera même publiquement son accord de principe, le 7 novembre. Lors de l'examen du budget de l'enseignement supérieur par l'Assemblée nationale. Mais cela ne suffit pas.

Car, si le principe de la majorité sociale fait l'objet d'un consensus — qui peut s'opposer à l'autonomie des étudiants en matière de santé? — sa mise en œuvre se heurte à de nombreux problèmes sur le plan technique. Le ministère des affaires sociales, responsable du dossier, fait le dos rond. M. Jean-Louis Bianco a, certes, donné son accord de principe. Mais ses services ont eu beau examiner le problème sous tous les angles, aucune solution satisfaisante n'a pu être trouvée. A cause de trois obstacles majeurs.

L'opposition de certaines mutuelles

Le premier concerne le remboursement complémentaire des soins. En effet, le projet concerne seulement le régime général de la Sécurité sociale. Mais, pour exercer pleinement leur autonomie en matière de santé, les 18-20 ans devront aussi couvrir le cordon qui les relie à la mutuelle de leurs parents. Ils devront donc, s'ils veulent bénéficier de la même couverture sociale, prendre une assurance complémentaire que les mutuelles étudiantes seraient ravies de leur proposer. A cette objection, les partisans de la majorité sociale répliquent que le remboursement complémentaire des soins est toujours été facultatif et que cet obstacle technique est sans fondement.

La deuxième difficulté apparaît plus sérieuse. Elle concerne un autre aspect de la couverture mutualiste. La majorité sociale n'aurait aucune incidence sur les

contrats, qui précisent que les descendants sont couverts jusqu'à tel âge. En revanche, certains contrats stipulent que seuls les ayants droit sont pris en compte. Or les 18-20 ans, en accédant à l'autonomie et à leur propre numéro de Sécurité sociale, n'auraient plus ce statut. Il est donc clair que toutes les mutuelles n'accepteraient pas de continuer à produire en charge le remboursement complémentaire des soins des enfants de leurs contractants. En outre, certaines mutuelles, comme la MGEN, refusent fermement l'ouverture d'une brèche dans le principe des ayants droit.

Le dernier problème soulevé par la majorité sociale est beaucoup plus terre à terre. Il apparaît peu judicieux de confier 400 000 adhérents supplémentaires aux mutuelles étudiantes au moment où se négocient au plus haut niveau les remises de gestion. Il s'agit de la compensation accordée aux mutuelles pour la gestion des dossiers. Les 18-20 ans, s'ils devaient s'ajouter aux calculs déjà complexes, ne seraient pas sans incidence dans la balance.

Enfin, certaines voix s'élèvent afin de modifier le contenu même de la mesure. Ainsi, on propose de faire de la majorité sociale un choix et non un droit. Chaque étudiant de 18 à 20 ans pourrait ainsi se déterminer librement. D'autres suggèrent de réfléchir à une majorité sociale pour tous les jeunes de plus de 18 ans, et pas seulement ceux de l'enseignement supérieur. L'avantage de telles idées est qu'elles compliquent la proposition de départ, au point de l'enterrer. Mais l'optimisme des partisans de la majorité sociale ne faiblit pas. A la prochaine session parlementaire, croix de bois, croix de fer...

MICHELLE AULAGNON

M. Campinchi président de l'UNEF-ID

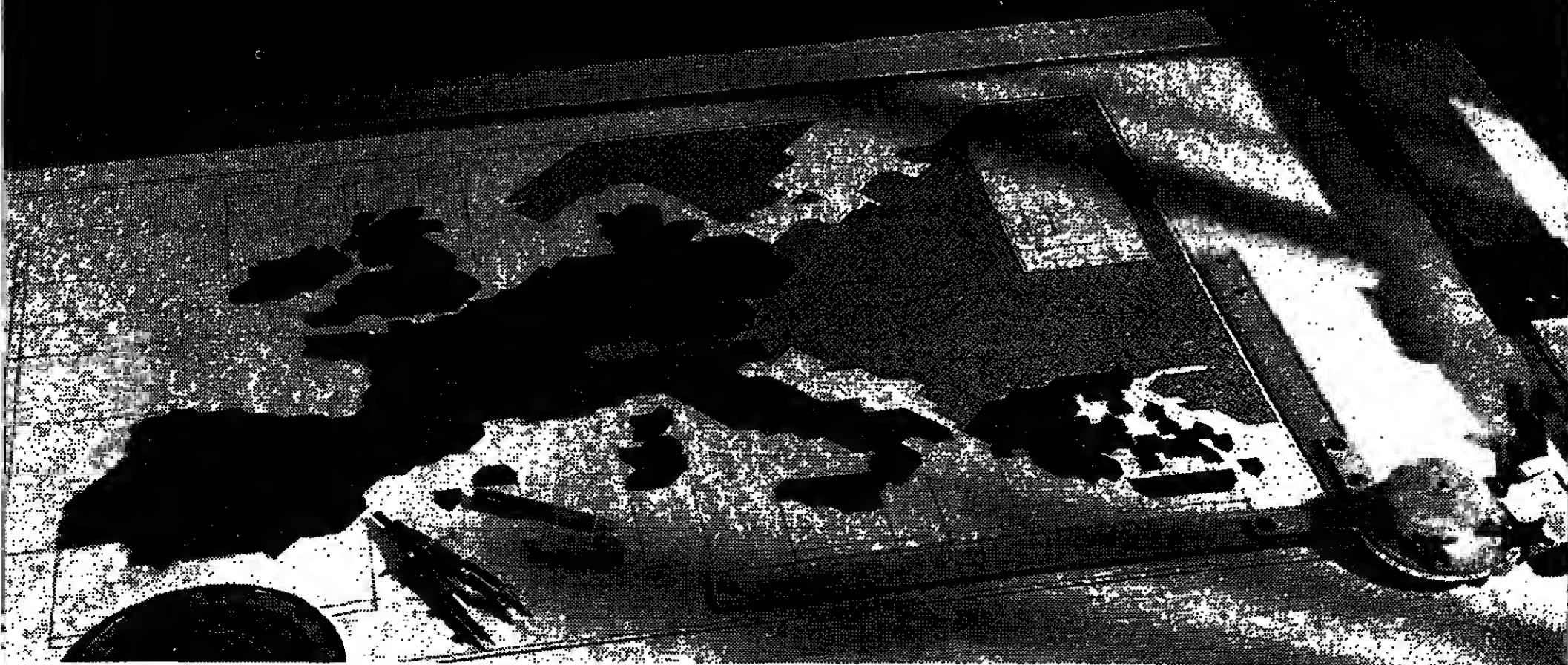
L'UNEF-ID, indépendante et démocratique, change de président. Samedi 30 novembre, M. Philippe Campinchi a été désigné comme président, en remplacement de M. Christophe Borgel. Agé de vingt-sept ans, étudiant en troisième cycle à l'école des hautes études en sciences sociales, M. Campinchi est membre de l'UNEF-ID depuis 1985. Il fait partie de la génération de 1985, mobilisée contre le projet de loi Devaquet, et grand amateur de services d'ordre, aime à se définir comme « le ministre de l'intérieur du mouvement ».

Désirant « faire du syndicalisme avant tout », il a inauguré son mandat par une campagne dénonçant les conditions d'examen inégales selon les filières et les établissements. Cette première action a fait l'unanimité parmi les différentes tendances de l'organisation.

Sur un plan politique, il a assuré que « le combat contre le Front national représente un fil conducteur comparable à celui qu'était la lutte contre la guerre d'Algérie dans les années 50-60 et celle contre le stalinisme dans les années 70-80 ». Cette prise de position a rappelé la fidélité de l'UNEF-ID à l'un de ses anciens présidents, M. Jean-Christophe Cambadélis, aujourd'hui député socialiste et porte-drapeau de la lutte contre l'extrême droite. Elle s'inscrit dans la continuité de l'action de M. Christophe Borgel, le président sortant. Il a dirigé ce syndicat étudiant proche de la majorité depuis avril 1988. M. Borgel, nommé président d'honneur, envisage de créer une association organisant le soutien scolaire, par des étudiants, dans des quartiers dits difficiles.

M. A.

PPE. Les architectes de l'Europe démocratique.



MICHELLE AULAGNON

Ils ont dessinés les plans initiaux de la Communauté Européenne. Ils furent les premiers à l'adapter, l'élargir, lui donner toute sa dimension politique. Ils connaissent donc parfaitement ce qui nous manque en priorité pour construire une véritable Union Européenne, celle des Douze. Et demain, celle de tout le continent.

Telle que la veulent les Parlementaires du PPE, voici l'Europe au service des citoyens :

* C'est d'abord une Europe où seule la démocratie est souveraine. Les véritables démocrates sont, seuls, capables

de concilier l'efficacité économique avec la solidarité sociale. Et au suffrage universel, le Parlement Européen doit désormais partager à égalité avec les gouvernements, la décision démocratique.

* C'est ensuite une Europe qui s'exprime et se manifeste comme une seule et même nation. Une nation pour notre Communauté, de réagir aux nouveaux défis du monde.

Ainsi, et ainsi seulement, elle devient capable de se comporter en une force alliant équilibre et paix. Cette puissante unification ne peut se produire sans véritable union monétaire et

politique. Tels sont les enjeux décisifs du Sommet de Maastricht.

* Enfin c'est une Europe ouverte sur tout le continent. Car seule l'Union Européenne, puissante et unifiée, peut aider des démocraties aussi vulnérables que celles de l'Europe de l'Est, de l'Afrique, de l'Asie ou de l'Amérique du Sud. Ici encore, il s'agit d'un intérêt vital. Pour toutes ces nations-là, bien sûr, mais aussi pour nous tous.

C'est pour cette Europe que le Parti populaire européen (démocrates-chrétiens), son président Wilfried Martens et ses

123 européens se battent. Notre avenir en dépend. A chacun d'entre nous d'en prendre conscience.



LES 123 EUROPARLEMENTAIRES DEMOCRATES-CHRETIENS DES 12 PAYS DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE.

EX 110150

Opinion

ARTS • SPECTACLES

Les Transmusicales de Rennes 1991

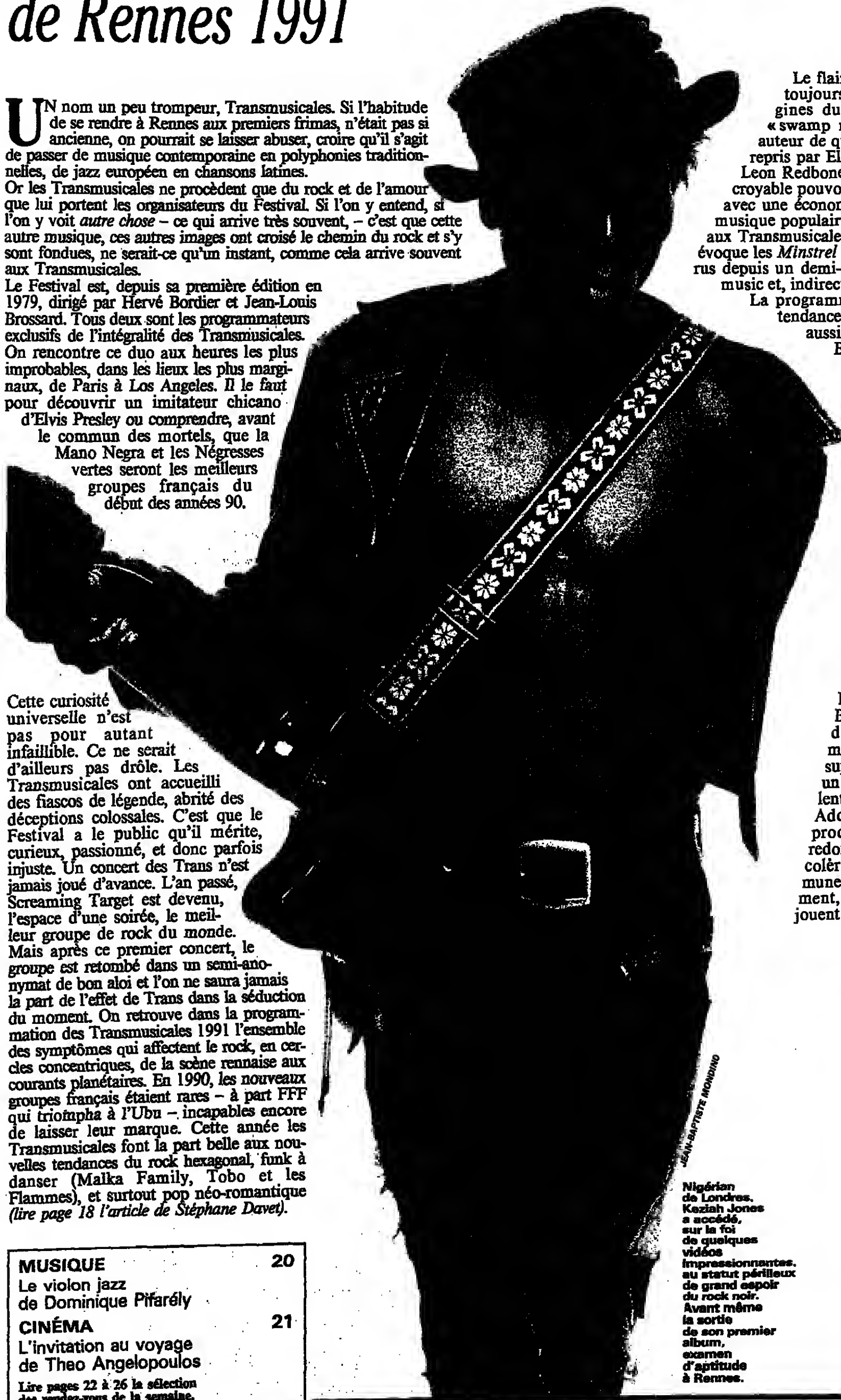
UN nom un peu trompeur, Transmusicales. Si l'habitude de se rendre à Rennes aux premiers frimas, n'était pas si ancienne, on pourrait se laisser abuser, croire qu'il s'agit de passer de musique contemporaine en polyphonies traditionnelles, de jazz européen en chansons latines.

Or les Transmusicales ne procèdent que du rock et de l'amour que lui portent les organisateurs du Festival. Si l'on y entend, si l'on y voit *autre chose* - ce qui arrive très souvent, - c'est que cette autre musique, ces autres images ont croisé le chemin du rock et s'y sont fondues, ne serait-ce qu'un instant, comme cela arrive souvent aux Transmusicales.

Le Festival est, depuis sa première édition en 1979, dirigé par Hervé Bordier et Jean-Louis Brossard. Tous deux sont les programmeurs exclusifs de l'intégralité des Transmusicales. On rencontre ce duo aux heures les plus improbables, dans les lieux les plus marginaux, de Paris à Los Angeles. Il le faut pour découvrir un imitateur chicano d'Elvis Presley ou comprendre, avant le commun des mortels, que la Mano Negra et les Nègresses vertes seront les meilleurs groupes français du début des années 90.

Cette curiosité universelle n'est pas pour autant infallible. Ce ne serait d'ailleurs pas drôle. Les Transmusicales ont accueilli des fiascos de légende, abrités des déceptions colossales. C'est que le Festival a le public qu'il mérite, curieux, passionné, et donc parfois injuste. Un concert des Trans n'est jamais joué d'avance. L'an passé, Screaming Target est devenu, l'espace d'une soirée, le meilleur groupe de rock du monde. Mais après ce premier concert, le groupe est retombé dans un semi-anonymat de bon aloi et l'on ne saura jamais la part de l'effet de Trans dans la séduction du moment. On retrouve dans la programmation des Transmusicales 1991 l'ensemble des symptômes qui affectent le rock, en cercles concentriques, de la scène rennaise aux courants planétaires. En 1990, les nouveaux groupes français étaient rares - à part FFF qui triompha à l'Ubu - incapables encore de laisser leur marque. Cette année les Transmusicales font la part belle aux nouvelles tendances du rock hexagonal, funk à danser (Malka Family, Tobo et les Flammes), et surtout pop néo-romantique (lire page 18 l'article de Stéphane Davet).

MUSIQUE	20
Le violon jazz de Dominique Pifarély	
CINÉMA	21
L'invitation au voyage de Theo Angelopoulos	
Lire pages 22 à 26 la sélection des rendez-vous de la semaine.	



Nigérien de Londres, Keziah Jones a accédé, sur la foi de quelques vidéos impressionnantes, au statut périlleux de grand espoir du rock noir. Avant même la sortie de son premier album, examen d'aptitude à Rennes.

Le flair moderniste de Bordier et Brossard s'est toujours doublé d'une conscience aiguë des origines du rock. Tony Joe White, inventeur du « swamp rock » (rock des marais de Louisiane), auteur de quelques classiques dont *Polk salad Annie*, repris par Elvis Presley, jouera à Rennes tout comme Leon Redbone. On a déjà vanté dans ces colonnes l'incroyable pouvoir d'évocation de Redbone, qui ressuscite avec une économie de moyens étonnante la genèse de la musique populaire américaine. A l'occasion de son passage aux Transmusicales, il nous a donné un texte dans lequel il évoque les *Minstrel shows*, ces spectacles de music-hall disparus depuis un demi-siècle qui furent le creuset de la country music et, indirectement, du rock and roll (lire page 19).

La programmation met en lumière quelques autres tendances. La progression inexorable du rap mais aussi sa mutation. On verra à Rennes Son of Bazerk, groupe new-yorkais qui cherche à compenser les insuffisances théâtrales du rap en revenant à la tradition des revues de rhythm and blues : chorégraphie au cordeau, humour facile. MC Solaar, rappeur français dont l'astre ne cesse de monter, songeait à se produire en compagnie d'instrumentistes. Galliano, qui rappe en Angleterre, viendra avec quelques jazzmen de sa connaissance. Par désir d'exploration, mais aussi par souci d'économie (les procès en paternité d'échantillons sonores coûtent de plus en plus cher), le rap pourrait bien regagner la famille des musiques à jouer.

Côté rock *stricto sensu*, on remarquera la discrétion des Britanniques (mis à part les très merveilleux James) et le coup magistral réussi en programmant Nirvana. Entre le moment où Bordier et Brossard ont sollicité le quatuor de l'Etat de Washington et son concert aux Transmusicales, Nirvana a accédé aux couches supérieures des hit-parades américains, avec un rock adolescent, névrotique et ultra-violent. Nirvana (tout comme il y a peu Jane's Addiction) est de ces groupes qui arrivent à prodiguer au rock les électrochocs qui lui redonnent vie par saccades. Leur désir et leur colère relèvent de la passion malade commune à tous ceux que le rock a mis en mouvement, qu'ils organisent un festival ou qu'ils y jouent.

THOMAS SOTINEL

THEATRE

NANTERRE AMANDIERS

l'Empire
DE MICHEL DEUTSCH

& Ion
DE PLATON

Mise en scène
Michèle Foucher

du 26 novembre
au 14 décembre

46 14 70 00

LES TRANSMUSICALES DE RENNES

L'ÉTERNEL RETOUR DE LA POP FRANÇAISE

Une alternative à l'alternatif

Chaque hiver, la programmation des Transmusicales fournit des pistes précieuses sur ce que seront les tendances d'ici et d'ailleurs. On y décrypte cette année, pour la scène hexagonale, l'émergence de deux courants : un puissant mouvement funk/rap (Malka Family, MC Solaar, Tobe), déjà médiatisé, et la présence plus discrète d'artistes - Dominique Dalcanc, Louise Féron, Little Rabbits - dont le goût pour les mélodies gracieuses et sentimentales témoigne des préoccupations d'une autre nouvelle vague.

En France, pendant quatre ans (1985-1989), le rock alternatif a bruyamment imposé sa ferveur libertaire et son engagement. Une génération, biberonnée par le mouvement punk, a communiqué dans la révolte à coups d'hymnes et de slogans fédérateurs. L'aveuglement fut excitant mais la musique trop limitée. Pas de place à la pour l'otrospécio et le vague à l'âme. Il fallait chercher ailleurs des gens qui se vivent et parlent de vous. L'intimisme a toujours été l'apanage d'un certain rock anglais. Si au début des années 80, la new wave (Cure, U2, Psychedelic Furs) déclinait ses émotions sur un mode emphatique, d'autres (Smiths, Pale Fountains, Go-Betweens...) redécouvraient un peu plus tard les vertus de la sobriété, des guitares claires et des chansons courtes aux mélodies instantanées. Capables aussi de fureur et de bruit (noisy), ils n'en restaient pas moins pop. Pop comme abréviation de popular parce qu'on peut être (depuis les Beatles) accessible sans racolage, pop surtout en opposition à un rock emprunté dans ses caricatures.

Des Français ont grandi aux sons de ces valeurs, mais avant de prendre la parole ils ont d'abord pris la plume. La première manifestation militante de cette ligne esthétique prit la forme d'un journal, *les Inrockuptibles*, créé il y a six ans à l'initiative de Christian Fèvre et Arnaud Deverre. D'abord magazine de fans (fanzine), *les Inrock* se sont imposés par une qualité formelle et surtout par l'intransigeance de leur parti pris. Devenus le premier tirage de la presse rock française (95 000 exemplaires annoncés), ils sont un peu les *Cahiers du cinéma* de cette vague, à la fois guides et théoriciens impertinents, gourous du bon goût suscitant coups de foudre et vocations. Assez logiquement, ils se sont associés à l'émission de Bernard Lenoir sur France Inter.

Curieux insatiable, Lenoir se fait l'écho depuis quinze ans des nouveautés les plus excitantes du rock anglo-saxon. En offrant à la ligne pop sa seule fenêtre sur une radio généraliste, il a bériné du statut de (grand) père spirituel. A l'exemple du disc jockey anglais John Peel, qui enregistre depuis vingt-cinq ans les meilleurs groupes anglais dans le cadre des *Peel Sessions*, réalisés dans les studios de la BBC, Lenoir s'est lancé dans l'aventure des *Black Sessions* qui ont déjà accueilli Little Nemo, Little Rabbits et bientôt les Objets et Dalcanc. En attendant une prochaine commercialisation, ces sessions sont diffusées sur France Inter.

LES GROUPES FRANÇAIS ENTRE PUDEUR ET IRONIE

Du côté des artistes, cette relève s'est annoncée par touches. Des éclaireurs ignorés ont essuyé les platres (Pop Ministers, les Bractennabes), d'autres se sont essayés au romantisme de la *touching pop*, compromis français entre noirceur *cold wave* et fraîcheur mélodique (Little Nemo, Asylum Party) mais c'est une compilation, *Contresens*, sortie en avril dernier et réunissant vingt et un groupes ou artistes français, qui pour la première fois a fait prendre conscience du renouveau d'une inspiration. Emmaouel Tellier est le concepteur de ce manifeste. Cumulant à vingt-quatre ans les titres de rédacteur aux *Inrockuptibles* et de chanteur du groupe Chelsea, il avait toutes les raisons de se trouver au centre de cette aventure. « Comme musicien, j'ai longtemps eu l'impression d'être isolé par mes références. Mais en quelques mois, j'ai reçu aux Inrocks plusieurs cassettes de groupes français qui m'ont prouvé le contraire. Celles des Objets et des Little Rabbits m'avaient particulièrement enthousiasmé. Dans ma position, il aurait été impardonnable de ne rien faire. L'équipe du journal m'a donné un gros coup de main. Fnac Music a accepté de distribuer le disque et, d'un commun accord avec tous les musiciens, nous avons décidé de verser les éventuels bénéfices à la Fédération hospitalière de France afin d'aider les hôpitaux des pays de l'Est ». *Contresens*, un disque à contre-courant ? « En réaction aux sempiternels gardiens du temple, répond Tellier, ceux qui crient "rock'n'roll" au milieu de nos concerts. Pourquoi pas "jazz" pendant que vous y êtes ? »

Cette compilation a séduit autant par ses maladresses (fragilité, approximation) que par les qualités



Dominique Dalcanc



Les Objets



The Little Rabbits



Via Romance

partagées par à peu près tous les participants (conscience, pudeur, ironie, émoi). Trois tendances artistiques s'en dégagent, parrainées par d'exemplaires anciens. Celle des séducteurs solitaires, sensibles aux mots et au confort d'écoute - Dalcanc, Marie Andigier - la famille Dabo-Murat en somme. La seconde école suit les traces de Kid Pharaon, chanteur et producteur bordelais qui porta longtemps en solitaire le flambeau d'un rock très écrit d'influence plus américaine (Alex Chilton, Modern Lovers) qu'anglaise : sa descendance comprend Mister Moonlight, Surrenders, Suspense... La tendance Gamine, enfin, groupe mésestimé mais capital. En 1988, *Voilà les anges*, leur premier album, était bâti sur les sentiments, entre réserve et exhibition, à contre-courant du rock alternatif alors triomphant. On retrouve la ligne claire du groupe de Paco Rodriguez (aujourd'hui producteur de l'album des Little Rabbits) chez Chelsea, Via Romance ou Les Objets.

Si on teote un portrait-robot des acteurs de cette mouvance, difficile de ne pas dessiner l'exacte antithèse de la génération rap. Une caricature facile opposerait la pop, musique d'une petite bourgeoisie blanche, passe-temps nombriliste et estudiantin d'une tranche d'âge ayant assez largement dépassée la virginité, au hip-hop, musique noire, défouloir juvénile des banlieues prolétaires. Un rapide soudage laisse apparaître près de dix ans d'écart entre les plus jeunes (The Drift, Lucievacarme) et les moins jeunes (Les Objets, Dalcanc) des artistes pop. Difficile donc de généraliser. Aucun de ces groupes, à notre connaissance, ne vient d'Aubervilliers ou des Minguettes, la plupart sont originaires de province : Chelsea de Tours, les Little Rabbits de Nantes, Via Romance de Nîmes, European Sons de Rennes.

Alors, musique de chambre contre musique de rue ? Que pense Emmanuel Tellier d'une éventuelle lutte des classes ? « Je viens d'un milieu ouvrier provincial mais je n'ai pas connu la violence urbaine. Il est vrai que beaucoup d'entre nous sont du bon côté de la barrière sociale. J'admire la sincérité et la violence du discours des rappers. C'est un grand bol d'air au même titre que la pop. »

Les esprits mal intentionnés verraient bien cette nouvelle vague se briser sur deux écueils : le conservatisme musical et la servilité face aux modèles anglosaxons. Dominique Dalcanc, dont l'album *Entre l'étoile et le carré* est distribué par BMG, chante en anglais et en français : « L'anglais est une part de ma culture. Il y a aussi un aspect ludique dans la pratique d'une langue qui n'est pas la mienne, il peut être amusant de se cacher derrière les mots ». Dalcanc s'écarte aussi de la norme instrumentale du mouvement, refusant le carcan du quatuor guitares-basse-batterie : « J'ai envie d'être plus expérimental. En 1991, il existe un instrument, complément de la mémoire, l'ordinateur, l'échantillonneur. Il peut m'apporter une palette de couleurs infinie. »

Dalcanc reste un marginal face aux amoureux de la guitare qu'il définit comme des tenants de la « ligne jazel », déchaînée à force d'épuration. Ce sont eux qui font dire à Bernard Batzen, qui manage ou a managé les grands noms de la scène alternative (Mano Negra, Satellites, Babylon Fighters) : « A quoi ça sert de se battre des années pour s'émanciper des références anglo-saxonnes, si c'est pour replonger aujourd'hui ? »

Quand ils chantent en anglais, la plupart de ces groupes maîtrisent mieux la langue de Shakespeare que leurs aînés punk ou alternatifs. Il s'agit tout de même d'une facilité assumée avec plus ou moins de brio. En revanche, le versant francophone de cette production témoigne d'un souci aigu du texte et de l'émergence de vrais auteurs. Un groupe qui se baptise les Objets, intitule son premier album *la Normalité* et essaie de rentrer au top 50 en chantant l'agonie des mouches « molles et écrasées » tient autant de Francis Ponge que de Mnnochrome Set (incarnation

pop do nonsense anglais qui sévissait au début des années 80).

Face à l'émergence du courant pop, les grandes maisons de disques oscillent entre enthousiasme et circonspection. Les plus audacieuses n'ont pas voulu se laisser prendre au dépourvu. Elles ont trouvé des artistes conciliants qui n'opposaient aucun argument politique à leur signature sur une major. Les Objets sont chez Columbia, Dalcanc chez BMG par l'intermédiaire du label indépendant belge Crammed, les Little Rabbits sont distribués par Virgin. La multinationale anglaise a accueilli le label Single KO fondé par Louis Thévenon qui guida les premiers pas des précurseurs du mouvement, Little Nemo ou Collectif d'Armel-André. Enfin, Via Romance est sous contrat avec Island.

LES MAISONS DE DISQUES ENTRE ENTHOUSIASME ET CIRCONSCRIPTION

Isidore Brobst, directeur de la promotion du label, s'explique : « Nous parions sur une carrière à long terme. Même si le premier album (à paraître au printemps 92) ne se vend pas à des dizaines de milliers d'exemplaires, nous continuerons à travailler avec le groupe. » Une confiance que semble justifier l'impact des premières maquettes d'un lyrisme séduisant et maîtrisé ainsi que le recours systématique au français. Car c'est une vérité presque constante du marché hexagonal : on ne peut pas être rocker. Français et anglophone, et vendre beaucoup de disques.

Certains vont encore plus loin : « En France, Morrissey (ex-chanteur des Smiths) vend 12 000 exemplaires de chacun de ses albums, le moindre disque de Heavy Metal vend dix fois plus, fait remarquer un responsable marketing. Je ne vois pas pourquoi un Morrissey français ferait mieux que l'original. »

Mais le chemin de la pop ne passe pas forcément par les majors. La dévotion que suscite le genre ne se traduit pas seulement par la pratique musicale mais aussi par la production de fanzines, de management de groupes ou la création de labels. Régis Giraud, a préféré manager les Little Rabbits plutôt que de travailler pour une grande maison de disques comme il en avait la possibilité. A Rennes, Alan Gac n'était pas encore majeur lorsqu'il a produit le premier album des European Sons en septembre 90. Il a signé Rosebud, son label, grâce à un prêt bancaire garanti par sa maman. Aujourd'hui associé à l'équipe des Transmusicales, distribué par l'indépendant Danceteria, Alan Gac vient d'acheter un studio 16 pistes qui lui permettra de produire à bon marché des disques d'une qualité sonore plus qu'acceptable. Après avoir sorti trois albums (European Sons, Chelsea, The Drift) en 1991, Rosebud annonce dix nouvelles références pour 92 dont les disques de trois groupes rennais (13th Hole, Swan Julian Swan, Lighthouse).

Pour accéder au statut de « vague » à part entière, le mouvement doit encore passer quelques obstacles. La plupart des itinéraires évoqués ici ont fait, pour l'instant, l'économie du passage sur scène. Dalcanc donnera son premier concert en ouverture des Transmusicales. Pourtant, face à l'indifférence des radios, les tournées sont le seul moyen d'élargir le cercle des initiés et d'améliorer des chiffres de vente pour l'instant modestes : quatre mille exemplaires pour Chelsea, cinq mille pour Dalcanc, six mille pour les Objets et neuf mille pour la compilation *Contresens*. Ce qui ne suffit sûrement pas à donner la mesure d'un mouvement divers, en mutation perpétuelle.

STÉPHANE DAVET

* Discographie. Les Objets : *la Normalité* (Columbia); Little Rabbits : *Dans les faux puits rouges et gris* (Single KO, distribution Virgin); Chelsea : *Réservé aux clients de l'habillage* (Rosebud, distribution Danceteria); Dominique Dalcanc : *Entre l'étoile et le carré* (Crammed/BMG); Chelsea, Via Romance, Little Rabbits... : *Contresens* (Fnac Music).

Rennes en Trans

- MÉRREDI 4 DÉCEMBRE. - L'Ubu (de 17 heures à 19 heures) : Dominique Dalcanc (F) et Louise Féron (F). Le Satori (de 17 heures à 19 heures) : Dead Gregory (F) et Betty Boop (F). Le Bloane (de 18 heures à 20 heures) : Daddy Yod (F) et Assassin (F). La Cité (de 20 heures à minuit) : Mari Boine Persen (Norv.), Dr Philbes and the House of Wax Equations (G.-B.), Charles et les Lulus (G.), Tony Joe White (E.-U.), L'Ubu (de minuit à 8 heures) : Jah Shaka's Sound System (G.-B.).

- JEUDI 5 DÉCEMBRE. - L'Ubu (17/19) : Donke (Mali-F), Zao (Congo). Le Satori (17/19) : Dazibao (F), Penfies (F), Maurepas (18/20) : CWP 35 (F), Daddy Yod (F) et Assassin (F). La Cité (20/minute) : Leon Redbone (E.-U.), les Stéopies (F), Shoulders (E.-U.), Gallon Drunk (G.-B.), L'Ubu (minuit/6) : Bruno Green and the Easy Riders (F), Chris Whitley (E.-U.).

- VENDREDI 6 DÉCEMBRE. - L'Ubu (17/19) : Justice (F) et Zebbie (F). Le Satori (17/19) : Dirty District (F) et David Vincent (F). Villejean (18/20) : The Post Generation (F), Daddy Yod (F) et Assassin (F). La Cité (20/minute) : Rêde (F), Kaziah Jones (G.-B.), les Champêtres de joie (F), MC Solaar (F), Son of Bazerk

(E.-U.), Dorothy Mazuka (Zimbabwe), Malka Family (F) + DJ's : Oates and Barry.

- SAMEDI 7 DÉCEMBRE. - L'Ubu (17/19) : Au P'tit Bonheur (F), Tobe et les Flammes (F), Le Satori (17/19) : Bogeymen (F) et Wax Fux (F), Bar le Cocotus (18/19) : Will T. Massey (E.-U.), Omnisports (19/minute) : The Little Rabbits (F), Curve (G.-B.), Momma Stud (E.-U.), Nirvana (E.-U.) et James (G.-B.), La Cité (minuit/aube) : Core Dump (F), Galiano (G.-B.), Gary Clai/On U Sound System (G.-B.), Back to the Planet (G.-B.) + DJ's.

Durant tout le Festival, des expositions (Bob Marley, Noir Limites et Gilles Cohen), des rencontres et des projections de films vidéo et cinéma sont organisées, dont la présentation en avant-première française de *la Nuit sur terre* de Jim Jarmush (le 7 à 18 heures au Gaumont).

* Prix des places. - Ubu : 30 F. Le Satori : 30 F. Le Bloane, Maurepas et Villejean : gratuit sur invitation. La Cité : de 50 F (adhérents) à 140 F. Omnisports : 110 F à 140 F. Renseignements : Tans-ACTIONS, 10-12, rue des saules et à la FNAC Rennes, Rennes Musique, Nuggets Rennes, Records Mag et Omnisports.

201150

LES TRANSMUSICALES DE RENNES

AVANT SON CONCERT A « LA CITÉ », LEON REDBONE REND HOMMAGE A EMMETT MILLER

Quand les nègres chantaient

L'art de Leon Redbone procède du spiritisme : sur scène, sur disque, il évoque avec une puissance et une grâce troublantes une époque révolue, celle de la genèse de la musique américaine. Cette évocation tient des talents de guitariste, de chanteur, de comédien de Leon Redbone mais aussi d'une culture encyclopédique.

Au Panthéon personnel de Redbone, nul n'est plus haut placé qu'Emmett Miller, dernière étoile des minstrel shows, ces spectacles de music-hall où des acteurs déguisés et maquillés en nègres des plantations donnaient une version tous publics du blues et du jazz naissants.

Parce qu'ils utilisaient un vocabulaire péjoratif, (pickaninny, sambo, équivalents de nos « bamboulas » ou « bouts d'zan » coloniaux) parce qu'ils diffusaient des stéréotypes raciaux aujourd'hui intolérables (le Noir peureux, indolent, toujours prêt à s'amuser, tel que l'incarnait l'acteur hollywoodien Stepin Fetchit), les minstrel shows ont été jetés aux oubliettes de l'histoire des arts populaires américains.

Pourtant, avec l'eau du bain, on a jeté une tradition musicale, des individualités marquantes. Les blagues désuètes qui émaillent les spectacles de Leon Redbone, une bonne part de ses chansons, de son vocabulaire musical, sont la trace de cette tradition. Nous avons demandé à Leon Redbone et à sa compagne et productrice Beryl Handler de défendre et d'illustrer les minstrel shows et Emmet Miller.



La déclaration d'émancipation de 1863 abolit l'esclavage. Ce fut le début de la fin pour les « minstrel shows », un genre auquel Emmett Miller allait consacrer sa vie.

EMMETT MILLER exerçait la profession de comique dans les années 20. Il était chanteur et son style a influencé de manière définitive la comédie musicale américaine. Pour de multiples raisons, on ne lui a jamais reconnu la paternité de cette contribution capitale. Dans l'histoire des États-Unis et dans celle de la musique, il est et a toujours été un moment, sa trajectoire étant liée à la gloire furtive des minstrel shows. A sa naissance en 1900 et durant ses années d'apprentissage, les minstrel shows étaient la forme de spectacle la plus importante et la plus populaire.

Apparus au début du dix-neuvième siècle, les minstrel shows étaient, en 1890, la dernière de base de la distraction. Les meilleures versions de ces spectacles étaient muettes : décors et costumes extravagants, grand orchestre, danseurs, chanteurs, acrobates, acteurs et, par-dessus tout, un groupe de minstrel men. Ces artistes étaient le clou du spectacle et lui donnaient son identité. Ils se distinguaient des autres membres de la troupe par leur apparence : leur visage était maquillé en noir. Ce noir était obtenu par le frottement sur la peau d'un bouchon brûlé ou de cirage. Ils jouaient toute une gamme de numéros répertoriés qui consistaient pour la plupart à dépeindre la vie imaginaire du nègre américain tel qu'on l'imaginait à l'époque.

La déclaration d'émancipation de 1863 abolit l'esclavage. Ce fut le début de la fin pour les minstrel shows. Pas, comme on pourrait le croire, en raison des critiques que la population noire aurait pu opposer à cette forme de spectacle. Le minstrel show était capable d'assimiler l'idée de liberté des Noirs, bien plus que le gouvernement qui venait de proclamer leur émancipation. Les compagnies de minstrels, aussi bien noires que blanches, prospéraient. La raison de leur disparition réside plutôt dans le changement de statut des Noirs. Comme le dit, en 1899, Frank Dumont, qui avait sa propre compagnie de minstrels, « le minstrel show est la seule forme de spectacle en Amérique qui nous appartienne vraiment... Elle a vécu et prospéré bien que le nègre des plantations, qui lui donna son caractère original, ait disparu ».

Une fois l'esclavage aboli, la condition des Noirs ne pouvait plus être la matière d'un spectacle. La vie sur les plantations telle qu'elle avait été fantasmée avait disparu. L'indifférence et l'insensibilité à la condition du Nègre remplacèrent la vision bucolique des vieux minstrel shows.

Le genre, comme les castrats omniprésents en Europe du seizième au dix-septième siècle, est un phénomène daté. On ne peut pas le ressusciter. Il ne faut pas pour autant le considérer comme mineur ou leur reprocher leur attitude envers les Noirs. Ce serait une grave erreur qui conduirait à discréditer plusieurs milliers d'artistes formidables et novateurs, qu'ils soient noirs ou blancs.

On ne peut pas appliquer à l'histoire les critères politiques actuels. Les dissensions raciales ont malheureusement obscurci la portée de l'influence des



minstrel shows sur l'invention de la musique pop américaine lors des vingt premières années de ce siècle. Les minstrel shows étaient des spectacles dont beaucoup d'éléments échapperaient aujourd'hui à notre compréhension. Il serait facile d'y discerner un caractère raciste et donc d'ignorer son importance réelle. Les Noirs n'y étaient jamais méchants, voleurs, abominables. Au contraire. Les stéréotypes du Noir des minstrel shows mettaient plutôt en valeur ses qualités afin d'inspirer une réelle affection que les auteurs faisaient partager à leur public. Il ne s'agissait en aucun cas de dérision.

La mutation des minstrel shows correspond aux bouleversements suscités par la guerre de Sécession. Emmett Miller, comique, chanteur, musicien, eut l'infortune de naître au moment où le genre dont il allait devenir l'un des maîtres entamait son déclin. Il vit le jour en Géorgie, à Macon (23 272 habitants à l'époque, future patrie d'Otis Redding et des Allman Brothers), le 2 février 1900, de parents anglo-irlandais de condition modeste qui vivaient dans les faubourgs de la ville. La mort tragique d'un frère plus jeune fut le seul fait marquant d'une enfance sudiste, blanche et baptiste. Une enfance rythmée par les divertissements ordinaires de la classe ouvrière sudiste, les minstrel shows, et, surtout dans le cas d'Emmett, par un penchant marqué pour le whisky de distillation clandestine.

Il allait devenir l'ultime jeune premier du A. G. Field Minstrel Show de Columbus (Ohio). C'était

alors une institution importante et respectée qui avait été créée en 1886. Field était lui-même un acteur de la vieille école, adepte et propagateur de l'esprit des minstrel shows. Il dirigeait l'une des dernières grandes compagnies. Emmett Miller devint « accro » aux minstrel shows la première fois que son père l'emmena à un spectacle d'A. G. Field à Macon, en 1910. Il avait dix ans et sut qu'il voulait devenir minstrel. Bien qu'il n'ait aucune trace de ses premières apparitions en scène, il semble, selon une interview qu'il a donnée en 1959, qu'Emmett Miller fit ses débuts à Greer (Caroline du Sud) en 1919. Sa première chanson, la seule qu'il connaissait alors, fut *Pickaninny's Paradise*, une romance qui était alors l'un des tubes des minstrel shows.

Emmett Miller était guidé par ses muses. Il devint professionnel à dix-neuf ans donc, et travailla avec un tel acharnement qu'il connut bientôt le succès. La force de sa personnalité lui valut de devenir, dès 1925, le premier rôle du A. G. Field Minstrel Show. De nombreuses critiques enthousiastes paraissent alors dans les journaux du pays : « Field a trouvé sa nouvelle star » (*News and Observer*) ; « Le Field Minstrel Show enchante les foules » (*The Columbus Ledger*). Cette immense célébrité fut de courte durée. En 1927, A. G. Field dissout sa troupe. Les petites compagnies qui s'accrochaient encore allaient bientôt suivre. Les minstrel shows furent rejetés en marge de l'histoire du spectacle, et de nombreux interprètes furent engloutis par l'oubli. Emmett lui-même aurait été oublié s'il n'avait eu en lui quelque chose de légèrement différent.

Par chance, la technologie allait servir Emmett. De 1924 à 1936, il enregistra environ trente-six chansons. On peut encore trouver ces enregistrements aujourd'hui. En 1928 et 1929, il s'entoura de quelques-uns des meilleurs musiciens de jazz du moment : Tommy et Jimmy Dorey, Eddie Lang, Stan King, Arthur Schutt, Leo McConville... A l'écoute de ces enregistrements, on comprend facilement pourquoi Emmett était populaire. Ils sont inspirés : ces disques ne sont pas le témoignage d'une session de routine.

Ce chanteur d'un genre ancien était, curieusement, en parfaite harmonie avec les meilleurs musiciens new-yorkais. Le lien qui les unissait n'est pas si étonnant quand on se souvient de la popularité des minstrels au moment où le jazz s'inventait. Les jazzmen reconnurent la force et la singularité du jeune chanteur et lui rendirent hommage en l'accompagnant. Les prises sont simplement magnifiques : elles parlent d'elles-mêmes.

En comparaison des enregistrements de l'époque, ceux d'Emmett étaient totalement originaux. Ils combinaient la virtuosité comique et la nouveauté de l'interprétation. Il restait fidèle à son style de comique tout en offrant la version la plus ovatrice d'une chanson. Le meilleur exemple en est son enregistrement intitulé *Lovesick Blues* (que Leon Redbone reprend sur scène) qui porte sa signature : un yodel qui traverse toute la chanson. C'est ce même *Lovesick*

Blues qui annonce la carrière d'un autre grand interprète qui apparaîtra vingt ans plus tard : Hank Williams. Sa manière de chanter la même chanson devait tout à Emmett. Ce yodel inspiré des artistes de café du dix-neuvième siècle qui, de Emmett Miller à Hank Williams, devait devenir le hoquet désespéré des chanteurs de country.

Ironie suprême de la vie d'Emmett : il se considérait avant tout comme un acteur à la « black face » et non comme un styliste de la chanson. C'est pourtant son style de chanteur qui laissera une marque indélébile sur la vie musicale.

Sa carrière commença à décliner avec la disparition du A. G. Field Minstrel Show en 1928. Emmett avait seulement vingt-huit ans. Cette disparition s'ajoutait à un certain penchant pour l'alcool ne pouvant rien produire de bon. D'après les témoignages de ceux qui le connurent – sa sœur, ses amis – c'était quelqu'un qui aimait prendre du bon temps. Ce qui nécessitait beaucoup d'alcool et beaucoup de femmes. Comme, en plus, il était bon camarade. Emmett acquit vite la mauvaise habitude de dépenser son argent avant même de l'avoir gagné. Un de ses partenaires du minstrel show, s'étant aperçu de ses faiblesses et pronant soin de sa santé, lui écrivit en 1926 : « ... Tu n'as l'air ni de connaître la valeur de ce sacré dollar, ni que le temps peut venir où il ne sera pas aussi facile qu'aujourd'hui de gagner tant de shékels ».

Malheureusement, on ne suit que les conseils qui nous arrangent. N'ayant pas de compétence particulière pour se raccrocher à un autre boulot, Emmett allait connaître des moments difficiles. Il travailla aussi longtemps que possible dans différents spectacles de seconde importance mais, au début des années 30, sa réputation de buveur et de bon à rien finit par le précéder. Il fut vite incapable de jouer régulièrement. Il avait depuis longtemps brûlé ses vaisseaux et ne retrouva jamais le statut et la célébrité qu'il avait connus avec la troupe de Field.

Au début des années 50, il fit une apparition dans un film dédié aux minstrel men. Le film, *Yes, Sir Mr. Bones*, réunit tous les vieux acteurs du genre que l'on put retrouver. Hélas ! c'était une production au rabais et de peu d'intérêt pour ceux qui ne se passionnaient pas par ailleurs pour les minstrel shows.

Quand il mourut en 1962, il était à peu près oublié et de toutes les façons sous-estimé. Ses dernières années furent difficiles et il tomba très bas. Nous aimerions pouvoir croire que ce monde ait assez de cœur pour se souvenir d'Emmett, catalyseur d'une musique qui naquit après lui, à cause de lui. Nous voudrions lui témoigner de notre reconnaissance pour les heures d'inspiration et de joie que ses disques nous ont données.

LEON REDBONE
et BERYL HANDLER

* A quiconque viendrait en savoir plus long sur la véritable ambiance qui s'était répandue partout en Amérique à la fin du dix-neuvième siècle, nous conseillons le livre de M. Quad, *Lime-Kiln Club*.

RENCONTRE AVEC DOMINIQUE PIFARÉLY, VIOLONISTE INVITÉ DU V^e FESTIVAL DE LA MARTINIQUE

Les fantômes dans les cordes

Le plus recherché des nouveaux venus du violon, école française, Dominique Pifarély, dans le sillage de Jean-Luc Ponty et de Didier Lockwood. Déjà au générique des groupes de Levallet, d'Eddy Louiss, de Louis Scialoja, de Michel Portal et de Martial Solal, il vient de fonder son propre quartette. Il est l'invité d'honneur du Festival de Jazz à la Martinique.

« Vous êtes un carrefour de noms, de musiques et de styles. Comment envisagez-vous de poursuivre ce type de rencontres ? »

« D'abord, j'en suis heureux. J'ai trente-trois ans. J'ai créé mon propre quartette, avec François Couturier, Riccardo Del Fra et Joël Allouche. Longtemps, je me suis considéré comme une sorte de musicien classique susceptible de servir des répertoires différents. L'épreuve désormais un besoin de recentrement. De resserrer. Le besoin de travailler contre l'éparpillement.

« Ça suppose de sacrifier ? »

« De sacrifier, oui, mais pas d'effectuer des sacrifices... Je voudrais aller dans le sens d'une plus grande rigueur. Plus d'esthétique, plus d'éthique. Ce qui implique plus d'autonomie. Il y a un temps pour l'apprentissage, un temps pour l'admiration et ce qu'elle permet d'apprendre, et un temps pour passer à soi. C'est de ce recentrement que je parle, de cette cohérence, c'est une question que tout musicien rencontre inévitablement.

« Si je dis que je veux aller à l'essentiel, ce n'est pas en termes de temps, c'est par rapport à une nécessité. La nécessité de jouer telle note plutôt que telle autre, ou de ne pas jouer. L'époque est intéressante de ce point de vue, tous ces trucs inutiles qui se jouent, qui sortent, se publient, se font, cette masse étouffante et inerte de disques, pourquoi ? Oui, il y a trop de disques, trop de disques inutiles, même venant de gens estimables, tous ces disques qu'ils s'étaient pas obligés de faire. Les musiciens feraient mieux d'attendre. De percevoir cette nécessité intérieure en eux.

« Dans les autres registres, les domaines voisins, les pratiques différentes, quels sont vos modèles ? »

« C'est difficile à dire en termes de modèles. Ou je cite des inconnus et personne n'entend, ou j'invoque

des noms trop connus, et j'ai l'air de me hisser. Il n'en reste pas moins vrai que je travaille dans la pensée d'autres démarches. Je songe en permanence à celle de Paul Klee. J'ai un étonnement sans bornes, infini, pour son exigence de sensualité, la sensualité la plus réfléchie de l'art moderne. C'est ce mélange de rigueur, de construction et de frémissement que je cherche toujours, chez le romancier Paul Auster, par exemple, ou chez un cinéaste comme Wenders. La sensualité et la vitesse que l'on saisit dans l'instant, mais saisies par la réflexion. Martial Solal, dans la musique improvisée, est un bon exemple.

« Le violon est-il l'instrument le mieux indiqué pour ça ? »

« Le violon, c'est un choix des parents, une rencontre avec un professeur, Marcel Charpentier (du Quatuor Parrenin), au conservatoire de Montreuil, et l'apprentissage classique. Je suis né en 1957. Donc, les musiques qui m'accompagnent, entre 1963 et 1975, ma période de conservatoire, sont le classique, Grappelli, que Marcel Charpentier aimait beaucoup, et les musiques du temps, de mon âge, de ma banlieue, les voix anglaises, les grands groupes, Phil Collins, Yes, Genesis.

« J'ai l'impression d'appartenir à une génération charnière : entre la génération 68 et les années 80. Je choisis délibérément, sur le plan des idées, de l'imagination, du rêve, celle de 68.

« Ce qui donne quoi, en musique ? »

« D'abord le constat d'un manque : on manque d'une réflexion dont on ne pourra plus faire l'économie très longtemps, étant donné le bouillonnement des formes, le mélange des genres, les excellents musiciens qui arrivent un peu désemparés à l'excellence, toute cette explosion discographique. Pendant la guerre du Golfe aussi, on a manqué de pensée et, devant les changements de l'Est, cruellement, je l'ai vécu très mal, c'est à la fois beaucoup plus grave que la musique et pas si éloigné qu'on croit. C'est du même ordre. Ou a du mal à parler du « jazz » aujourd'hui.

« Le « jazz » au violon, c'est un paradoxe heureux ? »

« En France, le jazz au violon, c'est en premier lieu Grappelli. Soit une personnalité adorable, un homme intelligent, courtois, drôle, charmant. Il aime jouer avec les autres. Il aime la musique. Il aime le plaisir qu'il donne et celui qu'il prend. Il a une ouverture d'esprit totale. C'est l'amour du violon. Pour aller

dans la banalité la plus grande, c'est vraiment une preuve de jeunesse d'esprit, l'idéal de la prise d'âge.

« Le deuxième violoniste frappant, c'est évidemment Jean-Luc Ponty. Sa période avec Frank Zappa est un événement de la réflexion, de l'immédiateté, de la création. J'aime Didier Lockwood, j'aime sa sincérité totale, sa recherche des choses simples, je crois qu'on ne sait pas bien l'entendre. Evidemment, lui et moi, nous ne cherchons pas dans la même direction, c'est normal, mais il a le violon facile. Je l'envie. Il a le violon si facile ! »

« Je me considère comme un violoniste difficile. J'étais doué, je n'ai pas dû travailler assez quand il le fallait. Didier, il ouvre son étui et il joue à n'importe quel moment. Il est tout de suite dans sa sonorité, dans sa vitesse. La virtuosité, ce n'est pas si anodin que l'on croit.

« Il y a un complexe des violonistes de jazz par rapport aux classiques ? »

« Moi, j'en ai un. Ce n'est pas exactement un complexe. Le violon est un instrument délicat, ambivalent, dont la tradition populaire n'est pas plus facile à jouer que l'expression savante. J'essaie d'avoir le plus d'exigence possible pour jouer réellement du violon.

« Il est difficile parfois de concilier les questions du langage et celles de l'instrument. Quand on joue cette espèce de tronc commun qu'est le jazz-jazz, on ne joue pas complètement comme un violoniste. On joue une partie du violon, pas tout. Ce n'est qu'au prix d'une réflexion sur le langage improvisé que je pense pouvoir jouer le plus possible de violon. Par exemple, après la multiplication de mes expériences, la seule chose qui puisse m'enrichir, me déplacer, c'est d'écouter Irvine Arditi dans les pièces contemporaines en solo. Leur difficulté de doigté, d'intonation, d'archet, de main gauche, me sert, m'ouvre.

« L'improvisation, c'est une autre route ? »

« Oui et non. Des plans que l'on fait en improvisation pourraient ressembler à ces solos contemporains sans être écrits. Ce qu'il faut, c'est varier les modes de jeu. La démarche, c'est toujours la même. J'ai peut-être arrêté trop tôt de travailler académiquement. Ce qui me manque maintenant, c'est un professeur qui prendrait en compte le musicien que je suis, à son stade et avec son projet.

« L'électronique, l'amplification, la technologie ? »

« J'assume. Elles correspondent à la meilleure recherche du son possible. Mais c'est souvent une façon assez indépassable de ne pas parler de la musi-

que, toutes ces revues spécialisées sur les familles de synthés, les boîtes, les cellules... »

« Néanmoins, pour ainsi dire, j'ai réglé le problème en doublant mon violon. J'ai un très bon instrument du début du siècle. En concert, je l'équipais d'une cellule (1). Ça le déséquilibrait. Je la retirais pour travailler. Il devenait plus sensible à toutes les variations. Je n'en sortais pas. Donc, je me suis procuré un violon électro-acoustique - comme dit son fabricant - en vernis incolore pour ne pas trop appuyer sur la fantaisie des couleurs (un violon, ça reste un objet d'art), et ça me permet de préserver l'intégrité sonore de mon « vrai » violon. Celui-ci, je le joue maintenant sans cellule, directement devant le micro, et pour certaines pièces seulement. D'un coup, je règle toutes sortes de comptes avec mes fantômes, avec le classique, avec la « classicité » et l'électricité. Soulage.

« Ce qui est drôle, c'est que les choses se sont inversées : le violon « électrique » est devenu pour moi le violon du jazz, et je réserve l'instrument plus ancien, plus « respectable », aux recherches « contemporaines », atonales, brisées... J'ai envie de la surprise. Pour mon premier disque, beaucoup de gens se sont étonnés. Même des musiciens avec qui j'avais joué semblaient pris à contre-pied. Peut-être, comme disait Harmoncourt, parce que la musique ne doit pas rassurer mais déranger.

« Au cinéma, je ne demande jamais à être rassuré. J'attends des questions, une forme d'émotion douloureuse. C'est peut-être le trait commun de la génération à laquelle je m'identifie, celle de Louis Scialoja, d'Yves Robert, ceux qui arrivent après Eddy Louiss. Portal, Solal, ceux qui jouent ce que j'appellerais pour rire, mais parce que ça remet les choses en place, quelque chose comme du « jazz improvisé »... »

Propos recueillis par FRANCIS MARMANDE

(1) Capteur magnétique au contact des cordes.

★ V^e Festival de Jazz à la Martinique : Dominique Pifarély (violin), invité du West Indies Jazz Band (4 décembre), Yellowjackets (5), Michel Petrucci (6), Quintette Patrick Rémon, Dominique Pifarély (7), Acoustik Zouk (Martinique), Boukman Eksperyans (Haïti), Braich (Trinité) (8), Acher piano par Gonzalo Rubalcaba, CMAC (Centre martiniquais d'action culturelle). Tél. : (19) (396) 61-76-76. Fax : 61-51-76.

★ Discographie : Dominique Pifarély, Insula Dulcamara, 1 CD Nocturne, NTCD 104, distribution Média 7.



Prises d'archet au sommet

Pour nous, le violon se confond avec l'histoire de Stéphane Grappelli. Une histoire de rues, de dénicheurs d'oiseaux sur fond d'images en noir et blanc. Quelque chose comme la bande-son des photos de Robert Doisneau. C'est un peu court. Avec cette distinction dans la modestie qui le fait paraître un prince, Grappelli serait le tout premier à perillier le cliché de quelques rappels.

Dans les orchestres à cordes, les string bands noirs de la fin de l'autre siècle, le violon (violin de lutherie ou bricolage savant à base de boîte à cigares), le violon est bien là, avec guitares, mandolines et banjos - et encore, le banjo, c'est une autre affaire, mais ne compliquons pas, - les photographes sont formelles.

Le blues a eu ses violonistes, grassement expressifs, excessifs avec science : il n'est pas plus facile d'exprimer l'âme populaire du violon que son doigté savant - écoutez les Tsiganes. Le ragtime aussi a eu les siens, et tous les affluents populaires, le western swing, le style des années 30 lancé par Bob Wills, le bluegrass, le country itou. Le violon est moins transportable que l'harmonica, mais nettement plus facile à ranger qu'une batterie.

Il y aurait toute une histoire des États-Unis d'Amérique à faire autour de la géographie de ses violons, de ses usages, des villes et des campagnes, des flux d'immigration et des déplacements. Dans les orchestres de danse, les souffleurs posent à des moments bien précis leur clarinette ou leur saxophone nito pour prendre le violon, tout dépend du climat, de l'âge, de la lumière et des filles qui viennent d'entrer, il y a des règles pour cela, un respect.

Mais pour accéder à l'autonomie et à l'indépendance royale des grands souffleurs, pour égaler les trompettistes et tous ceux qui s'avancent majestueusement pour « choruser » à l'avant-scène de l'orchestre sous le doigt impérieux d'un leader, il faut attendre Joe Venuti, l'inventeur, le fondateur, l'Écluse de l'archet, l'Amérique de Malgrave Di Lecco (1894-1978), le roi d'Atlantic City, dans les années 20, en duo avec Eddie Lang (pas mal trouvé, Eddie Lang, ça pose son homme, pour un type qui s'appelait Salvatore Massaro), Venuti, qui a fait croire jusqu'à sa mort qu'il était né en 1903 à Phila-

delphie - allez savoir pourquoi, - Giuseppe Venuti, qui donna rendez-vous un soir à la même heure dans Central Park à cent sept contrebassistes juste pour voir leur tête.

Joe Venuti est d'une justesse, d'une technique impeccables, moins classique sans doute, moins délicat qu'Eddie South, moins rugueux que Stuff Smith, mais souverain dans son style posé et bientôt rejoint dans la qualité comme dans l'inspiration par Svend Asmussen, le « Fiddlin' Vicking » (Copenhague, 1916), et par Grappelli, le Parigot acquis à Django pour créer de toutes pièces - enfin, on se comprend - une des formes les plus élégantes et les plus déliées du siècle.

Grappelli peut jouer avec la planète des musiciens, on le sait, tous styles et tous âges confondus, et ne s'en prive pas. Il parvient à faire oublier sans le vouloir des personnalités aussi fortes et singulières que Michel Warlop (1911-1947), l'autre idée du violon, et forme en simplement souriant tous ceux qui comptent sur l'instrument - leur groupe finira bien par apparaître comme une école sans règles ni bancs, - Jean-Luc Ponty, Didier Lockwood, Pierre Blanchard, Dominique Pifarély...

L'histoire ne se réduit jamais à un courant, si apparent soit-il. On n'a clairement dans l'oreille les occasionnelles prises d'archet du trompettiste de Duke Ellington, Ray Nance. On n'oublie plus, car on sait qu'elle arriva, la liberté d'usage très cassante que se sont permise Leroy Jenkins ou Ornette Coleman, au point qu'on les prit pour des fous ou pour des imposteurs. Il est toujours difficile de se débarrasser de la liberté.

Il faut savoir enfin qu'un jeune violoniste aujourd'hui, sauf à se condamner au rôle de divertisseur public, est justement cette mémoire-là, bruyante et mélangée, augmentée de Jimi Hendrix, Zbigniew Seifert, Lakshmi Shankar ou Irvine Arditi. Et qu'il la remet en jeu. C'est le cas de Dominique Pifarély.

F. M.

L'heure



EXPOSÉ

CINÉMA

« LE PAS SUSPENDU DE LA CIGOGNE », DE THEO ANGELOPOULOS

L'heure du voyage est revenue

Isolé dans un coin de l'Europe où le cinéma n'existe presque plus, un grand metteur en scène continue de porter un regard lucide, sombre et tonique sur les dérives du continent. Maître du langage cinématographique, Theo Angelopoulos orchestre une danse méditative et somptueuse autour de la frontière, des frontières, pour interroger la mélancolie de cette fin de siècle.

« **E**n n'oublie pas que l'heure du voyage est revenue... » Theo Angelopoulos a dix-huit ans lorsqu'il écrit, au début des années 50, cette phrase dans un poème d'adolescent, ébloui d'avoir pour la première fois quitté Athènes, sa ville natale. Depuis, Angelopoulos a pas mal boudiné.

Après avoir étudié le cinéma à Paris — moins à l'IDHEC où il était inscrit, qu'à l'école de documentaire animée à l'époque par Jean Rouch au Musée de l'Homme, — il est journaliste en Grèce jusqu'à ce que la dictature ferme son journal en 1967. Il avait auparavant fait ses débuts de cinéaste avec un film interrompu en cours de tournage par son producteur (*Formix Story*, 1965). Il réalise ensuite des œuvres de combat en contournant la censure des colonels (*La Reconstitution*, 1970; *Jours de 36*, 1972), qui annoncent déjà la maîtrise et l'originalité de son style.

Un premier chef-d'œuvre, *Le Voyage des comédiens*, immense parabole où se mêlent mythologie et histoire, théâtre et réalité, époques passées et actuelles, lui vaut en 1975 la reconnaissance internationale. Depuis, avec *Les Chasseurs* (1977), *Alexandre le Grand* (1980), *Le Voyage à Cythère* (1984), *L'Apiculteur* (1986) et *Paysage dans le brouillard* (1988), il s'est imposé comme un cinéaste

Paysage dans le brouillard traversent la frontière au-delà de laquelle ne les attend pas le père tant cherché.

« Et n'oublie pas que l'heure du voyage est revenue », l'une des premières phrases du neuvième long-métrage d'Angelopoulos, sonne comme un encouragement, une exhortation entre le réalisateur et le journaliste qui parle en voix off, et dont l'enquête constitue le fil conducteur du *Pas suspendu de la cigogne*. Repartir encore, « pour quoi ? pour où ? », disent les sous-titres. Les protagonistes ont perdu jusqu'à leur place sur terre, jusqu'à leur nom. Il s'en dégage pourtant un sentiment de force, d'irrépressible espoir, dans le mouvement même du metteur en scène à ne pas renoncer, à aller voir, à « partir encore ».

L'heure du voyage ? Cette fois, pourtant, les personnages ne se déplacent guère. « C'est tout de même un voyage », insiste Angelopoulos. *Un voyage intérieur*. Ce sont les plus intéressants. Les films où les personnages parcourent les routes ont été enfermés dans un genre, le road-movie. Ici, il s'agit d'une autre sorte de parcours, celui qui permet au journaliste de dire à la fin : « Je ne comprends pas... » « A ce moment-là, il a fait le trajet, il a changé ».

Parti en reportage dans une bourgade qu'on sur-nomme la « salle d'attente », ce journaliste de télévision a découvert ses habitants d'adoption : toute une population d'exilés, chassés par la misère ou l'oppression. Refusés par l'administration, ils attendent un visa pour d'autres errances, vers un ailleurs mythique. Ce quart-monde cosmopolite, déchiré par les fanatismes religieux, politiques ou nationaux, survit plutôt mal que bien sous la surveillance d'un colonel garde-frontière jovial et désabusé.

C'est lui qui montre au journaliste le « pas suspendu » : il marche jusqu'à la ligne de la frontière tracée sur le sol. Puis il fait encore la moitié d'un pas, alors qu'en face on arme un fusil. Et il reste ainsi, un pied en

vu, sa valise à la main. Il marchait sur l'eau, paraît-il. Entre-temps, et c'est la seconde rencontre sur le fleuve, un étrange mariage se déroule en un cérémonial poignant, muet, de part et d'autre du cours d'eau, entre deux jeunes gens du même village, séparés par la frontière naturelle et politique. Le journaliste, qui a eu une brève aventure avec la fiancée, voit tout, filme tout, souffre. Et finalement comprend, un peu.

Angelopoulos n'explique rien. Il montre, il raconte, il regarde. L'émotion seule porte l'intelligence, dans le mouvement d'un film chorégraphié qui enchevêtre thèmes et motifs. Témoin la scène où, dans la boîte de nuit de l'hôtel (un de ces hôtels décrépis, aux plafonds trop hauts, aux couloirs trop sonores, qu'affectionne Angelopoulos), l'échange de regard entre le journaliste et la jeune fiancée transperce de confusion des clients bambocheurs.

Les longs plans-séquences, la lenteur sophistiquée des mouvements de caméra sont la signature d'Angelopoulos ; ils font merveille pour inscrire un événement dans la durée et dans l'espace, relier l'anecdote à l'anecdote pour faire apparaître l'essentiel, donner à chacun son

bre, « trou noir » qui semble aspirer le film en même temps qu'il polarise le regard du journaliste. Ce que font ces deux-là, sans un effet, sans même paraître jouer, renvoie toutes les « performances d'acteur » au rang de gadgets.

Face à eux, troisième interprète étranger de cette histoire d'exil, l'Australien Gregory Karr prête son beau visage d'ex-adolescent au journaliste. Pari insensé, et pas totalement gagné, d'avoir confié la place centrale à un témoin passif, le rôle principal à un acteur aussi transparent aux côtés de Moreau et de Mastroianni, et de quelques solides acteurs grecs (Ilias Logothetis, Dora Chrysiou, l'un qui compose les demi-teintes intrigantes du colonel, l'autre la pure et effrayante flamme noire de la fiancée). « Gregory Karr n'est pas véritablement un acteur, parce que le journaliste n'est pas vraiment un personnage », explique le cinéaste en justifiant son choix.

Provocation, encore, cette Grèce d'un gris-bleu glacial que filme Angelopoulos, aux antipodes des clichés pour publicités touristiques ? Manière, surtout, de montrer le « pays réel », appendice pauvre du continent européen



Marcello Mastroianni

majeur. Peut-être, avec Wim Wenders, le seul « grand » révélé en Europe dans les années 70. Position d'autant plus remarquable qu'il vit et travaille dans la solitude d'un pays où son art est exsangue.

Aucun cynisme dans ses films, mais il aborde avec lucidité les impasses de l'histoire, le néant d'un monde détruit. Ses œuvres épiques portent le deuil des espoirs révolutionnaires issus de la Résistance : les *Chasseurs*, où la terre et le silence se referment sur le Kapetanios assassiné, *Alexandre le Grand*, où l'idéal libérateur devient le ferment de la dictature, avant le retour à l'ordre.

Dans ses œuvres intimistes et itinérantes, les personnages se dissolvent dans le néant : un vieux lutteur, dans *Le Voyage à Cythère*, part solitaire sur un océan de brume après avoir vu les montagnes de ses anciens combats vendues aux promoteurs ; le héros de *L'Apiculteur* disparaît peu à peu dans les collines avant de mourir d'un rêve ultime d'impossible jouvence ; les enfants de

fair, comme un échassier : « Si je fais un pas de plus, je suis ailleurs. Ou je suis mort. » Angelopoulos, ancien journaliste qui s'inspire de faits divers authentiques pour préparer ses films, a assisté à cette démonstration avant d'en faire le moment-clé et le titre de son film. « L'important n'est pas qu'au-delà de la frontière il y ait la Turquie ou l'Albanie... mais un ailleurs. Toute la question est de savoir si nous sommes encore capables de risquer notre vie pour un ailleurs. »

Parmi les réfugiés anonymes, le journaliste sans nom découvre un politicien célèbre, disparu depuis plusieurs années après un étrange appel au silence depuis la tribune du Parlement. Tout le monde le croit mort, y compris sa femme, que le reporter convaincra pourtant de venir voir sur place. Le face-à-face entre le vieil homme usé et la grande bourgeoise débarquée d'Athènes sera la première rencontre sur le fleuve. Elle le reconnaît, elle dit : « Ce n'est pas lui. » Le lendemain, il a disparu, parti sans laisser d'adresse. Un enfant l'a



Jeanne Moreau

vrai poids de solitude et d'exigence. La caméra danse. Un long travelling passe en revue des wagons transformés en logements de fortune pour les réfugiés, trait bouleversant de simplicité. Plus tard, le plan immense et immensément complexe dans la gare, où se combinent l'histoire globale des immigrés et la quête singulière du journaliste, est à lui seul un ballet sensuel, sensible, sensationnel.

Aussi vastes, aussi structurés sont les espaces suggérés, construits hors écran, reflets virtuels de ce qui est montré (1). Rarement, parmi les réalisateurs contemporains, l'écriture cinématographique a été à ce point préméditée, efficace et élégante (2).

Volontiers provocateur, Angelopoulos justifie les partis pris de son style uniquement par opposition au cinéma commercial, qui repose « sur la rapidité du rythme et l'usage des gros plans ». S'il se refuse d'ordinaire à recourir au gros plan, il a trouvé moyen d'en glisser un, cette fois, au moyen d'une ruse splendide : pour la rencontre entre le vieil exilé et sa femme, il filme comme toujours en cadre large. Mais intègre dans son image le moniteur vidéo du journaliste en train d'enregistrer la scène pour la télé. Et la télé, qui n'a pas, elle, ces pudeurs, s'approche de la femme, qui dit : « Ce n'est pas lui. »

Parce que cette femme, c'est Jeanne Moreau. « Pour elle, pour voir son visage, il me fallait un gros plan », dit le cinéaste comme s'il confessait un péché de gourmandise. On ne la voit pas très longtemps, Jeanne Moreau. Mais elle grave sa présence sur l'écran d'un sceau de reine, fascinante, émouvante, parfaite. Comme est parvenu, sur un mode inverse, Mastroianni — déjà impeccable dans *L'Apiculteur*, — personnage qui cherche à se fondre dans l'anonymat, comédien d'une densité som-

plètement que réserve de folklore méditerranéen ensoleillé. Près de la frontière de l'an 2000, barbelée de techniques et de peurs, le peuple a disparu. Il ne reste que des groupes, nomades et sans conscience (comme l'équipe TV), et des clans, ancrés dans l'archaïsme. Le fantôme de la liberté, aussitôt repêché, s'est enfui, encore plus loin. Le journaliste, l'homme des médias, s'est accouplé un instant à la jeune femme, marquée dans sa chair et son âme par l'antique tragédie. Sans un mot. Par d'étranges épousailles, elle retourne vers le monde fermé de la soumission à la race et au Destin. La « salle d'attente » a pris les dimensions d'un continent.

Avant d'abandonner sa gloire politique et son couple, le personnage de Mastroianni avait écrit un livre intitulé *Mélancolie pour une fin de siècle*, qui s'achevait par cette question : « Par quels mots-clés pourrait-on faire vivre un nouveau rêve collectif ? » De même que Mastroianni pêche, à la main, à la surface d'un lac, Angelopoulos cherche, sous la surface de l'écran. Le rêve, comme le poisson, reste insaisissable. Le film en porte la trace, et l'espoir.

JEAN-MICHEL FRODON

(1) Le cinéaste s'est longuement expliqué sur la construction et l'usage du hors-champ lors d'entretiens publiés dans *Theo Angelopoulos*, de Michel Ciment et Hélène Tierchant (Belfige).

(2) Depuis la présentation du *Pas suspendu de la cigogne* à Cannes (le Monde du 21 mai), Angelopoulos a légèrement modifié le montage et ramené la durée à 2 h 20. Et ne chercherait en vain, sur l'écran, la trace du pandémonium que fut le tournage dans la petite ville de Florina, l'évêque local ayant déclaré le film blasphématoire et excommunié son auteur avant de déclencher une véritable guerre des nerfs contre sa réalisation (le Monde du 21 février).

V.O. DOLBY STEREO - RACINE ODEON - GRAND BALZAC

IN FILM RECRUTÉ ET RÉALISÉ PAR

PETER SELLARS

LE CABINET DU DOCTEUR RAMIREZ

MUSIQUE DE JOHN ADAMS

LA SÉLECTION

CINEMA

Tous les films nouveaux

Le Cabinet du docteur Ramirez

de Peter Sellers, avec Mikhail Baryshnikov, Joan Cusack, Peter Gallagher, Ron Vawter, Kate Valk. Franco-américain-allemand (1 h 45). C'est le premier film de Peter Sellers, metteur en scène « décapé » de théâtre et d'opéra. L'histoire de deux jeunes cadres de Wall Street, de leurs amis, de deux sans-abri, de moines tibétains, le tout sur fond de crise économique et sur une musique de John Adams.

Racine Dédon, 6 (43-26-19-58) ; Les Trois Balzacs, 8 (45-61-10-60).

L'homme qui plantait des arbres

de Frédéric Back, avec la voix de Philippe Noiret. Canadien (30 min). Évoquant la vie d'Elzéar Bouffier, berger qui entreprit, peu avant la première guerre mondiale, de reboiser une région déserte aux confins des Alpes et de la Provence.

Utopia, 5 (43-26-84-85) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81).

Larry le liquidateur

de Norman Jewison, avec Danny DeVito, Gregory Peck, Penelope Ann Miller, Piper Laurie, Dean Cain. Américain (1 h 41). On peut être prédateur et très amoureux, ou comment un chagrin de Wall Street succombe aux charmes de l'avocat qu'une de ses victimes a lancée à ses trousses et à l'humour cynique de Danny DeVito.

VO : Forum Horizon, handicapé, 1 (45-08-57-57) ; U.G.C. Odéon, 2 (42-25-10-30) ; U.G.C. Rotonde, 3 (45-74-94-94) ; U.G.C. Champs-Élysées, handicapé, 4 (45-62-20-40).

VO : U.G.C. Montparnasse, 5 (45-74-94-94) ; Parismont Opéra, handicapé, 6 (47-42-56-31) ; U.G.C. Gobelins, 13 (45-61-94-98) ; Mistral, handicapé, 14 (45-38-52-43) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 16 (45-22-47-94).

Ma vie est un enfer

de Josiane Balasko, avec Daniel Auteuil, Josiane Balasko, Richard Berry, Michael Lonsdale, Catherine Samie. Française (1 h 45).

Le diable et le bon Dieu, l'enfer et le paradis, les élus et les damnés font encore les beaux jours du cinéma et de la nouvelle comédie de Josiane Balasko : Léah, inscrite sur les listes du paradis mais qui, dans un moment de découragement, a invoqué le démon... qui se disputera donc ses faveurs avec l'archange Gabriel.

Forum Horizon, handicapé, THX, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Rex, 3 (42-38-53-83) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-10-30) ; George V, THX, 7 (43-59-16-08) ; George V, THX, 8 (43-59-16-08) ; Saint-Lazare-Panorama, handicapé, 9 (43-57-90-81) ; Pathé Française, 10 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, handicapé, 13 (45-61-94-94) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 15 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 16 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 17 (40-68-00-18) ; U.G.C. Maillet, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-95).

Nuage paradisi

de Nikolai Dostal, avec André Jégou, Gergely Gábor, Irina Rozanova. Soviétique (1 h 20).

Kolia annonce à un ami qu'il va voir ailleurs si la vie est belle. C'était pour rien, mais la nouvelle fait le tour du quartier. Kolia est contraint de partir, il faut toujours se méfier des ragots de voisinage.

VO : 14 Juillet Pernasse, 6 (43-26-56-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-16) ; Les Trois Balzacs, 8 (45-61-10-60) ; Passage du Nord-Ouest, café-ciné, 9 (47-70-61-47) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81).

Le Pas suspendu de la cigogne

de Theo Angelopoulos, avec Marcello Mastroianni, Jeanne Moreau, Gregory Karr. Franco-grec-suisse-italien (2 h 20).

Envoyé près de la frontière grecque, un jeune reporter croit reconnaître, parmi des réfugiés, une personnalité politique grecque disparue quelques années plus tôt. Danse méditative sur le thème du passage. De la mélancolie de Theo Angelopoulos. (Lire l'article de Jean-Michel Frodon page 21).

VO : Ciné Beaubourg, handicapé, 3 (42-71-52-36) ; Europa Panthéon (ex-Réflex Panthéon), handicapé, 5 (43-54-15-04) ; Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-54-15-04) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Stenvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02).

Paysage avec femme

d'Alisa Matveeva, avec Stela Andjelovic, Bozidarica Frajt.

Uros Kovic, Zaim Muzafetija. Yougoslave (1 h 12). Il est garde forestier et peintre à ses heures perdues. Mais les habitants préféreraient qu'il peigne les paysages qu'il parcourt sans cesse, plutôt que prendre leurs propres femmes comme modèles. Ils décident de se venger en lui trouvant une dulcinée pour lui tout seul.

VO : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; L'Entreprise, handicapé, 14 (45-43-41-63).

Stepping out

de Lewis Gilbert, avec Liza Minnelli, Shelley Long, Bill Irwin, Ellen Greene, Julie Walters, Robyn Suev. Américain (1 h 48).

Une nouvelle comédie musicale pour Liza Minnelli qui incarne ici une ancienne danseuse de Broadway qui suit un mari récalcitrant. Mais la ballade s'oublie pas comme ça.

VO : Ciné Beaubourg, handicapé, 3 (42-71-52-36) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; U.G.C. Triomphe, handicapé, 13 (47-07-28-04) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Pernasse, 14 (43-35-30-40).

Sélection Paris

Les Amants du Pont-Neuf

de Leo Carax, avec Juliette Binoche, Denis Lavant, Klaus Michael Grüber. Français (2 h 05).

Sur un pont de Paris, lorsque descend la nuit sur les yeux de Michèle, Alex crache le feu pour la réchauffer, murmure son amour pour la garder, et Leo Carax réussit les improbables cœurs de Victor Hugo et de Chaplin en une emballante chorégraphie.

Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-16-08) ; Feuilleton, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).

Amerika, terra incognita

de Diego Risquez, avec Alberto Morin, Maria Luisa Mosquera, Amparo Risquez, John Phelps, Valentina Maduro. Vénézuélien (1 h 38).

Anticipation drôlesque, paradoxale et vénézuélienne de la célébration de l'année Colomb, avec cette histoire de conquistador qui ramène des îles occidentales un indigène qui conquerra les esprits et les cœurs à la cour d'Espagne. Un film d'un baroque flamboyant.

VO : Lada, 4 (42-76-47-85).

L'Amour nécessaire

de Fabio Carpi, avec Ben Kingsley, Marie-Christine Serreuil, Ann Gisel, Malcolm Corrao. Italien (1 h 30).

Les jeux de la séduction et de la perversion entre deux couples de générations différentes offrent au cinéaste italien l'occasion de variations sur le thème des rapports entre l'amour et le désir.

Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).

Barton Fink

de Joel Ethan Coen, avec John Turturro, John Goodman, Judy Davis, Michael Lonsdale, John Mahoney. Américain (1 h 58).

L'étrange cas du prometteur Barton, dramaturge à succès saisi à Hollywood de l'angoisse de la page blanche, et pris dans les labyrinthes sinueux de personnages à double fond, de complices sans avenir, de voisins trop déboussés, de couleurs d'hôtels trompeusement rectilignes...

VO : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Réflex Logos II, handicapé, 5 (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8 (45-58-36-14) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).

La Belle Noiseuse

de Jacques Rivette, avec Michel Piccoli, Jane Birkin, Emmanuelle Béart, Marianne Denicourt, David Bessis, Gilles Arbons. Française (4 h).

Dans le secret de l'atelier, dans la durée du travail sur le papier et la toile, dans l'affrontement puis la complicité du peintre et son modèle, affleure sur l'écran le mystère : la naissance d'une œuvre d'art. Et c'est fascinant.

Le Saint-Germain-des-Près, salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-87-23).

Bernard et Bianca au pays des kangourous

de Handal Butty, Mike Gabriel. Américain (1 h 35).

La suite des aventures des deux intrépides souris raconte comment elles volent au secours d'un petit garçon prisonnier d'un méchant chasseur qui en veut aux plumes d'un aigle magnifique.

VO : U.G.C. Odéon, 6 (42-25-10-30).

VO : Forum Horizon, handicapé, 1 (45-08-57-57) ; Rex (la Grand Rex), handicapé, 2 (42-38-53-83) ; U.G.C. Montparnasse, 5 (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Mangin-Concorde, 8 (43-59-16-08) ; U.G.C. Normandie, 12 (45-63-16-18) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-38-52-43) ; U.G.C. Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, THX, 20 (48-36-10-95).

Close up

d'Abbas Kiarostami, avec Ali Sabzian, Hassan Farazmand, Abdolreza Ahmadi, Hoshang Shahid. Iranien (1 h 30).

Sur le fil du document et de la fiction, de la vérité et du mensonge, du cinéma et de la vie, le grand cinéaste iranien reconstruit un authentique fait divers qui se transforme en vérité et joueuse réflexion sur les films, les médias, la justice et la morale.

VO : Utopia, 5 (43-26-84-85).

Devoirs du soir

d'Abbas Kiarostami, avec Abbas Kiarostami, des écoliers iraniens. Iranien (1 h 25).

On comment transformer une scrupuleuse enquête sur la manière dont les écoliers font (ou ne font pas) leurs

devoirs en implacable témoignage sur l'oppression idéologique et la manière dont elle est intériorisée par les adultes et les enfants.

VO : Utopia, 5 (43-26-84-85).

Divertimento, la Belle Noiseuse

de Jacques Rivette, avec Michel Piccoli, Jane Birkin, Emmanuelle Béart, Marianne Denicourt, David Bessis, Gilles Arbons. Française (2 h).

Cette version raccourcie du précédent devient un élégant et cruel marivaudage, où face à Piccoli et Béart toujours impeccables Birkin tient cette fois le haut du pavé.

Gaumont Pernasse, 14 (43-35-30-40).

J'embrasse pas

d'André Téchiné, avec Philippe Noiret, Emmanuelle Béart, Manuel Blanc, Hélène Vincent. Franco-italien (1 h 58).

Par les découvertes et les épreuves, jusqu'au plus sombre du renoncement et de l'immolation, le jeune Pierre trace son chemin pavé de « premières fois ». Au plus près de l'émotion, Téchiné tend le fil dangereux et vibrant d'une trajectoire individuelle universalisée par la beauté de la mise en scène.

Ciné Beaubourg, handicapé, 3 (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-10-30) ; U.G.C. Montparnasse, handicapé, 5 (45-74-94-94) ; U.G.C. Balthus, 8 (45-62-20-40) ; U.G.C. Opéra, 9 (45-74-94-94) ; 14 Juillet Bastille, handicapé, 11 (43-57-90-81) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-38-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; U.G.C. Maillet, 17 (40-68-00-18) ; Pathé Wapler II, handicapé, 18 (45-22-46-01).

Mayrig

d'Henri Verneuil, avec Claude Cardinal, Omar Sharif, Isabelle Sadovay, Nathalie Roussel, Sébastien Dumont, Stéphane Serval. Français (2 h 17).

La première partie de la grande odyssée d'une famille arménienne débarquant à Marseille au début des années 20 pour fuir les massacres perpétrés par les Turcs, adaptée par Verneuil de son livre autobiographique.

Forum Horizon, handicapé, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, handicapé, 2 (47-42-56-31) ; Rex, 3 (42-38-53-83) ; U.G.C. Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Hautefeuille, 16 (43-59-16-08) ; Pathé Française, 17 (47-07-28-04) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; U.G.C. Normandie, 13 (45-63-16-18) ; Gaumont Alésia, handicapé, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 16 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-95).

Paris s'éveille

d'Olivier Assayas, avec Judith Godrèche, Jean-Pierre Lélud, Thomas Langmann, Martin Lamotte, Oumie Lacombe. Française (1 h 35).

Il s'agit de la dérive dans le Paris d'aujourd'hui, une fille et deux garçons... dont l'un est le père de l'autre (Lélud enfin papa). De leur quête et de leurs affrontements, Assayas fait un film

simple et dur, tout entier du côté des personnages, qui allie en de sombres notes tension et émotion.

Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Pathé Saint-Germain, 3 (42-22-72-60) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-16-08) ; La Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Feuilleton, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Pernasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-95).

Proof

de Jocelyn Moorhouse, avec Hugo Weaving, Genevieve Pico, Russell Crowe, Heather Mitchell, Jeffrey Walker. Australien (1 h 30).

Il est aveugle, il est photographe, il est furieux contre le monde entier. Entre lui, un copain de rencontre et la jeune femme qui prend trop soin de lui, la réalisatrice tisse un jeu étrange et passionnant d'interrogations et de mystère, sans une tricherie ni un faux pas.

VO : Forum Orient Express, handicapé, 1 (42-33-42-28) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-16-08).

The Adjuster

d'Atom Egoyan, avec Elias Koteas, Arinda Khanjian, Maury Chaykin, Gabrielle Ross, Jennifer Dale, David Hemblen. Canadien (1 h 42).

L'étrange histoire d'un homme qui gagne sa vie à consoler les victimes d'accidents pour le compte d'une compagnie d'assurances, et qui se trouve pris au centre d'un macabre jeu de personnages inquiétants ou loufoques, de situations aux frontières de l'horreur.

VO : U.G.C. Odéon, 6 (42-25-10-30) ; La Bastille, handicapé, 11 (43-57-90-81) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).

Van Gogh

de Maurice Pialat, avec Jacques Dubouché, Alexandra Lordon, Gérard Sely, Bernard Lecoq, Corinne Bourdon. Français (2 h 38).

Van Gogh ne se prenait pas pour le génie qu'il était et qu'on reconnaîtra plus tard. Il était un type passionné et malheureux et exigeant et casse-pieds. Au plus près du bonhomme et de son entourage, Pialat filme avec un naturel magique cette passion et ce malheur, cette exigence et ces débordements. Et de ces images simples comme un champ où volent des corbeaux naît la beauté. Ça fait un chef-d'œuvre.

Gaumont Les Halles, handicapé, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-10-30) ; Pathé Hautefeuille, handicapé, 8 (46-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, handicapé, 9 (43-59-16-08) ; Saint-Lazare-Panorama, 10 (47-42-56-31) ; 14 Juillet Bastille, handicapé, 11 (43-57-90-81) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-38-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, handicapé, 16 (45-22-46-01) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-46-01).

à propos de "Jusqu'au bout du monde"...

LE CINEMA MAX LINDER REÇOIT : 4 RENCONTRES EXCEPTIONNELLES AVEC WIM WENDERS

LES MERCREDI 4, JEUDI 5, VENDREDI 6 ET SAMEDI 7 DECEMBRE A 22H30
Entrée libre, sous réserve des places disponibles.



ANIMÉTI, PASCAULT & ASS. - PHOTO LAURENT MONEAU

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale : Orchestre - P.M.R. : prix moyen des repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures.

DINERS

L'ALSACE AUX HALLES

16, rue Coquillière, 1^{er} 42-36-74-24

RELAIS BELLMAN 47-23-54-42

37, rue François-1^{er}, 8^e F. dim. dim.

TY COZ F. dim. Lundi soir

35, rue Saint-Georges, 9^e 43-78-42-95/34-61

AU PETIT RICHE 47-70-48-48/70-56-50

25, rue Le Peletier, 9^e F. dim. serv. jusq. 0 h 15

RESTAURANT THOUMIEUX 47-05-49-75

79, rue Saint-Dominique, 7^e

RIVE DROITE

DE NUIT COMME DE JOUR : Choucroutes, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1^{er} étage.

Jusqu'à 22 h 30. Cadre entièrement rénové. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLES DU ROYAN. Soles aux courgettes. FILET A L'ESTRAGON. Gâteau de jour.

ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS. CRUSTACÉS. PLATEAU DE FRUITS DE MER. CARTE 300 F. LE SOIR « Menu de la mer » 150 F TTC.

Pour faire l'année 1991 avec nous, le restaurant vous conseille de réserver votre table pour le 31. A la carte aux prix habituels. Une soirée à 180 F. Les tables à 180 F. Les tables à 180 F. Les tables à 180 F.

RESTAURANT THOUMIEUX 47-05-49-75

79, rue Saint-Dominique, 7^e

RIVE GAUCHE

NOS AMIS LES GARDIENS 46-33-46-07 à 66-12

39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4^e Châteaufort

LE MAHARAJAH 43-54-26-07

14, rue Dauphine, 6^e F. dim.

YUGARAJ 43-26-44-91

14, rue Dauphine, 6^e F. dim.

RESTAURANT THOUMIEUX 47-05-49-75

79, rue Saint-Dominique, 7^e

Unique au monde. Cadre fin 17^e. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dîner midi et soir.

L'INDO SUCCULENTE au 72, bd St-Germain, 5^e M^o Maubert, T.I.J. NON-STOP de 12 h à 23 h 30, ven., sam., ouvert jusq. 1 h. CADRE LUXUEUX. Env. 160 F.

SPECIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique » Christian Milieu (Caut-Milieu).

Spécialité de confit de canard et de cressonnet au confit de canard. Service jusqu'à 23 h 30. TOUTS LES JOURS. Dim. serv. continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

RESTAURANT THOUMIEUX 47-05-49-75

79, rue Saint-Dominique, 7^e

RESTAURANT THOUMIEUX 47-05-49-75

79, rue Saint-Dominique, 7^e

RESTAURANT THOUMIEUX 47-05-49-75

79, rue Saint-Dominique, 7^e

RESTAURANT THOUMIEUX 47-05-49-75

79, rue Saint-Dominique, 7^e

RESTAURANT THOUMIEUX 47-05-49-75

79, rue Saint-Dominique, 7^e

RESTAURANT THOUMIEUX 47-05-49-75

79, rue Saint-Dominique, 7^e

RESTAURANT THOUMIEUX 47-05-49-75

79, rue Saint-Dominique, 7^e

RESTAURANT THOUMIEUX 47-05-49-75

79, rue Saint-Dominique, 7^e

RESTAURANT THOUMIEUX 47-05-49-75

79, rue Saint-Dominique, 7^e

RESTAURANT THOUMIEUX 47-05-49-75

79, rue Saint-Dominique,



Marlene Dietrich.

Festivals

L'automne de Dietrich

Après l'intégrale Rivette et la rétrospective Satyajit Ray, le Festival d'Automne rend hommage à Marlene Dietrich. L'Action École présente *Agent X-27*, *Shanghai Express*, *Blonde Venus*, *la Femme et le Fantôme*, *la Belle Engrueuse*, *l'Entraîneuse fatale*, *la Soignée de Berlin*, *l'Ange des maudits*, *Témoin à charge* et *la Soif du mal*. La Cinémathèque française programme *Cœurs brûlés*, *le Cantique des cantiques*, *le Jardin d'Allah*, *Kismet*, *Désir ou l'Ange bleu*, quand le Goethe Institut projette notamment le documentaire de Maximilian Schell sur « l'impératrice ».

Jusqu'au 17 décembre, Action École, tél. : 43-25-72-07. Palais de Tokyo, tél. : 45-53-21-86.

Le Max-Linder fait court

Depuis cinq ans, C. M. Scope a pour objectif de découvrir les nouvelles générations de réalisateurs, de comédiens ou de producteurs au travers de leurs premiers travaux qui sont le plus souvent des courts-métrages... sur des très grands écrans comme le Kinopanorama ou, cette année, le Max-Linder. Cette nuit de court, une tradition désormais, s'articule autour de trois programmes : les films récents ou inédits, les « coups de cœur » et une rétrospective des premiers œuvres de cinéastes confirmés.

Le 6 décembre, de minuit à l'aube. Tél. : 48-24-88-88 ou 48-81-58-00.

SAINT-ANDRÉ DES ARTS (6*)
LES 3 BALZAC (8*)
14 JUILLET PARNASSE (6*)
14 JUILLET BASTILLE (11*)
LE PASSAGE DU NORD OUEST (9*)
LES LUMIÈRES NANTERRE

GRAND PRIX
Cinéma Européen - La Baule 91
LEOPARD D'ARGENT
Festival de Locarno 91

NUAGE PARADIS

un film de
Nikolai DOSTAL
avec
André JIGALOV

Collection Les Grands Films Classiques
et Les Films Saint-André des Arts

Divines comédies à Neuilly

Chaque année à Neuilly, un très sérieux comité composé de professionnels du cinéma se réunit et sélectionne vingt-quatre comédies à la française dignes de rentrer au « Panthéon des merveilles », musée à la gloire de ce genre franchois. Grands classiques ou œuvres tombées dans les oubliettes du rire, quatre-vingts films sont présentés : les inimitables *Tontons flingueurs*, *la Traversée de Paris*, *la Vie de château*, les *Aventures de Rabbi Jacob*, ou le *Soupirant de Pierre Etaix*.

Du 11 au 18 décembre. Tél. : 42-88-38-40.

Féminin pluriel à Bordeaux

Pour sa troisième édition, ce festival pluridisciplinaire, qui se veut « un voyage à travers l'actualité et les arts qui font notre culture contemporaine », rend hommage à Louise Brooks, consacre une nuit au documentaire et une soirée au film d'animation et à la vidéo.

Jusqu'au 6 décembre. Tél. : 56-28-77-77.

Pessac s'anime

Venus des États-Unis, de Grande-Bretagne, du Canada, de Tchécoslovaquie, d'Union soviétique, de Chine, du Japon ou de France, quatre-vingts films d'animation, courts ou longs-métrages, composent les secondes « Vues magiques » de Pessac. Ce festival permettra aussi de faire le point sur les images de synthèse au cours d'une rencontre-débat, le jeudi 5 à 14 h 30 (Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine) ou au travers d'expositions présentées à Pessac ou à Bordeaux.

Jusqu'au 10 décembre. Tél. : 56-45-68-14.

Reprises

Love Streams

de John Cassavetes, avec Gene Rowlands, John Cassavetes, Diane Abbot, Seymour Cassel. Américain, 1983 (2 h 20).

Testament du réalisateur, concentré de ses obsessions, de ses manies, *Love Streams* est d'une intensité presque insupportable. Sans doute aussi parce que le film est plus émouvant, dérangeant que le sens de tolérance instillé par Hollywood ne le permet aujourd'hui.

VO : Action Christian, handicapés, 8* (43-28-11-30).

Mauvais sang

de Luc Carra, avec Denis Lavant, Juliette Binoche, Michel Piccoli, Julie Delpy. Français, 1988 (2 h 08).

Le deuxième film, exigeant et poétique, du réalisateur des *Amants du Pont-Neuf*, où Julie Delpy lutait contre une maladie terrible, celle qui tue les gens qui font l'amour sans amour.

Forum Orient Express, 1* (42-33-42-28) ; Les Trois Lumières, 8* (48-33-97-77) ; Elysées Lincoln, 8* (43-59-38-14) ; Sept Paroissiens, 14* (43-20-32-20).

La sélection « Classica » a été établie par Jean-Michel Frodon et Bénédicte Mathis.

Box-office Paris

Le flux des nouveautés continue d'enfler, alors que le nombre d'entrées augmente à peine et prend du retard sur le score de la semaine correspondante de l'an dernier. Grand vainqueur, le nouvel épisode des aventures de *Bernard et Bianca*, qui voit les petites souris animées grignoter près de 80 000 tickets. Et plus grande encore, la déception de *Maryig*, qui, sur quarante-cinq écrans (sept de plus que *Bernard et Bianca*), a attiré à peine 60 000 spectateurs. La relative réussite de *Paris s'éveille*, qui arrive en troisième position parmi les douze nouveautés avec plus de 20 000 entrées dans douze salles, répète les cinéphiles, mais ne consolide pas les gens de chiffres.

Le « différentiel » entre films américains et films français continue

d'être de se creuser, et ce n'est pas le sort des films précédemment sortis qui arrangera les choses. Toujours vaillant avec près de 35 000 entrées, *J'embrasse pas* perd néanmoins un peu trop de terrain après son excellente première semaine. *Vari Gogh*, à moins de 25 000, accuse également un recul sensible. Mais en passant la barre des 250 000 en cinquième semaine, le film de Pielat est d'ores et déjà un beau succès... loin derrière *Hot Shots* à 350 000 sur la même durée, *Croc Blanc* à 520 000 et *Terminator* à 1,1 million, tous deux en sept semaines. Bien sûr, la *Belle Noiseuse* (version longue) a, lui, atteint les 70 000 entrées... en treize semaines. C'est une belle réussite, mais...

THEATRE

Spectacles nouveaux

L'Echange

de Paul Claudel, mise en scène de Jean Negroni, avec Milla Simon, Michael Lonsdale, Virginie Lacroix et David Négrot.

Affrontement de deux couples. La force et la perversité, le lyrisme et le cynisme de Claudel.

Théâtre Renaud-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 8*. À partir du 5 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-80-70. Durée : 1 h 45. De 50 F à 150 F.

Rhinocéros

d'Eugène Ionesco, mise en scène de Jean-Pierre Fontana, avec Anne-Marie Maillet, Yvette Petit, Pascal Germain ou Frédéric Guy, Jean-Pierre Fontana, Isabelle Pradon, Robert Cavin, Marie Menart, David Clair ou Laurent Richard, Jean-Pierre Lebrun, Michel Parier et Claude Aubert.

Ionesco a écrit cette fable pour dénoncer la peste nazie. Elle a servi ensuite comme métaphore de l'État socialiste et policier. Elle dénonce tous les systèmes qui détruisent la dignité.

Théâtre de Mânilmontant, 15, rue du Refuge, 20*. À partir du 10 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée lundi à 14 h 30, dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-45-75-80. De 70 F à 150 F.

Le roi s'amuse

de Victor Hugo, mise en scène de Jean-Luc Bourd, avec Alain Faron, Dominique Rozan, Roland Bertin, Guy Miché, Muriel Mayette, Véronique Vella, Catherine Sauval, Louis Arbessier, Jean-Philippe Puymanet, Thierry Henclass, Michel Fevory, Sylvia Bergé, Jean-Pierre Miché, Eric Frey et Isabelle Gardien.

Comment un bouffon jaloux du roi se prend lui-même au piège. Un mélo furieux de Victor Hugo, comme les aime Jean-Luc Bourd, qui avait déjà mis en scène *Marie Tudor*.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1*. À partir du 8 décembre. Le vendredi à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-16. De 45 F à 150 F.

Un cœur sous une soutane

d'après Arthur Rimbaud, mise en scène de Laurent Pelly, avec Rami Ghitier et Yveline Hamon.

L'un des épiques de l'année Rimbaud.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 18*. À partir du 4 décembre. Du mardi au samedi à 18 h 30. Tél. : 47-27-51-15. Durée : 1 heure. De 50 F à 140 F.

Un petit goût d'ants

de Sandrine Solov, mise en scène de l'auteur, avec Patricia Jeannou, Mire Chelosse, Anne Levy, Sangoma Everert, Thérèse Roussel et François Théberge.

La vie d'une femme au rythme du jazz.

Rosier-Théâtre, 12, rue du Renard, 4*. À partir du 10 décembre. Du mardi au dimanche à 22 h 30, le dimanche à 20 heures. Tél. : 42-71-30-20. De 70 F à 120 F.

Une mouche en novembre

d'Anne-Marie Kraemer, mise en scène d'Alain Reis, avec Pierre Baillet, Claudine Mavros et Malcolm Boothwell.

Quand les enfants prennent leur envol, les parents s'inventent des peurs pour se cacher leur peur de la solitude.

Essai de Paris, 6, rue Pierre-au-Lord, 4*. À partir du 10 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-78-46-42. 80 F et 120 F.

Zizanie

de Julien Vartet, mise en scène de Raymond Acquaviva, avec François Lalande, Paul Le Person, Claude Gensac, Henri Poirier, Jean-Pierre Malignon, Nathalie Freslin, Jean-Jacques Dulin, Virginie Ladieu, César Saint-Ouan, Marina Fois et Pierre Miret.

Actions, amour, argent, pétrole, affrontements, souvenirs et témoignages insolites : tout ce qu'il faut pour une comédie de caractères.

Potinière, 7, rue Louis-le-Grand, 2*. À partir du 10 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée samedi à 16 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 42-61-44-16. De 120 F à 220 F.

DANNY DEVITO est

Larry le Liquidateur

Il est arrogant,
gourmand,
égoïste et
sans scrupules...

Vous allez l'adorer !



PRODUCTION VICTORY ASSOCIATES INC. / LE LIQUIDATEUR / DANNY DEVITO / WOLFGANG PETERSEN / ANNE HECHT / JERRY BRUCKHEIMER / DAVID SEYMOUR / MICHAEL BACH / JEFFREY L. KATZ / JEFFREY L. KATZ / JEFFREY L. KATZ

AUJOURD'HUI

VO : UGC CHAMPS-ÉLYSÉES - UGC ODEON - UGC ROTONDE MONTPARNASSE - FORUM HORIZON
VE : PARAMOUNT OPERA - UGC MONTPARNASSE - UGC GOBELINS - GAUMONT CONVENTION
MISTRAL - PATHE WELPER

LA SÉLECTION

Paris

Les Atrides

d'Eschyle, mise en scène d'Ariane Mnouchkine, avec Simon Abkarian, Georges Sigot, Juliana Carneiro da Cunha, Nirupama Nityanandan, Catherine Schaub, Marc Barnaud, Duccio Ballugi, Myriam Boulay, Stéphane Brodt, Sergio Canto, Laurent Clouet, Odile Delancey, Nadja Dymov, Evalyne Fagnon, Isabelle Gazon-Godard, V. Grail, M. Jacques et S. Jodorowsky. Les Atrides, avec le lyrisme et l'exotisme du Théâtre du Soleil.

Cartoucherie, Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, 12. Du mercredi au vendredi à 19 h 30. Tél. : 43-74-24-08. 110 F et 135 F.

Les Caprices de Marianne

d'Alfred de Musset, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Claude Bouchary, Clotilde de Beyer, François Clavier, Éric Emmanouil, Nicolas Pignon, Patrick Pinau et Philippe Uchou. Le cynisme n'est pas plus vivable que l'idéalisme romantique. Il n'y a pas d'amour heureux avant qu'il n'ait été celui du siècle.

Théâtre des Amateurs, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-14-70-00. De 12 F à 120 F.

Cent millions qui tombent

de Georges Feydeau, mise en scène de René Lory, avec Carlos Chahine, Aristide Demonic, Sylvie Faivre, Didier Karczewski, Jean-François Lapalus, Jean-Philippe La Croix, Anne Mérenco, Ghislain Montiel, Chantal Muret, Michel Raskine, Alain Rimoux, Isabelle Védie et Marie-Aude Weiss. La dingerie de Feydeau, alimentée par le goût de René Lory pour le comique facile.

Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000 Garches. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-28-30. 60 F et 110 F.

Cirque Beckett

acte sans parole I d'après Samuel Beckett, mise en scène de Dan Denny, avec l'écuyer Arlette Spétebro, le dresseur Gaetan Bailey, les clowns Cottet et Lucas. Désolation et dérision. Un climat au bord du fantastique entre Kafka et Beckett. A découvrir.

Chapiteau (square Séverine), square Séverine-porte de Bagnolet, 20. Du mercredi au samedi à 20 h 45. Tél. : 43-51-80-69. 50 F et 100 F.

Cœur ardent

d'Alexandre Ostrovski, mise en scène de Benno Besson, avec Amick Alamo, Pascal Bongard, Gaëtan Brodic, Jean-Charles Fontana, Pierre Gondard, Jean-Jacques Levasseur, Jean-Marie Patinot, Gilles Privat, Emmanuelle Ramu, Jean-Marc Stehli, Emilian Tessler et Alain Tréout. Une conte russe plutôt méchant, revu par le rire sombre de Benno Besson.

Maison des arts, place Salvador-Allende, 94000 Créteil. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-80-18-88. 90 F et 110 F.

Combat de nègre

et de chiens de Bernard-Marie Koltès, mise en scène de Guy Delannoy, avec Robert Orléan, Orlan Costello, Véro Duhuron et Pierre Puy. Des « petits blancs » et puis des Noirs, au milieu de nulle part, en Afrique. Le

merveilleux langage de Bernard-Marie Koltès.

Cartoucherie, Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-28-38-36. De 50 F à 110 F.

Des siècles de paix

d'Olivier Perrier, mise en scène de l'auteur, avec Abdellah Badis, Georges Blond, Dominique Hérouard, Frédéric Kunza, Simone Legourié, Florence Limoges, Olivier Perrier, Simone Sadin et Olivier Mathieu. La saga de la vie paysanne, commencée il y a près de dix ans et qui se poursuit inlassablement, avec le talent d'Olivier Perrier.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-34-67-87. De 70 F à 120 F.

L'Empire et l'ions

de Michel Deutsch, mise en scène de Michèle Foucher, avec Hélène Lapiovier, Christiane Miller, François Berland, Jean-Jacques Moreau et Christian Taponard. Au théâtre, on répète une pièce qui se passe dans un vieux cinéma, l'Empire, où un prestidigitateur répète son numéro, où deux hommes qui ont fait la guerre d'Indochine retrouvent leurs souvenirs, leurs amertumes.

Théâtre des Amateurs, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 48-14-70-00. De 12 F à 120 F.

Génération chaos I

de Marc O, mise en scène de l'auteur, avec Frederica Bartelli, Yovan Gille et Jérémy Prophet. Deux garçons et une fille disent, chaotiquement et dansent la jeunesse, la vraie, et sa mythologie.

L'Européen, 5, rue Blot, 17. Du vendredi au dimanche à 21 heures. Tél. : 43-87-29-89. De 40 F à 120 F.

Les Guerres microchloines

d'après Rabelais, mise en scène de Pierre Pradinas, avec Dominique Balzer, Patrice Camboni, Pascal Elao, André Gaudzile, Thierry Gimeux, Piti Goudert, Marianne Groves, Denis Lavent, Alain Longlet, François Monnié, Huy Phong Doan, Neri Sene, Michel Vuilleumoz et Canon Bail. Mémoires rabelaisiennes, en forme de BD truculente, et Denis Lavent quitte la poésie noire de Carac pour le rire franc de Pradinas.

Maison des arts, place Salvador-Allende, 94000 Créteil. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-80-18-88. 90 F et 110 F.

Les Macloima Trio

Clowns sans complexes, ils ont peur de rien et se rient de tout. Tristan-Bernard, 64, rue du Rocher, 8. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 heures, dimanche à 15 h 30. Tél. : 45-22-08-40. De 75 F à 160 F.

Marilyn Montreuil

de Jérôme Savary, mise en scène de l'auteur, avec Diane Tell, Idries Badarou, François Boryssa, Bruno Bompard, Michel Gussard, Nanou Guez, Hélévy, Christian Hillon, Allen Holst, Francis Jaccard, Marc Irec, Maurice Lamy, Jean-Pierre Loutau et Ralph Zaiser. A quoi rêve la petite chanteuse de Montreuil ? De Marilyn, alors elle se décolore



« Foray Forest », chorégraphie de Trisha Brown au Théâtre de la Ville.

et s'en va revivre les aventures de son idole dans *Certaines l'aiment chaud*.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 2 heures. De 50 F à 140 F.

Le Météore

de Friedrich Dürrenmatt, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Duthoit, Georges Wilson, Paola Luzzi, Jean-Pierre Dravel, Serge Feuillard, Jacques Jacquemin et Pierre Val. Quand deux comédiens parfaitement maîtres de leur métier et parfaitement complices se trouvent sur scène, c'est un bonheur.

Géovre, 55, rue de Cligny, 9. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-42-52. Durée : 2 heures. De 50 F à 250 F.

Les Misérables

d'Alain Boublil et Claude Michel Schönberg, d'après Victor Hugo, mise en scène de John Caird, avec Robert Marien, Patrick Rocca, Louise Piro, Stéphanie Martin, Jérôme Prudin, Marie Zémora, Julien Combe, Laurent Gendron et Marie-France Roussel. Roman et personnages légendaires, adaptation mondiale jouée, le spectacle triomphe à Paris. Ce n'est que justice.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 48-78-04-04. De 100 F à 350 F.

Le Moine apostat

d'après Anthony Shafston, mise en scène de Daniel Romand, avec Jean-Maria Lahac et Daniel Romand. Un texte qui fut sulfureux et qui reste poétique.

La Vieille Grille, 1, rue du Puits-de-

Comédie d'intrigue, poétique et philosophique, enveloppée du charme léger de la jeunesse.

Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000 Garches. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-28-30. 80 F et 110 F.

Transsibérien

d'après Elia Kazan, mise en scène de Dominique Lardinois, avec Sophie Karvovitz, Dominique Lardinois et Bernard Rocco. Voyage dans le fabuleux et le réel. L'un des plus beaux poèmes de Cendrars, l'aventurier du rêve.

Club international universitaire, 21, bd Jourdan, 14. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-89-38-69. 70 F et 100 F.

Une envie de tuer sur le bout de la langue

de Xavier Durringer, mise en scène de l'auteur, avec Jean-Claude Bonifant, Daniel Briquet, Claude Decultis, Gil Legay, Gérard Laroche et Marie-Paule Sirvent. La fièvre du vendredi soir en disco de banlieue. Quand on s'est fait jeter, comment faire pour retrouver la femme qu'on voudrait aimer et qui est restée à l'extérieur. Voilà la question.

Théâtre 13, 24, rue David, 13. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-88-62-22. 70 F et 100 F.

Vallière Dromesko

Le complexe d'Œdipe traduit par Igor avec toute la poésie nostalgique des premiers spectacles de Zingaro, dont il a été cofondateur.

Parc de la Villette sous chapiteau trans-lucide, 211, av. Jean-Jaures, 19. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 40-43-38-03. 120 F et 140 F.

Y a pas que les chiens qui s'aiment

de Marie Trintignant et François Cluzet, avec Marie Trintignant et François Cluzet. Ils se sont trouvés sur un toit, se sont parés, se sont aimés, se sont enfilés dans les nuages, et ça passe comme un rêve.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 1 h 15. De 50 F à 140 F.

Régions

Brest

Britannicus de Jean Racine, mise en scène d'Alain Fracon, avec Hélène Alexandridis, Anne Benoit, Yann Collette, Clotilde Cornille, Laurent Gréville, Rade Štrancar et Wladimir Yordanoff. Politique et passionnée, l'une des pièces les plus fortes de Racine, avec une distribution exceptionnelle. Le spectacle se joue également à Villeneuve-d'Ascq, à la Rose des Vents, du 10 au 14.

Le Quartz, Centre national dramatique et chorégraphique, 2-4, av. Clemenceau, 29000 Brest. Du mercredi au vendredi à 20 h 30. Tél. : 98-44-10-10. De 50 F à 110 F. Dernière représentation le 8 décembre.

Dijon

La Cantatrice chauve d'Eugène Ionesco, mise en scène de l'auteur.

mise en scène de Jean-Luc Lagarce, avec Emmanuelle Brunschwig, Olivier Achard, Miralisse Herbitzkyer, Jean-Claude Baillet-Latour, François Berret et Elisabeth Mattei.

Une manière nouvelle de considérer le théâtre de l'absurde. Une manière d'en renouveler la force subversive.

Théâtre du parvis Saint-Jean, rue Monge, 21000 Dijon. Les mercredi et jeudi à 19 h 30, les vendredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 80-30-12-12. Durée : 1 h 20, 90 F et 100 F. Dernière représentation le 7 décembre.

DANSE

Trisha Brown Dance Company

Foray Forest Set and Reset Pour M. G. : The Movie

L'éblouissante maturité d'une chorégraphie au parcours exemplaire, de la table rase et des recherches tous azimuts des débuts à l'élaboration d'une pensée, d'un style et d'une architecture du mouvement aujourd'hui uniques. « Ma danse est imprévisible, imprévisible, continue », dit-elle. Il faut ajouter, car elle est trop modeste pour le faire elle-même : effervescence, jubilation et enthousiasme. Foray Forest a été créé à la dernière Biennale de Lyon. Set and Reset, un de ses grands classiques, a déjà été présenté deux fois au Théâtre de la Ville : la troisième pièce, commande du Festival d'automne, donnée en création mondiale à l'Hippodrome de Douai les 8 et 9 novembre dernier sous le titre Lever Best, a été rebaptisée M. G. : The Movie en hommage à Michel Goy.

Ballet national de Nancy

Giselle Grand maître en reconstruction des ballets romantiques et nouveau directeur artistique de la troupe nancéenne, Pierre Lacotte signe cette version de l'insubmersible Giselle et nous promet, dans le rôle-titre, une petite merveille : Amaya Iglesias, 16 ans, médaille d'or du Concours international de danse d'Emmavision à Helsinki, en juillet. Dans les bras de Laurent Hilaire, le prince des princes charmants, prêt par l'Opéra de Paris. Tous deux dansent les 4, 5, 6 et 7 décembre, en alternance avec Anne Falmou et Miroslav Gordon les autres soirs.

Opéra de Nancy et de Lorraine, du 3 au 8 décembre, 20 h 30. Tél. : 83-38-78-07. De 85 F à 160 F.

La sélection « Théâtre » a été établie par Colette Godard. « Danse » : Sylvie de Nussac.

MUSIQUES DU MONDE

18 H 75 F

JEUDI 5 DECEMBRE 18H ZAP MAMA

« 5 black and white » Zappent les musiques : chants d'Afrique, jazz, gospel, reggae, afro-cubain... a capella

VENDREDI 6 DECEMBRE 18H

DIMI MINT ABBA

MAURITANIE une des grandes chanteuses d'Afrique

LOC. 42 74 22 77 2 PL. DU CHATELET PARIS 4

Volige

DU 27 NOV. AU 27 DEC.

THÉÂTRE DES JEUNES SPECTATEURS

117, rue de Montreuil

Tél. 48 59 93 93

TJS

CREATION

CERGY-PONTOISE (ERAGNY/POISE)

Théâtre de l'Opéra

30.37.84.57.

MARIVAUX

L'ÉPREUVE

Mise en scène : HUBERT JAPPELLE

du 6 au 17 Déc.

théâtre 13 45 88 62 22

METRO GLACIÈRE

une envie de tuer... sur le bout de la langue...

de Xavier Durringer

Mise en scène de l'auteur

DU 26 NOVEMBRE AU 29 DECEMBRE

11èmes Rendez-Vous Chorégraphiques

MONNIER/CLAVIS - Face Nord 10 déc - 20h30

O. DUBOIS - La Maison d'Espagne - 17 déc - 20h30

LES GEMEAUX/SCEAUX

Scène Nationale

(1) 46 61 36 67

OPERA DE PARIS

BASTILLE

1, 4, 8, 11, 14, 17, 20, 22, 24, 26 FEVRIER 1992

LADY MACBETH DE MTSENSK

CHOSTAKOVITCH

LOCATION OUVERTE PAR CORRESPONDANCE 120, RUE DE LYON 75012 PARIS

LE TEMPS ET LA CHAMBRE

BOTHO STRAUSS ■ PATRICE CHÉREAU

dernières!

REPRÉSENTATION EXCEPTIONNELLE

■ DIMANCHE 15 DECEMBRE A 14H30 ■

43 25 70 32

Opéra de Paris

DE LA SEMAINE

MUSIQUE

Paris

Jeudi 5 décembre

Beethoven
Schmittke
Sonates pour violoncelle et piano
Yvan Monighetti (violoncelle),
Vladimir Shtrom (piano).
Deux artistes soviétiques admirables. Le violoncelle Monighetti est précédé d'une réputation flatteuse de grand virtuose. Le pianiste est un poète.
Amphithéâtre de la Sorbonne, 20 h 30. Location FNAC.

Mozart
La Flûte enchantée
Hans Sotin (basse),
Hans Peter Blochwitz,
Volker Vogel (ténors),
Philippe Darnay (baryton),
Cynthia Sieden,
Anne Constantin (soprano),
Orchestre national et chœurs de l'Opéra de Paris.
Friedmann Laver (direction).
Robert Wilson (mise en scène).
Reprise d'un spectacle déconcertant qui ne laisse pas indifférent à défaut de toujours convaincre. L'excellent Friedmann Laver est aux commandes de l'Orchestre de l'Opéra, la distribution semble excellente.
Opéra de la Bastille, 19 h 30 (à la 7 et 9). Tél. : 44-73-13-00. De 50 F à 580 F.

Schumann
Concerto pour piano et orchestre
Mahler
Symphonie n° 5
Michel Delabert (piano),
Orchestre national de France,
Emil Tchakaroff (direction).
La notoriété grandissante de Michel Delabert le conduit de plus en plus souvent à jouer avec orchestre à Paris. Après l'Orchestre philharmonique de Radio-France, l'Ensemble orchestral de Paris, le National le réinvente. Ce n'est que justice, car il a son talent.
Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-83-88-73. De 80 F à 160 F.

Vendredi 6
Beethoven
Sonates pour piano n° 21 et 27
Prokofiev
Concerto, extraite
Moussorgski
Toujours d'une exposition
Sally Douglas (piano).
Retour, salle Gaveau, d'un de ces jeunes pianistes qui comptent dans une génération qui n'en manque pas. Chacun de ses récitals parisiens lui a gagné de nouveaux adeptes et attiré de nombreux confères jeunes et moins jeunes.
Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07.

Dimanche 8
Beethoven
Sonate pour piano n° 21 et 27
Schubert
Sonate pour piano op. 120
Rachmaninov
Variations sur un thème de Corelli
Frank Braley (piano).
Vainqueur du dernier concours Reine-Élisabeth de piano, Frank Braley donne un récital dans la série des jeunes interprètes à découvrir. Braley est effectivement une découverte à faire, et dans un programme suffisamment varié pour que l'on puisse effectivement non pas le juger sur pièces, mais apprécier un talent que l'on dit grand.
Salle Gaveau, 11 heures. Tél. : 49-53-05-07. De 75 F à 90 F.

Prokofiev
L'Amour des trois oranges
Concerto pour piano et orchestre n° 1
Symphonie n° 5
Viktor Tretyakov (violin).

Orchestre national Bordeaux-Aquitaine,
Alain Lombard (direction).
Un programme qui dévoile, par un chef qui est déjà un vieux habitué de ce répertoire, un soliste éminent et un orchestre qui a le vent en poupe. Les « grandes » institutions parisiennes devraient se mettre à l'écoute de ce petit provincial qui vient jouer dans la cour des grands : une révolution est en marche à Bordeaux.
Théâtre national de Chaillot, 15 heures. Tél. : 47-27-61-15. 120 F.

Lundi 9
Lauré
Pastorale de la Voie
Pièces pour piano
Prokofiev
Ouverture sur des thèmes juifs
Marie-Catherine Girod (piano).
Ensemble Musique classique.
Évoluant entre Debussy, Scriabine, Stravinsky, voire Schoenberg et Prokofiev, un retour à la musique orthodoxe selon les époques où elle n'a été composée, la musique du soviétique Arthur Lauré (1892-1966) n'est toujours pas beaucoup jouée, ni enregistrée, malgré les efforts de Gidon Kremer et de Marie-Catherine Girod pour la faire connaître.
Théâtre Grévin, 20 h 30. Tél. : 43-58-75-10.

Prokofiev
Sonates pour piano n° 3, 8 et 7
John Lill (piano).
Prix Tchakovski, il y a une vingtaine d'années, le Britannique John Lill n'a pas souvent l'occasion de traverser le Channel. Il a la réputation d'être ce que l'on appelle autrefois un fort pianiste. Pour Mozart, cela peut être gênant, mais pour Prokofiev...
Châtelet, Théâtre musical de Paris, 12 h 45. Tél. : 40-28-28-40. 40 F.

Mardi 10
Schumann
Fantaisies op. 73
Sibelius
Mélancolie
Grieg
Sonates pour violoncelle et piano
Truls Mork (violoncelle),
Laila Ove Andersen (piano).
Découvert en France au Festival de Prades, puis grâce à son enregistrement du Concerto de Schumann, le jeu du violoncelle Truls Mork concentre toutes les qualités d'un grand interprète : perfection technique, profondeur expressive, élégance, s'accorde harmonieusement avec une personnalité musicale reconnaissable entre mille. Splendide programme.
Musée d'Orsay, 12 h 30. Tél. : 40-49-48-14. Entrée libre avec le billet du musée.

Régions

Complègne
Gounod
Chabrier
Debussy
Poulenc
Médias
Frank Léopold (baryton),
Yvonne Allouf (piano).
Iréne Allouf a accompagné Yvette Guilbert et tout ce que le chant français compte de gloires passées et vivantes (elle est aujourd'hui la réplique de Françoise Pollet). Elle joue de mémoire une quantité incroyable de mélodies, d'opéras, personne au monde ne connaît mieux *Pelléas et Mélisande* de Debussy qu'elle. Irène Allouf est une légende, un trésor national de la musique. Qu'elle accompagne ce jeune baryton est, mieux qu'un premier prix dans un concours international, c'est un gage de qualité.
La 8. Théâtre impérial, 17 h 30. 120 F.



Frank Braley joue salle Gaveau pour la série des nouveaux interprètes.

Le Grand-Quevilly

Mozart
Così fan tutte
Maria Diczau,
Isabelle Pottier (soprano),
Sophie Fournier (mezzo-soprano),
José Antonio Campo (ténor),
François Dutilleul (baryton),
Jean-Marie Frenou (basse),
Orchestre symphonique de Rouen,
Chœurs du Théâtre des Arts,
Fidélité Chénin (direction).
Pierre Jean Valentin (mise en scène).
Pour sa réouverture, le Théâtre des Arts de Rouen présente un joli spectacle, en décentralisation : orchestre splendide, chanteurs sachant jouer la comédie, mise en scène sérieuse, il n'y a guère que les costumes et les éclairages qui détonnent.
Le 6, 20 h 30 ; le 8, 15 heures. Théâtre Charles-Dutilleul. Tél. : 35-71-41-38. De 80 F à 170 F.

Lille
Haydn
Symphonie n° 53
Concerto pour violoncelle et orchestre n° 1
Tchaïkovski
Sérénade pour cordes
Variations sur thème rouco
Mestislav Rostropovitch (violoncelle),
Orchestre de chambre de Lille,
Sébastien Soudachin (direction).
L'un des violoncellistes de notre temps se consacre dans l'un des plus parfaits orchestres de chambre du moment pour un programme, certes sans surprise, mais particulièrement bien composé.
La 8. Opéra, 20 h 30. Tél. : 20-55-93-06. De 60 F à 200 F.

Strasbourg
Sallier
Tarare
Margot Paris-Royne,
Monique Boudouin (soprano),
Gérard Goring (ténor),
René Hesse (baryton),
Chœurs et ballet de l'Opéra du Rhin,
Orchestre philharmonique de Strasbourg,
Frédéric Chénin (direction).
Christien Garguier (mise en scène).
Déjà représentés les 16 et 18 octobre, à Strasbourg, *Tarare*, l'opéra de Beaumarchais et Sallier, est une curiosité dans la mesure où la musique du malheureux rival de Mozart (malheureux pour la postérité) est rarement jouée. Mais l'importance de ce compositeur oublié, son habileté à manier les grands ensembles, à introduire un sentiment personnel dans la musique méritent peut-être, en effet, qu'on l'exhume.
Le 6. Opéra, 20 h 30. Tél. : 20-55-93-06. De 60 F à 200 F.

Les 9 et 10. Théâtre municipal, Opéra du Rhin, 20 heures. Tél. : 88-75-49-23. De 36 F à 220 F.
Et le 20 décembre à 20 heures, le 22 décembre à 15 heures au Théâtre municipal de Mulhouse, le 13 décembre à 20 heures au Théâtre municipal de Colmar.

Jazz

Michel Portal
Trilok Gurtu
Joe Lavano
Andy Elmer
François Moutin
Avec Trilok Gurtu on nana Vasconcelos, avec Galliano ou Daniel Humair, accouplé à des accordéons, des percussions on a des berimbau, cherchant la musique où elle est et où elle n'est pas, inventant et cassant, donnant et frustrant, générant et calculant, Rameau et neveu de Rameau à la fois, Michel Portal.
Le 6. Auditorium des Halles, 21 heures. Tél. : 40-28-28-40, 100 F.

Sun Ra et le Sony's Ra
Omniiverse
On aura une pensée pour ceux qui n'auront jamais songé à le voir. On aura une pensée pour ceux qui sont passés à côté de sa magie, de ses listes et de sa gloire, par simple mesquinerie. On aura une pensée pour la bizarrerie de ce temps qui a loué Sun Ra, alors que lui ne l'a pas raté. Et les flonflons cosmiques, comiques seront relancés.
Le 7. New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Kenny Wheeler
Une rythmique en béton (c'est binaire de dire, le béton plus la souplesse), un des meilleurs couples basse-batterie du monde (Han Van de Geyn, André Ceccarelli), et, en surimpression, sonorité dédoublée du rêve au accent raide de Jéricho, la trompette de Kenny Wheeler.
Le 10. Alligators, 22 heures. Tél. : 42-84-11-27.

Rock

Manfred Mann's Earth Band
La version originale de *Vous les copains*. Le premier Anglais à découvrir Bruce Springsteen, c'est lui aussi. Piller de la pop britannique, Manfred Mann's présente son Earth Band depuis maintenant presque trente ans et ses seuls succès de hit-parade suffiraient à remplir des heures de concert.
Le 4. Elysée-Montmartre, 19 h 30.

Tony Joe White
Payan soliste à qui les excursions à la ville ont toujours réussi, Tony Joe White ne vient que rarement en France mais laisse toujours un souvenir impérissable à force de sobriété, de virtuosité (il joue au moins aussi bien que Mark Knopfler) et d'intelligence mélodique.
Le 6. La Cigale, 20 h 30. Tél. : 42-23-38-00. Location Fnac, 168 F.

Ten Years After
Wishbone Ash
C'est gentil d'être cheu : en une soirée, trois des piliers du guitar rock britannique du début des années 70. Ten Years After, groupe de blues entamé par Alvin Lee, guitariste le plus rapide à l'est du Mississippi, Wishbone Ash, spécialistes en duos de guitares pompier, et Man, groupe de rock épique et celtique (les ancêtres lointains de la veine U2-Simple Minds).
Le 6. Elysée-Montmartre, 19 h 30.

Tournées
Sting
Grand éme sarric de sa cage, Sting vient rejouer (avec trois musiciens remarquables) sa psychanalyse jungienne instantanée sans que l'on arrive jamais tout à fait à distinguer la roulerie de la sincérité.
Le 10 décembre, Paris, Palais Omnisports de Bercy, 20 h 30, 188 F. Le 11, Clermont, Maison des Sports, 20 h 30, 170 F. Le 12, Grenoble, Palais des Sports, 20 h 30, de 140 F à 180 F.

NTM
La distance qui sépare les meilleurs groupes de rap des pires représentants du genre est infime, surtout sur scène. NTM oscille entre ces deux pôles sans jamais changer d'identité. Il arrive parfois que leur rage, leur violence et leur déraison prennent corps et donnent de la musique. Et, d'autres fois, ne demeure qu'un désordre assez insupportable.
Le 8 décembre, Lannion, Salle Carré Magique, 18 h 30, de 70 F à 130 F.

Calvin Russell
Texan qui ressemble au frère caché d'Harry Dean Stanton, Calvin Russell emporte à la senelle de ses bottes pointues la poussière de la plaine, le goudron qui foud au soleil et, sous l'odeur du whisky, on distingue même le parfum bon marché d'une serviette à chouchoute blonde.
Le 8 décembre, Saint-Flour, Salle des Fêtes, 20 h 30. Le 7, Montpellier, Salle Vieux, 21 heures, 70 F. Le 6, Saint-Etienne, La Mitrail Gagnant, 18 heures. Le 10, Chazay, MJC, 20 h 30.

Urban Dance Squad
Deuxième album un peu décevant (trop ambitieux, pas assez réfléchi), le souvenir de premiers concerts féroces et beaux : ce retour d'Urban Dance Squad s'annonce difficile. Mais aussi excitant, dangereux, enthousiasmant.
Le 5 décembre, Paris, La Cigale, 20 h 30, 132 F. Le 8, Dijon, Salle des Fêtes de Chenovo, 20 h 15, 60 F et 80 F. Le 7, Lyon, Transbordeur, 19 h 30, 100 F et 110 F.

et de la chanson reine des soirées, pour un duo encore en rodage, dont on espère qu'au bout de trois semaines au Palais des Congrès il sera enfin mûr. Elle est formidable.

Les 4, 5, 6, 7 et 10, 20 h 30 ; le 8, 18 heures. Palais des Congrès. Tél. : 40-88-00-72. Location Fnac. De 150 F à 450 F.

Romain Didier

Un homme, un piano, un accordéon, un talent sobre, prêt à tenir une salle en haleine avec des chansons en forme d'histoires d'un jour, de sentiments passagers. Pour que la chanson française vive.

Les 4, 5, 6, 7 et 10. Théâtre de Die-Hautes, 20 h 30. Tél. : 46-06-10-17. De 80 F à 100 F.

Tournées

Chanson Plus Bifnorée
Les quatre compères visitent la chanson française avec talent et humour, parodient, mais toujours avec classe, passent en revue notre plus cher répertoire sans une fausse note, et avec des voix formidables (ne comparons pas avec les Frères Jacques, mais le principe est le même).
Le 6 décembre, Saint-Priest (69), Théâtre, place Ferdinand-Buisson, 60 F et 90 F.

Charlène Couture
Une série de concerts bien menés, juste avant la pause prédictive de longue date par le rocker nancéien passé à l'Australie. Retour sur le passé et projections d'avenir, musc, charpenté, regard ironique sur un monde à l'envers.
Le 6 décembre, Drancy, salle des fêtes, 20 h 30. Le 10, Colombes, salle des spectacles, 20 h 30.

Musiques du monde

Tambours sifflets danses du Rwanda
Des percussions venues du Rwanda, pays mal connu, plus isolé que ses voisins, et dont les danseurs, chanteurs, instrumentistes ici présents livreront peut-être quelques secrets secrets.
Du 4 au 7, 20 h 30 ; le 6, 17 heures. Maison des cultures du monde, Tél. : 45-44-72-30, 100 F.

Zap Mama
Des jeunes filles africaines de Bruxelles aux voix catégorielles pour raconter des histoires sur tous les tons de la négritude : gospel, chorale, swing et rythmes africains.
Le 5. Théâtre de la Ville, 18 heures. Tél. : 42-74-22-77, 75 F.

Dimi Mint Abba
Cette grande chanteuse mauritanienne n'avait pu venir au début de cette année pour cause de guerre du Golfe. Mais le Théâtre de la Ville avait promis que, dès le calme revenu, elle viendrait enfin montrer ici ce qu'elle sait faire : superbe musicienne et chanteuse, pour une musique du nord de l'Afrique noire, à la croisée des chemins du continent.
Le 6. Théâtre de la Ville, 18 heures. Tél. : 42-74-22-77.

La sélection
« Classique » n'est établie par
Alain Lompech.
« Jazz » : Francis Marmande.
« Rock » : Thomas Sotinel.
« Chansons »
et « Musiques du monde » :
Véronique Montaigne.

COMMUNE
des siècles de paix
tournois pour acteurs
bestiaux et musiciens
20 15
Aubervilliers 48 34 67 67

théâtre
de la
bastille
du 18 Nov au 7 Déc à 21h
dim 17h - Relâche lundi
CHANT DU BOUC
par le Théâtre du Radeau
mise en scène François Tanguy
du 26 Nov au 22 Déc à 19h30
dim 15h30 - Relâche lundi
DIEU
GRAMMAIRIEN
de Manuela Morgaine
avec Philippe Dermoy
43 57 42 14
76, RUE DE LA ROQUETTE 75011 PARIS

PARIS
30 artistes contemporains à l'Hôtel du Louvre du 6 au 8 décembre 1991
Gérard GAROUSTE
"Cochet II"
1990
La
Fondation Peter Stuyvesant
vous propose de découvrir sa prestigieuse collection d'estampes
originales des plus grands artistes contemporains.

DISQUES

Classique

Brahms

Intégrale des variations pour piano
Josep Colom, avec Carmen Delaito

Éclatante, électrisante confirmation qu'une grande pointe pianistique brille au-delà des Pyrénées sans qu'on en sache rien en deçà. Le Monde salua les singuliers mérites de l'Espagnol Josep Colom à l'issue d'un récital parisien sans lendemain (en 1979). Voici le même à son zénith, jouant de l'éventail complet de ses possibilités dans une intégrale à laquelle d'autres auraient craint de se frotter par peur d'ennuyer. Eh bien non : on se frotte les yeux, on monte aux rideaux. Un peu Michel Langeli, un peu Gould, Colom est, comme l'Italien, un pianiste que la difficulté exalte, que le péril technique rend plus fantasiste et raffiné que jamais (extraordinaire second cahier des Variations sur un thème de Paganini). Un pianiste capable, dans les Variations sur un thème de Haendel, de ces nervosités baroques, avec ce côté « clavecin amplifié » qui faisait reconnaître entre mille le style du Canadien. Au sommet, et dans un tout autre registre brahmien (celui des Ballades et des ultimes Klavierstücke), la lenteur irrégulière et les couleurs laiteuses des Variations sur un thème de Schumann, lourdes de douleur. Pianiste triomphant, vraiment, qui forme de surcroît, un vrai duo — pas un mariage de circonstance — avec une autre inconnue, Carmen Delaito.

1 coffret de 2 CD Le Chant du Monde LDC 270 1064/65.

Dimitri Mitropoulos, Julius Reubke

Sonates

Geoffrey Douglas Madge (piano)
Madge est ce pianiste australien fixé aux Pays-Bas amoureux des missions impossibles : Sorabji, naguère, à Paris, pour le Festival d'Automne. Et au disque, Godowski, pour la marque Dante déjà, avec un ensemble d'enregistrements dont les études d'après Chopin saluées ici. Bref, un pionnier qui ne perd pas son temps à graver la énième version de saucissons écoulés. A part qu'il fut le chef d'orchestre que l'on sait, et un être exceptionnel d'humanité, Dimitri Mitropoulos fut un virtuose adulé qui écrivit à son propre usage des pages grandioses, audacieuses avancées du romantisme vers un néo-classicisme à la Busoni, éventuellement marquées de folklore hellénique. Comme cette Sonate « grecque » dont Madge signe le premier enregistrement intégral — monument presque infranchissable, franchi d'un pas assuré, comme si l'interprète ne doutait jamais de l'importance de sa mission. Il a raison. L'œuvre devrait maintenant séduire bien des auditeurs. La Sonate de Reubke, élève préféré de Liszt, est une réplique, presque une rétranscription, de la Sonate en si mineur du maître. Une curiosité. Tout ce que fait Madge — sa façon de jouer du piano, en particulier — est d'ailleurs curieux.

1 CD Dante PSG 9010. Distribué par Média 7.

Schubert

Quintette « La Truite »

Hummel

Quintette avec piano

Ensemble Hausmusik

Une Truite sur instruments d'époque : la curiosité au sein d'une discographie pléthorique, d'autant que le rôle du premier violon de ce jeune quintette est confié à Monica Huggett, baroqueuse au-dessus de tout soupçon, et que la partie de piano est assurée sans problème par Cyril Huvé, dans des tempos un peu sages peut-être, et une diction un tant soit peu appliquée du chef-d'œuvre. Le Hummel est de ces quintettes fonctionnels où le piano tricote sans désemparer tandis que les cordes énoncent et développent benoîtement des thèmes pépères.



Teresa Stich-Randall

Pour fins de soirées enfiévrées, quand le « claviste » s'est bien fait les doigts sur Schubert... C'est le cas.

1 CD EMI/Classics « Reflexe » CDC 7842842.

Hommage

à Teresa Stich-Randall

Messe du couronnement, Vêpres solennelles, « Ecce tu es virgo », sept arias de Mozart : Camilla BWV 57 de Bach, « Ode Pour la Sainte-Cécile » de Haendel, neuf Lieder de Schubert...

Sophistiquée à force de ne pas l'être, androgyne, désincarnée, « la voix du siècle » pour Arturo Toscanini qui l'avait découverte : Teresa Stich-Randall, inoubliable mozartienne sacrée par Gabriel Dusserre et l'Aix-en-Provence des années 60, adorée par ses innombrables « fans » comme déesse vivante, et vibrante à tout jamais dans la réédition sur CD d'enregistrements qui firent la

joie de nos jeunes années, lorsqu'ils parurent sur vinyle aux beaux jours du Club du Disque. Dans Bach, Haendel et Mozart, l'Orchestre de chambre de la Sarre allait bon train, sous la direction de Karl Ristenpart (remplacé par Anthony Bernard pour l'Ode Pour la Sainte-Cécile). Même du côté des tempos et des phrases, rien de cela n'a vieilli. Le miracle Stich-Randall s'éprouve en privé, dans l'unique compagnie de Mozart, de Schubert et du piano de Jacqueline Bonneau, accompagnatrice attirée au toucher lui aussi lumineux et abstrait. Y a-t-il un corps derrière cette voix ?

1 coffret de 4 CD Accord/Musidisc 201882 MU742.

Carlo Bergonzi

Trente et un airs pour ténor extraits d'opéras de Verdi

Orchestre New Philharmonia et Royal Philharmonie, Nello Santi et Lamberto Gardelli (direction).

Si Luciano Pavarotti, Placido Domingo et José Carreras sont les trois ténors « italiens » les plus fêtés par notre époque (il y a de bonnes raisons à cela), il n'est pas impossible d'affirmer qu'ils curio, en Carlo Bergonzi, un prédécesseur immédiat qui réunissait, à lui seul, le meilleur de leurs qualités individuelles. De Pavarotti, Bergonzi (il est né en 1924) avait la perfection technique, le souffle apparemment sans limite ; de Domingo, le grave solide, l'engagement dramatique (mais pas la versatilité stylistique) ; de Carreras l'intelligence musicale.

La réédition de cette anthologie d'airs de Verdi, fugitivement apparue sur microsillons il y a près de vingt ans, salvée par une presse unanime avant de disparaître, souffre

des limites du genre. Catalogue d'airs puisés dans la quasi-totalité des opéras de Verdi, classés de façon chronologique, ces trois disques compacts ne peuvent guère s'écouter qu'à petites doses, dégustés par parage, comme un entomologiste admire les ailes d'un papillon pour en dénombrer les ocelles, pour tenter de fixer dans sa mémoire tant de splendeurs aux reflets changeants. Il ne faudrait pas y chercher une quelconque unité. Il est toutefois dommage que le New Philharmonia soit en petite forme et les chefs de second rayon.

1 coffret de 3 CD Philips 432 486-2.

A. Lo.

Jazz

Yves Robert

Tout court

Cinquante minutes et demie de musique. Quatre ingénieurs poètes du « jazz improvisé » : Yves Robert, Philippe Deschepper, Claude Tékamkian et Xavier André. Du prologue à l'épilogue, vingt-six morceaux, pas moins. Ce sont des morceaux, des pièces, des copeaux, des éclats : ce qu'on peut rêver de plus intelligent et sensible en matière sonore, une action décollée. Tout court.

1 CD ZZ 84103. Distribué par ADDA.

Marcus Roberts

Prayer for Peace

Il est un des plus brillants, des plus prometteurs parmi les jeunes pianistes noirs américains. Sa carrière épargnera le spectacle de la pochette qu'on lui a infligée. A quelque chose, malheur est bon. Il ne manque ni un bougeoir, ni un cerce, ni un vitrail, ni la queue d'un piano pour annoncer cette consternante Prayer for Peace. Le sommet de l'art pompier afro-américain, terrorisé par son éviction des médias, attenté devant les drames de la communauté (le crack, la ségrégation, les menaces), éperdu de bonnes intentions. Un retour au jazz s'impose, nom de Dieu, ce sera notre prière.

1 CD AMG Novus ND 90645.

F. M.

« LIVE » DE CLAUDE NOUGARO AVEC MAURICE VANDER

Le mineur de fond et le pianiste des airs

CLAUDE NOUGARO voulait reprendre son souffle « après le raid américain ». En février dernier, au Petit Journal Montparnasse, il reprend donc la route en souplesse avec le pianiste Maurice Vander et une panoplie de chansons toutes plus françaises les unes que les autres, rendues à leur mélodie et à leur rythme par la simplicité des moyens : une voix, dix doigts. Une trentaine de titres entre jazz et java, où le Toulousain jongle, comme à son habitude, avec les mots. La tournée venait en passant. Magie, charisme, osmose de deux hommes qui s'entendent sans même s'écouter, la tournée dure depuis un an et demi, se promène de salles municipales en Zénith, en attendant l'Olympia en janvier 1992. « C'est ça, le ring », explique Claude Nougaro.

Un passage à Bagnac ne pouvait passer inaperçu. A la demande de Claude Nougaro, qui voulait restituer « cette île de son (le piano et la voix) et ce climat (une qualité d'écoute égale à celle d'une salle classique) », Mick Lanero est allé à-bes brancher ses magnétophones pour nous restituer un peu du bonheur des deux comparses, auxquels s'était joint le joueur d'harmonica Toots Thielemans le temps d'un titre, Tendre, (« Se voler dans les plumes à coups de bisous doux... »), un des deux inédits de l'album avec les Mots. De Cécile, ma fille à Chanson pour le mariot, il n'en manque pas une parmi les plus belles composées par Nougaro et ses complices musicaux (Vander, just-

ment, ou bien Dave Brubeck, Thelonious Monk, ou encore Michel Legrand, Jacques Datin et plus récemment Daniel Goyone).

Parallèlement, Claude Nougaro travaille à un nouvel album, prévu pour cet été, aux côtés de Daniel Goyone et du musicien zairoïse Ray Lema. « Il y a dans tout cela une flamme sacrée. L'art doit faire du bien. La chanson régénère, donne chaud. Moi, je suis un échalote qui prend les mots les plus usés pour les froter comme des cailloux pour en faire une petite étincelle. » A Serge Gainsbourg, qui repart à son compte l'idée de la chanson comme art mineur, Nougaro répond : « Oui, mineur de fond. » Et pour en terminer avec les discussions érudites, il a inscrit à son futur programme un sonnet, Art mineur, dédié à Serge (sa musique sera de Ray Lema), dont voici le texte en avant-première :

Je pratique l'art mineur / Qu'a illustré le beau Serge / Puisse-t-il sur l'autre berge / S'animer d'alcools meilleurs.

Est-ce bien sérieux d'ailleurs / Passé les soixante berge / De pratiquer l'art mineur / Qu'a illustré le beau Serge ?

Pourquoi suis-je et à quoi sers-je / Dans la mine où je m'immerge / Charbon rouge de mon cœur ?

Un projecteur sur le front / Comme un casque de mineur / Artiste mineur de fond.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

JUDITH GODRECHE JEAN-PIERRE LEAUD THOMAS LANGMANN

un film de
OLIVIER
ASSAYAS

PARIS S'ÉVEILLE

avec la participation de
MARTIN
LAMOTTE

PREMIERE

Un pur bijou.

Observateur

Allez donc voir "Paris s'éveille". L'émotion est au rendez-vous... ça c'est du cinéma ! Si vous n'êtes pas mordus...

Le Monde

"Paris s'éveille" est beau, émouvant, intelligent, sensible : une réussite.

Télérama

La mise en scène éblouissante donne aux êtres et à Paris un séduisant mystère.

LE FIGARO

Goût, intelligence et émotion, dans ce film raffiné et séduisant.

FOCUS

Ce face à face entre Jean-Pierre Léaud et Thomas Langmann est ce qu'il y a de plus beau, de plus bouleversant.

STUDIO

Judith Godreche habite le film avec éclat. Et pour longtemps.

ÉVÈNEMENT

Les acteurs sont tous formidables.

LE FIGARO

Assayas capte avec éclat l'air de notre temps.

max

Film formidable.



LA SELECTION DES MEILLEURS COMPACTS DE L'ANNEE !

I. Classiques 572p., 119F.
II. Jazz, rock, variétés 352p., 89F.

Flammarion
COMPACT



NoTurnes

PHOTOGRAPHIES DE MARC LE MENÉ

exposition
6 décembre / 28 décembre 1991
du lundi au samedi de 11h à 19h
(sauf le mercredi 25 décembre)
Salle des Troïes
du Centre Français de France
11, rue des Capucines - Paris 1er

CRÉDIT FONCIER

PICASSO

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

Rock

Marc Almond

Tenement Symphony

Cette *Symphonie pour HLM* devait arriver tôt ou tard dans la vie de Marc Almond, chanteur britannique qui navigue depuis bientôt quinze ans dans les eaux troubles du glamour sordide. Entre le cabaret de station balnéaire et la discothèque industrielle, entre Jacques Brel (qu'il reprend régulièrement, intelligemment, depuis plusieurs années) et Kylie Minogue, Marc Almond a vu un espace où édifier sa symphonie, grandiose et dérisoire, bouleversante et sordide.

Mais, tel le pavillonnaire de banlieue trahi par ses artisans, Almond n'a pas pu aller au bout de son dessin. Lorsque, pendant toute la première partie du disque, il pratique l'euro-pop (rythmes de danse synthétiques, arrangements sirupeux, mélodies suaves), il lui manque souvent l'ironie ou - tout bêtement - le talent mélodique qui lui permettraient de s'élever au-dessus du genre (du lot où sortira tout de même *Vaudeville and Burlesque*, exhibition émue). La reprise de *Jacky*, de Brel, donne sans doute une idée assez exacte de ce qu'aurait dû être ce disque : Almond chante avec un abandon, une générosité aux antipodes de

la hargne de l'original. *Jacky* ouvre la *Tenement Symphony* proprement dite, qui comprend également un bref extrait des *Chansons de Bilitis* (1911) et une reprise déconcertante de *Days of Pearly Spencer*, vieux classique hippie repassé à la grisaille de cette fin de siècle. En bref, un échec qui ne manque pas de superbe.

Some Bizarre/WEA 9031-75618-2.

The New York Rock and Soul Revue

Live at the Beacon

Voilà une assemblée de musiciens allergiques à l'erreur. Donald Fagen (ex-moitié de Steely Dan), les chanteurs Michael McDonald et Phoebe Snow, et les virtuoses qui les entourent ne tolèrent pas plus l'approximation que Robuchon n'admet les grumeaux.

Et pourtant, ce groupe éphémère constitué à l'occasion de quelques concerts new-yorkais se réclame du balancement et de l'âme. Reprises habiles de classiques du rhythm'n'blues - évidentes comme *Knock on Wood*, chanté par McDonald, ou élégamment exhumées comme *Too Many Tears*, créé par Jackie Wilson, - deux titres signés Fagen dont le *Pretzel Logic* de Steely Dan. Le dosage est irréprochable. Même McDonald, d'ordinaire puissamment aseptique, injecte un peu de passion dans son impeccable

technique vocale. Sans malice, on pourrait décrire ce *Live at the Beacon* comme un cours de rhythm'n'blues à l'usage des étudiants de troisième cycle : intellectuellement stimulant et d'une dévotion sans faille pour ses modèles (de même que la bande originale des *Commitments*, passionnée, brouillonne et sans invention, était plutôt destinée aux lycéens). Pour l'adrénaline et le sex-appeal, se reporter aux grandes compilations Stax, Atlantic ou Motown.

Giant/WEA 7599-24423-2.

Bashung

Osez Joséphine

Ce que Bashung sait faire : piler la langue française aux nécessités du rock ; aller jusqu'au bout d'une idée, comme sur *Novice*, son précédent album, disque si noir qu'il ne fut jamais d'or ; explorer des versants du rock que les Français boudent, par ignorance ou timidité.

Ce que Bashung fait sur *Osez Joséphine* : trois imitations (Dylan sur *She Belongs to Me*, Johnny Burnette sur *Well Alright*, de Buddy Holly, un chanteur de country générique sur *Blue Eyes Crying in the Rain*) ; une reprise audacieuse de *Nights in White Satin*, des Moody Blues, dépouillé de ses attributs de slow poisseux, retapé en réverie insomniaque ; une collaboration tranquille avec les excellents musiciens américains qu'il est allé

rencontrer à Nashville ; deux blues à douze mesures.

La coïncidence entre les virtualités et la réalité de l'album est donc loin d'être parfaite. S'il faut ajouter aux imitations les réminiscences presque autoparodiques d'*Osez Joséphine*, il ne reste que deux titres : *Happy* et *Kalabougie*, qui comptent parmi ce que l'on a entendu de plus beau (exigeant, triste, drôle) ces derniers temps. C'est immoral, mais c'est comme ça.

Barclay 511485-2.

T. S.

Chanson

CharlElle Couture

Island Colors

Une compilation intelligemment construite, assez finement en tout cas pour faire ressortir le style Couture, surtout en ce qui concerne les textes. Les basses poussées et les murmures imprécis dans lesquels CharlElle s'est longtemps enfoncée, au point qu'on y voit la son originalité essentielle, n'aident pas toujours à la compréhension des mots. Et c'est bien dommage, car les chansons du Nancéen sont toujours truffées de références caustiques à un monde qui marche la tête en bas.

De *Underground PM* à *Tu m'as pas*

dit d'où tu venais, douze titres, dont deux versions inédites enregistrées en direct, une piste soigneusement démolie entre amours décalées, ironie politique et réel bizarre, éphémère.

1 CD Island 510584.

Eddy Mitchell

Au Casino de Paris

Il y a un an, Eddy Mitchell donnait un des meilleurs spectacles de l'année au Casino de Paris, après une absence de six ans des scènes nationales. De là à en faire un album souvenir, il n'y avait qu'un pas, franchi par notre rocker de charme. Pour ceux qui ont croisé le chemin d'Eddy au Casino, au Zénith ou au cours de sa tournée hexagonale, l'évocation des bons moments sera là, intacte (*M'Man, la Dernière Séance, Lèche-bottes blues*...).

Pour les autres, ce live serait à prendre comme une nouvelle compilation s'il n'y avait un cadeau pour tous : une superbe version de *Tell It Like It Is* (*Dis-lui que ça existe*), enregistrée loin des champs de bataille où Eddy a failli se compromettre, à Nyons en Suisse, avec les Neville Brothers. Le duo Eddy-Aaron est tout simplement formidable.

1 CD Polydor 849281.

Patricia Kaas

Carnets de scène

Patricia Kaas est une excellente meneuse de scène, touchante, tendue, tout en miroirs et facettes, et elle n'y perd pas sa voix, dont on connaît l'étendue des possibilités. D'où vient donc cette lassitude un peu lourde que l'on traîne tout au long des deux volumes de cette série d'enregistrements effectués au Zénith en 1990 ? Sans l'ambiance du direct (assez mal restituée, la salle est comme inexistante), du visuel, débarrassé des coquets artifices des studios, il ne reste que les chansons. Et le constat que l'on avait déjà établi auparavant n'en est que plus cruel. Elles sont à ce point répétitives et fabriquées à la chaîne (par Didier Barbelivien) que Patricia Kaas s'en trouve calée dans un rôle de machine à tube. Elle ne s'en sort pas, et *Carnets de scène* est une occasion supplémentaire d'espérer un changement urgent de parolier. Bien sûr, il y a pire que *Mademoiselle chante le blues*. *Mon mec à moi* (*Avec l'improbable autorisation de Polygram*), selon la formule d'usage, mais l'ombre des procès plane encore sur les contrats. Rien n'y fait. Et puis, juste à l'heure des adieux, voici tout à coup Kaas touchante, fragile et émue pour un ultime *les Hommes qui passent*.

2 CD Columbia 4691180.

V. Mo.

Musiques du monde

Rossy

Island of Ghosts

Au mois d'août dernier, le moulin de Bath, qui abrite les studios ultra-modernes Real World, vibrait d'une activité intense. Une bonne vingtaine de musiciens du monde entier s'étaient retrouvés là pour enregistrer sous l'égide du maître de céans, Peter Gabriel. Parmi eux, le musicien malgache Rossy, venu dans cette Angleterre verte pour mixer dix-sept titres enregistrés à Antananarivo, et destinés à servir de bande originale à un film de télévision, *Island of Ghosts*, documentaire-bilan des richesses et de la dégradation des conditions naturelles de l'île. Paroles et musiques sont signées Rossy, qui y aborde en bon chroniqueur social les problèmes d'environnement, les beautés naturelles de l'île, les fleuves et les gens. L'accordéon, omniprésent sur l'île, se double d'une panoplie d'instruments plus naturellement malgaches (*valiha* ou *vali*, instrument de bambou rond orné de cordes dont la sonorité oscille entre la harpe et la corne, le *kabassy*, petite guitare sèche). L'album sonne parfois comme de la musique sud-africaine, de la pop anglo-saxonne, de la chorale villageoise. Le tout manque un peu d'énergie, mais l'ombre pesante des expériences de Peter, lord anglais, et champion des bourrasques mondiales, pousse à l'indulgence.

1 CD Real World RW19. Distribué par Virgin.

Justin Vali

Rambola

Justin Vali *Rambola* Rakotonirasona joue du *vali*. Délicatesse donc de la harpe, sonorité en hachures perlées de la corne. Il pratique aussi, tout comme Rossy et son compatriote chanteur de balades paysannes Jean Emilien (un album chez Mélodie), le *kabassy*, la guitare des vachers malgaches, plus quelques instruments à percussion, en lames de bambou, en tubes ou en caisses triangulaires. Avec une basse, des chœurs d'hommes et une vraie énergie, Justin Vali rythme le tout, décline Madagascar avec une sbrété indéniable. La variété des rythmes et des styles, le jeu de *vali* aux consonances étonnamment sud-américaines, les chœurs masculins ancrés dans l'Afrique australe font de cet album en quatorze titres (traditionnels ou composés par Justin) un joyau bien ciselé.

On attendait, dans le livret, plus de détails (sur les instruments, nombreux et riches, sur le contenu des chansons...) Et, en prime, offerts par ces musiciens malgaches qui vivent en France, vous aurez quelques chants d'oiseaux de là-bas, un petit *Frère Jacques* sous forme de solo de *vali* à cordes métalliques, une tirade en malgache, qui est décidément une langue ardue à nos oreilles, et à tout un éventail de sons élégants et inhabituels.

1 CD Silax Y225011 distribué par Audiodis.

Carlos Gardel

Su obra Integral

Volumen 9 à 16

Suite de l'intégrale Carlos Gardel, vaste entreprise de repiquage sur CD, initiée l'an passé à Buenos-Aires par Jorge A. Segovia, et dont les premiers volumes (1 à 8) nous étaient arrivés il y a quelques mois pour nous livrer un échantillonnage minutieux des quelque huit cents chansons enregistrées par Gardel en trente ans de carrière. Gardel, interprète professionnel, mit sept ans avant de chanter son premier tango, *Mi noche triste*, en 1917. Jusque-là, l'idole du tango chantait des airs de la campagne argentine. Il n'y renoncera jamais tout à fait. Souvent, il assurera les premières parties de ses spectacles en habit de gauchiste. Valses, rancheras, zambas vont donc se mêler au tango. Les volumes 9 et 10 (enregistrés entre 1928 et 1938) sont consacrés à cet aspect peu commun de Gardel sur fond de fox-trot, rumba et romance. Pour le reste, c'est bien du tango fio des années 20, début des années 30, classé par thème dominant (les dames du peuple, les virées nocturnes, le bandoneón).

7 CD Bandoneón EBCO, 16-28. Distribués par Média 7.

V. Mo.

Benat Achary

Musiques basques d'aujourd'hui

Benat Achary est un chanteur, poète, philosophe, que l'attachement à la vallée de la Soule, à ses chants, ses aïeux, sa langue, son lyrisme, a rangé dans l'étagère fausement poussiéreuse des musiques traditionnelles françaises. Mais Achary est un créateur enraciné, à découvrir avec urgence. Si les techniques vocales (les amples envolées des chants), certains instruments, l'inspiration s'ancrent dans le pays souletin, les visions et les apports sont multiples : chants inspirés des *Baléares*, des *Indiens Navajos*, de la tradition basque, créations personnelles, poèmes de René Char traduits en basque, hommage à Taos Amaroche, musiques du clarnettiste et complice Michel Doneda.

L'ensemble est mené par un rythme surprenant, incitation à la danse, à l'envol. Des chants de moisson au chant d'insomnie, ou au chant des musiciens errants, Benat Achary prolonge l'album purement basque sorti chez Ocora il y a quelque temps par ces « chants verts et bleus », surprenants, magnifiquement soutenus par Xavier Lesaga à la contrebasse, Philippe Deschepper à la guitare électrique, Doneda au saxo-soprano et au piano, Frédéric Gaillardet (accordéon) et Benat Amoreau à la batterie.

1 CD Silax Y225006. Distribué par Audiodis.

V. Mo.

The WINSTON Way

36.15 WINSTON. LA VILLE SUR LE BOUT DES DOIGTS.

30 La Bundesbank et le taux Lombard
Un bilan du RM31 Les difficultés de l'empire Maxell
Le rapport Chézeau sur l'audiovisuel36 OPA et actionnaires minoritaires
37 Bourse de Paris

La multiplication des signes de récession

Reprise en panne

Cette fois, c'est sûr. 1991 aura été une très mauvaise année pour l'automobile. La reprise des ventes de véhicules neufs sur le marché français, attendue pour l'immédiat après-Golf, prévue ensuite pour l'été, espérée, enfin, pour la rentrée, ne s'est pas manifestée. Elle est désormais pronostiquée au mieux pour la fin du premier semestre de l'année 1992. Le chiffre des immatriculations de novembre fait apparaître un net repli par rapport à 1990, quel qu'en soit le mode de lecture (en données corrigées ou non). Au total, depuis le début de l'année, ont été immatriculés en France 281 600 véhicules de moins qu'en 1990. Pour l'ensemble de 1991, la fuite sera de 250 000 véhicules, calculé désormais les trois constructeurs hexagonaux (Renault, Peugeot et Citroën). Un « trou » qui équivaut grosso modo à un mois de production nationale.

A remonter le fil des dix dernières années, seule 1984 se signale par une contraction semblable. En poussant un peu plus loin, on repère aussi 1974. Effets de la politique de rigueur sur les intentions et capacités d'achat des ménages dans le premier choc pétrolier dans le second, avaient, à l'époque, réfréné les ardeurs des consommateurs. Chez Renault, Peugeot et Citroën, les experts sont en peine d'explication pour décrire la situation de 1991. Les lancements de nouveaux modèles, la ZX de Citroën au printemps dernier, la 106 de Peugeot à la rentrée n'ont pas vraiment redynamisé le marché. « Attentisme », « psychologie d'incision », surveillance accrue des organismes de crédit sont tour à tour invoqués.

L'étonnant, en effet, dans l'histoire, est que, selon les études effectuées par les statisticiens de l'INSEE comme par diverses sociétés spécialisées dans le comportement d'achat des consommateurs, une partie du parc automobile français devrait commencer à se renouveler. La pression psychologique d'une série de facteurs conjoncturels (guerre du Golfe, remontée des taux d'intérêt, augmentation de certains prélèvements), comme la morosité ambiante pourraient expliquer cette longue période de dépression sur le marché automobile. A moins que le cycle de remplacement des véhicules neufs ne se rallonge pour les consommateurs français. Une première manifestation de ce que les sociologues signalent désormais comme « la fin des années flambe »...

CAROLINE MONNOT et OLIVIER PIOT

Renault : baisse de 1 % des salaires au 1^{er} janvier. - La direction de Renault a annoncé, mardi 3 décembre, une hausse de 1 % des salaires dès le 1^{er} janvier et a proposé aux syndicats de relancer les discussions sur d'autres thèmes, comme l'aménagement du temps de travail. Cette annonce, qui intervient quelques semaines après les grèves de Clon et du Mans, a été faite lors de la réunion d'ouverture des négociations salariales pour 1992. La hausse de 1 % ainsi accordée constitue un « à-valoir » pour 1992. Renault attend, avant de présenter les hausses globales sur l'année, la « lettre de cadrage » pour les entreprises publiques dont Matignon doit faire connaître les termes prochainement.

Le marché français de l'automobile a chuté de 13,1 % depuis onze mois

Selon les statistiques provisoires publiées mardi 3 décembre par le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA), le nombre d'immatriculations de voitures particulières en France a chuté de 5,2 % en novembre (à nombre de jours ouvrables comparable) par rapport à novembre 1990. Cette nouvelle baisse porte à 13,1 % la chute du marché français sur les onze premiers mois de l'année. Les trois constructeurs français s'attendent, quant à eux, à un recul d'environ 12 % du marché en 1991, soit une baisse comparable à celle enregistrée en 1984.

Les deux derniers mois auront suffi à dissiper les espoirs de reprise du marché automobile français. Après un mois de septembre encourageant - 3,1 % de croissance des immatriculations de voitures neuves par rapport à septembre 1990 - le marché a renoué avec la baisse en cours des deux derniers mois. En dépit d'une bonne progression de la production en octobre (le Monde du 28 novembre), le

nombre des immatriculations enregistré dans le même temps n'a baissé de 12,8 % par rapport à octobre 1990. Déprime confirmée le mois dernier, selon les données provisoires du CCFA, avec 165 900 immatriculations contre 193 530 en novembre 1990, soit une chute de 14,3 % à nombre de jours ouvrables non comparable (21 en novembre 1990, contre 19 en novembre 1991).

Alors que PSA a enregistré en novembre une stagnation de ses immatriculations, en hausse d'un petit 0,1 % grâce notamment aux bons résultats de la ZX et de la nouvelle 106, Renault a connu une chute record de 28,3 %, soit une perte de 15 000 véhicules par rapport à novembre 1990. Les récentes grèves dans le groupe ont en effet « eu des conséquences directes sur les livraisons du mois de novembre, préjudiciables à la Régie, alors que le niveau des commandes du mois d'octobre était aussi élevé qu'en septembre ». Au total, les firmes françaises ont reculé de 13 % par rapport au mois de novembre 1990, devenant cependant les marques étrangères, dont le recul a atteint près de 16 %. Mais sur les onze premiers mois de l'année, la chute du mar-

ché a plus durement touché les constructeurs nationaux : ces derniers ont en effet en repli de 15,1 % par rapport à la même période de l'année 1990, alors que les marques étrangères ont régressé de 10 %. Un décalage qui se traduit par une baisse de la pénétration des firmes françaises à 59,8 % du marché national sur les onze premiers mois de l'année (contre 61,2 % pour la même période de l'année 1990), au profit des marques japonaises dont la pénétration du marché français - grâce notamment à leurs voitures assemblées en Espagne et en Grande-Bretagne - est passée à 4,2 % depuis le début de l'année, soit un point de mieux qu'en 1990.

Selon les prévisions concordantes des trois constructeurs nationaux (Renault, Citroën et Peugeot), le niveau des immatriculations devrait atteindre 2 030 000 d'ici la fin de l'année, une chute du marché évaluée, selon eux, à environ 12 %, avec une perte de plus de 250 000 véhicules par rapport au niveau record des 2 309 130 immatriculations enregistrées en 1990.

OLIVIER PIOT

General Motors reprend en main la direction d'Isuzu

Isuzu, le petit constructeur automobile japonais dont General Motors détient 37,4 % du capital, va être repris en main par son actionnaire principal. Les dirigeants du groupe automobile américain ont décidé d'appliquer des mesures de redressement à leur filiale nipponne dont les performances financières se sont très nettement détériorées cette année (Isuzu devait afficher des pertes nettes de l'ordre de 47,5 milliards de yens, environ 2 milliards de francs). Une équipe tout droit venue de Detroit sera chargée de les mettre en œuvre dès janvier.

Cette équipe réunit des dirigeants importants du groupe américain : M. Donald Sullivan, directeur de la planification stratégique chez Chevrolet-Pontiac, devrait être nommé directeur général adjoint d'Isuzu et prendre plus spécialement en charge les questions de planification, d'organisation industrielle et de fabrication. M. Philip Murrigh, le numéro deux de General Motors au Japon, ferait, lui, son entrée au conseil d'administration d'Isuzu.

Selon les constatations des notaires

Les prix de l'immobilier parisien ont baissé de plus de 1 % en un semestre

La spirale de la hausse est cassée dans l'immobilier parisien. Pour la première fois depuis des années, les notaires ont enregistré un prix moyen du mètre carré en baisse dans l'ancien. An 30 juin, il ne s'établissait qu'à 21 967 francs, soit -1,04 % par rapport au 31 décembre 1990. Rien à voir avec les hausses de 7,5 %, 8 %, voire 9,5 % affichées depuis deux ans.

Plusieurs éléments semblent montrer que les acheteurs ne peuvent plus suivre l'envolée des prix. D'abord, les appartements les moins chers se sont mieux vendus que les autres. Un logement sur trois était situé dans la tranche des 500 000 francs à 1 million de francs, au lieu de 30 % un an plus tôt. De même, pour les biens situés dans les quartiers les moins onéreux : les appartements à moins de 17 000 francs le mètre carré ont représenté 41 % des transactions (36 % un an plus tôt). Enfin, les petits appartements ont continué à trouver preneurs : quatre appartements sur dix vendus étaient des deux-pièces.

Parce est de constater aussi qu'un semestre les chutes les plus spectaculaires sont enregistrées dans les deux quartiers les plus chers de Paris, le 16^e (-14,4 %) et le 7^e (-14,5 %). Dans cet arrosage, les prix se retrouvent au niveau qu'ils avaient atteint en septembre 1989. Moins sévère, mais notable cependant, le recul des 17^e, 15^e et 1^{er} arrondissements. A l'inverse, les quartiers meilleurs marché comme les 13^e, 12^e et 18^e continuent de monter. En tête du hit-parade des plus chers, le 6^e à 33 460 francs le mètre carré et la lanterne rouge, le 18^e à 15 773 francs.

La reprise...

« Les arbres ne montent pas jusqu'au ciel », dit couramment de commodes professionnels à propos de l'envolée du marché parisien. Quelques chiffres permettent de mesurer les baisses intervenues : le prix moyen d'un studio était, en 1981, de 164 000 francs. Le 30 juin 1991, il frôlait les 460 000 francs. Pour un deux-pièces, il fallait déboursier en moyenne 245 000 francs, en 1981, et neuf ans et demi plus tard, plus de 760 000 francs. Au-delà, la barre du million de francs est franchie : près de 1 255 000 francs pour un trois-pièces, le 30 juin dernier (443 000 francs en 1981), 2 353 000 francs et des poussières pour un quatre-pièces (747 000 francs auparavant). On n'ose parler des cinq et six-pièces qui dépassent les 4 et 5 millions de francs ! Désormais, ils représentent respectivement moins de 3 % et 1,5 % des transactions. Plus prosaïquement, le prix moyen par transaction est de 1,1 million de francs pour 50 mètres carrés, à Paris.

Un des faits les plus spectaculaires du premier semestre a été le gel du marché : les transactions ont chuté de 30 % par rapport aux six premiers mois de 1990, 1,38 % seulement du parc parisien (443 000 francs en 1981), 2 353 000 francs et des poussières pour un quatre-pièces (747 000 francs auparavant). On n'ose parler des cinq et six-pièces qui dépassent les 4 et 5 millions de francs ! Désormais, ils représentent respectivement moins de 3 % et 1,5 % des transactions. Plus prosaïquement, le prix moyen par transaction est de 1,1 million de francs pour 50 mètres carrés, à Paris.

Soucieux de ne pas tomber dans le catastrophisme, les notaires font remarquer que si l'on compare les prix sur un an, et non plus sur six mois, ils ont encore en progression de 6,37 %. De même, une analyse des promesses de vente leur fait entrevoir une reprise d'activité depuis la rentrée. D'ailleurs, leur indicateur provisoire sur la période courant du 30 avril au 30 septembre 1991 fait état d'un prix moyen du m² à 22 222 francs supérieur à celui du 31 décembre 1990 qui s'élevait à 22 198 francs.

FRANÇOISE VAYSSÉ

Les services sont durement affectés par le ralentissement de l'activité

Le secteur des services, notamment ceux qui fournissent des prestations aux entreprises, vient d'entrer en crise après, il est vrai, une très forte progression de ses activités depuis plusieurs années. On peut même parler d'une véritable restructuration du tertiaire d'une ampleur moindre que celle qui a frappé l'industrie au cours des années 80, mais d'autant plus spectaculaire qu'elle affecte des professions très « porteuses » jusqu'à maintenant, bénéficiant de progressions très rapides, supérieures parfois à 20 % par an, et érebrées d'emplis à rémunération sensiblement plus élevée que la moyenne.

Le ralentissement des affaires, déclenché par la crise du Golfe et entretenu par la morosité générale, est responsable de la crise que traverse le secteur des services. On a déjà abondamment commenté les difficultés des entreprises de publicité, dont les budgets se sont contractés, par quelques situations critiques : RSCG, par exemple, trop lourdement endettée, s'acheminait vers le dépôt de bilan dont seule l'a sauvée l'absorption par Havas, au grand soulagement de sa banque, la BNP. Par ailleurs, la chute des offres d'emplois (30 à 40 %) est en train de sinistrer les chasseurs de têtes, si actifs jusqu'à l'an dernier. Mais on ne pense pas suffisamment au secteur « conseils aux entreprises », qui voit ses carnets de commandes se contracter dangereusement, comme si les clients estimaient avoir fait le plein de conseils, après la véritable boulimie des années 80. A croire que les réorganisations sont terminées.

Les sociétés d'audit commencent elles-mêmes à souffrir de surcapacité. Certes, l'expertise comptable a de beaux jours devant elle : les spécialistes ne chôment pas et se cantonnent à leurs spécialités. Mais les commandes d'études ponctuelles passées par les sociétés se raréfient, à l'exception des audits demandés par les entreprises aux abois ou en crise par des créanciers inquiets. « Tout fonctionne comme un film au ralenti », se plaignent les responsables des banques d'affaires dont les projets ne sont pas abandonnés mais ne se concrétisent pas : les rachats ou les fusions d'entreprises sont au point mort, dans l'attente de jours meilleurs, à quelques exceptions près. Là aussi, les besoins d'études et d'audits se contractent. Le résultat est que tout le secteur « conseils aux entreprises, études et réorganisations » procède à des compressions de personnel.

Les notaires licencient

La crise de l'immobilier n'affecte pas seulement les promoteurs et les constructeurs, mais s'étend maintenant aux notaires, dont l'activité a brutalement fléchi. Les transactions ont chuté de 30 % à 60 %, en province comme dans la région parisienne. On voit des particuliers renoncer à lever leurs options pour l'achat d'un bien immobilier, préférant attendre.

Le bâtiment s'attend à une croissance zéro en 1992

« Il faut s'attendre, en 1992, à une croissance zéro dans notre secteur », a déclaré, le 4 décembre, M. Jean Domange, président de la Fédération nationale du bâtiment (FNB). Une analyse pessimiste qui s'inscrit dans une évolution récente, elle-même préoccupante, puisque, pour 1991, l'augmentation de la production des entreprises du bâtiment n'aura été que de 0,4 % contre 2,5 % en 1990, 3,5 % en 1989 et 4,5 % en 1988.

Avec 295 000 mises en chantier cette année, le logement neuf marque à nouveau le pas. La construction sociale participe à ce recul général : en matière d'accession aidée à la propriété, les mises en chantier seront pratiquement divisées par deux entre 1989 (80 000) et 1992 (45 000). En 1992, le chiffre correspondant était de 170 000. La FNB note que, selon les régions, la situation oscille entre le satisfaisant et le pire : dans le Var, les mises en chantier ont reculé de 35 % sur les neuf premiers mois de 1991.

rant abandonner leur versement initial entre les mains du vendeur, il faut dire que les montages financiers échafaudés pour lever ces options s'écroulent lorsqu'ils comportent la revente préalable du logement de l'acheteur, devenue très difficile sur un marché déprimé, sauf à consentir un rabais considérable.

Certains notaires voient même des couples ajourner leur divorce lorsqu'un problème immobilier vient compliquer la séparation. Cette chute des transactions est d'autant plus nocive qu'elle se produit après quatre années de forte activité qui poussaient beaucoup de notaires à recruter du personnel et à s'équiper. A l'heure actuelle, les frais de fonctionnement deviennent très lourds et les études commencent, pour la première fois, à licencier, à commencer par les deux plus grosses de la capitale qui se sont séparées de trente à cinquante personnes. « Beaucoup de ces études ne tiendront pas d'ici à 1993, surtout les plus petites », dit un notaire, qui compte avoir maintenu beaucoup de temps libre, après avoir puisé dans ses ressources pour assurer la paie de son personnel.

Selon un banquier, cette restructuration était plus ou moins inévitable dans des secteurs tertiaires d'autant plus vulnérables qu'ils s'estimaient indispensables. En cas de crise, beaucoup de choses paraissent moins indispensables. Mais ladite restructuration risque de se montrer saignante et d'envoyer au chômage des cadres jeunes et souvent fort diplômés que leurs employeurs se disputaient à prix d'or jusqu'à l'an dernier et qu'aujourd'hui ils licencient avec plus ou moins de ménagement.

FRANÇOIS RENARD

Le secteur des prestations aux entreprises le plus touché

La crise n'a pas atteint de la même façon toutes les branches des services. Les plus touchées, selon le commissariat des comptes des services, ont été les services aux entreprises qui étaient auparavant les moteurs de l'expansion. Au cours du premier semestre, l'activité de l'intermédiation financière a été la plus négative, à quelques exceptions près. La aussi, les besoins d'études et d'audits se contractent. Le résultat est que tout le secteur « conseils aux entreprises, études et réorganisations » procède à des compressions de personnel.

Pour les services aux ménages les plus importants, le freinage a été sévère dès la fin de 1990, notamment dans l'hôtellerie, la restauration, les cafés, comme dans le tourisme. Mais, après la véritable plongeon du premier trimestre 1991, ceux-ci ont connu une lente et très progressive convalescence : une remontée de 4,9 % au deuxième trimestre pour l'hôtellerie, de 4 % pour la restauration. On ne connaît pas encore les résultats du troisième trimestre, mais les groupes hôteliers indiquent généralement avoir retrouvé en septembre-octobre le niveau antérieur, même si les comptes restent marqués par la chute des premiers mois (en Ile-de-France, par exemple, selon les statistiques touristiques, sur les huit premiers mois de l'année, le nombre de nuitées a été inférieur de près de 10 % à celui de 1990).

En juillet, selon les premiers comptes, l'amélioration a aussi touché les services aux entreprises. Plusieurs secteurs ont même enregistré une remontée nette en juillet, notamment les études économiques, la publicité, les services liés à l'immobilier ou même l'interim. Dans ce dernier cas, cependant, les professionnels évoquent une baisse de 9 % de l'activité sur l'année 1991.

GUY HERZLICH

ARRETS, JUGEMENTS ET COMMUNICATIONS DES JURIDICTIONS FINANCIERES

Nul ne peut ignorer l'importance de l'activité des juridictions financières, souvent placées au cœur de l'actualité. Et pourtant, leur jurisprudence reste mal connue ainsi que leurs méthodes de travail et leurs raisonnements juridiques ou comptables.

Avec la parution, aux éditions Berger-Levrault, du premier recueil des Arrêts, Jugements et communications de la Cour des comptes et des Chambres régionales des comptes, voici ces informations pour la première fois offertes au public.

Prix public TTC : 395 Frs

Berger-Levrault
5 RUE AUGUSTE ROBERT - 75006 PARIS - TEL : 44 07 14 94

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Face à l'augmentation des prix et de la masse monétaire

La Bundesbank envisage un relèvement de son taux lombard

Confrontée à une croissance rapide de la masse monétaire, à un taux d'inflation annuel supérieur à 4 %, à de fortes revendications salariales, la Bundesbank pourrait décider, jeudi 5 décembre, de relever ou moins l'un de ses taux directeurs officiels. Cette perspective a provoqué, mardi 3 décembre, une baisse du dollar, qui s'échangeait mercredi dans la matinée à 1,6070 mark, contre 1,6130 mardi matin.

FRANCFORT

correspondance

La Bundesbank se trouve confrontée à un dilemme, qu'elle devra résoudre jeudi 5 décembre. Si elle décide d'augmenter ses taux directeurs, actuellement fixés à 7,5 % pour l'escompte et 9,25 % pour le lombard, comme le laissent entendre des rumeurs persistantes depuis une semaine, elle risque de provoquer un tollé général dans le communisme international, à quel-ques jours de la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des Douze à Maastricht (Pays-Bas).

La perspective de faire cavalier seul, au moment où la plupart des pays industrialisés s'efforcent d'abaisser le coût du crédit afin de relancer la croissance, n'est toutefois pas une raison suffisante pour faire reculer l'institut d'émission de Francfort. La «Buba», qui veut modeler la future banque centrale européenne à son image, a déjà fait la preuve de son indépendance légendaire à maintes reprises. En pleine guerre du Golfe, en janvier, son conseil des gouverneurs, composé de dix-huit membres (onze pour les Länder et sept dans le directoire) n'hésitait pas à «corriger» d'un demi-point à la hausse les deux taux directeurs afin de préserver la stabilité monétaire, mise en péril par les nouveaux besoins de financement liés à la

Devenu flottant

Le rouble «touristique» perd la moitié de sa valeur

Conformément à la décision annoncée à la fin de la semaine dernière par les autorités monétaires russes, le cours «touristique» du rouble, jusqu'à présent fixe et identique dans tous les bureaux de change, a été remplacé, mardi 3 décembre, par un taux flottant, déterminé librement par les banques et proche des cours observés sur le marché noir.

Au lieu de 47 roubles pour 1 dollar (environ 8 roubles pour 1 franc), les particuliers pouvaient toucher, mardi 3 décembre, 90 roubles à la vente (15 roubles pour un franc) et devaient verser 99 roubles pour leurs achats de dollars (17 roubles pour un franc), ceux-ci continuant à faire l'objet d'une réglementation stricte. Pendant plusieurs décennies, les touristes se rendant en URSS ont versé 10 francs pour obtenir 1 rouble. Puis, en 1990, ce cours avait été divisé par dix, 1 rouble équivalant à 1 franc. Le taux de change officiel, utilisé dans la comptabilité nationale, ainsi que les taux commerciaux, appliqués aux entreprises et eux aussi modifiés au cours de ces dernières années, n'ont pas été touchés par les décisions récentes.

□ Rapprochement entre le Britannique TSB et le Cariplo. — Trust and Savings Bank, caisse d'épargne britannique transformée en société par actions, et la première des caisses d'épargne italiennes, la Cassa di risparmio della provincia lombarda (Cariplo), viennent de signer un accord de coopération. L'objectif des deux partenaires est de développer des affaires en commun dans le domaine du capital-risque, dans la banque d'affaires et dans l'ingénierie financière.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

SOCIAL

Une communication au conseil des ministres

En 1991, plus du tiers des titulaires du RMI ont bénéficié d'une insertion professionnelle

M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, et M. Koffi Yemgnene, secrétaire d'Etat chargé de l'intégration, ont présenté, mercredi 4 décembre, en conseil des ministres, une communication conjointe sur le bilan du revenu minimum d'insertion (RMI) trois ans après sa création en décembre 1988.

567 000 foyers (dont 88 000 outre-mer) percevront, fin décembre, le RMI tandis que 19,5 millions de francs auront été déboursés en un an. Cette somme se répartit entre l'allocation proprement dite (12,1 milliards), les mesures inscrites au Plan emploi et les subventions sociales à charge de l'Etat (4,3 milliards), les crédits d'insertion et d'assurance-maladie

supportés par les conseils généraux (3,1 milliards), 37,5 % des RMIstes bénéficient d'un contrat d'insertion, mais deux allocataires sur trois sont impliqués dans une démarche d'insertion.

En deux ans, entre le second semestre 1989 et septembre 1991, 33,1 % des bénéficiaires sont sortis du dispositif (1). Parmi eux, 42 % bénéficient d'un emploi, 10,5 % étaient en stage de formation et un tiers avait intégré un autre dispositif (chômage indemnité, pension de retraite ou d'invalidité...).

En matière de solidarité nationale, 51 000 des 194 000 bénéficiaires de l'aide au logement, allocataires du RMI, se sont vu reconnaître leur droit grâce à leur entrée dans le dispositif. De même 120 000 RMIstes, non assurés par la Sécurité sociale, ont pu bénéficier d'une assurance personnelle, prise en charge par les départe-

ments. Reste que l'accès réel aux soins des plus démunis n'est pas garanti dans tous les départements.

Dans le domaine de l'insertion professionnelle, 338 000 des 950 000 allocataires recensés depuis 1988 en ont bénéficié, soit 35 %. Près d'un tiers d'entre eux sont entrés en stage de formation, les autres ont bénéficié d'un emploi ordinaire (81 000), d'un contrat emploi-solidarité (85 000) ou d'un contrat de retour à l'emploi (32 000). En 1991, 161 000 RMIstes (35 %) ont bénéficié d'une insertion professionnelle, soit une augmentation de 25 % par rapport à l'année précédente.

V. D.

(1) Réalisée entre juillet 1990 et mai 1991, l'enquête du CERC indiquait que 20 % des allocataires interrogés étaient sortis du dispositif (Le Monde du 21 novembre).

Selon la Caisse nationale d'assurance-maladie

Hausse de 0,7 % des dépenses de santé en octobre

Avec 31 milliards de francs déboursés en octobre (288 milliards depuis le début de l'année), les dépenses de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAATMS) ont augmenté de 0,7 % en un mois, soit une hausse de 7,1 % sur un an.

Selon les dernières statistiques mensuelles de la caisse, cette augmentation résulte de la croissance des versements aux hôpitaux (+ 0,8 %) et des remboursements d'ordonnance (+ 0,8 %). La progression des remboursements d'honoraires (+ 0,4 %) et des indemnités journalières (+ 0,3 %) est plus faible.

INDUSTRIE

Le groupe colombien Gilinski ayant retiré son offre

Une solution française est trouvée pour Celatose SA

Dernier gros fabricant français de couches-culottes avec 1,13 milliard de francs de chiffre d'affaires en 1990, Celatose SA ne passera pas sous contrôle étranger (Le Monde du 6 novembre). Le groupe colombien Gilinski, qui avait déposé un projet de reprise à la direction du Trésor en octobre, s'est retiré son offre, faute d'avoir pu la compléter avant la date limite de transaction fixée au 2 décembre. La cession envisagée s'est donc muée en un simple réaménagement du capital conduit par les actionnaires financiers de la société.

Empoignant au passage une jolie plus-value, les deux hommes d'affaires choisis en octobre 1990 pour redresser Celatose SA, MM. Emmanuel Coste et Joël Picard, se désengagent — comme deux autres petits investisseurs — et cèdent l'intégralité des actions qu'ils détenaient dans COPI, le holding détenteur de 81,65 % des actions de Celatose SA. Argos Sodie France, société de capital investissement filiale de Mercury Asset Management, détient désormais 48,5 % du holding, aux côtés de Locatom (groupe Elf, 26 %), Phenix Développement (16 %), Europar (société de développement régional, 7,5 %), M. Michel Mignard s'adjugeant les 2 % restants.

Ancien PDG de CMB Alimentaire aux côtés de M. Jean-Michel Descarpentrie, M. Mignard prend la direction de Celatose SA, avec l'objectif de lui donner une dimension européenne. «Nous détenons déjà 60 % du marché français de la couche-culotte vendue sous marque distributeur», dit-il. Un marché qui permet, selon lui, d'éviter des dépenses inconsidérées en recherche, développement et marketing et qui permet à l'entreprise de se concentrer ses efforts sur la croissance externe. Celatose SA vient ainsi de prendre le contrôle à 51 % de la société française Jag (80 millions de francs de chiffre d'affaires).

P.-A. G.

POINT DE VUE

La croissance par la stabilité compétitive

par Ernest-Antoine Saillière

QUELQUES hommes politiques appuyés par des syndicats et des universitaires ont tenté de donner corps ces derniers temps à l'autre politique économique qui, en ouvrant les vannes du déficit public et en relançant l'inflation, permettrait de ranimer avec la belle croissance de ces dernières années. Cette offensive, pour l'heure, fait long feu.

Il n'est pas indifférent que les chefs d'entreprise n'aient pas prêté l'oreille aux facilités de court terme de la relance. Le temps où l'on devait composer avec le cycle inflation-déflation est, espérons-le, révolu. Mais il faut nous montrer très vigilants pour dénoncer le langage des tentateurs qui, mélangeant sophismes et théories économiques, pousseraient à la relance artificielle de l'activité économique.

Pour le CNPF, la stabilité des prix est indispensable afin de consolider, année après année, la compétitivité française. Aujourd'hui, la quasi-totalité des chefs d'entreprise sont convaincus de la nécessité de la stabilité compétitive, expression que nous préférons à celle de désinflation compétitive très chère à Pierre Bérégovoy.

Les pays ayant tablé sur la stabilité monétaire sont ceux qui ont connu les plus fortes excédents commerciaux, et les plus durables. En sens inverse, les entreprises françaises ont cruellement souffert de la priorité donnée à la distribution des revenus et à la dépense publique, durant la décennie 1973-1983, au détriment de l'investissement. Cette politique a généré l'inflation sans croissance suffisante et compromis notre avenir.

La stabilité compétitive exige la maîtrise des dépenses publiques afin d'éviter l'enchevêtrement funeste des déficits qui appellent à leur tour plus de prélèvements obligatoires, d'où amoindrissement du salaire direct et perte de compétitivité des entreprises. Enchevêtrement bien connu en France où la priorité politique donnée à la satisfaction des besoins collectifs a entraîné un développement du budget de l'Etat, des dépenses des collectivités territoriales et des prélèvements sociaux. Tout cela avec un laxisme de gestion très coûteux pour la collectivité.

La politique monétaire préconisée par les partisans de la relance n'est que le contrepoids technique

d'une distribution trop abondante

des revenus et des déficits de la gestion publique. C'est vrai en Allemagne, où la rigueur de la politique monétaire tenta de contrebalancer une politique salariale débridée et un déficit record des dépenses publiques liées à l'unification; c'est vrai en France, où le jugement du marché sur le franc est directement fonction de la distribution des revenus et du déficit budgétaire. Aussi sommes-nous contraints à des taux d'intérêt élevés, très proches des taux allemands.

Trois problèmes de fond

L'institution de la contribution sociale généralisée (CSG), l'augmentation des cotisations sociales, les menaces qui pèsent sur l'UNEDIC, la pression quotidienne en faveur de rellonges budgétaires, sont autant de signaux clairs d'accélération de la dépense, qui, une politique monétaire sans complaisance est bien obligée de compenser. Accentuer la dépense obligatoire, après une bouffée d'activité sanctionnée par la reprise de l'inflation et la dévaluation, à revenir plus sévèrement encore à l'équilibre monétaire, après avoir une fois de plus effleuri notre appareil de production et notre pays.

En revanche, grâce à la stabilité obtenue par l'adaptation équilibrée du niveau de la distribution des revenus et de la dépense publique, on pourra traiter les trois problèmes de fond qu'il faudra résoudre pour maintenir notre économie dans la course des économies modernes : l'insuffisance de l'épargne investie dans l'entreprise, le déséquilibre entre salaire direct et salaire indirect, et l'insuffisance des formations aux besoins des entreprises.

Pour que la France soit forte, nous demandons des entreprises financièrement plus solides, des salariés mieux payés, donc mieux motivés et en contrepartie plus responsables de leur protection sociale, des jeunes formés pour être rapidement productifs. Nous pensons y parvenir dans la stabilité compétitive. Accepter plus d'inflation, c'est escamoter les exigences de la compétitivité auxquelles l'Etat, les collectivités locales et les organismes sociaux doivent se soumettre.

Fixons un objectif simple : celui de la stabilité en volume des dépenses publiques et de la croissance des prestations sociales.

EN BREF

□ Airbus Industrie suspend sa plainte contre British Airways. — Le consortium européen Airbus Industrie a informé la Commission de Bruxelles qu'il ne déposerait pas formellement plainte contre British Airways pour atteinte aux règles de la concurrence. Airbus avait déposé publiquement le choix systématique des avions de Boeing par la compagnie britannique et les informations erronées que celle-ci lui avait communiquées sur les spécifications des

avions à fournir (Le Monde du 5 novembre). □ Le Koweït livrera au Japon 7,3 millions de barils de pétrole en 1992. — La Kuwait Petroleum Company (KPC) a signé, mardi 3 décembre, un accord avec la firme pétrolière japonaise Seibu pour la livraison de 7,3 millions de barils de brut en 1992. La KPC devra livrer mensuellement au Japon des cargaisons pétrolières d'un peu plus de 600 000 barils durant les douze prochains mois. Il s'agit du premier contrat de cette importance signé

par le Koweït avec une firme pétrolière étrangère depuis la libération de l'émirat, en février. Le Koweït a exporté 355 000 barils de pétrole par jour en novembre, avait affirmé le ministre koweïtite du pétrole Hammoud Al Raqba, en précisant que la production pétrolière de son pays était à présent de 500 000 barils par jour. Le Koweït espère reprendre, à la fin de l'année prochaine, son quota OPEP de production extérieure à la crise du Golfe, soit 1,5 million de barils par jour. — (AFP)

DÉFENSE

Selon un rapport du Sénat

La réduction à dix mois du service militaire entraîne un surcoût de 600 millions de francs

Un rapport sénatorial évalué à plus de 600 millions de francs le coût, pour 1992, de la réduction à dix mois de la durée du service militaire. Il s'agit du seul coût financier, observe l'auteur du rapport, M. François Trucy, sénateur (rép. ind.) du Var. Ne trouvant aucun crédit pour compenser ce surcoût dans le budget de la défense pour 1992, le sénateur conclut que cette initiative, applicable depuis le 1^{er} octobre, entraîne aussi un coût psychologique qui «se traduira par une nouvelle détérioration des conditions d'exécution» du service militaire pour les appelés comme pour l'encadrement.

M. Trucy considère qu'il faudra, compte tenu d'une durée du service qui ne correspond plus à celle de l'année, incorporer en année pleine 1,2 recrue pour un poste budgétaire d'appel.

«L'application de ce coefficient multiplicateur à un certain nombre de coûts fixes ou proportionnels», écrit le rapporteur, provoque un surcoût d'entretien et de fonctionnement courant d'environ 50 millions de francs : des dépenses accrues de munitions, carburants et des dépenses diverses d'instruction qui, dans une première approche, atteindraient 200 millions de francs ; des dépenses d'infrastructure permettant d'absorber l'accroissement de 20 % de l'effectif d'un contingent, qui peuvent être évaluées à 600 à 700 millions de francs sur trois ou quatre ans, soit 150 à 200 millions de francs par année.

A ces sommes, prévoit encore M. Trucy, il faut ajouter les dépenses supplémentaires liées à l'augmentation de la solde due, dès après le dixième mois, aux

engagés et aux volontaires pour un service long, soit 190 millions de francs.

«C'est donc à plus de 600 millions de francs par an que se situe, approximativement, le coût du passage à un service de dix mois, note le sénateur, c'est-à-dire nettement plus que les économies attendues de la déflation des effectifs.» Les trois armées doivent, en effet, se séparer en 1992 de 20 900 personnes (dont 17 000 pour le seul contingent), ce qui entraîne une incidence financière de 573 millions de francs.

Le prix d'un avion Atlantique 2

Tel qu'il a été calculé par M. Trucy, ce surcoût de plus de 600 millions de francs pour un service réduit à dix mois peut être comparé au prix budgétaire (achat, taxes, soutien, pièces de rechange et formation de l'équipage) d'un avion Atlantique 2 pour la surveillance maritime et la lutte anti-sous-marine.

A ce coût purement financier s'ajoute ce que le rapporteur du Sénat appelle «un coût psychologique». «Désormais, les tâches les plus valorisantes vont aux appelés volontaires pour un service long, écrit-il, les appelés à dix mois risquant d'être cantonnés dans des tâches d'exécution sans réel intérêt. L'image même du service militaire s'en trouvera donc atteinte. Moins, outre celle des appelés, la situation de l'encadrement en sera affectée», dès lors que les officiers et les sous-officiers devront consacrer davantage de leur temps et de leur énergie au fonctionnement d'un service raccourci alors même qu'ils subiront une diminution de leurs propres effectifs.

A C
LA GAMME
A

COMMUNICATION

Le début de démantèlement de l'empire

Les frères Maxwell renoncent à leurs fonctions au sein du groupe

MM. Kevin et Ian Maxwell, les fils de l'ancien magnat de la presse décédé il y a plus de quatre semaines, ont renoncé, mardi 3 décembre, à toutes leurs fonctions au sein du groupe. Cette décision, qui coïncide avec la découverte de nouveaux montages financiers illégaux et d'un accroissement des dettes, pourrait bien annoncer le début du démantèlement de l'empire Maxwell.

LONDRES

de notre correspondant

« Les actionnaires et la direction ne doivent pas penser que les enquêtes sur les affaires de la société seront de quelque façon entravées par la joute naturelle que je ressens à l'égard de mon père », c'est par ces mots que M. Kevin Maxwell, visiblement ému et fatigué, a justifié sa décision de renoncer à ses fonctions de président de Maxwell Communications Corporation (MCC), l'un des deux fleurons — avec Mirror Group Newspapers (MGN) — du groupe de presse et d'édition créé par son père. Son frère Ian, président de MGN, a fait part peu après d'une décision identique, un communiqué du groupe expliquant que « l'accroissement des conflits d'intérêt » entre les affaires privées de la famille Maxwell et celles des principales sociétés du groupe, rendait nécessaire cette clarification.

Ces démissions spectaculaires sont intervenues le lendemain du jour où les banquiers chargés d'évaluer la situation financière, ont appris que des prêts très importants — probablement supérieurs à 300 millions de livres, soit près de 3 milliards de francs —, prélevés sur les fonds des caisses de retraite de MGN, ont été consentis, de façon totalement illégale, aux sociétés privées contrôlées par son père. D'autres

prêts secrets — également évalués à 300 millions de livres — auraient été accordés par un transfert de fonds de MCC et MGN aux sociétés privées. Les banques n'ont appris l'existence de ces montages financiers illégaux que le lundi 2 décembre.

Une trentaine d'institutions financières liées au groupe Maxwell ont constitué, le 25 novembre, un comité de surveillance de cinq banques, chargé d'évaluer la santé financière des sociétés et de décider si les actifs sont suffisants pour équilibrer le montant total des prêts bancaires, qui est évalué aujourd'hui à plus de 900 millions de livres. Ce comité doit notamment se prononcer sur les propositions de restructuration avancées par M. Kevin Maxwell. Un nouveau prêt a été accordé jusqu'à vendredi 6 décembre, MM. Kevin et Ian Maxwell ayant assuré qu'un nouveau partenaire financier serait susceptible d'injecter plus de 200 millions de livres dans la trésorerie chancelante du groupe. Les banques ont suspendu le recouvrement des dettes pendant une période limitée, mais il est exclu qu'elles accordent de nouveaux prêts.

Montage de la dernière chance

Ce montage financier de la dernière chance tenté par les fils de Robert Maxwell apparaît bien tardif, tant la situation s'est dégradée ces dernières semaines. Si de nouveaux fonds, évalués par les banquiers à environ 300 millions de livres, ne sont pas débloqués avant la fin de la semaine, il est vraisemblable que l'empire Maxwell n'évitera pas un processus plus contraignant, c'est-à-dire la nomination d'un administrateur judiciaire dans un premier temps, avant la liquidation d'une partie importante de ses actifs. Un deuxième groupe de banques liées aux sociétés Maxwell, dont le Crédit lyonnais est le leader, tiennent ces derniers jours des réunions de crise pour évaluer la

solvabilité de MCC, à qui elles ont accordé des prêts d'un montant estimé à 1,1 milliard de livres (11 milliards de francs environ).

De 121 pence il y a quatre semaines, le cours de l'action MCC a chuté à 35 pence lundi, jour où les cotations ont été suspendues (pour MCC et MGN), à la demande des deux sociétés. La valeur de MCC, estimée à 789 millions de livres début novembre, ne dépasserait pas aujourd'hui 227 millions de livres (soit environ 2,3 milliards de francs). Selon les évaluations préliminaires effectuées par Coopers & Lybrand, cabinet d'expertise comptable et d'audit, la valeur totale des actifs était estimée à 1,4 milliard de livres il y a huit jours. Il est probable que cette estimation doit aujourd'hui être révisée en baisse.

L'extraordinaire complexité — c'est-à-dire les financements croisés entre les affaires privées de la famille et les compagnies du groupe — de l'ancien empire de presse ne cesse de surprendre banquiers, experts comptables et héritiers de Robert Maxwell. M. Kevin Maxwell lui-même a implicitement admis mardi qu'il ignorait bien des détails des affaires de son père : « Franchement, nous ne savons pas tout », a-t-il déclaré. M. Kevin Maxwell envisageait également le possible démantèlement du groupe, indiquant qu'il n'y a pas de « vache sacrée », ce qui signifie que tous les actifs du groupe sont potentiellement cessibles.

LAURENT ZECCHINI

EN BREF

□ La direction de FR3 refuse une médiation à propos de plan de suppression d'emplois. — Estimant que « le dialogue social doit se dérouler au sein de l'entreprise », la direction de FR3 a refusé le principe d'une médiation à propos du plan de suppression d'emplois engagé dans la chaîne (le Monde des 12 septembre et 11 octobre). Saisi par les syndicats qui contestent ce plan, le tribunal des référés de Paris avait proposé la médiation de M^{me} Simone Rozès, ancien premier président de la Cour de cassation.

□ Le Journal de 13 heures d'A2 à nouveau diffusé en Tunisie. — Depuis cette semaine, les émissions d'Antenne 2 sont diffusées en Tunisie de 9 h 20 à la fin des programmes, y compris le Journal de 13 heures. La diffusion de ce journal avait cessé sans explication il y a dix-sept mois, après les élections municipales de juin 1990. Le Journal de 20 heures reste remplacé par un journal d'informations

réalisés sur place, comme cela a toujours été le cas depuis la diffusion d'A2 en Tunisie il y a deux ans.

□ Les salariés de la Cinq votent le principe d'une grève. — Les salariés de la Cinq ont voté, le 4 décembre, par 405 voix contre 103, « le principe d'une grève, si les menaces de licenciements devenaient effectives ». Le comité d'entreprise de la chaîne se réunira jeudi 5 décembre. Le PDG, M. Yves Sabouret, sera reçu, vendredi, par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qui souhaite évoquer la situation de la chaîne. Le CSA a récemment rappelé les engagements souscrits par Hachette en reprenant la Cinq, parmi lesquels figurent l'amélioration significative des programmes pour la jeunesse, la non-programmation aux heures de grande écoute de scènes de violence ou d'érotisme, et un budget de programmes de 1,09 milliard de francs, en 1992, quelle que soit l'évolution des recettes.

Le rapport du sénateur Cluzel

Les incohérences des gouvernements prolongent la crise des médias

Dans la presse écrite comme dans l'audiovisuel, la crise est générale et permanente par la faute des gouvernements successifs. Telles sont les conclusions du rapport du sénateur Jean Cluzel pour 1991.

Le cru Cluzel 1991 est arrivé. Et il n'est pas plus euphorisant que les années précédentes. En quelques chiffres, le sénateur Cluzel (Union centriste), rapporteur spécial du budget de la communication, dresse, à propos de la presse écrite, un constat plus alarmant encore que d'habitude : la France se range en 27^e position mondiale pour l'importance de sa presse écrite quotidienne, le nombre de ses quotidiens a été divisé par quatre, de 1914 à 1990, et le tirage des quotidiens nationaux a diminué de moitié entre 1960 et 1988.

Bien entendu, la part la plus importante du dossier est consacrée à l'audiovisuel. Le sénateur Cluzel note que la polémique sur les quotas de diffusion d'œuvres d'expression française aux heures de grande écoute a masqué le problème principal de l'audiovisuel français : l'absence d'une véritable industrie de programmes.

Reprenant certains éléments de réflexion du rapport que M. Michel Fansten, producteur et directeur délégué de LMK-Images, a consacré à la situation de la production en France (le Monde du 23 octobre), le sénateur Cluzel montre que les ressources affectées aux producteurs ont diminué dans une proportion inverse à l'offre de programmes des chaînes de télévision. Non seulement les gros budgets sont allés aux émissions à fort potentiel d'audience (jeux, variétés...), non seulement les rediffusions ont été massives, mais la part des ressources financières affectée à la production d'œuvres originales a diminué fortement. Comme M. Fansten, le sénateur Cluzel recommande que la politique dite des quotas soit modulée en fonction de la situation financière des diffuseurs et assortie d'obligations d'investissement dans la production.

Le rapporteur note que l'exonération de 4,3 millions de foyers de toute redevance audiovisuelle représente un « hold up legal » qui prive le secteur public d'un revenu de près de 2,2 milliards de francs.

Très dur envers les différents gouvernements qui ont eu à gérer l'audiovisuel, le sénateur Cluzel est en revanche le seul homme politique à défendre vigoureusement le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Il n'hésite pas à réclamer un élargissement des pouvoirs de l'instance de régulation.

Y. M.

A CHACUN SON FAX! LA GAMME AGORIS DE FRANCE TELECOM A PARTIR DE 2.700 F HT.

Offre spéciale de lancement jusqu'au 18/01/92
2.700 F HT*

AGORIS 50
* Prix de lancement TTC 3.202,20 F au lieu de 3.973,10 F TTC.

AGORIS 61
12 numéros d'appel peuvent être pré-enregistrés.

AGORIS 65
Il complète le Minitel dont il imprime l'écran.

FRANCE TELECOM

En vente



Un processus en trois étapes

POINT/L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE

«Un marché, une monnaie.» C'est pour atteindre cet objectif lancé en 1985, et possible avant la fin du siècle, que les Douze signeront, au terme du conseil des chefs d'Etat et de gouvernement à Maastricht (Pays-Bas), les 9 et 10 décembre, un nouveau traité européen.

Au 1^{er} janvier 1993, la libre circulation des hommes, des marchandises et des capitaux deviendra réalité. Mais ce grand marché se conçoit mal sans une harmonisation plus profonde : performances économiques plus cohérentes entre les Etats, taux d'intérêt similaires, fluctuations de change limitées - elles le sont actuellement dans le cadre du système monétaire européen - puis annulées. Un pendant économique et monétaire est donc nécessaire à la libéralisation des échanges.

Côté économique, il s'agit de rapprocher des pays dont le revenu par habitant varie presque du simple au triple, dont l'inflation n'est pas

bien maîtrisée partout, dont les finances publiques sont gérées de manière très différente. Côté monétaire, il faut éliminer les coûts liés des transactions de change, les différences de taux d'intérêt...

Le moyen le plus efficace, choisi par les Douze, suppose l'abandon des souverainetés monétaires nationales, au profit d'une monnaie unique et d'une banque centrale commune. Pour y parvenir, un processus en trois étapes a été défini, dont la première a commencé à la mi-1990, la deuxième sera entamée en 1994 et la troisième, celle de l'achèvement, au plus tôt en 1997. Mettre en commun les compétences économiques et monétaires des membres de la CEE suppose des institutions communes, des prises de décision majoritaires. L'union économique et monétaire (UEM) ne peut donc être conçue sans une union politique parallèle, pour laquelle un traité doit être également signé à Maastricht.

Les mots et les institutions

La décision prise par les Douze en décembre 1985 de créer un *marché unique européen*, sur lequel les personnes, les biens, et les capitaux, pourront circuler librement a fait renaître l'objectif, datant des années 60, de créer une *union économique et monétaire* (UEM) : il s'agit d'élaborer des politiques économiques concertées, une politique monétaire unique, d'instaurer une banque centrale commune émettant la monnaie : chaque pays, de fait, abandonne sa souveraineté monétaire nationale au profit d'une souveraineté commune. Dans une union économique et monétaire totale, une seule monnaie circule librement et, malgré les particularismes de chacune des régions (différences de pouvoir d'achat, de développement économique...), les taux d'intérêt sont identiques dans l'ensemble de la zone. Le meilleur exemple d'UEM est celui des Etats-Unis. Il existe ailleurs dans le monde des zones monétaires, la zone franc par exemple, mais les politiques économiques et monétaires y demeurent distinctes dans chacun des Etats composant la zone. En Europe, l'union monétaire est le prolongement du système monétaire européen (SME), qui lie entre elles, en autorisant les fluctuations limitées, la plupart des monnaies de la Communauté. L'union économique est le couronnement de l'intégration des douze économies européennes.

LES TROIS-ÉTAPES

Le rapport Delors présenté en avril 1989 par la Commission de Bruxelles programmat la mise en œuvre de l'UEM en trois étapes. La première, débutant au 1^{er} juillet 1990, devait permettre de libéraliser les mouvements de capitaux,

d'abolir le contrôle des changes et de rapprocher les politiques économiques. Au cours de la deuxième étape, le rôle de l'écu devait être renforcé et une banque centrale commune devait entrer en fonctions ; au cours de la troisième étape, les parités devaient être irrémédiablement fixées, permettant l'instauration d'une monnaie unique, l'écu. Depuis, la *conférence intergouvernementale* qui a réuni périodiquement les ministres des finances des Douze à partir d'octobre 1990 a modifié le calendrier et le contenu des étapes. Le démar-

rage de la deuxième étape, nu phase de transition, a été fixé au 1^{er} janvier 1994 : un *institut monétaire européen* sera créé, et la composition du *panier de l'écu* sera gelée. Avant la fin de 1996, les gouvernements devront décider du démarrage de la troisième étape.

MONNAIE UNIQUE MONNAIE COMMUNE

Une monnaie unique est la seule autorisée à circuler sur un territoire donné. Les monnaies actuellement en circulation dans la Com-

munauté (franc français, franc belge, franc luxembourgeois, mark allemand, couronne danoise, florin néerlandais, lire italienne, livre sterling britannique, drachme grecque, peseta espagnole, escudo portugais) devront donc cesser d'exister, et une politique monétaire unique devra être mise en œuvre. L'écu (unité de compte européenne) a été désigné comme la future monnaie unique. Actuellement, l'écu est considéré comme devise étrangère dans les pays de la Communauté, ce qui signifie que son usage est limité et assorti de frais de transactions. Une monnaie commune au contraire cohabite avec les monnaies nationales, les opérateurs économiques pouvant juger de l'opportunité de son utilisation, ou se voir imposer des règles pour son usage. La Grande-Bretagne a toujours été opposée à l'adoption d'une monnaie unique, symbole de la perte de sa souveraineté nationale, et c'est pourquoi le traité de Maastricht pourrait accorder à Londres une *clause d'exemption*, ou *opting-out clause*, permettant au Parlement de Londres de voter, ou non, le rattachement britannique à la troisième étape de l'UEM. Plusieurs pays, dont le degré de convergence économique n'aura pas été jugé suffisant, pourront bénéficier de *clauses dérogatoires*, permettant de retarder, pour une période donnée, leur adhésion à l'UEM.

ÉCU PANIER ÉCU LOURD, ÉCU GÉLÉ

Actuellement, l'écu est un *panier* de devises, dont la valeur est calculée chaque jour en fonction de celle de chacune des monnaies entrant en compte dans sa compo-

sition, la part la plus grande revenant au mark.

Un projet britannique présenté en 1990 a consisté à créer un *écu lourd*, circulant parallèlement aux monnaies nationales, et qui serait amené à devenir la monnaie commune de la CEE. Comme contrepartie, les Néerlandais (qui présidaient la Communauté au deuxième semestre 1991), ont proposé un *écu gelé* : même en cas de réajustement monétaire, le poids de chacune des monnaies le composant ne sera pas modifié.

Il existe déjà un *marché de l'écu* : les entreprises et les gouvernements peuvent lancer des emprunts en écus sur le marché international des capitaux, l'écu est coté sur les marchés des changes. Par ailleurs, plusieurs grandes entreprises choisissent de tenir une comptabilité en écus.

LA BANQUE CENTRALE

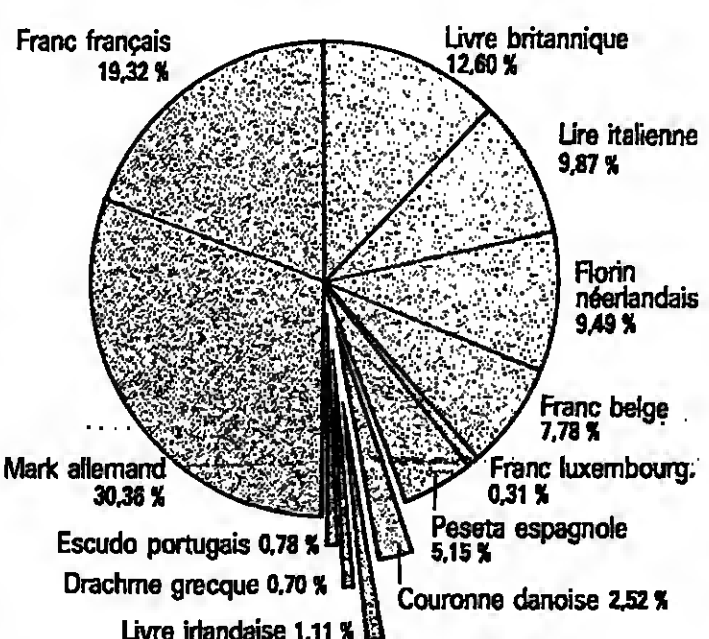
Le rapport Delors prévoyait l'instauration d'un *système européen de banques centrales* (SEBC) qui, dès la deuxième étape de l'union monétaire, aurait assumé une partie de la politique monétaire de l'Europe, les instituts d'émission nationaux conservant la plupart de leurs responsabilités. Or, devant l'opposition de plusieurs pays, l'Allemagne en tête, les Douze ont décidé que le SEBC verrait le jour en 1994, et non en 1993, comme initialement prévu, sous la forme d'un *institut monétaire européen* (IME), aux prérogatives très limitées. Le SEBC, composé de la Banque centrale européenne et des instituts nationaux, fonctionnant indépendamment des gouvernements, verrait le

jour seulement au démarrage de la troisième étape, soit en 1997 au plus tôt.

PERFORMANCES ÉCONOMIQUES

L'union monétaire n'est tenable que si les performances économiques des Douze se rapprochent le plus possible : dans le cadre de la *convergence économique*, les déficits publics excessifs devront donc être combattus, sous peine de sanctions. Quatre indicateurs de convergence ont été retenus : les prix, les finances publiques, les taux d'intérêt à long terme, le maintien d'une marge de fluctuation normale de la monnaie au sein du SME (+ ou - 2,25 % de part et d'autre d'un cours central théorique, appelé *pivot*). Le conseil des ministres de l'économie et des finances appliquera des grandes orientations de politique économique. Dans le cadre de la surveillance multilatérale, la Commission rédigera des rapports sur la situation économique de chacun des membres. Au cours de la deuxième étape, des recommandations publiques pourront être publiées. Au cours de la troisième étape, un système de *sanctions* à l'encontre des pays ne respectant pas les objectifs de convergence sera mis en place. Ces sanctions pourront consister en des suspensions de prêts de la Banque européenne d'investissement, des mises en garde publiques aux investisseurs, mais ne mettront pas en péril les versements au titre des fonds structurels (régionaux, sociaux...) de la CEE.

La composition de l'écu

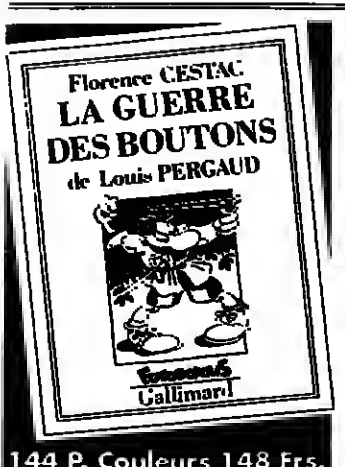


La convergence économique

	Les indicateurs retenus					Le critère est-il observé ?				
	Inflation 1991 en % (1)	Déficit budgétaire 1991 en % du PIB	Dette publique 1991 en % du PIB	Taux d'intérêt long terme %	Situation dans le SME (2)	Inflation	Déficit	Dette	Taux d'intérêt	Situation dans le SME
France.....	3	- 1,7	47	9	A	oui	oui	oui	oui	oui
Luxembourg.....	3,4	+ 2	7	8,2	A	oui	oui	oui	oui	oui
Denemark.....	2,4	- 1,7	67	10,1	A	oui	oui	non	oui	oui
Pays-Bas.....	3,2	- 4,9	79	8,9	A	oui	non	non	oui	oui
Belgique.....	3,2	- 6,6	129	9,3	A	oui	non	non	oui	oui
Grande-Bretagne.....	6,5	- 1,8	44	9,9	B	non	oui	oui	oui	non
Irlande.....	3	- 4	103	9,2	A	oui	non	non	oui	oui
Allemagne (3).....	3,5	- 3,6 à 5	45	8,6	A	oui	non	oui	oui	oui
Espagne.....	5,8	- 3,9	46	12,4	B	non	non	oui	non	non
Italie.....	6,4	- 9,9	101	12,9	A	non	non	non	non	non
Portugal.....	11,7	- 4,8	64	17	C	non	non	non	non	non
Grèce.....	18,3	- 18	96	21	C	non	non	non	non	non
CEE.....	5	4,4	62	10,4						

Sources : Commission européenne et le Monde.

(1) Inflation : calcul à partir du déflateur de la consommation privée et non l'évolution des prix de détail comme habituellement.
(2) Situation dans le SME : A) pays membre avec une marge étroite de 2,25 % autour du pivot ; B) pays membre avec une marge large de 6 % autour du pivot ; C) pays non membre.
(3) Allemagne : les chiffres concernent l'Allemagne de l'Ouest. Pour le déficit ramené au PIB, la fourchette reprend les différentes estimations réalisées.



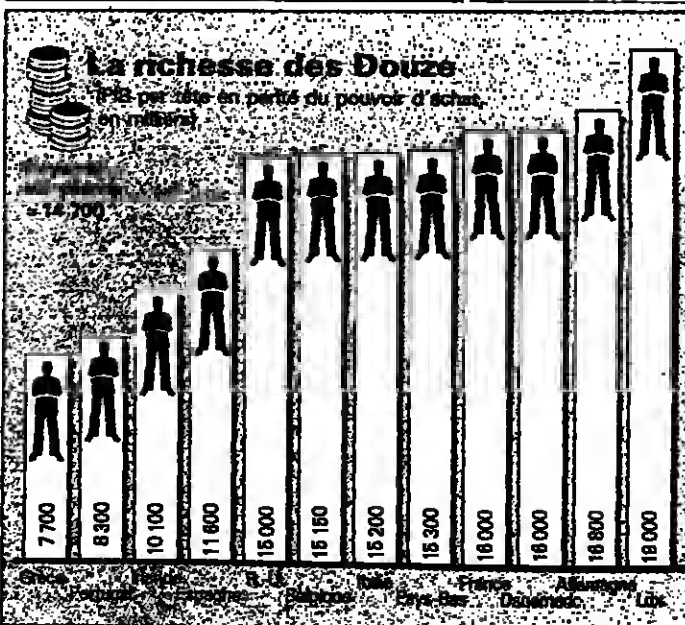
Aujourd'hui, deux pays seulement seraient à même d'entrer dans l'UEM ! Tous les autres ont une ou plusieurs caractéristiques économiques qui les feraient rester à la porte. Même l'Allemagne serait recalée...

Afin de mesurer la «convergence» des performances économiques des Douze avant le passage à la monnaie unique, mais aussi pour forcer les Etats membres à adopter des politiques budgétaires orthodoxes, le traité d'UEM comportera une liste de critères budgétaires et monétaires particulièrement surveillés. Un pays ne pourra entrer dans l'UEM que dans la mesure où :

- son inflation ne dépasse pas de plus de 1,5 point la moyenne des trois meilleurs pays en la matière ;
- son déficit budgétaire ne dépasse pas 3 % de son produit intérieur brut (PIB) ;
- sa dette publique ne dépasse pas 60 % du PIB ;
- ses taux d'intérêt à long terme ne dépassent pas de plus de 2 points les taux moyens des trois pays les meilleurs en la matière.

Ces critères sont sévères (nous les avons appliqués ci-dessus aux performances de 1991 et ils vont demander des efforts importants. En fait, on escompte que huit pays les observeront à la date prévue, en 1996 ou 1997. Seule la Grèce et le Portugal semblent ne pas pouvoir y parvenir. L'Espagne devra réduire son inflation. L'Italie est le cas le plus controversé, car Rome devra modifier drastiquement sa politique budgétaire. Sur insistance des pays latins, le jugement des critères devra prendre en compte les progrès accomplis : la politique aura donc droit de cité.

Dossier réalisé par Françoise Lazare et Eric Le Boucher



Les principales dates

25 mars 1957. - Le Traité de Rome institue un comité monétaire.

24 octobre 1962. - Dans le «rapport Marjolin», l'union monétaire est définie comme la troisième étape de l'unification.

8 mai 1964. - Le comité des gouverneurs des banques centrales des Etats membres de la CEE est institué.

1^{er} décembre 1969. - A La Haye, les chefs d'Etat s'engagent à «réaliser l'union économique et monétaire».

8 octobre 1970. - Rapport Werner sur la réalisation de l'union économique et monétaire, qui devait être achevée en 1980.

24 avril 1972. - Entrée en vigueur du «serpent» monétaire européen avec six pays au départ : Allemagne fédérale, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas, qui décident de limiter à 2,25 % les marges de fluctuation de leurs monnaies entre elles.

13 mars 1979. - Accord entre les banques centrales de la CEE sur les modalités de fonctionnement du système monétaire européen (SME), qui remplace le serpent. Huit pays y participent. Leurs monnaies sont liées par des parités fixes dites *cours pivots*, autour desquelles elles peuvent fluctuer de 2,25 % en hausse ou en baisse.

28 avril 1981. - L'écu remplace l'unité de compte européenne, utilisée depuis 1978 dans tous les actes officiels de la CEE.

1985-1986. - Relance de la construction européenne par l'élaboration de différents projets, M. Jacques Delors propose d'abolir les frontières des Douze avant la fin de 1992.

1^{er} juillet 1987. - Entrée en vigueur de l'acte unique européen.

26-27 juin 1989. - Le conseil européen de Madrid prévoit une union monétaire en trois étapes.

9 décembre 1989. - A Strasbourg, il est décidé d'entamer la première étape.

28 avril 1990. - Le conseil européen de Dublin fixe la fin de 1992 comme date butoir la ratification du nouveau traité.

1^{er} juillet 1990. - Début de la première étape de l'union économique et monétaire. La libération des mouvements de capitaux entre officiellement en vigueur.

Le Monde des Carrières

UNIVERSITÉ DE LAUSANNE
L'Ecole des hautes études commerciales met en concours un poste de professeur d'intégration européenne, cours pour étudiants de licence en sciences économiques avec cours de base de l'histoire et institutions économiques et cours à définir avec le candidat. Poste en principe à plein temps, mais enseignement éventuellement réparti entre plusieurs périodes.

Entrée en fonction : 1^{er} septembre 1992.
Eldoigne : doctorat, travaux publics relatifs aux mathématiques enseignées, expérience professionnelle, permis de conduire, maîtrise de deux langues officielles (français et allemand) (délai : 15 janvier 1992), dossier complet des charges à :

M. le prof. O. Blanc, doyen de l'Ecole des HEC, BP 51, CH-1015 Lausanne.
Tél. : 41-21/692-41-36.

An international non-gouvernemental environnemental organization
leasing a north african researcher / writer concerned and knowledgeable about the environment to be employed to help prevent the proliferation of hazardous wastes and polluting technologies in the Mediterranean Sea region.

Experience in Journalism, or governmental / non-governmental environmental field desired. Willingness to live and travel throughout the Mediterranean region required. Fluency in English, French and Arabic required. Please send English letter, references and curriculum vitae to PO Box 2870, 1000 CH Amsterdam, Netherlands.

Deadline for applications: December 31.
Employment and Commerce des déchets toxiques
Association internationale de défense de l'environnement, recherche :

un(e) chargé(e) de mission pour empêcher l'importation et l'exportation de déchets dangereux vers et hors de la France et de la Communauté Européenne.

Expérience en activité politique et lobbying souhaitée. Français et anglais couramment parlés. Nombreux déplacements en France et en Europe. Voeux : envoyer une lettre en anglais avec C.V. et réf. sous n° 8443 au :

Monde Publika, 15-17, rue de Colonne-P. Ave 15016 Paris.

Groupe ISIS recherche : Architecte architecte Bonne connaissance réglementation et procédures ZAC Pratique informatique Tél. : 43-56-55-66

DEMANDES D'EMPLOIS
F. Ing. de gén. dipl. nat. 25 ans. Exp. 10 ans. Ingénieur emploi industriel. A Paris (entreprises alt. franc-angl.). N. FARAH, C/o P. MONDESIR, 18, rue de Valenciennes, 75003 Paris. Fax : 41-21-50-56.

ING. HYD. 20 ans, exp. BE chef prof. IOM, d'agence (r. l. l. HYP. FILI. 1987) Reut. GR. AMGT. HYP. ENVIT. OFFSHORE 3 LEC. Scierie sous n° 8437 la Monde Publika, 15-17, rue de Colonne-P. Ave, 75002 Paris. Tél. : 43-56-55-66

DESS Sciences-Po. Anglais, russe, arabe, recherche poste CHARGE DE MISSION Secteur : diplomatie, enseignement, export. 60-75-85-87-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-

37 111 550

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Jeudi 5 décembre 1991 35

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
4 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 100 m², 3 ^e étage	18, rue Quincampoix SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	10 000 + 1 545 7 200						
5 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES, IMM. NEUF cuis. équipée, 80 m², 2 ^e étage parking	4, rue de la Collégiale GERER - 49-42-24-57 Frais de commission	11 000 + 720 8 000						
7 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 53 m², 1 ^e étage	50, rue de Bourgogne SOLVEG - 40-87-06-99 Frais de commission	7 350 + 1 063 6 813						
5/6 PIÈCES 180 m², 2 ^e étage	91, av. de la Bourdonnais SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	29 000 + 2 653 20 880						
8 ^e ARRONDISSEMENT								
5 PIÈCES 101 m², 4 ^e étage	5, rue Laborde AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	9 200 + 896 6 547						
9 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 102 m², 3 ^e étage	21, rue Condorcet AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 447 + 800 6 009						
11 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 88 m², 4 ^e étage parking	4, rue Mouffe LOC INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	8 084 + 783 8 102						
12 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 82 m², 4 ^e étage parking	7, rue St-Jérôme LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	6 545 + 681 4 886						
2 PIÈCES 52 m², 5 ^e étage parking, cave	12, rue de Rambouillet AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 926 + 418 4 218						
13 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES, IMM. NEUF 57 m², 4 ^e étage parking	34/38, rue des Peupliers GERER - 49-42-24-57 Frais de commission	6 400 + 510 3 648						
14 ^e ARRONDISSEMENT								
5 PIÈCES DUPLEX 100 m², 9/10 ^e étage box, cave	80-84, rue de l'Abbaye-Carton AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	13 500 + 1 004 9 906						
4 PIÈCES 90 m², 7 ^e étage 2 parkings, balcon	15, rue Fizeau LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	9 200 + 613 6 890						
15 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 60 m², 3 ^e étage cave	12, rue Duplex AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 971 + 600 4 661						
17 ^e ARRONDISSEMENT								
6 PIÈCES 187 m², 1 ^e étage	113, av. de Villiers LOC INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	21 760 + 1 500 16 110						
19 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 68 m², 1 ^e étage parking	128-130, rue Compans GERER - 49-42-24-57 Frais de commission	7 100 + 810 4 047						
20 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 89 m², 11 ^e étage cave	12, rue Ernest-Lefèvre AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 990 + 890 5 886						
77 - SEINE-ET-MARNE								
MAISON 6 PIÈCES 180 m² cave	BUSSY-SAINT-GEORGES 23, promenade des Goffeurs SOLVEG - 40-87-06-99 Frais de commission	11 100 + 400 8 725						
78 - YVELINES								
PAVILLON 7 PIÈCES 146 m² garage	NOISY-LE-ROI 6, rue Nicolas-Courtois AGIFRANCE - 30-44-01-13 Frais de commission	10 611 + 481 7 550						
2 PIÈCES 48 m², 1 ^e étage parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 14-18, rue du Dr. Trialet LOC INTER - 47-45-15-09 Frais de commission	3 690 + 846 2 934						
2 PIÈCES 54 m², 3 ^e étage parking, cave	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 40, rue des Ursulines AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 600 + 815 3 274						
3 PIÈCES 74 m², 1 ^e étage parking, cave	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 40, rue des Ursulines AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 696 + 783 4 053						
MAISONS 7 PIÈCES 143 m² garage	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 20-22, rue Schnapper SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	10 900 + 1 143 8 448						
MAISON 5 PIÈCES 132 m² garage	SAINT-NOM-LA-BRETÈCHE 4, rue du Vieux-Puits SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	9 800 + 1 028 7 066						
PAVILLON 5 PIÈCES 110 m² garage	VERNEUIL 11, allée George-Sand AGIFRANCE - 49-03-43-27 Frais de commission	5 733 + 366 4 283						
2/3 PIÈCES Imm. neuf 67 m², 3 ^e étage parking	VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL - 46-08-96-55 46-08-96-55 Frais de commission	8 200 + 743 4 484						
3/4 PIÈCES Imm. neuf 95 m², 3 ^e étage parking	VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL - 46-08-96-55 46-08-96-55 Frais de commission	6 400 + 1 053 6 048						
PAVILLON 4 PIÈCES 101 m² garage	VILLEPREUX 60, av. de la Croix-du-Moine AGIFRANCE - 30-44-01-13 Frais de commission	5 865 + 284 4 382						
PAVILLON 6 PIÈCES 121 m², jard. 314 m² garage	VILLEPREUX 61, av. de la Croix-du-Moine AGIFRANCE - 30-44-01-13 Frais de commission	6 361 + 324 4 526						
91 - ESSONNE								
MAISON 5 PIÈCES 121 m², jard. 408 m² parking	EVRY SOLVEG - 40-87-06-99 Frais de commission	5 870 + 300 4 803						
92 - HAUTS-DE-SEINE								
5 PIÈCES DUPLEX 180 m², 4-5 ^e étages parking	BOULOGNE 33-37, rue Louis-Pasteur SOLVEG - 40-87-06-99 Sans frais de commission	26 000 + 1 791						
5 PIÈCES								
105 m², 2 ^e étage parking	ASNIÈRES 25, avenue d'Argenteuil SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	7 800 + 1 272 5 616						
3 PIÈCES								
82 m², 3 ^e étage parking	BOULOGNE 187, avenue Gallieni LOC INTER - 47-45-15-09 Frais de commission	8 600 + 650 5 022						
4 PIÈCES								
123 m², 4 ^e étage 2 parkings, cave	BOULOGNE 33-35, rue Anna-Jacquelin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	12 089 + 2 680 8 603						
3 PIÈCES								
Imm. neuf 75 m², 5 ^e étage parking	CHAVILLE 3-5, rue de la Fontaine-Henri-IV SAGGEL - 46-08-96-55 Frais de commission	5 800 + 883 4 176						
4-5 PIÈCES								
Imm. neuf 103 m², 4 ^e étage parking	CHAVILLE 3-5, rue de la Fontaine-Henri-IV SAGGEL - 46-08-96-55 Frais de commission	7 900 + 1 228 5 688						
3 PIÈCES								
86 m², 5 ^e étage	COURBEVOIE 333, bd Saint-Denis CIGIMO - 46-00-89-89 Honoraires de location	6 000 + 500 4 590						
3 PIÈCES								
87 m², 1 ^e étage	NEUILLY-SUR-SEINE 5, rue du Général-Lanrezac CIGIMO - 46-00-89-89 Honoraires de location	7 830 + 500 5 907						
4 PIÈCES								
86 m², 2 ^e étage balcon	NEUILLY-SUR-SEINE 223, av. Charles-de-Gaulle CIGIMO - 46-00-89-89 Honoraires de location	9 890 + 1 512 7 390						
2/3 PIÈCES								
65 m², rez-de-ch. s/parking	NEUILLY-SUR-SEINE 34-36, bd Victor-Hugo SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	7 475 + 1 238 5 382						
3 PIÈCES								
70 m², rez-de-ch. parking, cave	SAINT-CLOUD 3, square de l'Hippodrome AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 670 + 870 3 323						
2 PIÈCES								
Imm. neuf 53 m², 4 ^e étage parking	SÈVRES 7, rue de la Division-Leclerc SAGGEL - 46-08-96-55 46-08-96-55 Frais de commission	4 600 + 696 3 312						
4/5 PIÈCES								
Imm. neuf 111 m², 1 ^e étage parking	SÈVRES 7, rue de la Division-Leclerc SAGGEL - 46-08-96-55 46-08-96-55 Frais de commission	8 350 + 1 446 8 012						
4 PIÈCES								
89 m², 3 ^e étage	SURESNES 15, rue Salomon-de-Rothschild AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 120 + 1 237 5 066						
93 - SEINE-SAINT-DENIS								
5 PIÈCES DUPLEX 97 m², 10-11 ^e ét. parking	PANTIN 19-21, rue Jean-Lolive LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	5 680 + 1 014 4 374						
94 - VAL-DE-MARNE								
2 PIÈCES 53 m², 4 ^e étage parking	SAINT-MANDÉ 4, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-15-71 Frais de commission	5 205 + 586 4 050						
3 PIÈCES								
79 m², 1 ^e étage parking, cave	VINCENNES 5, allée J.-Daguerre AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 853 + 800 4 877						
94 - VAL D'OISE								
3 PIÈCES 70 m², rez-de-ch. parking	MONTMORENCY 125, avenue Ch.-de-Gaulle CIGIMO - 46-00-89-89 Honoraires de location	4 900 + 1 491 3 798						

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

VOS
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 600 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Ile-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements
Professionnels 46-62-73-43
Particuliers 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE

**PHENIX
GESTION**
AGF
GROUPE DES
ASSURANCES
GÉNÉRALES
DE FRANCE

AGIFRANCE
GROUPE
CASSÉ DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

GFC

GENERALI

gerer
Le Service Immobilier

SOLVEG
LOCATION, VENTE ET GESTION D'IMMEUBLES

LOC INTER
Tél. 01 47 15 19 97

**SAGGEL
VENDÔME**
GROUPE UAP

CIGIMO
GROUPE GTF

MARCHÉS FINANCIERS

Les OPA de Pinault sur le Printemps et d'Agnelli sur Exor

La Bourse face à la grogne des actionnaires minoritaires

Le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) devait se réunir mercredi 4 décembre pour étudier les modalités de deux offres publiques d'achat (OPA) lancées l'une par Pinault sur le Printemps, l'autre par le groupe Agnelli sur Exor. Ces deux rachats sont contestés par les actionnaires minoritaires.

A la veille de la réunion du CBV, M. Georges Berlioz a transmis, mardi 3 décembre, à cet organisme chargé de la réglementation boursière, une lettre contredisant les modalités de l'OPA effectuée par Pinault sur le Printemps. Cet avocat parisien s'exprime au nom de l'Association de défense des actionnaires minoritaires (ADAM) en tant que créateur par Mme Colette Neuville, jusqu'alors porte-parole des clients de la société de Bourse Tuffier en faillite.

Dans un document de six pages, il conteste le choix de l'OPA partielle sur les deux tiers du capital qui ne permet pas aux minoritaires d'apporter tous leurs titres à l'offre. Selon lui, le groupe Pinault a acquis le 22 novembre «un bloc de titres susceptibles de lui conférer le contrôle majoritaire du Printemps». Il doit donc, comme la réglementation le prévoit, instaurer un maintien de cours sur l'ensemble des titres. L'essentiel pour M. Berlioz est ce qui a été acheté même si ensuite, par un «tour de passe-passe», les droits de vote ont été abandonnés pour ramener la participation à 33 %, permettant de se limiter à une offre partielle.

Parallèlement, M. Neuville s'emploie à rassembler le maximum de mécontents autour d'elle. Elle aurait réussi à mobiliser près de 5 % du capital. Il s'agit pour elle d'une «démarche symbolique, montrant que les minoritaires existent et sont nombreux». Elle n'exclut pas ensuite, si elle n'est pas entendue, de porter l'affaire devant la justice.

Le CBV étudiera, d'autre part, les modalités de l'OPA partielle lancée par le groupe Agnelli sur le holding Exor, principal actionnaire de Perrier. La grogne couve aussi chez les minoritaires qui sont principalement des institutionnels comme Suez (10 % du capital) et le Crédit agricole (6 % détenue dans Exor par ses sœurs, 2,74 % directement dans Perrier et 27 % indirectement dans les caves de Roquefort, filiale de Perrier). Ces derniers contestent principalement les modalités de l'opération et Suez, présent au conseil d'administration d'Exor, s'est abstenu de l'approuver. Pour eux, le prix proposé est trop bas. Une contre-offre sera-t-elle lancée? «Pour l'instant, on étudie le dossier», dit-on de toutes parts.

DOMINIQUE GALLOIS

Le Japon estime à 103 milliards de dollars le besoin mondial d'épargne

Dans son rapport annuel, l'Agence de planification japonaise estime qu'en 1992 la demande mondiale d'épargne va excéder les ressources de 103 milliards de dollars, un chiffre double de celui de 1991. Ce déficit va faire pression à la hausse sur les taux d'intérêt, souligne le rapport, et va dégrader à nouveau la position des pays du Sud très endettés. La demande de capitaux provient de la reprise, de la reconstruction est-allemande et des besoins en Europe de l'Est et au Proche-Orient. Il faudrait que les gouvernements réduisent leurs déficits, indique l'agence, qui pousse le Japon à jouer un rôle accru sur les marchés financiers mondiaux.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

TELEFLEX LIONEL-DUPONT

TELEFLEX LIONEL-DUPONT vient de prendre le contrôle de la société PRECILEC spécialisée dans les composants d'automatismes - moteurs, capteurs de position et de vitesse - et les systèmes de visualisation, pour une clientèle civile et militaire de l'aéronautique et d'autres industries. PRECILEC, dont les actions sont cotées au hors-cote de la Bourse de Paris, a réalisé en 1990 un bénéfice de 2,6 MF sur un chiffre d'affaires de 85 MF. Son effectif est de 270 personnes réparties entre le siège de Montrouge et les deux sites industriels d'Auxerre et de Courtenay.

La filiale de TELEFLEX LIONEL-DUPONT, TELEFLEX SYNERAVIA, fabrique et commercialise les phares, les essuie-glaces et les actionneurs des avions et des hélicoptères. L'acquisition de PRECILEC renforce l'activité d'équipements aéronautiques du groupe TELEFLEX LIONEL-DUPONT. Il réalise 230 MF de chiffre d'affaires dans le domaine des matériels électromécaniques et électroniques.

PRECILEC compris, le chiffre d'affaires consolidé du groupe, en année pleine, devrait être de près de 1 milliard de francs, se répartissant en 4 pôles d'activité :

- Equipements d'assistance aéroportuaire 40 %
- Equipements de manutention et de téléinformation 29 %
- Equipements aéronautiques 23 %
- Filtration industrielle 8 %

La politique de croissance externe, engagée par TELEFLEX LIONEL-DUPONT il y a un an, s'est concentrée dans les domaines de l'aéroportuaire et de l'aéronautique. Elle a été entièrement financée sur fonds propres par l'utilisation à ce jour des 2/3 de l'augmentation de capital de 300 MF réalisée en juillet 1990.

MALTERIES FRANCO-BELGES

Une note d'information a été établie en vue de l'admission à la cote officielle des actions MALTERIES FRANCO-BELGES créées en rémunération de la fusion-absorption de MALTERIES CHEVALIER MARTIN par MALTERIES FRANCO-BELGES.

Cette note d'information a reçu le visa de la Commission des Opérations de Bourse N° 91-453 en date du 18 novembre 1991.

Elle peut être obtenue sans frais sur simple demande adressée à la Direction Juridique des MALTERIES FRANCO-BELGES, 62, rue du Louvre - 75002 PARIS.

L'opération de fusion telle qu'elle est décrite dans ce document, est réalisée sous condition de l'approbation du schéma proposé aux Assemblées Générales Extraordinaires de MALTERIES FRANCO-BELGES du 18.12.1991 et des MALTERIES CHEVALIER MARTIN du 17.12.1991.

Le visa de la Commission des Opérations de Bourse ne préjuge en rien la décision qui sera prise par les actionnaires.

NEW-YORK, 3 décembre

Léger tassement

Après une journée de forte hausse, le marché new-yorkais s'est légèrement tassé mardi. A l'affrètement des livraisons, la tendance ne devait guère évoluer durant la séance et, à la clôture, l'indice Dow Jones des industries a été établi à 2 828,58, soit à 5,82 points en dessous de son niveau de la veille. Le bilan général a été conforme à ce résultat. Sur 2 167 valeurs traitées, 833 ont baissé, 821 ont monté et 503 n'ont pas varié.

Autour du Big Board, l'atmosphère était un peu à la déception. Les spéculateurs avaient attendu avec impatience la publication des dernières statistiques économiques, notamment de l'indice de confiance des principaux indicateurs qui préfigure le conjoncture pour les mois à venir. Cet indice n'a, hélas, apporté aucune confirmation des espoirs nourris sur une reprise de la croissance. En légère baisse de 0,1 % en septembre, il s'est borné pour octobre à progresser de 0,1 % seulement. Seul élément de satisfaction : les ventes de logements neufs ont augmenté de 2,2 % en octobre après avoir diminué de 4,9 % en septembre.

VALEURS	Cours de 3 déc.	Cours de 4 déc.
Alcoa	57 3/4	58 3/8
AT&T	38 1/4	38 1/2
Bell	44 7/8	45 1/8
Chrysler	15 5/8	15 3/8
Du Pont de Nemours	45 3/8	45
General Electric	46 3/4	47
Exxon	59 1/2	59 1/2
Ford	24 3/8	24 5/8
General Motors	35 3/4	36 1/8
Goodyear	43	43 1/2
IBM	92 1/4	91 1/4
ITT	52 1/4	51 1/2
Mediac	85 3/8	84 3/8
Pfizer	68 3/8	68 1/8
Schleicher	52 1/2	52 1/4
Tyco	58 5/8	58 1/2
Union Carbide	108 1/8	107 1/2
United Tech.	48 1/2	47 1/2
Windsor	15 3/4	15 1/4
Xerox Corp.	52 1/4	53 5/8

LONDRES, 3 décembre

Légère hausse

Les valeurs ont évolué de façon irrégulière mardi à la Bourse de Londres pour terminer la séance en légère hausse. A la clôture, l'indice Financial Times des valeurs a gagné 5,3 points, soit 0,2 % à 2 420,2. Le volume des échanges s'est gonflé à 459,1 millions de titres contre 399,3 millions lundi.

Le marché avait initialement ouvert en faiblesse dans le sillage de Wall Street, mais s'est soulevé par des achats spéculatifs. Mais la démission surprise des frères Maxwell, intervenant après la réunion des banquiers des sociétés privées du groupe, a par la suite nettement pesé sur la tendance.

FAITS ET RÉSULTATS

o Vitel : la famille La Motte-Boutigny apporte ses parts à l'OPA de Nestlé. - Le groupe familial La Motte-Boutigny, deuxième actionnaire de la Société générale des eaux minérales de Vitel, apportera ses parts à l'OPA lancée, vendredi 29 novembre, par le groupe Nestlé, a indiqué, mardi 3 décembre, M. Guy de La Motte-Boutigny, président du Conseil de surveillance des eaux de Vitel. Le groupe familial, actionnaire historique de la firme, possède environ 20 % de la société qui est contrôlée à 52,49 %, depuis 1988, par Nestlé. Le groupe suisse était entré dans le capital des eaux de Vitel en 1969. Cette OPA amicale devait être déclinée «aux anciens de Nestlé et à l'acheteur à la fin du mois de janvier». Le prix retenu est de 953 francs par action de première catégorie et de 476,50 francs par action de deuxième catégorie.

o Pirelli va acquiescer provisoirement à une proposition de 5 % de Continental. - Le groupe de pneumatiques italien, Pirelli Spa, détenteur depuis plusieurs mois d'une option sur les 5 % du capital de Continental détenus par le groupe suisse Elektrowatt, exercera son droit d'option à la fin de l'année. Pirelli revendrait ensuite ces titres à des investisseurs intéressés et qui lui accorderont une nouvelle option. Elektrowatt avait acquis 5 % du manufacturier allemand afin d'aider le groupe italien dans sa tentative de rapprochement avec Continental. La société suisse avait fait connaître son intention de se désengager après l'échec de cette tentative (Le Monde 4 décembre).

o Coopération entre Lipton (Unilever) et Pepsi-Cola aux Etats-Unis. - Thomas J. Lipton Company, filiale d'Unilever United States, et Pepsi-Cola ont créé une société commune pour développer des boissons à base de thé et les commercialiser aux Etats-Unis. La nouvelle entité sera opérationnelle en janvier 1992 et commencera immédiatement le développement de nouveaux produits. La distribution des boissons a été basée sur ce produit actuellement Lipton sera assurée par le réseau de distribution de Pepsi-Cola. Veit un an, Nestlé et Coca-Cola avaient annoncé la création d'une société commune en vue de fabriquer et distribuer des boissons et des bases pour la production de boissons au café et au thé «prêtes à boire» (Le Monde 1^{er} décembre 1990).

o Brüssard achète la brasserie pâtisserie de groupe Midial. -

PARIS, 4 décembre

Poursuite de la reprise

La reprise technique amorcée la veille s'est poursuivie mercredi à la Bourse de Paris. En hausse de 0,18 % au début des transactions, les valeurs françaises n'ont cessé d'accroître leur gains au fil des échanges. En fin de matinée, l'indice CAC 40 s'inscrivait en progression de 0,55 %. En début d'après-midi, l'avance était ramenée à 0,4 %. Plus tard dans la journée, aux alentours de 14 heures, l'indicateur de la place gagnait 0,35 % sur son précédent niveau.

Cette progression s'est effectuée en dépit de la morosité ambiante et d'une nouvelle tension des taux d'intérêt en Allemagne, et par contrepartie en France. En effet, lors d'une prise en pension de la Bundesbank, mercredi matin, les taux d'emprunt sont passés de 9,05 % à 9,25 %, soit 30 points. Cette hausse a immédiatement provoqué une nouvelle tension sur les taux d'emprunt à court terme français qui, eux, ont de nouveau dépassés les 10 % pour le haut de la fourchette. Cette hausse du levier de l'argent allemand relance, par ailleurs, l'hypothèse d'un relèvement du taux lombard, jeudi 5 décembre, lors de la réunion bi-mensuelle de la Bundesbank.

Dans ce contexte, le volume des affaires était un peu plus effarfi qu'à l'accoutumée. Pour avant 14 heures, les flux d'échanges avoisinaient 1,5 milliard de francs. CMB Packaging est encore très recherché avec un gain de 3,1 % dans un marché de 233 000 titres. Selon les opérateurs, on note depuis plusieurs jours un net courant acheteur en provenance de Grande-Bretagne.

TOKYO, 4 décembre

Nouvelle avance

Deuxième journée de hausse mercredi à Tokyo. Soutenu par une vague d'achats, le marché a continué de monter et, en fin de séance, l'indice Nikkei avait progressé de 502,11 points, soit 2,27 % pour s'établir à la cote 22 668,44. C'est la première fois depuis le 21 octobre que le Kabuto-Cho réussit à monter deux jours de suite.

L'atmosphère est principalement centrée sur les valeurs étrangères. Mais, selon les professionnels, les opérateurs, ayant craint que les obligations ne démontrent leurs pessimismes, n'ont pas procédé à des ventes importantes. Ainsi, l'activité est restée relativement faible avec seulement 220 millions de titres échangés contre 250 millions la veille.

VALEURS	Cours de 3 déc.	Cours de 4 déc.
Alcoa	825	860
Brigitton	1 040	1 050
Coca-Cola	1 320	1 330
Fuji Bank	2 540	2 510
Honda Motor	1 480	1 450
Watanabe Sec.	1 410	1 440
Mitsubishi Ind.	673	682
Sany Corp.	4 233	4 380
Toshiba	1 470	1 490

PARIS :

Second marché (sélections)					
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cités	3890	3930	Immob. Hôtelière	780	790
Amec Assurances	278	288	Immob. Computer	160	160
B.A.C.	93	93	LP.R.M.	73 90	73 90
Banque Paribas	785	800	Loca Invest	245	241 10
Borcia (S)	310	320	Locamit	70	70
Borcia (Jyon)	238	242	Mare Comm.	78	74
C.A.L.-Fr. (C.C.I.)	835	835	Mobex	335	400
Cablecom	402	402	Paul Fapac	430	430
Carif	680	685	Rand	320	320
C.E.G.E.P.	141	141	Rhone-Alp. (S)	320	320
C.E.P.T.	250 10	250 10	S.H.M.	180	180
C.N.I.M.	810	800	Solent Invest (S)	102	90
Codanor	272	275 50	Serbo	380	380
Conforama	890	950	S.M.T. Group	130	130
Cowat	152 10	152 10	Sopra	288	288
Daplan	274 60	285	TFI	305	302 50
Deltan	1150	1180	Thomson H. R.	310	310
Demachy Worms Co	337 60	337 60	Unilog	215	219
Devant	820	820	Ved et Co	89	85
Dinelle	248 50	249 50	Y. St-Laurent Group	775	770
Dolac	125	120			
Econom Belford	238	230			
Emp. Propriétés	171	170			
Financ	128	128 50			
Finlog	105	105			
G.F.F. (Soc. Ind.)	119	118 50			
Grand Lure	390	390			
Graphic	205	200			
Grande Ongle	530	530			
Gumot	841	820			
L.C.C.	202	205			
Mécanica	121	120			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDEMATIF
Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 3 décembre 1991
Nombre de contrats : 137 035

COURS		ÉCHÉANCES		
	Déc. 91	Mars 92	Jun 92	
Dernier	105,92	106,84	106,62	
Précédent	105,92	105,78	106,28	

Options sur notionnel		Options de vente		
	Mars 92	Jun 92	Mars 92	Jun 92
PRIX D'EXERCICE	1,00	1,59	0,95	-

CAC 40 A TERME
(MATIF)
Volume : 10 022

COURS	Décembre	Janvier	Février
Dernier	1 737	1 746	1 746
Précédent	1 719	1 731,50	1 746

CHANGES

Dollar : 5,484 F ↓	
Mercredi 4 décembre, le dollar, évoluant dans une marge étroite, s'échangeait à la baisse sur le marché des changes. Cette tendance confirme l'hésitation du marché avant la réunion du conseil de la Bundesbank, jeudi, à Paris, le billet vert cotait à 5,484 francs au fixing contre 5,514 francs à la cotation officielle de la veille.	
FRANCFORT 3 déc. 4 déc.	
Dollar (en DM) 1,617 1,604	
TOKYO 3 déc. 4 déc.	
Dollar (en yen) 129,38 129,25	

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (4 décembre) : 9 516-18 1/16 %
New-York (3 décembre) : 5 11/16 %

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,483	5,484	5,510
Yen (100)	164,29	164,26	164,26
£	6,997	6,993	6,997
Deutsch mark	3,4172	3,4202	3,4183
Franc suisse	3,858	3,8607	3,8708
Livre sterling (1000)	4,5228	4,5272	4,5236
Franc français	9,7449	9,7531	9,7523
Peseta (100)	5,3415	5,3475	5,3448

TAUX D'INTERÊT DES EUROMONNAIES

UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5 3/16	4 9/16	4 13/16	4 15/16	4 3/4
Yen (100)	6 1/8	6 1/4	6 1/2	6 1/2	5 7/8
£	10 1/2	10 5/8	10 7/16	10 9/16	10 3/8
Deutsch mark	9 9/16	9 11/16	9 1/2	9 5/8	9 1/2
Franc suisse	8 1/8	8 1/4	8 1/8	8 1/4	8 3/16
Livre sterling (1000)	12 13/16	12 1/4	12 1/2	11 15/16	12 3/16
Livre sterling	10 5/8	10 3/4	10 5/8	10 3/4	10 3/4
Peseta (100)	12 3/8	12 3/4	12 3/8	12 3/8	12 3/4
Franc français	9 15/16	10 1/16	9 7/8	10	9 15/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde-RM

ENTREPRISES
à 22h15 sur RTLMercredi 4 décembre :
Jacques Famboussier,
président de la Barclays Bank.Jeudi 5 décembre :
Guy de Chauvane,
vice-président-directeur général
de l'Union européenne du C.C.
«Le Monde Affaires» d'été
6 décembre publie une enquête sur
le Crédit industriel et commercial.

MARCHÉS FINANCIERS

Le Monde • Jeudi 5 décembre 1991 37

BOURSE DU 4 DECEMBRE

Cours relevés à 13 h 47

Règlement mensuel										VALEURS									
Cotation	VALEURS	Cours précéd.	Précéder cours	Dernier cours	%	Cotation	VALEURS	Cours précéd.	Précéder cours	Dernier cours	%	Cotation	VALEURS	Cours précéd.	Précéder cours	Dernier cours	%		
4181	CNE 3%	4180	4185	4186	+ 0.26	172	Gen. Motors	173	168.50	169.50	+ 0.60	320	Gen. Belgo	320	310	309	- 0.31		
850	C.N.P. T.P.	850	852	853	+ 0.24	81	Guinness	81	79.50	80.00	+ 0.63	31	Harmony Gold	31	29.50	29.70	+ 0.67		
1280	Renault T.P.	1285	1282	1282	0.00	30	Hess	30	29.50	30.00	+ 1.68	260	Hewlett Packard	267	260	260	0.00		
1400	Rhone-Poul. T.P.	1450	1452	1462	+ 0.14	37	Hecht	37	36.00	36.00	0.00	78	Hecht	78	78.00	78.00	0.00		
1041	Saint-Gobain T.P.	1043	1043	1048	+ 0.53	285	OTI Par. (M.L.)	284	234	233	- 0.43	495	Leys/Dornier	470	475	470	- 1.06		
903	Thomson T.P.	900	900	900	0.00	511	Al. Liquide	511	509	511	+ 0.22	121	Al. Liquide	122	122	122	0.00		
645	Accor	640	639	634	- 0.79	520	Al. Liquide	520	519	520	+ 0.19	172	Al. Liquide	172	172	172	0.00		
580	Al. Liquide	580	584	584	0.00	906	Al. Liquide	906	909	911	+ 0.22	122	Al. Liquide	122	122	122	0.00		
1470	Al. Liquide	1470	1470	1470	0.00	985	Al. Liquide	985	989	990	+ 0.10	178	Al. Liquide	178	178	178	0.00		
320	A.L.S.P.	320	320	320	0.00	1088	Al. Liquide	1088	1088	1088	0.00	485	Al. Liquide	485	485	485	0.00		
2020	Aspen. Proux	2020	2020	2020	0.00	158	Al. Liquide	158	158	158	0.00	66	Al. Liquide	66	66	66	0.00		
470	ASF. Sol. Centrale	470	470	470	0.00	224	Al. Liquide	224	224	224	0.00	58	Al. Liquide	58	58	58	0.00		
173	Aur. H. Média	173	173	173	0.00	311	Al. Liquide	311	311	311	0.00	66	Al. Liquide	66	66	66	0.00		
830	Aur. H. Média	830	830	830	0.00	182	Al. Liquide	182	182	182	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
124	Ban. Par.	124	124	124	0.00	158	Al. Liquide	158	158	158	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
111	Ban. Par.	111	111	111	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
475	Ban. Par.	475	475	475	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide	103	103	103	0.00		
770	Ban. Par.	770	770	770	0.00	127	Al. Liquide	127	127	127	0.00	103	Al. Liquide						

URBANISME

La construction du Centre de conférences internationales

L'Etat va se substituer au Conseil de Paris pour modifier le POS

L'Etat va se substituer au Conseil de Paris pour obtenir une modification du plan d'occupation des sols (POS) qui permettra de délivrer d'un permis de construire pour le Centre de conférences internationales, prévu dans le 7^e arrondissement.

Quand le chantier pour la construction du Centre de conférences internationales, un des grands projets de l'Etat, sera-t-il ouvert ? Nul aujourd'hui ne peut le dire. L'affaire commence en 1988, quand M. Emile Biassini, secrétaire d'Etat aux grands travaux, transmet, pour avis, au maire de Paris, le projet de cahier des charges du concours international d'architecture, qui va être lancé. M. Chirac donne son accord, sous réserve que soient respectées la qualité du site et les dispositions du POS de la ville. Ainsi la hauteur maximale des bâtiments doit être de 25 mètres et l'espace vert de 7 500 mètres carrés reconstitués à

surface équivalente. En juin 1989, le président de la République retire le projet de M. Francis Soler, mais les études du lauréat ne sont pas conformes aux dispositions prévues par le POS de Paris.

Discussions. Nouvelle étude. Finalement, la hauteur des bâtiments en verre du futur Centre est abaissée de 31 à 28 mètres. Les deux parties - l'Etat et la Ville - campent sur leurs positions. Mais, par arrêté du 18 octobre 1991, le préfet de région précipite les choses. Il décide de qualifier le Centre de conférences internationales de projet « d'intérêt général » et met en demeure la Ville de procéder à la révision du POS de la capitale. La veille, M. Sautter ordonnait l'abandon d'une centaine d'arbres présents sur le site, pour tant protégé et où doit s'élever le futur Centre. La municipalité a, à ce propos, introduit un recours devant le tribunal administratif.

Selon M. Camille Cebana (RPR), adjoint au maire de Paris chargé de l'urbanisme, la mise à jour du POS, demandée par le préfet pour cette parcelle de terrain du

7^e arrondissement, prévoit notamment qu'un édifice pourra culminer à 28 mètres (hauteur autorisée actuellement : 25 mètres) et que l'espace vert ne sera reconstitué que sur 2 500 mètres carrés ouverts au public. En outre, l'emprise du projet est plus étendue que celle qui était initialement prévue puisqu'elle inclut désormais le quai Branly, y compris le terrain central et plus de la moitié de la rue de l'Université.

Telle est la révision du POS que les élus de la capitale viennent de refuser. Pour concrétiser sa volonté d'édifier ce Centre de conférences internationales, l'Etat va se substituer à la Ville et soumettre le projet à l'enquête publique au cours de laquelle les Parisiens pourront faire connaître leur opinion. A l'issue de cette enquête, le Conseil de Paris sera à l'ouvrage s'il se la Ville confirme son refus, le préfet pourra passer outre et imposer, pour la première fois à Paris, une modification du POS.

JEAN PERRIN

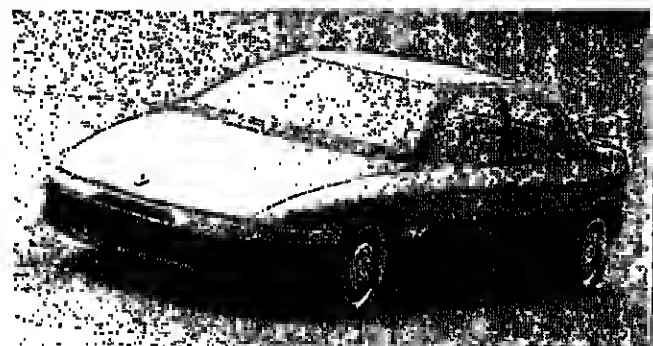
AGENDA

AUTOMOBILE

Perspectives

En cette fin d'année nous sont annoncés différents nouveaux modèles. Ainsi va nous arriver au cours du premier trimestre 1992, une petite Fiat baptisée Cinquecento, en souvenir de l'adorable 500 cm³ sans doute, car celle-ci sera en réalité une 700 cm³ à deux cylindres ou une 900 cm³ à quatre cylindres. Fabriquée en Pologne et destinée à la circulation urbaine, sa naissance va être célébrée à

Aussé, en ces semaines difficiles qui attendent les concessionnaires frappés du losange, peut-on sans doute bénéficier sur cette série en fin de production d'attentions très particulières entrées de longue date dans les mœurs et qu'il ne faut pas craindre de solliciter. Quoi qu'il en soit, la future Safrane est une voiture familiale dont la présentation urbaine sera une le 21 janvier 1992, pour une



Mégane ou Safrane ?

Rome dans quelques jours. Ensuite, la 16 coupable de Ford dans la série Escort sera distribuée sur le marché français, tandis que la 850 Volvo, berline de prestige à traction avant, fera sur les routes son apparition. Un peu plus tard la nouvelle Mazda 626 sera disponible.

La grande Renault viendra enfin dont on sait qu'elle s'appellera Safrane et qu'elle remplacera l'actuelle 25. La divulgation de la nouvelle et quelque peu troublée voilà quelques jours les services commerciaux de l'ancienne Régie qui ne pouvaient pourtant guère compiler sur la surprise depuis que quelques chasseurs de prototypes, toujours en vedette, avaient traqué avec succès ses évolutions sur les routes vosgiennes où elle se prêtait aux exigences d'un film promotionnel dans l'Equipe du 29 novembre). Ce genre de « fuite », dit-on, porte préjudice au réseau de la marque visée qui se plaint d'une baisse des commandes dans la catégorie de véhicules concernés et encore en production.

Pour les futurs propriétaires d'une voiture de cette classe - il s'agit d'un haut de gamme - on pensera différemment. En effet le temps est tout à fait opportun au contraire, pour se commander précieusement une R25, largement arrivée à maturité et dont on peut dire aujourd'hui qu'elle vaut, à équivalence de prix, un modèle de la concurrence. M. Raymond Lévy, qui s'était inquiété, lors de sa prise en charge de la Régie, de la nécessaire remise en ordre de son service « qualité », y a procédé avec succès.

commercialement prévue au printemps. Les motorisations ne seront pas révolutionnaires, sinon qu'il faut peut-être bien s'attendre que l'association Renault-Volvo donne à terme, naissance au montage d'un groupe suédois dans la nouvelle voiture. L'électronique - transmission et suspensions - jouera un rôle de plus en plus important.

Quant à l'œuvre générale de la Safrane, on se reportera à la Mégane, présentée par la Régie (de l'époque), voici une vingtaine de mois, comme un prototype d'études.

C. L.

Des légendes à l'essai. - Un parfum d'huile de ricin flottera sur le vente aux enchères organisé samedi 7 décembre, au Palais des Congrès, à Paris. Quinze automobiles au palmarès sportif indiscutable sont proposées à la vente par M^{re} Poullain et Le Fur. Une fois encore, les Ferrari sont les reines du plateau. Deux bolides, une berline 250 GTO de 1962 qui courut au Mans et une 335 S Spider de 1958 reine des « Mille Miles », issus des usines de Maranello, sont ainsi estimés à 25 millions de francs chacun. Toutes les voitures mises en vente ont connu avec succès la compétition, comme la Williams FW 08, championne du monde de F1 en 1982 avec Keke Rosberg au volant.

Vente aux enchères : samedi 7 décembre, 18 heures, Grand Auditorium du Palais des congrès. Exposition publique les 5 et 6 décembre de 11 heures à 20 heures. Renseignements : 45-67-11-31.

PARIS EN VISITES

JEUDI 5 DECEMBRE

« Chefs d'œuvre du musée d'Orsay, de l'Ingres aux impressionnistes », 13 heures, 1, rue de la Harpe, sous l'Écluse (E. Roman).

« L'atelier romantique d'Ary Scheffer. Souvenir de George Sand et Renan », 13 heures, 16, rue Chapal (Touraine culturelle).

« Le quartier chinois de Paris et ses lieux de culte », 14 heures, méro Porte de Choisy (M. C. Lesclapart).

« La tapisserie classique à la manufacture des Gobelins » (30 personnes), 14 h 30, 42, avenue des Gobelins.

« Visite de l'église de la Trinité et de ses abords », 15 heures, entrée principale, sous le porche (Monuments historiques).

« Passages couverts autour de la Grange Batellière », 14 h 30, méro La Péloserie (Paris pittoresque et insolite).

« Les sous-sols et le cellier gothique du collège des Bernardins », 14 h 30, méro Cardinal-Lemoine (P. Y. Jassier).

« Merli, capitale du Moyen-Euphrate », 14 h 30, musée du Louvre, piler carré de la Pyramide.

« Nouvelle présentation du musée Cognac-Jay », 14 h 30, hall du musée (Le Cavalier bleu).

« Les passages couverts », 14 h 30, 31 bis, rue du faubourg Montmartre (A nous deux, Paris).

« Le palais de justice en activité », 14 h 30, 6, boulevard du Palais (C. Marie).

« Charles V dans sa bibliothèque ou les manuscrits hébreux depuis l'abbé Grégoire jusqu'à l'expulsion des juifs d'Espagne en 1492 », 14 h 30, 58, rue de Richelieu (J. Haulier).

« Architecture début du siècle et cité d'artistes autour du parc Montsouris », 14 h 30, méro Cité-Jeu-de-Paume (Sauvegarde du Paris historique).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie méro Saint-Paul (Réunion du passé).

« Les appartements « rocaille » du prince et de la princesse de Saxe », 14 h 45, 60, rue des Francs-Bourgeois (Paris livre d'histoire).

« L'atelier du peintre Ary Scheffer et le salon de George Sand au musée du vie romantique », 15 heures, 18, rue Chapal (E. Roman).

« Promenade à travers l'île de la Cité », 15 heures, méro Cité, sortie marché aux fleurs (Lutèce-Vieilles).

« La Sorbonne, son église, ses archives », 14 h 30, 47, rue des Ecoles (S. Rolon-Kern).

Exposition « Odeur en son royaume. Manuscrits hébreux des collections françaises », 15 heures, hall de la Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (Paris et son histoire).

Salle des Ingénieurs, 8 bis, avenue d'Iéna, 15 heures : « Babylonia, d'Hammurabi à Mithradate », par G. Boucher (Antiquité vivante).

Cinéma/hèque, 11, rue Jacques-Bingen, 15 heures : « Glottio, un précurseur », par S. Saint-Giron (Grandes étapes de l'art en Europe).

30, avenue George-V, 15 h 30 : « L'ethnographie face au développement » (avec diapositives), par J. Gellier (Espace Kronenbourg Avenue).

14, boulevard Raspail, 18 h 30 : « Villes, guides et grandes écoles au Pays-Bas », par J. Gellier (Espace).

102 bis-104, rue de Valenciennes, 20 heures : « Le Japon du silence et la contemplation du Christ », avec le Père B. Réville (Le Forum).

153, rue du faubourg Saint-Denis, 20 heures : « Cas d'été qui s'aiment trop. Avons-nous peur d'aimer ? », par J. Stanké (Centre Sphère).

CARNET DU Monde

Naissances

— Elisabeth ROCHÉ et Jean-Pierre GUILBERT ont la joie d'annoncer la naissance de Aurélie, le 2 décembre 1991.

Ils remercient toute l'équipe de l'hôpital Antoine-Béchère.

Décès

— Jacques et Zina Aboukhaled, ses parents, M. et M^{re} Elias Aboukhaled, M. et M^{re} Yasser Idliby, ses grands-parents, ont la grande douleur de faire part du décès de

MALEK,

survenu à Londres, le samedi 30 novembre 1991.

Une prière sera dite le samedi 7 décembre, à 15 heures, à Saint-George Cathedral, 1-5-6 Albany Street, London, NW1.

Les condoléances seront reçues le samedi 7 décembre, de 17 heures à 19 heures, et le dimanche 8 décembre, de 15 heures à 19 heures.

20, Orchard Street, Portman Square, London W1.

— Cuers, La Seyne-sur-Mer.

L'ingénieur général de l'armement Louis Barlet et M^{re} Jean-Luc et Anne-Marie Barlet, Cécile et Bernard Ercolani, Les familles Barlet, Feignier, Chaperon, Ercolani,

ont la douleur de faire part du décès de

Christian BARLET.

— Claudine et Jean-Marie Le Breton, Fabienne et Patrick de Broissac, Jean-François et Marie-Pierre Le Breton, Catherine Le Breton, Hélène Fontana,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Aimé BERTOLDO,

leur père, beau-père, grand-père et beau-frère,

le 3 décembre 1991, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont eu lieu le 4 décembre en l'église paroissiale de Saint-Germain-des-Prés (Maine-et-Loire).

42, avenue de Breteuil, 75007 Paris.

58, boulevard Saint-Michel, 49000 Angers.

— Jean-Louis Berger, son épouse,

Thérèse Bordes, sa mère,

Leurs familles, Et ses amis,

ont l'imense douleur de faire part du décès de

Hélène BORDES-BERGER,

survenue brutalement le 28 novembre 1991, à l'âge de treize-neuf ans.

Les obsèques ont eu lieu le 30 novembre, à Arbouet.

Une messe à la mémoire de

Hélène BORDES-BERGER

sera célébrée le vendredi 6 décembre, à 12 h 30, en la chapelle Notre-Dame-du-Lys, 7, rue Blomet, Paris-15.

— Le docteur René Salinger et M^{re} Françoise Salinger de Hallais, Emmanuel, Anne, Benjamin, Jérôme et Joachim,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{re} Wilhelmine SALINGER,

survenue le 3 décembre 1991, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

L'inhumation aura lieu le jeudi 5 décembre, à 10 h 30, au cimetière de Dijon (Côte-d'Or).

33, square Montsouris, 75014 Paris.

— Le Frère Jean TONNEAU, dominicain,

est entré dans la lumière du Seigneur, le 3 décembre 1991, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Ses funérailles seront célébrées le vendredi 6 décembre, à 10 h 30, en l'église conventuelle de l'Annonciation (232, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8^e).

De la part Du Père prieur provincial de la Province dominicaine de France, Du Père prieur et des religieux du couvent de l'Annonciation et de sa famille.

Anniversaires

— Il y a vingt ans, le 5 décembre 1971,

NOËL BLAYAU, agrégé de l'Université, maître-assistant de l'université de Haute-Bretagne,

est décédé.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu.

De la part de René Blayau, son épouse, Pierre, Michel et Gilles Blayau, ses fils.

— D. Jon GROSSMAN nous a quittés le 5 décembre 1990.

Sa famille, Ses amis, La librairie Tachnan se souviennent.

— Il y a un an, Suzy MICHALOWICZ nous quittait.

Que ceux qui l'ont connue et aimée nient une pensée pour elle.

Soutenances de thèses

— Soutenance de thèse de doctorat, Ecole des hautes études commerciales, vendredi 6 décembre 1991, à 10 heures, salle 37-39, M. Bernard Garrette : « Les alliances entre firmes concurrentes : configurations et déterminants du management stratégique ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

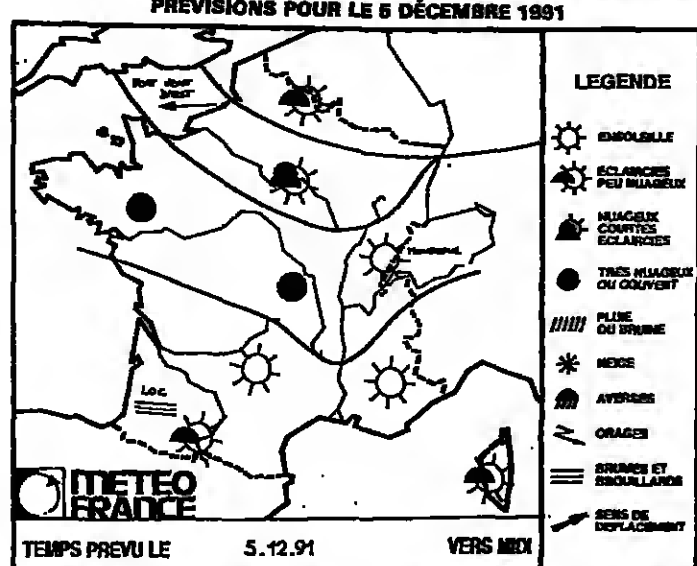
— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f. 419 vo) ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, M^{re} Manon Simon : « Les aventures chevaleresques dans le Roman de Tristan en prose. Edition et étude littéraire d'un épisode inédit du Tristan en prose (Vienne 2542, f. 398 vo-f

RADIO-TÉLÉVISION

Union française
- 17-0000
Fédération SA



PRÉVISIONS POUR LE 6 DÉCEMBRE 1991 À 12 HEURES TU

The map displays a low-pressure system (A) centered over the British Isles, with isobars ranging from 990 to 1010 hPa. A high-pressure system (B) is located over the Azores, with isobars ranging from 1010 to 1030 hPa. Isotherms for 10°C and 15°C are shown. Fronts are indicated by lines with symbols for cold, warm, and occluded fronts. The French coastline is visible on the right side of the map.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Pédagogie de la répression

tion avait un caractère politique. Et d'une certaine manière, au vu des images, ces interrogations prennent un tour désolore.

L'important était dans ce message lapidaire collé sur l'arrière des voitures bloquant la ville : « On ne peut plus travailler. » L'essentiel était dans ce que disait, en leur nom, un professeur de mathématiques, douze ans de Val-Fourré : « Je ne suis pas encore prêt à partir. Mais actuellement, il y a des matins où je me demande quand il va se passer quelque chose, à quelle heure je vais pouvoir faire mon cours normalement. » En leur nom à tous, il a dit la réalité quotidienne, les déprédations – ser-

nures bouchées, extincteurs vidés, capsules lacrymogènes, engins incendiaires, – les menaces, leur peur.

L'important était dans ce moment où l'on a vu des enseignants passer le relais à la police, l'implorer même. Comme cet inspecteur de l'éducation nationale : « Maintenant, alors que toutes nos actions de prévention ne suffisent plus, nous n'avons plus d'autre solution que de demander qu'on assure le maintien de l'ordre et la sécurité des enseignants. »

Plus d'autre solution au somme que la pédagogie de la répression. C'est dire le mal des banlieues.

Mercredi 4 décembre

LA SEPT

21.05 Documentaire : L'homme qui prenait sa femme pour un chapeau.
22.20 Cinéma d'animation : L'Escamoteur.

la doc

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. La sensualité dans l'art et le rituel buit des Fang du Gabon.

21.30 Correspondances.
Des nouvelles de la Belgique, du Canada et

de la S
Comm

langue française. Champ libre, par Liliane Verspeet (2).

Courbe
De l'axe

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

De Schiedamschen

23.07 Poussières d'étoiles. Jazz club.

Jeudi 5 décembre

M 6

M 6	
15.15	Magazine : Accusé de réception.
18.50	Série : Drôles de dames.
17.40	Jeu : Zygomusic.
18.05	Série : L'Homme de fer.
19.00	Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.54	Six minutes d'informations.
20.00	Série : Cosby Show.
20.35	Cinéma : Transamerica Express. ■■ Film américain d'Arthur Hiller (1976).
22.35	Cinéma : Hercule contre Moloch. ■ Film franco-italien de Giorgio

1. Los

1. Les Kayapo de Gorotire.
20.00 Ecrire contre l'oubli. Claire Denis et
Alain Souchon pour Ushari Ahmed Mah-
moud (Soudan).
20.05 Documentaire : Histoire parallèle.
21.00 Magazine : Avis de tempête.
23.00 Documentaire :
Mozart et la musique de chambre.
2. Indépendance et fugue.

FRA

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique.
Vendu, de Laurence Sendorowicz.

21.30 Profil perdu.
Louis Abboussier (2).

22.40 Les Nuits magnétiques.
La nouvelle conférence des oiseaux.

0.05 Du jour au lendemain.
Avec Jacques Maurier le Chant du Si-
beco ; Amazonie, dernier riverain.

0.50 Musique : Coda. Divines sérénades
4. Aux instruments favoris.

FRANCE-MUSIQUE

30 200

18.40 200^e anniversaire de la mort de Mozart. Concert (en direct de la cathédrale Saint-Étienne de Vienne) : Requiem en ré mineur K 626, de Mozart, par le Chœur de Musikverein de Vienne et l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Sir George Solomon ; Arleen Auger, soprano, Cecilia Bartolo, contralto, Vinson Cole, ténor, René Pape, basse. A 21,00, le dernière année Mozart.

23.07 Poussières d'étoiles.

Les consultations du président de la République avant le sommet de Maastricht

M. Mauroy estime qu'«on ne parle pas du tout du social» dans la construction européenne

Le premier secrétaire du Parti socialiste, M. Pierre Mauroy, a été le premier des chefs de parti politiques à être reçu par M. François Mitterrand à l'Élysée, mardi 3 décembre, dans le cadre des consultations engagées par le président de la République avant le sommet européen de Maastricht (le Monde du 4 décembre). Il a notamment exprimé l'espoir, au terme de cette audience, que ce sommet soit l'occasion d'affirmer une Europe forte, sûre d'elle et qui mène une étape importante dans la construction européenne.

Il a estimé «indispensable qu'on puisse faire des progrès quant à la compétence sociale de l'Europe», ajoutant : «Ce dont l'Europe souffre, c'est qu'on parle toujours économie, industrie, pas suffisamment d'ailleurs, recherche, mais on ne parle pas du tout du social. La partie n'est pas jouée d'avance. C'est difficile. Il y a encore beaucoup de réticences. Ce que nous espérons, c'est que l'on puisse aller le plus loin possible du possible, avec une grande détermination et avec le souci qu'on ne puisse pas revenir en arrière.»

Le président du RPR, M. Jacques Chirac, a profité de sa rencontre avec M. Mitterrand pour lui faire part de son «indignation face à la passivité lâche et désespérée de l'Europe et aussi de la France devant le drame qui se déroule en Yougoslavie depuis six mois».

À l'issue de l'entretien, il a précisé qu'il avait «notamment proposé au chef de l'État que la France tente d'imposer au moins un embargo pétrolier à l'égard de la Yougoslavie». Cette «conduite probablement très rapidement les chers et les avions yougoslaves à s'arrêter, ce qui serait déjà un progrès, a-t-il affirmé. Le drame yougoslave, où des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants se font massacrer dans une guerre de type moyenâgeux, est inacceptable moralement, et c'est très dangereux pour la paix en Europe, car cela peut servir d'exemple à bien d'autres destabilisations, dans les Balkans, dans l'ex-Union soviétique, a ajouté le président du RPR. L'Europe des riches, des nantis, ne peut pas être indifférente à la situation de l'Europe de la misère.»

M. Raymond Barre, en revanche, s'est refusé à tout commentaire après s'être entretenu pendant plus d'une heure avec M. Mitterrand.

Le triple «non» de M. Marchais

M. Georges Marchais, plus prolix, a dit : «Non, non et non» aux projets de traités européens. Le secrétaire général du PFC s'est déclaré «extrêmement inquiet pour la France». «Sous couvert d'union européenne, c'est la France qu'on menace aujourd'hui», a-t-il déclaré. Au nom de l'union économique et monétaire, on veut placer notre politique sous la tutelle de l'Allemagne et des banques (...). Au nom de l'union politique, on veut retirer à la nation certains de ses droits essentiels : des décisions touchant à notre politique extérieure, à notre sécurité, à notre défense, seraient prises sans ou contre l'avis du peuple français. L'indépendance nationale est la liberté des libertés. Sans elle on ne saurait parler de démocratie (...). Le PFC n'a jamais transigé sur cette question, il ne le fera pas plus aujourd'hui qu'hier.» M. Marchais a préconisé «un autre avenir» pour la France, celui d'une «France libre, forte, non alignée, pacifique, amicale, établissant la Communauté européenne et ou-

delà des relations de coopération véritable entre les peuples et entre nations souveraines».

Le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, a estimé, de son côté, qu'«être frileux aujourd'hui sur l'Europe serait très malvenu», et il a réaffirmé, que son parti souhaite le «succès» de la réunion de Maastricht. «Nous en jugeons à la mesure des résultats acquis, et la fois sur la réalisation d'une étape décisive vers une monnaie unique et d'autre part au développement d'un système de défense en Europe», a-t-il précisé.

Dernier à être reçu, mardi soir, le président du Parti républicain, M. Gérard Longuet, a évoqué «la nécessité, pour la Communauté, d'être généreuse et d'avoir de l'aide». Il a également demandé au président de la République de faire en sorte que la Grande-Bretagne rejoigne l'union économique et monétaire des Douze afin que celle-ci ne soit pas «une zone morte». M. Mitterrand lui aurait répondu qu'il ferait «en sorte que l'Angleterre ne soit pas la brebis égarée» parmi les Douze.

Le président de l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing, doit être reçu à l'Élysée vendredi 6 décembre.

À l'issue du conseil des ministres

M. Lang souligne les divisions de l'opposition sur l'Europe

L'essentiel du conseil des ministres réuni le mercredi 4 décembre a été consacré à des exposés de MM. Roland Dumas, Pierre Bérégovoy et Louis Le Pen sur la préparation du sommet européen de Maastricht. Selon M. Jack Lang, qui rendait compte de ses travaux, le ministre des affaires étrangères a affirmé que l'union économique et monétaire et l'union politique sont en bonne voie et qu'ainsi «l'Europe pourra aborder le siècle prochain dans de bonnes conditions».

Le porte-parole du gouvernement a surtout profité de son point de presse pour s'en prendre vigoureusement à l'opposition. Soulignant les divergences d'analyse en matière européenne entre MM. Philippe Séguin, Valéry Giscard d'Estaing et Philippe de Villiers il a déclaré : «Imaginer

que ces oppositions soient au pouvoir, il faudrait un sommet de la droite avant chaque sommet européen tellement leurs points de vue sont divergents. On s'entendrait aujourd'hui l'opposition aux commandes du train de l'Europe. Ils se bousculeraient dans la cabine de pilotage, certains voulant changer l'alignement, d'autres tirer la sonnette d'alarme, les autres lancer le train à pleine vitesse. A coup sûr les oppositions feraient dérailler la France».

De même M. Lang a profité du compte rendu qu'il faisait d'une communication de MM. Jean-Louis Bianco et Kofi Yamgnane sur le revenu minimum d'insertion et la lutte contre la pauvreté pour s'en prendre au programme social de l'opposition présenté le week-end dernier à Vitry. Il a déclaré : «Là, comme ailleurs, l'opposition multiplie les sur-enchères, les promesses qui s'empilent les unes sur les autres. C'est à nouveau la machine à sous que l'on fait fonctionner chaque week-end». Le ministre de la culture a ajouté : «Comme pour l'Europe nous avons une opposition qui ne montre pas toujours l'esprit de responsabilité, de sagesse et de civisme qu'on pourrait attendre (...). Si l'on traduisait en chiffres les propositions des oppositions, nos finances publiques seraient ruinées».

Le conseil des ministres a entendu par ailleurs une communication de M. Lionel Jospin sur le sport à l'université et une autre de M. Hubert Curien sur les équipements et les réseaux informatiques des centres de recherche. Il a aussi adopté un projet préparé par M. Louis Mermaz visant à contrôler plus strictement l'utilisation des produits antiparasitaires dans l'agriculture.

Enfin il a nommé M. Christian Dors administrateur supérieur des terres australes et antarctiques françaises et renouvelé M. Hubert Prévot dans ses fonctions de secrétaire général à l'intégration.

À A. Vaures : le directeur de l'action sociale séquestré par des éducateurs. Une cinquantaine d'éducateurs du Centre de formation des éducateurs spécialisés d'Evry (CFE) ont investi, mardi 3 décembre en fin d'après-midi, la direction de l'action sociale (DAS), dont le siège est situé à Vaures (Haute-Loire), où ils rétroactent cocore, mercredi dans la matinée, le directeur, M. Michel Thiery. Les éducateurs du CFE protestent contre le retrait de l'agrément de leur école par le ministère des affaires sociales.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

Les suites de l'attentat de Lockerbie

Les pays occidentaux accentuent leurs pressions sur la Libye

M. Douglas Hogg, secrétaire d'État britannique au Foreign Office, et M. Virginio Rognoni, ministre italien de la défense, ont insisté, mardi 3 décembre, à Tunis, sur la «nécessité de persuader» Tripoli d'honorer la requête des tribunaux britannique et américain chargés d'instruire l'affaire de l'attentat contre le Boeing de la PanAm.

Au cours de conférences de presse distinctes, les deux ministres se sont fait les interprètes du soutien unanime de la CEE aux requêtes occidentales pour que Tripoli livre les deux agents libyens impliqués dans le drame de Lockerbie. M. Hogg a affirmé que la campagne de persuasion qu'il a menée en Algérie, puis en Tunisie, avant de se rendre à Malte et en Egypte, avait pour but de faire comprendre au colonel Kadhafi qu'il y allait «très clairement de son intérêt» d'obtempérer.

Le président tunisien Ben Ali a chargé son ministre de la justice d'une mission auprès du colonel Kadhafi, qui a lui-même dépêché des émissaires auprès des pays arabes et islamiques pour défendre son point de vue. — (AFP)

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Au boulot !

J'ai besoin de vous, là, aujourd'hui, les enfants ! Voici de quel il s'agit. Vous savez que Terry Anderson, le dernier otage américain, vient d'être arraché à ses chaînes. C'est un confrère. Pareil que Kaufman et Rochot, dont les souffrances ont été rythmées par un formidable tam-tam médiatique dans ce pays. Si je vous en parle, là, maintenant, c'est parce qu'il reste de par le monde cent treize journalistes à croupir, dans l'indifférence générale, au fond de ces geôles qu'on dit infectes — et qui le sont.

Reporters sans frontières m'en a envoyé la liste. En me demandant si nous voulions ici, au Monde en parrainer un pour essayer de le sortir de prison. Moi, mes copains, on est partants. Mais sans vous on ne peut rien. Sans votre soutien. Un soutien de longue haleine. Un soutien actif, persévérant. Car si les lecteurs de Phosphore, le magazine des lycéens, ont accordé, sans barguigner, à leur filleul, un certain Li Datong embastillé à Pékin. Grâce à quoi, grâce aux milliers de lettres qu'ils ont balancées sur l'ambassade de Chine à Paris, le voilà libre.

Comme l'a écrit Bruno Masura

dans l'événement du jeudi, qui, à l'exemple de plusieurs hebdomadaires de télé et de radio, s'est mobilisé en faveur d'un de ces détenus, seul votre tapage peut les empêcher de mourir, en empêchant leurs tortionnaires de dormir.

Si vous êtes d'accord, je vous proposerai dans les jours qui viennent un nom, un cas. Simple, mais, pareil que pour les bébés, ça, faut le savoir, il ne reste plus un seul Européen sur le marché de l'adoption. Remarquez, entre le Soudan, la Turquie, l'Irak, le Koweït, l'Arabie saoudite, la Tunisie, le Vietnam, la Chine et la Syrie, entre autres, qui détiennent leurs propres ressortissants, ou, s'agissant d'Israël, des Palestiniens, on n'a que l'embaras du choix.

Comprenez-moi bien, ce n'est pas par corporatisme que j'agis, il existe, c'est vrai, des milliers de condamnés pour simple délit d'opinion soumis aux caprices de pouvoirs locaux, sur lesquels même Amnesty International a peu de prise. L'appel de Reporters sans frontières, lui, en revanche, a déjà été entendu. Alors, pourquoi ne pas y répondre ?

Deux décès

Etienne Fajon

figure légendaire du Parti communiste

Etienne Fajon, membre du comité central du Parti communiste, ancien député du Front populaire, ancien directeur de l'Humanité, est mort, dans la nuit du mardi 3 au mercredi 4 décembre à son domicile d'Argenteuil, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Figure légendaire du PCF, Etienne Fajon était né à Jonquières (Hérault), le 11 septembre 1906. Fils d'un petit vitiiculteur et d'une institutrice, il était devenu lui-même instituteur, puis syndicaliste à la CGTU, avant d'adhérer au PCF à la fin des années 20, puis de diriger le journal communiste le Travailleur du Languedoc et d'entrer au comité central en 1932. Son action antimilitariste lui avait valu d'être inculpé plusieurs fois dans les années 30. élu député du Front populaire en 1936, dans la circonscription de la Garenne-Courbevoie, il avait adhéré, après sa mobilisation et la dissolution du PCF, en 1939, au groupe parlementaire ouvrier et paysan pour continuer

son combat pacifiste et révolutionnaire au sein de la III^e Internationale. Fidèle à celle-ci, il avait proclamé ses convictions à la Chambre des députés en janvier 1940, après la signature du pacte germano-soviétique. Poursuivi, avec une poignée d'autres députés communistes accusés de «reconstitution de ligue dissoute», il avait été condamné à cinq ans de prison et écroué avant d'être traité de prison en prison, pendant toute la guerre. Libéré en février 1943, au terme de ce «chemin de l'honneur», autre épisode de la légende du PCF, il était devenu l'un des dirigeants les plus influents du parti.

Réélu député jusqu'en 1958, puis de 1962 à 1978, directeur de l'Humanité à la mort de Marcel Cachin, de 1958 jusqu'en 1974, Etienne Fajon avait soutenu la ligne conservatrice de Maurice Thorez avant de contribuer à l'ascension de M. Georges Marchais. Il avait progressivement pris sa retraite à partir de 1976.

Emmanuel de Margerie

ancien ambassadeur de France à Londres et à Washington

Emmanuel Jacquin de Margerie, ancien ambassadeur de France à Madrid, à Londres et à Washington, est décédé lundi soir 2 décembre à Paris des suites d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-six ans.

Avec son intelligence toujours à l'aise, sa courtoisie jamais prise en défaut, son humour presque britannique et son insatiable curiosité, Emmanuel de Margerie — «Bobby»

pour ses amis — incarnait ce que peut représenter de mieux la diplomatie française. Son parcours fut un «sans-faute» de Londres à Moscou, dans les années 50 jusqu'à Madrid, Londres à nouveau, et Washington, où il fut ambassadeur.

Emmanuel de Margerie, cependant, ne sacrifia jamais son jardin secret à sa carrière. Il réussit même à les concilier totalement lorsqu'il fut, de 1975 à 1977, directeur des Musées de France. Des musées qu'il connaissait déjà fort bien puisqu'il consacrait depuis toujours ses vacances à les visiter en compagnie de sa femme Hélène. C'est à son obstination qu'on doit notamment la création du Musée d'Orsay et c'est grâce à son action que de nombreux musées de province ont connu un nécessaire renouveau.

Le «démon» de l'art devait s'emparer de nouveau d'Emmanuel de Margerie en 1989 lorsque, atteint par l'âge de la retraite, il quitta l'ambassade de Washington pour devenir président de Christie's en Europe.

J. A. [Fils et petit-fils d'ambassadeur, Emmanuel de Margerie était né en 1924. Après des études à Londres, Shanghai et Paris, il avait intégré l'ENA dans la même promotion que M. Giscard d'Estaing. Il était entré au Quai d'Orsay en 1951, d'abord à l'administration centrale avant de faire ses premières armes sur le terrain à Londres (1955-1959) puis à Moscou (1959-1961). Après un retour à Paris, il avait été nommé à l'ambassade de France à Madrid (1961-1967) puis en poste à Tokyo (1967-1970) puis ministre conseiller à Washington (1971-1972). C'est après avoir été directeur du département Europe (1972-1974) qu'il avait été nommé à la direction des Musées de France. Emmanuel de Margerie a été ambassadeur à Madrid, en Espagne (1977-1981), à Londres, en Grande-Bretagne (1981-1984) et à Washington (1984-1989).

Grève et manifestations chez les enseignants

La section parisienne du SNI (Syndicat national des instituteurs) appelle les instituteurs parisiens à se mettre en grève jeudi 5 décembre pour protester contre les nombreux retards de paiement touchant les enseignants de la capitale. Trois cent vingt instituteurs ont retiré aucun traitement depuis la rentrée de septembre (le Monde daté 24-25 novembre). Le ministre de l'éducation nationale a demandé, mardi 3 décembre au recteur de Paris d'apporter «des solutions rapides» à ces difficultés. Les deux inspections générales de l'administration de l'éducation nationale et des finances sont par ailleurs saisies d'une demande d'audit.

Le SNES (Syndicat national des enseignants de second degré), de son côté, poursuit sa partie de bras de fer avec le ministre de l'éducation nationale et annonce divers mouvements pour les mois de décembre et janvier (le Monde des 1^{er}, 2 et 3 décembre). Il réclame notamment l'ouverture de négociations sur les salaires, le réexamen des nouvelles modalités de formation des maîtres et la garantie de leur «statut national de fonctionnaires».

Enfin, les directions diocésaines de l'enseignement catholique de l'Ouest devaient organiser mercredi 4 et jeudi 5 décembre divers rassemblements en Bretagne. L'enseignement catholique revendique notamment le règlement des arriérés de forfaits d'externat (fraits de fonctionnement) qui s'élève à 5 milliards de francs, et la parité avec l'enseignement public pour le recrutement et la formation des maîtres.

Jerry Lewis et Alain Delon menacent de retirer leur parrainage au Téléthon

Inquiets des diverses informations (le Monde du 4 décembre) et rumeurs concernant la politique menée depuis plusieurs années par l'Association française contre les myopathies que préside M. Bernard Barraud, Jerry Lewis, président d'honneur, et Alain Delon, «parrain» du Téléthon, ont fait connaître mercredi 4 décembre leur intention de ne plus soutenir cette manifestation.

Ces deux personnalités souhaitent pouvoir obtenir de l'Association française contre les myopathies la mise en place d'un véritable «comité de surveillance» chargé du contrôle de la gestion des sommes recueillies. Ils critiquent par ailleurs plusieurs des choix effectués par M. Barraud concernant notamment la priorité accordée au financement de la recherche et le blocage de sommes importantes (200 millions de francs) en provision de futurs investissements.

J.-Y. N.

SOMMAIRE

DÉBATS

La réforme des institutions vue par Georges Vedel et Olivier Duhamel. 2

ÉTRANGER

Togo : le premier ministre accepte de mettre en veilleuse le programme de transition vers la démocratie. 3
Cambodge : les Khmers rouges devraient égarer Phnom-Penh à la mi-décembre. 4
M. Gorbatchev lance un appel dramatique à la sauvegarde de l'Union. 5
La guerre en Croatie. 5
La préparation du sommet de Maastricht. 6
Les Israéliens absents pour la reprise des pourparlers de paix israélo-arabes. 7

POLITIQUE

Les travaux du Parlement. 8
Le comité central du PCF. 8
Le PS et le mode de scrutin. 9
Les ressources des partis. 10

SOCIÉTÉ

La Fédération française des donateurs de sang bénévoles s'oppose au projet d'industrialisation des pertes contaminées. 11
Au proche des fausses factures de la région parisienne : les petits cahotiers de la SCREG. 12
Procs-spectacle en Floride : un nouveau du sénateur Kennedy jugé pour vol. 12

ÉDUCATION • CAMPUS

« Sauve qui peut les profs... » (II)
Le passeport européen de la CEMS. 13
Le fantôme de la Stasi à l'université Humboldt. 13
Etudient majeurs, mais pas vaccinés 13 à 15

ARTS • SPECTACLES

Les Transmusicales de Rennes 1991. 17
« La Pea suspendu de la cigogne », de Théo Angelopoulos. 17 à 28

ÉCONOMIE

Le marché français de l'automobile continue de chuter. 29
Les services affectés par le ralentissement de l'activité. 29
Baisse des prix de l'immobilier parisien. 29
La Bundesbank envisage un relèvement de son taux Lombard. 30
Point de vue : « La croissance par la stabilité compétitive », per Ernest-Antoine Solière. 30

POINT

L'union économique et monétaire 32

COMMUNICATION

Le début de démantèlement de l'empire Maxwell. 31
Le rapport du sénateur Chuzel sur la crise des médias. 31

Services

Abonnements. 10
Annonces classées. 33 à 35
Automobile. 36
Marchés financiers. 36 et 37
Météorologie. 38
Carnet. 38
Mots croisés. 38
Radio-télévision. 39

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 4 décembre 1991 a été tiré à 526 536 exemplaires.